



Lleida.net EURONEXT Growth

DOCUMENT D'INFORMATION



Lleida.net

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMATICS SA
Capital de 320 998,86 euros
C/GENERAL LACY 42- PLANTA BAJA – Madrid - ESPAGNE
Registro Mercantil de Madrid número A25345331
(Ci-après « LLEIDA.net » ou la « Société »)

DOCUMENT D'INFORMATION EURONEXT GROWTH PARIS ADMISSION DIRECTE AUX NEGOCIATIONS

AVERTISSEMENT

EURONEXT GROWTH est un marché géré par EURONEXT. Les sociétés admises sur EURONEXT GROWTH ne sont pas soumises aux mêmes règles que les sociétés du marché réglementé. Elles sont au contraire soumises à un corps de règles moins étendu adapté aux petites entreprises de croissance. Le risque lié à un investissement sur EURONEXT GROWTH peut en conséquence être plus élevé que d'investir dans une société du marché réglementé.

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que l'opération d'admission directe de LLEIDA.net sur EURONEXT GROWTH Paris ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de la CNMV (Comision Nacional del Mercado de Valores), le régulateur Espagnol des marchés financiers, ni de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Le présent Document d'Information (ci-après le « Document d'Information ») a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Nous déclarons qu'à notre connaissance, l'information fournie dans le présent Document d'Information est juste et que, à notre connaissance, le Document d'Information ne fait pas l'objet d'omission substantielle et comprend toute l'information pertinente.

Des exemplaires du Document d'Information sont disponibles sans frais auprès de la société LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMATICS SA., C/GENERAL LACY 42-planta baja – Madrid - ESPAGNE, ainsi qu'en version électronique sur le site d'EURONEXT (www.euronext.com) et de la société LLEIDA.net (<http://www.lleida.net>).

Sommaire

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA SOCIÉTÉ ET SES ACTIVITÉS	3
1.1 PERSONNES RESPONSABLES DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE DOCUMENT	3
1.2 AUDITEUR DES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ	3
1.3 IDENTIFICATION COMPLETE DE LA SOCIÉTÉ ET OBJET SOCIAL.....	4
1.4 BREVE PRESENTATION HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ, ET DES ETAPES LES PLUS IMPORTANTES DE SON DEVELOPPEMENT.	4
1.5 RAISONS POUR LESQUELLES IL A ETE DECIDE DE DEMANDER L'ADMISSION SUR EURONEXT GROWTH	10
1.6 DESCRIPTION GENERALE DE L'ACTIVITE DE L'ÉMETTEUR, AVEC UNE REFERENCE PARTICULIERE AUX ACTIVITES QU'IL DEVELOPPE, AUX CARACTERISTIQUES DE SES PRODUITS OU SERVICES ET A SA POSITION SUR LES MARCHES SUR LESQUELS IL OPERE.	10
1.7 STRATEGIE ET AVANTAGES CONCURRENTIELS DE LA SOCIÉTÉ	25
1.8 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX CONTRATS ET BREVETS.....	27
1.9 DIVERSIFICATION/CONCENTRATION.....	33
1.10 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DE L'ÉMETTEUR DE CHAQUE EXERCICE COUVERT PAR LES INFORMATIONS.....	34
1.11 BREVE DESCRIPTION DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE L'ÉMETTEUR. DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES ET DE L'ACTIVITE DES FILIALES AYANT UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LA VALEUR OU LA SITUATION DE L'ÉMETTEUR.	35
1.12 INFORMATIONS CONCERNANT LES ADMINISTRATEURS ET LES CADRES SUPERIEURS DE L'ÉMETTEUR	37
1.13 EMPLOYES. NOMBRE TOTAL, CATEGORIES ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE.....	45
1.14 ACTIONNAIRES PRINCIPAUX, AU SENS DE CEUX QUI DETIENNENT PLUS DE 5% DU CAPITAL, EN NOMBRE D'ACTIONNAIRES ET POURCENTAGE DU CAPITAL.....	46
1.15 INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES :.....	46
1.16 INFORMATIONS FINANCIERES DE L'ÉMETTEUR :	48
2. FACTEURS DE RISQUE.....	54
2.1 RISQUES LIES A L'ACTIVITE.....	54
2.2 RISQUES LIES A L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ	57
2.3 RISQUES FINANCIERS.....	58
3. INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTIONS	60
3.1 NOMBRE D'ACTIONNAIRES DONT L'ADMISSION EST DEMANDEE, VALEUR NOMINALE. CAPITAL SOCIAL, INDICATION DE L'EXISTENCE D'AUTRES CATEGORIES OU SERIES D'ACTIONNAIRES ET EMISSION DE TITRES DONNANT LE DROIT DE SOUSCRIRE OU D'ACQUERIR DES ACTIONS.....	60
3.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES ACTIONS ET DES DROITS QU'ELLES INCORPorent, Y COMPRIS LA MENTION DES LIMITATIONS EVENTUELLES DU DROIT DE PARTICIPER, DE VOTER ET DE NOMMER DES ADMINISTRATEURS AU MOYEN DU SYSTEME PROPORTIONNEL	60
3.3 CONVENTIONS ENTRE ACTIONNAIRES OU ENTRE LA SOCIÉTÉ ET DES ACTIONNAIRES LIMITANT LE TRANSFERT D'ACTIONNAIRES OU AFFECTANT LE DROIT DE VOTE	61
3.4 PREVISIONS STATUAIRES OBLIGATOIRES CONCERNANT L'OBLIGATION DE DIVULGATION DES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES ET DES PACTES PARA- SOCIAUX ET EXIGENCES APPLICABLES A LA DEMANDE D'EXCLUSION D'OPERATIONS ET AUX CHANGEMENTS DE CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ.....	61
3.5 IDENTITE DU LISTING SPONSOR.....	63
4. POSITION DE TRÉSORERIE À 31 OCTOBRE 2018	63
5. AUTRES INFORMATIONS D'INTÉRÊT	64
5.1 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA VALEUR SUR LE MAB	64
5.2 EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION.....	64
5.3 COMMUNIQUES DE PRESSE DIFFUSES PAR LA SOCIÉTÉ AU COURS DES DOUZE MOIS PRECEDENTS L'ADMISSION AUX NEGOCIATIONS SUR GROWTH EURONEXT.....	66
6. RAPPORTS FINANCIERS ANNUELS	118

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES À LA SOCIÉTÉ ET SES ACTIVITÉS

1.1 Personnes responsables des informations contenues dans le Document

M. Francisco José Sapena Soler au nom et pour le compte de Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. (ci-après, indistinctement, « Lleida.net », la « Société » ou « l'émetteur »), en sa qualité de Président du Conseil d'administration assume la responsabilité du contenu du présent Document d'Information préparé dans le cadre de sa demande d'admission à Euronext Growth (ci-après, le « Document d'Information » ou le « Document »).

De même, M. Francisco José Sapena Soler, en tant que responsable du présent Document d'Information, déclare, conformément à sa connaissance et à son jugement, que les informations contenues correspondent à la réalité et qu'elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

1.2 Auditeur des comptes de la Société

Les comptes annuels sociaux et consolidés de la Société pour les exercices clos du 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017, ainsi que pour le semestre clos le 30 juin 2018, ont fait l'objet de rapports d'audit correspondants (pour les périodes annuelles) et de révision limitée (pour la période intermédiaire) émis par BDO Auditores, SL, société de révision domiciliée à Madrid.

BDO Auditores, S.L. est inscrite au Registre officiel des auditeurs de comptes nºS.1273. Il s'agit d'une société à responsabilité limitée espagnole, membre de BDO International Limited, une société à responsabilité limitée du Royaume-Uni qui fait partie du réseau international BDO de sociétés de révision indépendantes associées. BDO a été nommé pour la première fois en tant qu'auditeur des comptes annuels de Lleida.net pour les comptes annuels correspondant à l'exercice clos le 31 décembre 2007. Actuellement, BDO Auditores, SL, après avoir examiné les comptes de la société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017, continue d'être l'auditeur nommé par la Société pour l'examen des comptes annuels à clôturer le 31 Décembre 2018, en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des actionnaires tenue à Lleida le 13 juin 2016.

Les comptes annuels sociaux et consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017, ainsi que les états financiers intermédiaires correspondant au semestre clos le 30 juin 2018, ont été préparés conformément au Plan général de comptabilité espagnol approuvé par le Décret royal 1514/2007 du 16 décembre (ci-après « NPGC »), d'application obligatoire pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2008.

1.3 Identification complète de la Société et objet social

Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. est une société anonyme à durée indéterminée dont le siège social est à Madrid (Espagne) Calle General Lacy 42, rez-de-chaussée. Son code d'identification fiscale est A25345331.

Elle a été constituée en société à responsabilité limitée le 30 janvier 1995.

La Société est inscrite au Registre du commerce de Madrid depuis le 13 février 2018, consécutivement au transfert de son siège social à Madrid décidé le 7 octobre 2017.

Le 30 juin 2011, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a approuvé la transformation de la Société en Société anonyme.

L'objet social de Lleida.net est défini à l'article 4 de ses Statuts, dont le texte est traduit ci-dessous :

Article 4 - Objet social

« La Société a pour objet (i) le conseil télématique et informatique dispensé par des professionnels dans différents domaines, les installations télématiques et informatiques pour les entreprises et les services associés ; (ii) la diffusion de systèmes télématiques via la mise en œuvre d'activités et de publications ; (iii) la prestation de services de télécommunications ; et (iv) la promotion, la création et la prise de participation dans des entreprises et sociétés industrielles, commerciales et de services à dominante technologique, ainsi que dans toute initiative entrepreneuriale utilisant les technologies de l'information et de la communication comme moyen principal de développement de leurs activités. »

1.4 Brève présentation historique de la Société, et des étapes les plus importantes de son développement.

1.4.1 Évolution historique de la Société

La Société a été fondée en 1995 avec pour objectif de fournir des services d'accès à Internet à la ville de Lleida (Espagne).

Au cours des premières années de sa vie, son activité était principalement locale. Elle comprenait non seulement l'offre de service d'accès à Internet, mais également les services d'hébergements sur ses propres serveurs. La prestation du service d'hébergement à IRC Hispano, le réseau de chat en ligne hispanophone le plus important au monde à l'époque, a permis à l'équipe de la Société d'apprendre à gérer un grand volume d'utilisateurs et à détecter les éventuels besoins de communication dans un environnement Internet naissant. M. Sapena a été président de ce réseau de chat de 1999 à 2007.

Depuis sa création, la Société a choisi de développer en interne des projets innovants, ce qui l'a conduit à détecter une opportunité sur le marché du *short messaging service* (« SMS ») et de solliciter un agrément d'opérateur téléphonique en Espagne auprès de la Commission du Marché des Télécommunications de l'époque (actuellement intégré dans la Commission Nationale des Marchés et de la Concurrence ou CNMC). À partir là, le focus d'activité de Lleida.net a substantiellement évolué, devenant en peu de temps le premier opérateur historique de SMS en Espagne, le premier aussi à n'avoir que le SMS comme service principal puis le premier spécifiquement dédié à la sécurité numérique et aux services de certification et enfin le premier en termes de facturation. Cela a impliqué la vente des activités initiales, y compris le portefeuille de hosting, avec pour objectif de devenir leader dans l'envoi de SMS ainsi qu'un opérateur de

télécommunications membre de la GSMA Global System for Mobile Communications Association, c'est-à-dire un opérateur clé dans le trafic international des SMS. Pour cette raison, Lleida.net a eu très tôt besoin d'engager un processus d'internationalisation, accumulant une expérience très importante qui sera fort utile pour ses développements ultérieurs.

L'année 2007 a constitué un point d'inflexion très important dans la trajectoire de la Société. En analysant l'utilisation du service SMS par les clients, la nécessité de fournir une couche de sécurité juridique aux messages échangés a été détectée, de sorte que l'immédiateté du numérique puisse être équivalente à la sécurité du papier. En conséquence, la Société a commencé à développer le service SMS certifié, embryon de l'actuel secteur des « Communications électroniques certifiées », aujourd'hui activité principale de la Société. Tout ce processus a été développé (et continue de l'être) en interne.

L'activité internationale a continué de croître parallèlement au développement de services de certification numérique, par la création de sociétés d'exploitation de télécommunications disposant de leurs propres licences d'opérateurs et de leurs brevets au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Colombie et en France.

Au cours des treize dernières années, Lleida.net a complété un important portefeuille de services liés à la sécurité des processus électroniques, particulièrement à la certification de messages (SMS, courriers électroniques, images, etc.), en les combinant de manière que le client puisse transformer ses process externes ou internes physiques en process numériques avec le même niveau de sécurité juridique, pour ainsi gagner en expérience utilisateur et en sécurité juridique de manière totalement évolutive au niveau international.

La Société peut ainsi fournir des services à des clients aux profils très différents : des multinationales du secteur de la banque et de l'assurance intéressées par la simplification de leurs process sans en altérer la sécurité juridique, à des PME intéressées par l'amélioration de la qualité de leurs communications et l'efficacité leurs relations contractuelles, de manière simple.

Lleida.net a toujours été une entreprise à vocation internationale et, depuis 2013, la stratégie d'internationalisation est axée sur la promotion de la vente de services de certification des communications. Outre les bureaux ouverts il y a des années aux États-Unis et au Royaume-Uni, axés sur les questions d'interconnexion, la Société a engagé son expansion en Amérique latine (Colombie, République dominicaine, Panama et Chili).

En octobre 2015, Lleida.net a fait son entrée sur le Marché alternatif boursier de Madrid (MAB). Cette introduction en bourse s'est faite par une augmentation de capital qui a permis à la Société de lever près de 5 millions d'euros pour à la fois renforcer sa nouvelle gamme de produits de certification et accélérer sa croissance internationale.

La Société a ainsi concentré sa croissance internationale principalement sur les marchés européen, latino-américain, des Émirats arabes unis et sud-africain.

Actuellement, Lleida.net est une société de référence dans la prestation de services de certification numérique et de SMS en Espagne, avec des ventes dans plus de 160 pays. Lleida.net fait partie de l'indice IBEX MAB 15 qui comprend les sociétés ayant les volumes de négociation les plus élevés du Marché Alternatif Boursier (MAB).

Un large éventail de services concurrentiels et différenciés basés sur un portefeuille de plus de 70 brevets ainsi qu'un réseau d'envergure internationale permettent de maintenir une base solide de clients et de soutenir la croissance des ventes et des résultats.

1.4.2 Évolution du capital social

Constitution

Le 30 janvier 1995, la Société, sous la dénomination Lleidanetworks Serveis Telemàtics, SL, a été constituée avec un capital de 1 000 000 pesetas (6 010 €), divisé en 100 parts sociales, d'une valeur nominale de 10 000 pesetas (60,10 €) chacune. La liste des associés fondateurs au moment de la constitution de la Société ainsi que leurs parts sociales respectives étaient les suivantes :

Associés	Nombre de parts	Numérotation	Droits de vote (%)
M. Francisco José Sapena Soler	51	1 à 51 incluses	51%
M. Jordi Josep Murgó Ambou	25	52 à 76 incluses	25%
M. Baldomero Capdevilla Bargallo	24	77 à 100 incluses	24%
TOTAL	100		100

Dans le même acte constitutif, les parties ont convenu que l'administrateur unique de la Société pour une durée de 10 ans soit M. Francisco Sapena Soler. Cet accord a été rendu public par l'acte constitutif, le 30 janvier 1995, par-devant le notaire de Lleida, M. Antonio Rico Morales.

Augmentations de capital

Le 13 octobre 2004, l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des associés a décidé d'augmenter le capital social de 53 969,80 € par l'émission de 898 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 60,10 € chacune, sans prime d'émission et numérotées consécutivement de 101 à 998 incluses. Les parts sociales de cette nouvelle émission ont été entièrement souscrites et versées par M. Francisco José Sapena Soler. L'accord a été rendu public le 21 octobre 2004 par-devant le notaire de Lleida, M. Pablo Gómez Clavería.

Le 10 août 2006, l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des associés a décidé d'augmenter le capital social de 105 355,30 € par compensation de créances, moyennant l'émission

de 1 753 nouvelles parts d'une valeur nominale de 60,10 € chacune, sans prime d'émission et numérotées consécutivement de 999 à 2 751 incluses. Les parts de cette nouvelle émission ont été souscrites et versées par M. Francisco José Sapena Soler (1 480 parts sociales), M. Francisco José Sapena Grau (149 parts sociales) et Mme. Josefa Soler Pierola (124 parts sociales). L'accord a été rendu public le 16 août 2006 par-devant le notaire de Lleida, M. Pablo Gómez Clavería.

Le 18 janvier 2007, l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des associés a décidé d'augmenter le capital social de 70 918 € par l'émission de 1 180 nouvelles parts d'une valeur nominale de 60,10 € chacune, avec une prime d'émission de 278,89€ chacune, numérotées consécutivement de 2 752 à 3 931 incluses. Les parts sociales de cette nouvelle émission ont été entièrement souscrites et libérées par Banesto Enisa Sepi Desarrollo, F.C.R., actuellement dénommée SESD F.C.R. L'accord a été rendu public le 18 janvier 2007 par-devant le notaire de Lleida, M. Manuel Soler Lluch.

Transformation

Le 30 juin 2011, l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des associés a décidé de transformer la société à responsabilité limitée en société anonyme. À la suite de l'acte de transformation, le capital de la société a été fixé à 236 253,10 €, représenté par 3 931 actions d'une même catégorie et série, d'une valeur nominale de 60,10 € chacune et numérotées consécutivement à partir du 1 à 3 931 incluses. L'accord a été rendu public le 12 décembre 2011 par-devant le notaire de Lleida, M. Pablo Gómez Clavería. En vertu de l'acte de transformation, les actions ont été attribuées aux actionnaires proportionnellement à leur capital social dans la Société, avec M. Francisco Sapena Soler (62,05%) et Banesto Enisa Sepi Desarrollo, F.C.R. (30,02%) - actuellement appelé SESD F.C.R.- comme actionnaires majoritaires, possédant 92,07% du capital social de la Société. Le reste du capital était détenu par 13 actionnaires ayant des participations minoritaires, notamment des employés, des membres de la famille et d'autres investisseurs.

Lors de la même Assemblée du 30 juin 2011, M. Francisco Sapena Soler a cessé ses fonctions d'administrateur unique de la Société et un Conseil d'administration a été créé, constitué par M. Francisco Sapena Soler (Président), M. Marcos Gallardo Meseguer (secrétaire) et M. David Ángel Pereira Rico. La nomination du PDG et le transfert du siège social au Parc Científic i Tecnològic Agroalimentari de Lleida, à Lleida ont été approuvés par la même Assemblée.

- Fractionnement du nombre d'actions par division du nominal

Le 1er juin 2015, l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des actionnaires a décidé de fractionner le nombre d'actions de la Société en réduisant leur valeur nominale, sans variation du montant du capital social, de 60,10 € à 0,02 € par action, en fractionnant chacune des 3 931 actions dont le capital est divisé, en 11 812 655 actions nouvelles, dans la proportion de 3 005 actions nouvelles pour chaque ancienne. Après l'adoption de l'accord mentionné ci-dessus, le capital social a été divisé en 11 812 655 actions d'une valeur nominale de 0,02 €, numérotées consécutivement de 1 à 11 812 655 incluses. L'accord a été rendu public le 16 juin 2015 par-devant le notaire de Lleida, M. Pablo Gómez Clavería.

Lors de la même Assemblée générale et universelle des actionnaires, la demande d'admission au MAB a été approuvée, ainsi que le nouveau texte des Statuts de la Société avec l'incorporation des dispositions statutaires requises par le règlement du MAB et l'approbation d'une offre de souscription d'actions

Le 23 septembre 2015, le Conseil d'administration a décidé d'émettre 4 237 288 nouvelles actions de la Société à un prix d'émission de 1,18 € par action, s'élevant à 4 999 999,84 € le montant total versé par les souscripteurs de ces actions lors de l'offre de souscription.

Le nombre d'actions de Lleida.net après l'offre de souscription s'élève à 16 049 943.

Un résumé de l'évolution du capital de la Société est présenté dans le tableau ci-dessous.

Evènement	Date d'inscription	N. actions - parts	Valeur nominale	Capital (€)
C	30/01/1995	100 parts	60,01	6 000
AC	21/10/2004	998 parts	60,01	59 979,80
AC	16/08/2006	2 751 parts	60,01	165 335,10
AC	18/01/2007	3 931 parts	60,01	236 253,10
T	12/12/2012	3 931 actions	60,01	236 253,10
F	16/06/2015	11 812 655 actions	0,02	236 253,10
AC	30/09/2015	16 049 943 actions	0,02	320 998,86

C : Constitution

AC : Augmentation du capital

T : Transformation de la Société en S.A.

F : Fractionnement du nombre d'actions de la Société par la réduction de leur valeur nominale, sans variation du montant du capital social

La structure de l'actionnariat de la Société à la date du présent Document d'Information est décrite dans la section 1.17 ci-après.

- Changement du siège social :

Le 7 octobre 2017, le Conseil d'administration de Lleida.net a décidé de déplacer son siège social de Lleida à Madrid.

1.4.3 Événements significatifs dans l'histoire de la Société

Les événements les plus importants de la Société sont décrits ci-dessous :

1995 : Naissance de l'entreprise. Elle opère sous la marque Lleida.net puisque le domaine « .net » était réservé aux entreprises dont l'activité était liée au web et qu'elle donnait accès à Internet à la ville de Lleida. Premier fournisseur d'accès Internet dans ladite ville.

1997 : Ouverture des nœuds de connexion à Barcelone.

1999 : Membre fondateur de l'association IRC Hispano.

2000 : Développement de la technologie du réseau social Chat Systems.

2001 : Première version du softphone de messagerie.

2005 : Lleida.net reçoit l'agrément de la Commission nationale du marché des télécommunications (CMT) en tant qu' « opérateur de services téléphoniques fixes ». Début de l'offre du service SMS. Développement de l'application de bureau « Móvil virtual ».

2006 : Transmission de SMS à 6 millions d'utilisateurs. Première participation au Mobile Work Congress de Barcelone (MWC) en tant qu'exposant.

2007 : Transmission de SMS à 11,5 millions d'utilisateurs. 21 employés.

2008 : Lleida.net devient membre de Global System for Mobile Communications Association (GSMA), association regroupant les principaux opérateurs de télécommunications du monde.

2009 : Obtention de la licence d'opérateur télécom au Royaume-Uni.

2010 : Développement des services « Email certifié » et « Contrat email ».

2010 : Obtention de la licence d'opérateur télécom aux États-Unis.

2012 : Une Société est constituée en Colombie.

2012 : Développement du service « Réception certifiée ».

2013 : Développement de l'application pour tablette « Delain9 ». Ouverture en Inde.

2014 : Obtention de la licence d'opérateur télécom en Colombie.

2015 : Introduction sur le Marché Alternatif Boursier (MAB)

2016 : Bankinter Consumer Finance EFC, S.A. prolonge le contrat des services certifiés de Lleida.net

2016 : Obtention du brevet pour la méthode de courrier électronique certifié aux États Unis

2017 : Obtention du brevet pour sa méthode de courrier électronique certifié en Europe

2017 : Transfert du siège social à Madrid

1.5 Raisons pour lesquelles il a été décidé de demander l'admission sur EURONEXT GROWTH

- Augmenter la visibilité face aux investisseurs et atteindre une plus grande liquidité de l'action
- Faciliter l'achat d'actions par des investisseurs internationaux
- Améliorer la transparence à la fois pour nos actionnaires et pour nos clients internationaux
- Accéder à de nouveaux clients internationaux
- Accéder à un marché plus profond en cas de nouvelle levée de fonds
- La France est un marché stratégique pour la Société qui y opère déjà en tant qu'opérateur de télécommunications et où les communications électroniques certifiées de notification et de passation de contrats se développent rapidement.

1.6 Description générale de l'activité de l'Émetteur, avec une référence particulière aux activités qu'il développe, aux caractéristiques de ses produits ou services et à sa position sur les marchés sur lesquels il opère.

1.6.1 Introduction aux secteurs d'activités de l'entreprise

La Société opère dans deux secteurs très différents où elle maintient de relations commerciales avec plus de 350 opérateurs tout autour du monde et transmet plus de 3,5 millions d'opérations par jour entre tous ses produits.

Les secteurs sont les suivants :

a) Les communications certifiées

Désigne la fourniture de services de « tiers de confiance » (en anglais Trusted Third Party-TTP-) au moyen de nos offres SaaS.

Il s'agit d'un marché en cours de maturation et en croissance, lié à l'émergence de nouveaux besoins concernant l'utilisation des outils de communication numériques dans un cadre juridique beaucoup plus sécurisé et d'un usage simple et satisfaisant pour l'utilisateur.

Le TTP est la figure tierce à une communication entre deux parties qui, en mettant à leur disposition ses moyens techniques, leur permet d'obtenir la preuve de l'existence de cette communication. Ces preuves peuvent ensuite être utilisées devant des instances administratives ou judiciaires en tant que document probant. En Espagne, la reconnaissance de cette figure du tiers de confiance depuis la première rédaction de la Loi des Services de la Société de l'Information et du Commerce Electronique en 2002 (loi 34/2002) a permis au secteur de se développer avant les autres pays de l'Union européenne. En ce sens, la nouvelle réglementation européenne (voir la section 1.6.2) homogénéise cette figure du tiers de confiance dans l'ensemble de l'Union, en créant la catégorie des « fournisseurs de services de e-delivery », ce qui permettra de travailler sans avoir à analyser la réglementation de chaque État.

b) La vente de SMS

Ce secteur concerne des opérateurs et des grandes entreprises qui achètent et revendent de gros volumes de SMS. Ce secteur est beaucoup plus mûr que celui mentionné dans la section a), compte tenu du temps depuis lequel la technologie SMS est utilisée. L'utilisation de SMS entre personnes qualifiées de physiques (P2P) est devenue très limitée avec l'émergence de réseaux sociaux, mais l'utilisation de SMS entre entreprises et particuliers (A2P, dans le jargon du secteur) continue de connaître une croissance importante chaque année, devenant un outil très important de marketing et communication de l'entreprise avec ses clients.

1.6.2 Cadre réglementaire du secteur

Au niveau européen, l'activité de Lleida.net est soumise, entre autres, aux règles suivantes : Directive 2000/31 / CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 sur certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (« Directive sur le commerce électronique »).

- Règlement 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance dans les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la Directive 1999/93 / CE.

- Directive 2002/20 / CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 sur l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (Directive « autorisation »).

Au niveau de l'Espagne, les règles de base auxquelles l'activité est soumise sont, entre autres, les suivantes :

- Loi 9/2014 du 9 mai, générale sur les télécommunications.

- Loi 34/2002 du 11 juillet relative aux services de la société de l'information et le commerce électronique.

- Loi 59/2003 du 19 décembre sur la signature électronique.

- Loi 3/2014 du 27 mars modifiant le texte refondu de la loi générale sur la défense des consommateurs et des utilisateurs et d'autres lois complémentaires, approuvée par le décret législatif royal 1/2007 du 16 novembre.

Cette loi est particulièrement importante car elle oblige les entreprises à assumer la responsabilité de la preuve du respect de leurs obligations vis-à-vis des consommateurs. Les entreprises doivent donc certifier qu'elles les ont respectées. La démonstration de ce respect doit être effectuée au moyen de notifications dans un format durable. Les services de certification de Lleida.net sont des notifications fiables dans un format durable, particulièrement bien adaptées au besoin de démonstration précitée.

Autres réglementations :

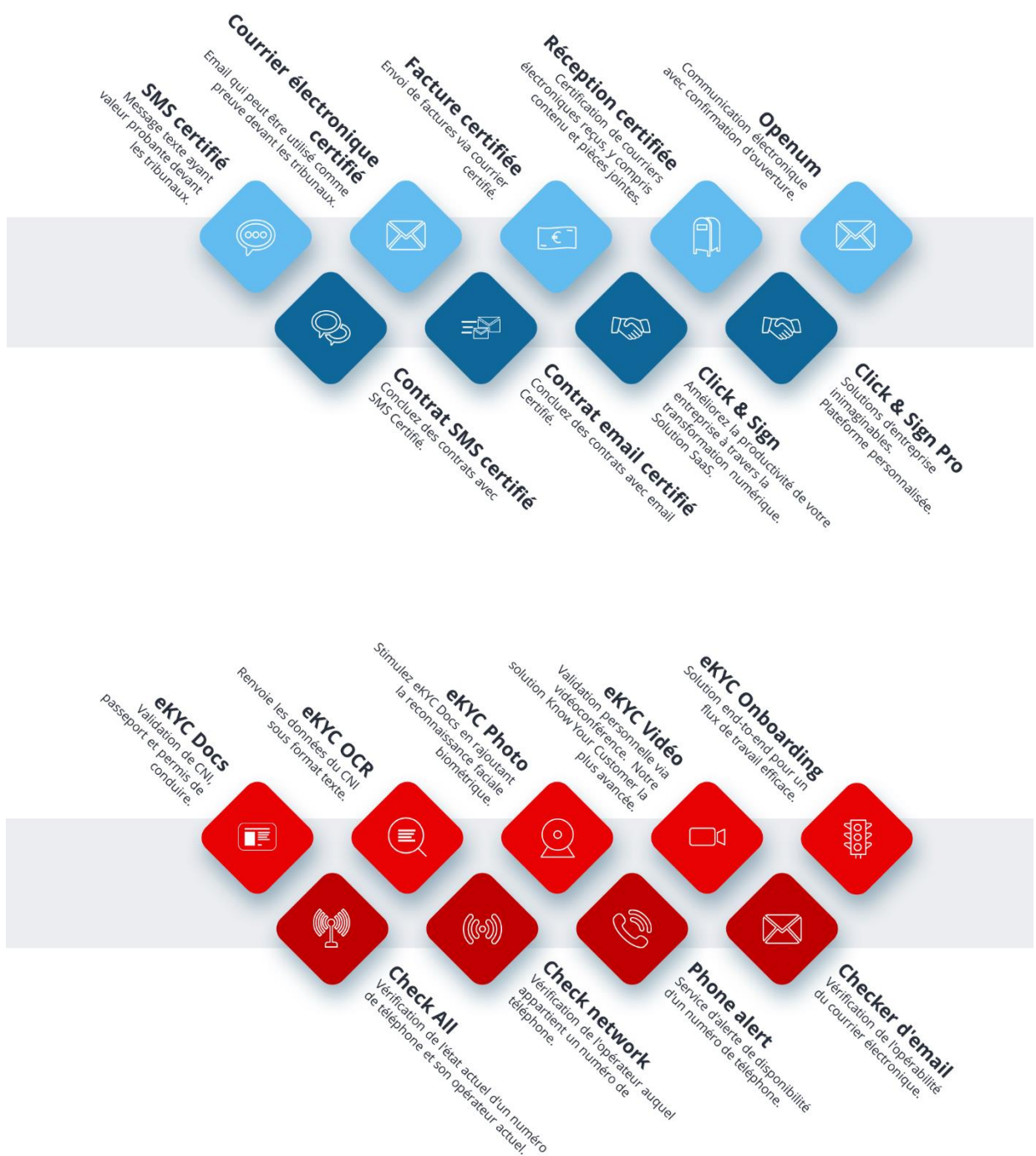
- ISO 27001 : 20013 sur le management de la sécurité de l'information que la Société applique déjà dans ses process. Cette certification a été obtenue pour la première fois en 2015 et renouvelée depuis.

1.6.3 Lignes d'activité

a) *Service de tiers de confiance en format SaaS : 26% de la facturation totale en 2017*

Il d'agit d'une offre de services développée pour convertir les communications électroniques en documents efficaces, efficients, respectueux de l'environnement et valant acceptation formelle,

avec une sécurité juridique maximale. On s'attend à ce que ce secteur d'activité présente une croissance significative à l'avenir et qu'il participe fortement à la croissance du chiffre d'affaires total de la Société en attirant de nouveaux clients.



Nous pouvons segmenter cette activité en trois lignes produits principales :

- Services de Notification : permet d'envoyer les informations requises au destinataire, de manière simple et moins chère que les moyens traditionnels, avec un tiers de confiance comme Lleida.net en tant que témoin numérique.
- Services de Signature de contrats : Grâce à notre plateforme technologique, il est possible de conclure un contrat instantanément, sans temps d'attente ni envoi de documents, par

messagerie. Il permet d'agréger tous les documents nécessaires et de valider les échanges téléphoniques, les courriers électroniques et même les documents nationaux d'identité. Il permet aux entreprises d'obtenir un taux de conversion prospect- client beaucoup plus élevé, dans des délais plus brefs et à des coûts moins élevés, avec un tiers qui intervient en tant que témoin numérique.

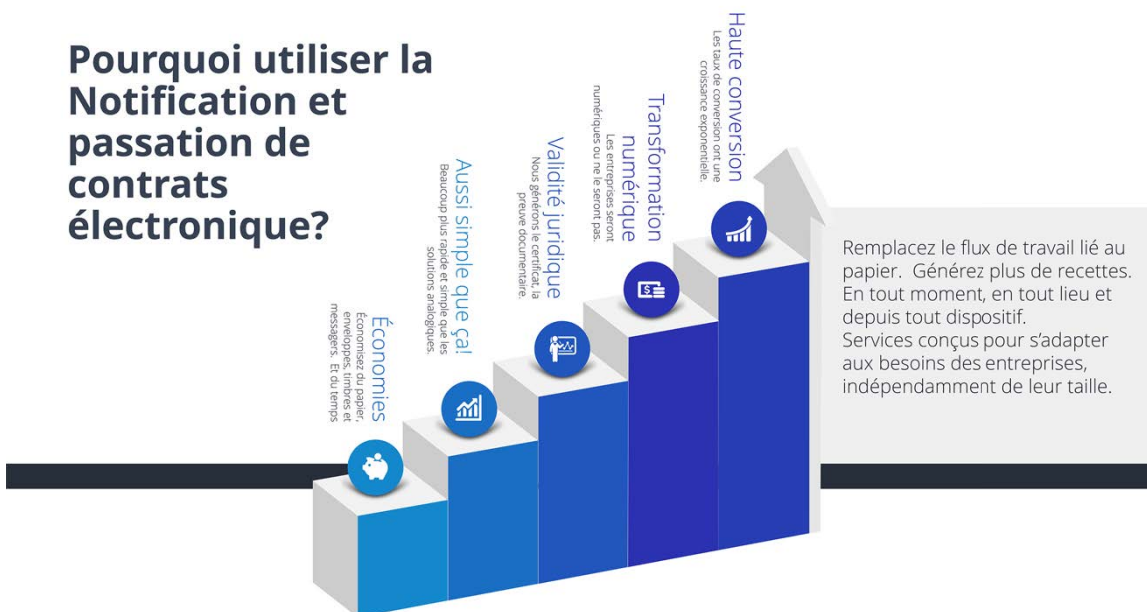
- Services de Validation de données : permet de valider les principales informations de nos clients, tels que les numéros de téléphone, adresse emails ainsi comme les pièces d'identité.

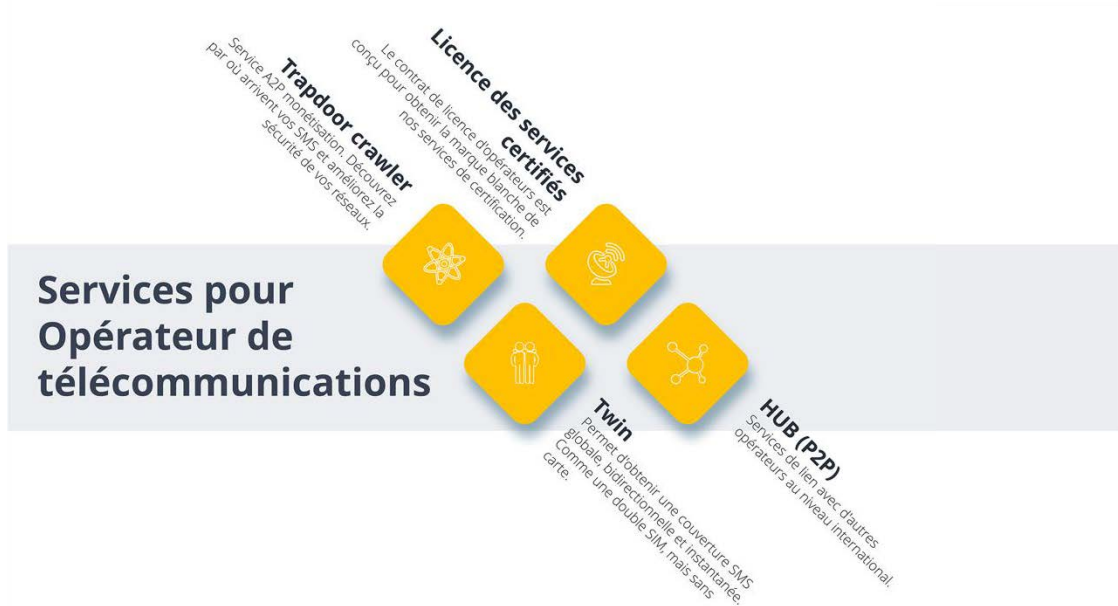
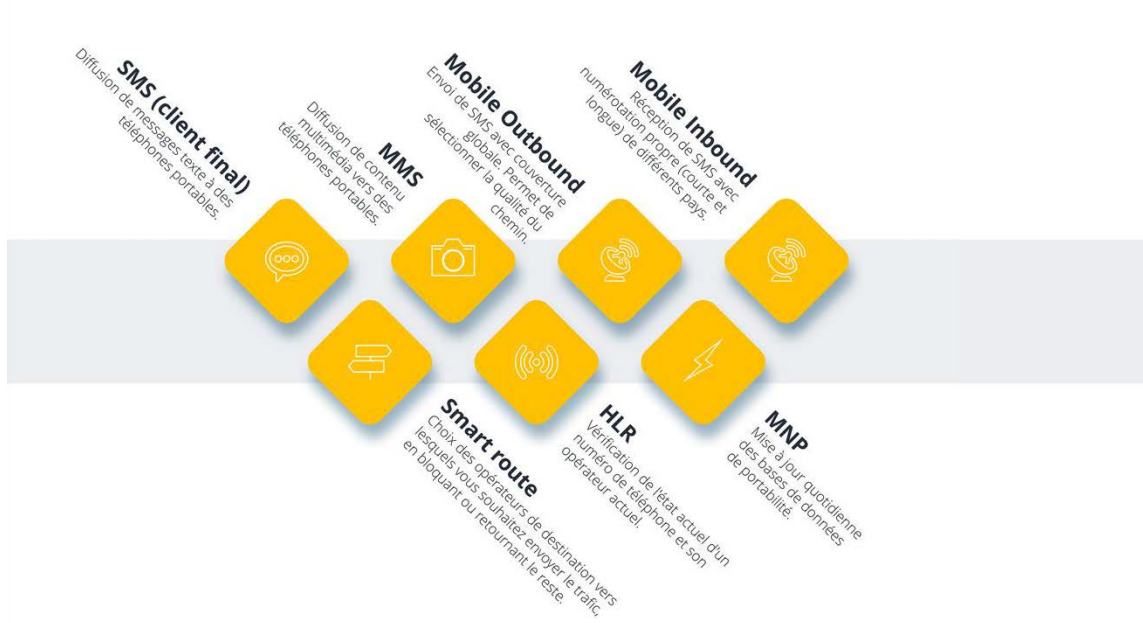
b) Solutions SMS : 74% de la facturation totale en 2017

Des communications électroniques conçues pour atteindre le client de manière rapide et efficace, particulièrement adaptées aux actions de marketing et de fidélisation, avec la possibilité de gérer la réponse du client.

Pour qu'un utilisateur à qui l'on envoie un SMS ou un MMS puisse répondre, il faut une numérotation, c'est-à-dire un numéro d'origine du message. Cette numérotation peut soit être louée à un opérateur soit être demandée directement au régulateur pour qu'il soit possible d'établir des accords d'interconnexion indépendants avec le reste des opérateurs. Lleida.net dispose de sa propre numérotation, indépendante des autres opérateurs, dans les pays dans lesquels elle dispose d'une licence d'opérateur (Espagne, France, Royaume-Uni, États-Unis et Colombie).

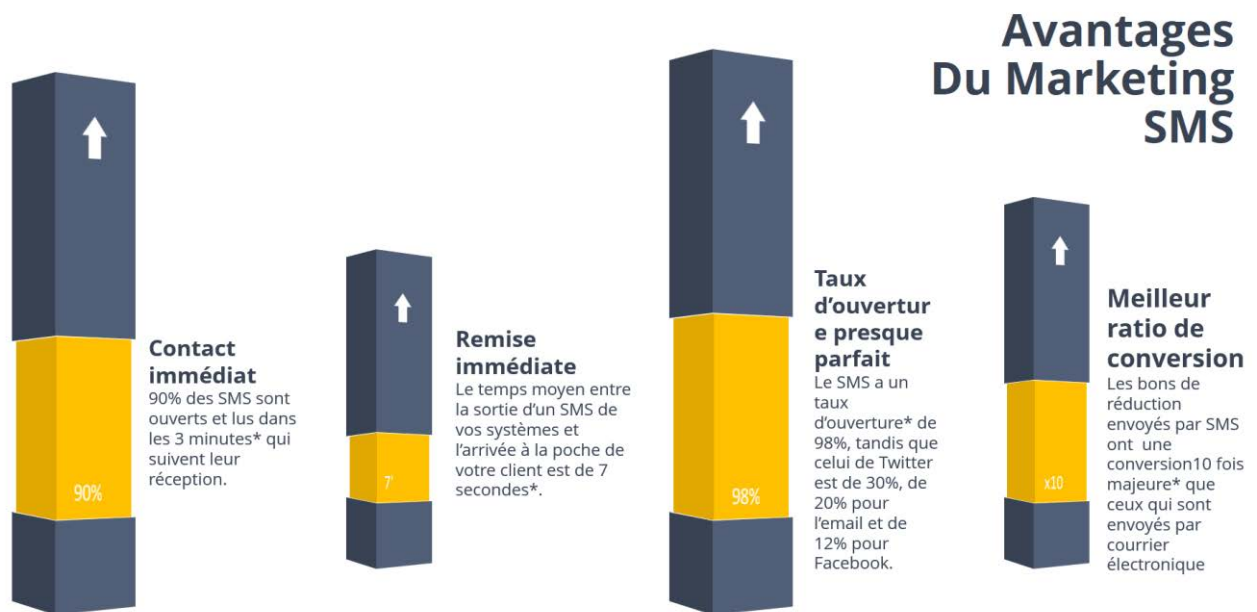
La notion de « numérotation propre » fait référence à la numérotation fournie directement par le régulateur à la Société pour l'attribuer à ses clients. Elle est interopérable, permettant ainsi à la Société d'effectuer son propre routage, tant national qu'international, sans dépendre de tiers.





Nous divisons ces services en deux lignes produits principales :

- **Solutions SMS commerciaux** : destinées à nos clients finaux, représentent 23% de notre chiffre d'affaires total ;
- **Solutions SMS Wholesale** : destinées aux grands acteurs du secteur des télécommunications, auxquels Lleida.net propose ses interconnexions pour atteindre certaines destinations avec des volumes très importants. Elles représentent 51% du chiffre d'affaires total.



1.6.4 Les Clients

- En ce qui concerne les services de communications certifiées :

- Des Grandes entreprises :

o Compagnies d'assurance et banques, en raison de la complexité des types de contrats qu'elles utilisent et du risque découlant d'une obtention incorrecte de la preuve du contrat.

o Services publics et Utilities : sous la tutelle de la réglementation en matière de protection du consommateur selon laquelle il est nécessaire d'obtenir la preuve des processus contractuels conclus avec les clients.

o Grandes entreprises, avec des bases de données très étendues, des envois ou des appels en masse et le besoin d'optimiser les processus.

o Call Center : qui intègrent notre technologie pour l'offrir à leurs clients.

- Des PME :

o Celles-ci présentent des profils très hétérogènes avec toutefois une légère prédominance du secteur juridique.

- En ce qui concerne les services de Solutions SMS :

- La Société adresse essentiellement des opérateurs de télécommunications et des agrégateurs, au niveau international.

1.6.5 Stratégie commerciale et développement international

La stratégie commerciale de la Société consiste à consolider sa base clients déjà en portefeuille au niveau national, en tenant compte en particulier des clients ayant une présence internationale.

Marché domestique- Espagne

Dans l'environnement *Off line*, la stratégie commerciale au niveau national consiste à :

- Consolider les clients existants via la montée en gamme des services tels que Click & Sign qui permettent d'améliorer des processus complexes. La dimension internationale du client national doit être prise en compte lors de l'évaluation de l'opportunité.
- Ouvrir de nouveaux secteurs, tout en profitant de la maturation progressive du marché dont la demande de services de certification de communications électroniques devrait augmenter.
- Concentrer les efforts commerciaux sur les grands comptes des secteurs les plus intéressés par nos services.

Dans l'environnement *On line*, la stratégie commerciale consiste à vendre via le Web les services de messages électroniques certifiés, en ciblant les PME, les travailleurs indépendants et même les particuliers.

International

Sur ce plan, la Société entend consolider sa position dans les pays dans lesquels elle opère déjà en accompagnant ses partenaires dans chacun de ces pays. Ce soutien est apporté en personne, avec des visites périodiques et un accompagnement sur place ainsi qu'à distance. Cette stratégie est déjà mise en œuvre au Brésil, en Colombie, en République dominicaine, au Pérou, au Mexique, en Afrique du Sud, aux Émirats arabes unis et en Inde. L'exemple le plus intéressant des résultats positifs de cette stratégie est la signature en Colombie du contrat conclu avec 4-72, un opérateur postal national qui propose à présent les solutions de certification Lleida.net à ses clients.

Dans le cas de l'Afrique, un accord a été conclu avec un partenaire local, qui a déjà ouvert des bureaux de Lleida.net à Cape Town et à Johannesburg. L'activité de ce partenaire est contrôlée par les équipes de la Société basées à Lleida.

Aux États-Unis, les clients, principalement des opérateurs télécom et des agrégateurs, sont supervisés par le personnel d'interconnexion de Lleida, tant à l'occasion des salons internationaux auxquels ils participent qu'aux voyages commerciaux qu'ils effectuent régulièrement.

1.6.6 Environnement concurrentiel

Comme décrit ci-après, l'environnement concurrentiel de la Société doit être différencié par type d'activité. Les entités opérant sur le marché de la certification de signature électronique ne constituent pas une concurrence directe pour Lleida.net qui n'est pas un « opérateur de signature électronique » au sens strict.

A) Services de certification :

Dans cette activité la Société n'a pas de concurrence frontale comparable à 100% :

- Parmi les opérateurs spécialisés dans la validation de la signature électronique (bien que Lleida.net n'en fasse pas partie), on distingue en Espagne Camerfirma, FNMT, Firma Profesional et IZEMPE. En France on peut parler de l'Agence Nationale de Titres Sécurisés, de la Caisse des dépôts et

consignations ou l'Imprimerie Nationale.

- En ce qui concerne les opérateurs de certification de transactions, on distingue DocuSign (USA et FR), Logalty (SP), Rpost (USA) et Correos (SP) et AR24 en France.

-

Leur champ d'action sera détaillé plus avant. Commençons par définir les transactions pour lesquelles les services de ces acteurs sont utilisés et pour lesquelles ils sont nécessaires :

- Opérateurs de certification :

Ils peuvent être de deux types :

a) Opérateur de Signature électronique : l'opérateur authentifie l'auteur signataire, garantit l'intégrité du contenu du document et la date d'émission

b) Opérateur de transaction : l'opérateur garantit l'intégrité du contenu, authentifie le moment de l'envoi et de la réception et le moyen d'envoi et intervient comme tiers de confiance.

- Entité émettrice : Il peut s'agir de toute entreprise ou particulier souhaitant disposer d'une preuve faisant foi d'une communication effectuée vers une destination donnée et à une date précise.

- Entité de réception : Il peut s'agir de n'importe quelle entreprise ou particulier, bien qu'il s'agisse généralement de consommateurs, qui reçoit une communication à propos d'un événement particulier à une date et heure précises.

- Transactions : Communications unidirectionnelles ou bidirectionnelles qu'il est nécessaire d'enregistrer dans un document pour vérification ultérieure.

Les opérateurs spécialisés dans la validation de la signature électronique génèrent des certificats de ladite signature et certifient l'authenticité de l'entité qui signe la communication, le jour et l'heure d'envoi, mais ces opérateurs ne génèrent pas de certificat de la transaction, ni n'authentifient le moment de la réception, ni le destinataire ni la réception - le cas échéant - de cette communication. Parmi les opérateurs de signature électronique, nous incluons Camerfirma, la FNMT (entreprise nationale de fabrication de monnaie et de timbres), la société de certification et de services IZEMPE (société anonyme créée en 2002 comme projet promu par le gouvernement basque et les conseils provinciaux), ainsi que ChamberSign en France. Lleida.net n'est pas un opérateur » de validation de signature électronique » à proprement parler.

Les opérateurs de certification des transactions, sur la base des signatures électroniques des parties en présence, certifient les processus de communication qui ont eu lieu entre les parties, c'est-à-dire si un SMS est généré par une personne, ils certifient l'intégrité du contenu et, le cas échéant, la date et l'heure de la remise comme s'il s'agissait d'un courrier électronique. Le même processus peut être appliqué au processus de transaction d'un contrat : validation du contenu de la proposition, date et heure de l'offre, nature de la réponse, date et heure de la réponse. N'importe qui peut se présenter comme tiers témoin d'une transaction mais cela nécessite une reconnaissance de la part des deux parties ou de l'instance qui pourrait ultérieurement avoir à juger d'un litige.

Les opérateurs de télécommunications sont considérés comme des tiers de confiance, étant donné que leurs certificats sont reconnus comme des preuves renforcées par les tribunaux et qu'on les interroge lorsqu'un échange téléphonique, un courrier électronique ou une adresse IP apparaît dans un litige : les certificats émis sont toujours admis comme preuve. Lleida.net est un certificateur de transactions en télécommunications, renforcé également par son statut d'opérateur de télécommunications dans plusieurs pays. Parmi les opérateurs de certification, même s'ils ne sont

pas des opérateurs télécom, on peut inclure la société espagnole Logalty, une société du groupe Informa dédiée à la certification des transactions contractuelles, ou la société nord-américaine Rpost, dont l'objet commercial est l'email certifié. Parmi les opérateurs postaux, on compte le service postal Correos avec son service burofax ainsi que Docusingn et Docapost en France

Les émetteurs peuvent être toutes les sociétés ou personnes qui ont besoin d'un tiers pour certifier le texte envoyé dans une communication afin d'en attester le contenu, la date d'envoi et la date de remise. Ce besoin est généralement fondé sur le fait que la communication en question est une réclamation, un paiement, un service rendu ou tout simplement pour apporter la preuve d'une offre faite au consommateur selon l'obligation établie par la disposition 3/2014 du 27 mars, loi générale sur la défense des consommateurs et des utilisateurs en Espagne ainsi que le code de Consommation en France. A titre illustratif un émetteur peut être une entité financière, une compagnie d'assurances, un service public, une société de location, etc.

Les récepteurs peuvent être des entreprises, des particuliers ou des consommateurs qui reçoivent de la part d'émetteurs des réclamations d'impayé, des offres de produits ou de services et peuvent y répondre ou qui reçoivent simplement des notifications d'activation de carte, d'heures de visite, etc., par mail ou sms.

Transactions : Il s'agit de toutes les communications qu'il est nécessaire d'enregistrer sur un document durable ou de manière fiable, car il pourra être nécessaire de les vérifier ultérieurement, tant en ce qui concerne le contenu que la date d'émission et la date de remise. Elles peuvent être unidirectionnelles, telles qu'une simple notification de non-paiement, ou bidirectionnel comme un contrat conclu avec une compagnie de gaz, d'électricité, d'assurances ou de téléphone.

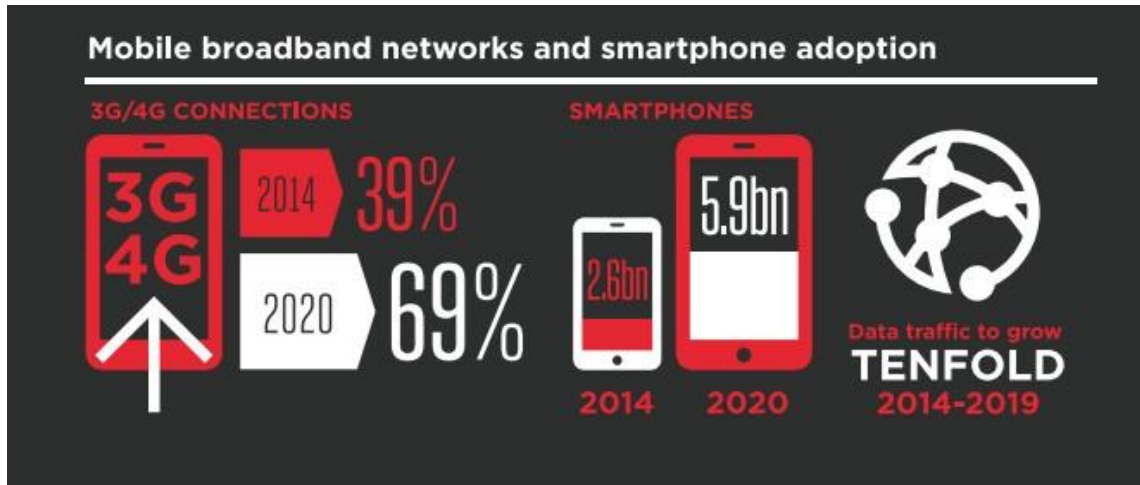
Lleida.net est un opérateur qui envoie et reçoit des transactions certifiées, de manière personnalisée et massive au niveau mondial, à la fois dans l'environnement IP et dans l'environnement mobile.

En termes macroéconomiques, l'environnement concurrentiel des services certifiés au niveau européen est largement influencé par l'approbation du RÈGLEMENT (UE) n ° 910/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dans le marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93 / CE (connue sous le nom d'EIDAS). Ce règlement établit un cadre commun pour les services « e-delivery », également appelés « services qualifiés de remise électronique certifiée ». Ce règlement est applicable depuis juillet 2016 et impose aux fournisseurs qui souhaitent utiliser le service de courrier électronique certifié de respecter les normes européennes.

En dehors de l'Europe, en ce qui concerne la réglementation dans les pays hispano-américains, il convient de noter que la grande majorité d'entre eux ont incorporé dans leurs systèmes juridiques des textes juridiques clairement inspirés du droit européen de la signature électronique, de sorte que ce facteur ne crée pas d'obstacle dans l'environnement concurrentiel.

En ce qui concerne les autres systèmes juridiques, et en particulier la Common Law, il est prévu que toute action modifiant l'environnement juridique, établie dans ce domaine depuis de nombreuses années, sera bénéfique pour l'utilisation de systèmes basés sur la signature électronique, à l'instar d'une utilisation de plus en plus massive de ce type de services.

L'environnement social et technologique est perçu comme un facteur très favorable au développement du marché sur lequel évolue la Société. On estime qu'en 2020, il y aura 5,9 milliards de smartphones dans le monde.



(Source GSMA)

La numérisation des processus B2B et B2C est une réalité, et l'environnement favorisera une augmentation de la demande pour des solutions garantissant juridiquement tout type de transaction effectuée par des moyens numériques.

En ce qui concerne la concurrence en Espagne, nous trouvons de nombreuses petites entreprises consacrées principalement à la certification de courrier électronique, telles que Evcertia, ComfirmSign, Signaturit, Certimail, Colorluris, Burofax.eu, Noticeman, EADTrust, etc. Au cœur des opportunités générées par le secteur, des projets voient le jour, surtout de la part de start-up, non seulement dans la certification des communications, mais aussi dans des produits de substitution destinés à certains usages spécifiques (signature de contrats sur portable). Lleida.net est considéré comme un opérateur à solvabilité maximale sur le marché, ce qui renforce sa position et laisse peu d'espace aux nouveaux entrants. Sur ce type de marché, l'expérience est fondamentale et Lleida.net non seulement la possède mais le marché la lui reconnaît.

Actuellement le marché a tendance à s'atomiser et nous considérons que cela va changer à moyen terme, avec une réduction du nombre de concurrents, soit par disparition, soit par concentration. D'autre part, l'absence de standards définis sur le marché obligera les opérateurs du secteur à être très rapide et flexible dans le développement de produits adaptés aux nouveaux besoins. Toutes les entreprises du secteur ne seront pas en mesure d'avoir cette capacité, et certaines devront abandonner le marché. En ce sens, l'un de nos plus grands atouts est la flexibilité procurée par le fait que le développement complet de nos systèmes en interne, sans dépendre de tiers, nous permet de nous adapter très rapidement à l'environnement et aux nouveaux besoins.

Sur le plan international, il existe peu d'acteurs mais importants, nés essentiellement aux États-Unis, qui s'inscrivent dans le domaine de la certification de courrier électronique et / ou de la signature de contrats à distance, grâce à l'utilisation de dispositifs mobiles. En France on peut parler de Docusign et Docapost comme principaux acteurs du marché. De ce point de vue Lleida.net est beaucoup plus polyvalente et dynamique que ces grands acteurs, avec une capacité d'adaptation plus fine aux besoins variés des clients.

Poursuivant avec l'analyse concurrentielle, les fournisseurs ont très peu de poids dans le secteur car ils proposent surtout du hardware qui est considéré comme une commodité. Il en va de même pour

le service d'horodatage, qui peut être fourni par une multitude de sociétés et dont le changement en tant que fournisseur ne poserait pas de problèmes sérieux.

En ce qui concerne les barrières à l'entrée, nous pouvons souligner tout d'abord la nécessité de donner confiance au client final. Comme le nom du service l'indique lui-même, la Société agit en tant que « tiers de confiance ». Les clients déposent l'un des actifs les plus importants dont ils disposent actuellement, tels que les données de leurs clients, de leurs contrats et des notifications associées, entre les mains du tiers de confiance. Par conséquent, le premier obstacle à surmonter consiste à susciter une confiance suffisante chez le client, ce qui nécessite naturellement du temps et de l'expérience. A ce sujet, il convient de noter qu'en tant qu'opérateur de télécommunications, Lleida.net est de-facto responsable du traitement des données de ses clients, ce qui lui permet de justifier d'une expertise très importante dans ce domaine. De plus, obtenir une licence d'opérateur télécom peut prendre jusqu'à quatre ans (selon le pays). Enfin, les contrats d'interconnexion signés par la Société ainsi que sa présence internationale sont autant de barrières à l'entrée que des concurrents mettraient des années à franchir.

Une autre barrière a été créée en 2016 lors de l'entrée du règlement européen sur la signature électronique : Lleida.net a sollicité son admission aux Listes de confiance afin d'être reconnue comme une entité dont les services sont qualifiés et conformes au règlement.

Le marché des messages courts (SMS) a toujours été l'un des plus dynamiques de l'environnement mobile ; il concerne le monde entier au travers de multiples réseaux d'opérateurs. Sur ce marché on identifie clairement six catégories d'intervenants dont les interrelations sont limitées : les opérateurs télécom classiques, les opérateurs mobiles virtuels, les agrégateurs, les hubs, les acheteurs ou grands émetteurs et le grand public. Les concurrents dans ce secteur d'activité sont des opérateurs de télécommunications « historiques » tels que Movistar, Vodafone Orange, Free..., des opérateurs de téléphonie mobile virtuels tels que Telecable ou Euskaltel, des hubs tels que Syniverse ou Tata, des agrégateurs tels que Tyntec et des spécialistes du marketing SMS tels que Google ou WhatsApp.

Le marché du SMS est déterminé par l'évolution de l'interdépendance des acteurs décrits ci-après.

- Les Opérateurs classiques : En Espagne, Movistar, Vodafone, Orange et Yoigo. Ils fournissent le service natif à leurs utilisateurs, leur donnent la possibilité de générer et de recevoir des SMS, notamment pour des millions d'émetteurs et des millions de destinataires à faible volume. Il a radicalement évolué depuis la prestation gratuite du service SMS à ses débuts, devenue payante ensuite. De même, il convient de mentionner l'étape qu'a constitué l'émergence du marché des numéros courts gérés par les agrégateurs. Comme on le sait, le marché des SMS à numéros courts a ensuite chuté en raison d'abus et de l'apparition des messageries instantanées telles que WhatsApp, WeChat, SnapChat ou autres systèmes similaires. Cela a entraîné une chute d'environ 25% du marché des SMS par rapport la taille atteinte en 2010 pour finir actuellement par la gratuité dans le cadre de forfaits intégrés. Cependant, un marché d'interconnexion très actif s'est toujours maintenu, permettant à quiconque d'envoyer des messages au « prix de terminaison » (prix de livraison du SMS au terminal du client). La relation entre ces opérateurs s'exerce dans le cadre de marchés réglementés. En 2013, un bon nombre d'entre eux avaient presque abandonné le SMS mais aujourd'hui ils sont revenus sur ce marché en créant des services spécifiques de vente de SMS, tirant parti de leurs interrelations entre opérateurs télécom.

- Les Opérateurs mobiles virtuels. On peut citer notamment les sociétés Jazztel, Simyo, Mundo-R, Telecable, Euskaltel, Pepephone en Espagne ainsi que Lycamobile, Lebara, Auchan Telecom ou Casino Mobile en France. Acteurs de création récente, ils gèrent des centaines de milliers de messages et ont fortement contribué à fragmenter le marché du SMS. Ces acteurs sont devenus très importants aujourd'hui. La relation entre eux est également encadrée par des réglementations. Pour

ces acteurs, le SMS a toujours été un produit secondaire.

- Les Hubs (le nord-américain Syniverse, l'Italien Sparkle filiale de Telecom Italia, l'Indien Tata, le belge BICS filiale de Belgacom) : Ce sont des acteurs qui facilitent une capacité de connexion internationale aux opérateurs de téléphonie mobile classiques et plus récemment aux opérateurs virtuels, leur permettant ainsi de simplifier les scénarios d'itinérance internationale. Ils ne relèvent pas des autorités de régulation en dehors des règles générales du marché. Ils connectent des dizaines d'entreprises à des centaines de milliers, voire des millions de clients.
- Les Agrégateurs (le suédois CLX, l'allemand Tyntec) : Ce sont des entreprises nées dans le feu du boom du marché du SMS à numéro court relativement récemment, qui agrègent le trafic d'un nombre élevé d'acheteurs pour négocier de meilleurs prix avec les opérateurs télécom. Il s'agit d'acquérir des millions d'unités auprès de quelques opérateurs pour les revendre à des milliers de clients, avec une composante internationale très élevée pour améliorer les coûts. Leur handicap est leur dépendance excessive au prix.
- Les Acheteurs ou grands émetteurs de SMS (Google, entités du secteur bancaire, WhatsApp, compagnies d'assurances, etc.) : Toutes les entreprises de plus de 10 000 clients qui utilisent le sms pour communiquer avec leurs clients, dont le nombre peut atteindre plusieurs millions. La récente crise économique mondiale a entraîné une réduction générale du nombre d'acheteurs, augmentant ainsi leur pouvoir de négociation. Depuis peu, ils utilisent le sms comme outil d'interrelation (question-réponse) au lieu de la simple diffusion prédominante jusqu'en 2010-2012.
- Le Grand public : Les millions de clients des opérateurs de téléphonie mobile, avec une capacité d'émission et de réception réduite, mais avec d'énormes volumes en termes de besoins. De grands émetteurs, ils sont devenus surtout des récepteurs, car la diffusion est assurée par d'autres systèmes tels que WhatsApp ou Line. De nos jours, le grand public reçoit beaucoup plus de SMS qu'il n'en émet.

Lleida.net a l'avantage concurrentiel d'être à la fois plusieurs « acteurs » sur les multiples marchés sur lesquels elle est présente et cette présence multiple augmente son potentiel commercial. Lleida.net est opérateur télécom en Espagne, au Royaume-Uni, en France, en Colombie et aux États-Unis, en production active dans ces pays. Grâce à ses nombreuses interconnexions internationales, elle a la possibilité (et elle le fait) d'offrir un canal de transit aux différents opérateurs virtuels dans les pays où elle est un opérateur, puisqu'un opérateur virtuel n'a pas le temps nécessaire pour établir des interconnexions.

Lleida.net agit aussi en tant que hub vers l'Espagne pour d'autres opérateurs, notamment latino-américains, qui doivent être connectés à l'Espagne dans les meilleures conditions possibles. De même, Lleida.net agit en tant que fournisseur auprès de nombreux agrégateurs dans le monde entier, en utilisant ses propres accords et infrastructures. Ces derniers lui achètent des millions de messages et qu'ils revendent à des dizaines de milliers de leurs clients.

Enfin, Lleida.net fournit ses services aux grands acheteurs du monde entier, grâce à la capillarité dont elle dispose dans de nombreux pays, ce qui met en valeur ses accords d'interconnexion avec d'autres opérateurs et hubs du monde entier.

1.6.7 Installations de la Société

Le bureau central de la Société se trouve à Lleida dans le Parc Científic Tecnològic i Agroalimentari ("PCITAL") situé à Gardeny. Les bureaux centraux occupent une superficie totale de 750 mètres carrés.



Installations PCITAL (Source : PCITAL)

Au niveau commercial, la société dispose de bureaux à Lleida, Madrid, Londres, Miami, Bogota, Santiago du Chili, São Paulo, Saint-Domingue et Lima.

En ce qui concerne les installations techniques, Lleida.net fonctionne à partir de 4 centres de traitement de données (deux à Lleida, un à Paris et un à Bogotá), interconnectés par des fibres optiques dans un réseau de base privé auquel il est impossible d'accéder en dehors des installations de l'entreprise.



Dans chaque centre de traitement de données, il est possible de trouver jusqu'à 3 réseaux LOGIQUES différents :

- Le Réseau de serveurs PUBLICS. Ils sont responsables de fournir les différents services de la Société au niveau des applications / Web (partie visible des services fournis par Lleida.net), fonctionnant dans des plages d'adresses IP PUBLIQUES, accessibles à tout utilisateur.
- Le Réseau de serveurs PRIVÉS. Ils sont responsables de tâches indispensables pour la Société (Bases de données, Relays de courrier, Serveurs virtualisés, Serveurs horodateurs, Serveurs de vérification et portabilité de numéros, Serveurs de vérification de documents d'identité, Serveurs de certification de SMS/EMAILS, etc.). Ils fonctionnent dans des plages d'adresses IP PRIVÉES NON ACCESSIBLES (uniquement accessibles à partir d'un réseau privé dont l'accès nécessite une autorisation) depuis l'extérieur et s'occupent de tout le travail « non visible ».



- Le Réseau de postes de travail. Réseau où se trouvent les stations de travail des employés de la Société. Ils fonctionnent dans des plages d'adresses IP PRIVÉES NON ACCESSIBLES depuis l'extérieur.



1.7 Stratégie et avantages concurrentiels de la Société



Lleida.net est un opérateur de télécommunications



Certification de messages électroniques (SMS et email)



Prestation de solutions d'authentification et signature électronique de contrats



Amélioration de processus de communication et signature de contrats messages électroniques (SMS et email)

Lleida.net veille à ce que ses clients bénéficient de communications et de processus simplifiés de passation de contrats, tout en obtenant la sécurité juridique requise. La Société résume ainsi sa mission de la manière suivante :

« En tant que Premier Opérateur de Certification, notre mission consiste à offrir de la sécurité, de la confiance, de l'efficacité et de la rentabilité aux communications électroniques de nos clients : entreprises, administrations publiques et particuliers, avec une influence directe sur l'amélioration de leurs résultats. Nous innovons pour satisfaire les besoins de nos clients, obtenir une rentabilité croissante et durable pour nos actionnaires et faciliter le développement professionnel de notre équipe. »

Son objectif consiste à « être l'opérateur leader à niveau international du marché de la certification de communications électroniques, en rendant des services reconnus comme standards du Marché. Nous voulons apporter à la société de nouvelles formes de communication qui améliorent et facilitent les relations entre les personnes, en transformant les processus de communication traditionnels en services à forte valeur grâce aux nouvelles technologies. »

Les piliers fondamentaux de la stratégie de la Société sont les suivants :

a) Opérateur de télécommunications :

- Ce statut d'opérateur télécom, obtenu en 2005 en Espagne, a permis à la Société, d'abord, de devenir le premier opérateur de SMS en Espagne, commençant son expansion à l'international en tant que Hub, et ensuite de détecter puis de développer l'opportunité dans le domaine de certification des messages. Ce statut a aussi permis aux équipes de Lleida.net d'acquérir l'expertise nécessaire dans le traitement de données de tiers, une condition nécessaire pour obtenir la confiance du client. Il faut bien considérer que Lleida.net fournit à ses clients des preuves juridiquement efficaces. L'expérience dans ce domaine lui a été apportée par sa propre condition d'opérateur, qui l'a amené à maintes reprises à attester devant les tribunaux. Par conséquent, le premier avantage concurrentiel de la Société est son expérience et la confiance (pour jouer le rôle de tiers) qu'elle inspire en tant qu'opérateur de télécommunications agréé depuis plus de dix ans.
- Ce statut d'opérateur télécom est également ce qui lui permet de continuer sur le marché des solutions SMS, aussi bien en tant que fournisseur des Grands émetteurs et du Grand public que fournisseur d'interconnexion aux autres opérateurs télécom. Ce secteur d'activité, sur un marché beaucoup plus mûr que celui de la certification de messages, continue de générer des volumes de facturation élevés qui assurent le flux de trésorerie nécessaire pour aborder de façon solvable de nouveaux marchés.

- Le statut d'opérateur, non seulement en Espagne, mais également en Grande-Bretagne, en France, en Colombie et aux États-Unis, permet d'obtenir la numérotation propre du pays et de conclure des accords directs avec des opérateurs locaux. Ceci garantit que la chaîne de traçabilité des messages SMS puisse être conservée, en certifiant l'envoi et la réception sans intervention de tiers. Il s'agit d'un avantage concurrentiel évident par rapport à toute autre société fournissant le service et ne remplissant pas cette condition.

b) Internationalisation :

Ce processus n'est pas nouveau. Comme l'indique ce Document d'Information, Lleida.net a mis depuis plus de dix ans déjà sur la signature d'accords avec des opérateurs du monde entier et ce pari s'est poursuivi. Les services de Lleida.net de certification de processus et de signature de contrats sont parfaitement proposals au niveau mondial, car la technologie utilisée est une technologie pleinement reconnue (signature électronique, horodatage) et le besoin de sécuriser juridiquement des processus digitaux est universel. À partir de là, la Société propose son propre processus de certification développé en interne, protégé par des brevets, ainsi que l'expérience et la fiabilité de son activité en tant qu'opérateur de communications.

c) Développements brevetés :

La Société a toujours développé toute son innovation en interne, déposant des brevets pour protéger certains de ses développements. Les premiers brevets obtenus par la société datent de 2016 et couvrent des régions importantes pour le développement international de la Société, tels que l'Europe et les États-Unis.

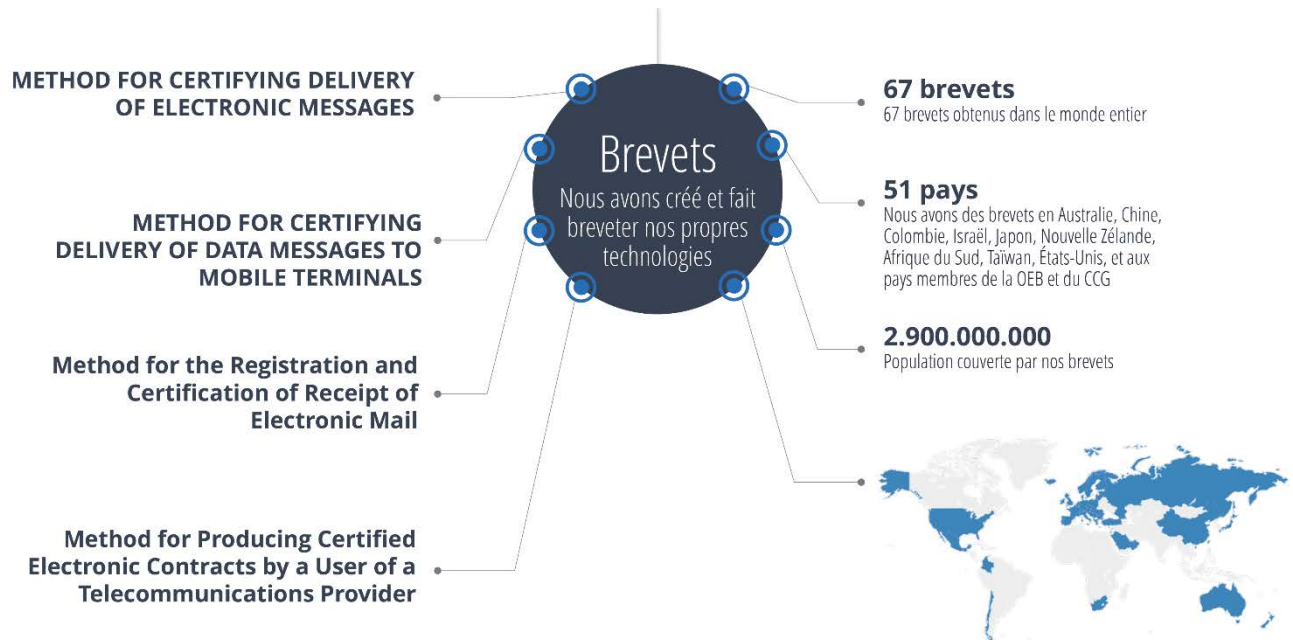
d) Simplicité et flexibilité :

L'un des objectifs poursuivis par la direction de la Société a toujours été de présenter sur le marché des services très simples à utiliser par le client. De fait, l'utilisation des services de certification ne nécessite l'installation d'aucun type de hardware ou de software. Il suffit d'utiliser les plateformes Web ou simplement de mettre en copie (Cc) l'adresse de certification de Lleida.net, en utilisant les outils habituels (courrier électronique, etc.). Cet élément contribue à la grande évolutivité du service au niveau international.

Certains environnements nécessitent une gestion centralisée des services de Lleida.net. Nous nous référons aux grandes entreprises avec de très grands volumes de communications ou bien des processus complexes nécessitant des intégrations dans leurs propres systèmes de ces grandes entreprises. Dans ces cas, un autre point fort de la Société est la flexibilité pour le développement d'adaptations sur mesure. Cette flexibilité, dans l'ADN de la Société, est liée au fait que tous les services ont été développés en interne, ce qui donne aux équipes toutes les connaissances nécessaires pour adapter le service aux besoins spécifiques, sans dépendre de tiers à aucun moment. Cette flexibilité résulte également des processus internes de la société, qui associent des standards mondiaux tels que la norme ISO 27001 au dynamisme d'une entreprise s'éloignant de la rigidité des grandes multinationales.

1.8 Description des principaux contrats et brevets

Les brevets actuels couvrent une population de 2,9 milliards de personnes dans le monde.



Les brevets de Lleida.net sont entièrement rédigés par M. Sapena mais ils appartiennent à la société mère Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.

Les brevets sont axés sur les services de certification du groupe. Les brevets déposés en cours d'examen ou délivrés sont les suivantes :

Pays	Statut	Titre	Numéro publication	Date publication demande	Date délivrance
USA	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	2013-0218990	22/08/2013	15/05/2018
Albanie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Autriche	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Belgique	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Bulgarie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Suisse	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Chypre	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
République Tchèque	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Allemagne	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Danemark	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Estonie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Finlande	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
France	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Royaume-Uni	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Grèce	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Croatie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Hongrie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Irlande	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Islande	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Italie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Lituanie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Luxembourg	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Lettonie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Monaco	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Macédoine	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Malte	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Pays Bas	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Norvège	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Pologne	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Portugal	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Roumanie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Serbie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Suède	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017

Slovénie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Slovaquie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Saint-Marin	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
Turquie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2632096	28/08/2013	08/03/2017
USA	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF ELECTRONIC MESSAGES	2013-0218989	22/08/2013	30/08/2016
Israël	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	01/05/2017
Nouvelle Zélande	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	28/04/2017
Canada	En cours	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	Non applicable
Australie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	21/12/2017
Chine	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	05/04/2017
Inde	En cours	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	Non applicable
République de Corée	En cours	METHOD FOR CERTIFYING DELIVERY OF SMS/MMS DATA MESSAGES TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	Non applicable
Nouvelle Zélande	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	27/01/2017
Israël	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	12/12/2016
Canada	En cours	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	Non applicable
Australie	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	28/09/2017
Chine	Délivré	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	27/06/2017
Inde	En cours	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	Non applicable
République de Corée	En cours	METHOD FOR CERTIFYING THE SENDING OF ELECTRONIC MAIL	WO 2013/124511	29/08/2013	Non applicable
USA	Délivré	METHOD FOR PRODUCING CERTIFIED ELECTRONIC CONTRACTS BY A USER OF USER OF A TELECOMMUNICATIONS PROVIDER	US-2015-0074006-A1	12/03/2015	24/10/2017
Hong Kong	En cours	METHOD FOR PRODUCING ELECTRONIC CONTRACTS CERTIFIED BY A USER OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	HK1229083	10/11/2017	Non applicable
Japon	En cours	METHOD FOR PRODUCING ELECTRONIC CONTRACTS CERTIFIED BY A USER OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	2016-143188	08/08/2016	Non applicable
Inde	En cours	METHOD FOR PRODUCING ELECTRONIC CONTRACTS CERTIFIED BY A USER OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	220/CHE/2015 A	15/07/2016	Non applicable
Chine	En cours	METHOD FOR PRODUCING ELECTRONIC CONTRACTS CERTIFIED BY A USER OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	CN 105991523 A	05/10/2016	Non applicable

Japon	Déjà livré	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF DATA MESSAGES TRANSMISSION TO MOBILE TERMINALS	WO 2013/124512	29/08/2013	27/01/2017
Chili	En cours	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF ELECTRONIC MAIL CONTAINING A RECOGNISED ELECTRONIC SIGNATURE ON THE PART OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	42 140	28/08/2018	Non applicable
Chine	En cours	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF ELECTRONIC MAIL CONTAINING A RECOGNISED ELECTRONIC SIGNATURE ON THE PART OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	CN 108432207 A	21/08/2018	Non applicable
Colombie	En cours	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF ELECTRONIC MAIL CONTAINING A RECOGNISED ELECTRONIC SIGNATURE ON THE PART OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	Gaceta 835	10/08/2018	Non applicable
Taiwan	En cours	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF ELECTRONIC MAIL CONTAINING A RECOGNISED ELECTRONIC SIGNATURE ON THE PART OF A TELECOMMUNICATIONS OPERATOR	201733305	16/09/2017	Non applicable
Japon	Déjà livré	METHOD FOR THE CERTIFICATION OF ELECTRONIC MAIL DELIVERY	WO 2013/124511	29/08/2013	13/05/2016
Nouvelle Zélande	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	24/05/2018
Israël	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	01/03/2018
Chili	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	24/07/2017
République Dominicaine	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	Non applicable
Canada	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	2887321	24/04/2014	Non applicable
Thaïlande	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	166514	24/08/2017	Non applicable
Hong Kong	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	Official Journal 671	05/02/2016	Non applicable
Australie	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	23/11/2017
Afrique du Sud	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	27/01/2016
Fédération de Russie	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	18/12/2017
Japon	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	02/06/2017
Chine	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	104782086A	15/07/2015	14/05/2018
République de Corée	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	Non applicable
Inde	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	Non applicable
Brésil	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF	Boletín P.I. 2426	04/07/2017	Non

		ELECTRONIC MAIL			applicable
Mexique	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	Non applicable
EPO	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	2723023	23/04/2014	Non applicable
Uruguay	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	Boletín PI No. 186	27/03/2015	Non applicable
Colombie	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	WO 2014/060569	24/04/2014	08/02/2017
USA	Déjà livré	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	2014-0115073	24/04/2014	13/03/2018
Vénézuéla	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	553	28/11/2014	Non applicable
Bolivie	En cours	METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL	Gaceta de Bolivia 771	25/08/2015	Non applicable
Paraguay	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	PY1501383A	04/01/2018	Non applicable
Uruguay	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Boletín 203-2016	31/08/2016	Non applicable
Colombie	Déjà livré	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Gaceta P. I. 724	17/04/2015	08/05/2017
Chili	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	41175	05/06/2015	Non applicable
Vénézuéla	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Boletín 570	26/12/2016	Non applicable
Argentine	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Boletín de Patentes 953	03/08/2016	Non applicable
Bolivie	En cours	MÉTODO PARA CREACION DE CONTRATOS ELECTRONICOS CERTIFICADOS POR PARTE DE UN USUARIO DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	12010	28/05/2017	Non applicable
Argentine	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DE CORREO ELECTRONICO CONTENIENDO FIRMA ELECTRONICA RECONOCIDA POR PARTE DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Boletín de Patentes 953	16/08/2017	Non applicable
Uruguay	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DE CORREO ELECTRONICO CONTENIENDO FIRMA ELECTRONICA RECONOCIDA POR PARTE DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	37 042	28/04/2017	Non applicable

Vénézuela	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DE CORREO ELECTRONICO CONTENIENDO FIRMA ELECTRONICA RECONOCIDA POR PARTE DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Boletín 579	10/11/2017	Non applicable
Bolivie	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DE CORREO ELECTRONICO CONTENIENDO FIRMA ELECTRONICA RECONOCIDA POR PARTE DE UN OPERADOR DE TELECOMUNICACIONES	Gaceta 12016	04/07/2017	Non applicable
Uruguay	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE CORREO ELECTRÓNICO	34 633	02/09/2013	Non applicable
Argentine	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE CORREO ELECTRÓNICO	800	22/10/2014	Non applicable
Vénézuela	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE CORREO ELECTRÓNICO	Boletín 565	15/08/2016	Non applicable
Bolivie	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE CORREO ELECTRÓNICO	11431	11/08/2015	Non applicable
Uruguay	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE MENSAJES DE DATOS A TERMINALES MÓVILES	1034634	02/09/2013	Non applicable
Vénézuela	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE MENSAJES DE DATOS A TERMINALES MÓVILES	Boletín 565	15/08/2016	Non applicable
Argentine	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE MENSAJES DE DATOS A TERMINALES MÓVILES	800	22/10/2014	Non applicable
Bolivie	En cours	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE MENSAJES DE DATOS A TERMINALES MÓVILES	11461	25/08/2015	Non applicable
Espagne	Déjà livré	MÉTODO PARA LA CERTIFICACIÓN DEL ENVÍO DE MENSAJES ELECTRÓNICOS	EP2632096	28/08/2013	06/06/2017

1.9 Diversification/Concentration

1.9.1 Niveau de diversification des clients et des fournisseurs

La société compte plus de 2500 clients actifs qui utilisent les différents produits de tous nos secteurs d'activité. Il n'y a aucune situation de dépendance vis-à-vis d'aucun d'entre eux et en conséquence le risque de dépendance est diversifié.

Ci-dessous, l'analyse du poids que représentent les 10 premiers clients en termes de facturation totale :

2016	30,56%
2017	29,7%
Premier Semestre 2018	36,16%

À l'heure actuelle, il n'y a qu'un seul client représentant plus de 10% du chiffre d'affaires, sachant qu'au premier semestre 2018, le Top 10 des clients représentait 36% du chiffre d'affaires, contre 63% au 1^{er} semestre 2015, ce qui montre que le groupe est en pleine diversification de son portefeuille de clients et le rend moins dépendant de peu d'acteurs.

	2016	2017	Premier Semestre 2018
National	59,35%	55,25%	51%
Union européenne	21,47%	26,11%	31%
Internationale	19,18%	18,64%	18%
Total	100%	100%	100%

De plus, il est rappelé que la Société compte différents secteurs d'activité indépendants, de sorte que si les ventes de l'une des lignes diminuent, elles peuvent toujours être compensées par l'augmentation d'une autre.

En ce qui concerne les fournisseurs, il n'y a aucune dépendance stratégique vis-à-vis d'eux. La Société en tant qu'opérateur de télécommunications travaille avec plus de 1 500 réseaux d'opérateurs internationaux avec possibilité de connexion bidirectionnelle.

Le poids des 10 principaux fournisseurs par rapport au total des achats est le suivant :

2016	68%
2017	65%
Premier Semestre 2018	62%

La Société compte avec environ 150 fournisseurs principaux. N'importe lequel des 10 premiers peut parfaitement couvrir les besoins généraux de l'entreprise et sont interchangeables.

1.9.2 Concentration de produits et services

La Société compte deux secteurs d'activité lignes de services qui, bien que certains de leurs produits soient interdépendants, peuvent fonctionner de manière indépendante, comme indiqué à la section 1.6.3 ci-dessus. Ces secteurs sont les suivants :

- les Communications certifiées/ tiers de confiance en solutions SaaS
- les SMS

Chacune d'entre elles compte des clients différents et des produits qui se complètent et génèrent davantage de valeur pour le client.

1.10 Principaux investissements de l'Émetteur de chaque exercice couvert par les informations

Financières apportées

1.10.1 Principaux investissements de la Société pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017 et pour la période de 6 mois close le 30 juin 2018 :

Les investissements effectués par la Société au cours des périodes de référence sont les suivants :

Investissement effectués (en milliers d'euros)	2016	2017	S1 2018
Recherche	918	849	328
Applications informatiques	9	41	2
Avances pour Immobilisations incorporelles	148	284	74
Immobilisations incorporelles	1 075	1 174	404
Constructions			25
D'autres installations, équipement et mobilier			16
Équipes Processus de l'information	16	33	16
Autres immobilisations corporelles	78		2
Immobilisations corporelles	94	33	59

Lleida.net a toujours investi dans la recherche et le développement en activant les coûts soutenus. Les projets faisant l'objet d'une activation de charges sont certifiés par une entité homologuée par le ministère de l'industrie. Au cours de ces derniers exercices, les montants engagés ont considérablement augmenté mais n'ont pas tous été activés.

1.10.2 Principaux investissements futurs déjà engagés à la date du Document d'Information

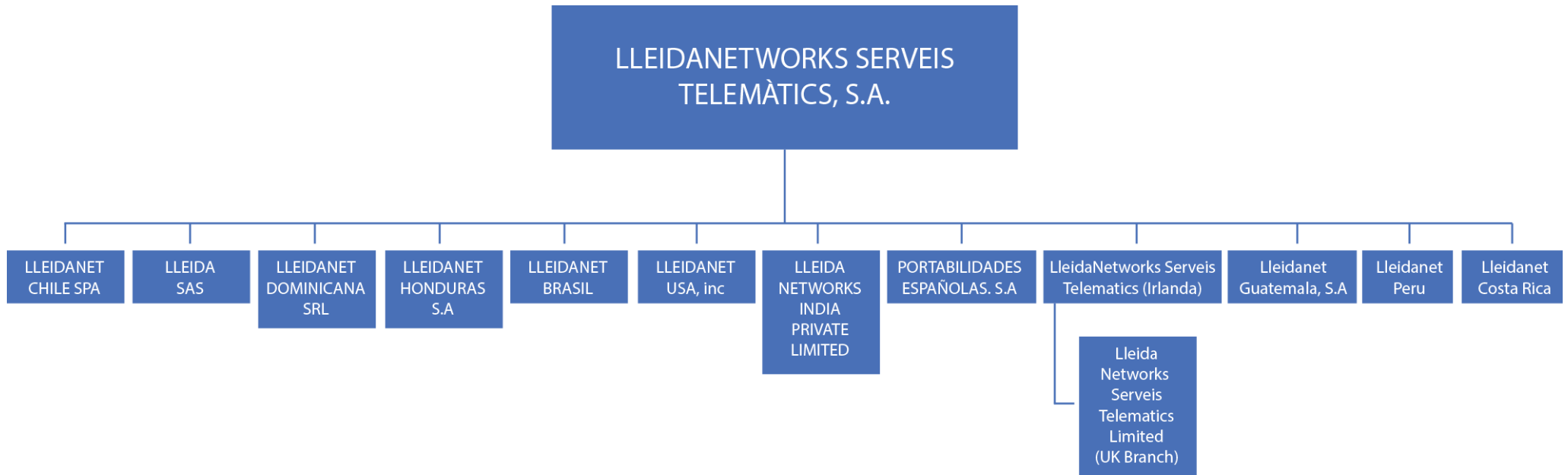
À la date du Document d'Information, la Société n'a pas engagé d'investissements futurs. Toutefois, le groupe prévoit d'utiliser les fonds provenant des financements bancaires et des flux générés par le groupe pour :

- Consolider le financement du plan d'internationalisation du groupe consistant essentiellement à créer des centres de données dans les différents pays.
- Poursuivre les investissements en recherche et développement : un investissement annuel d'environ 1 million d'euros est prévu.
- Acquérir d'autres sociétés génératrices de synergies : à moyen terme l'acquisition d'une société est envisagée, à condition qu'elle réponde aux objectifs de création de valeur.

1.11 Brève description du groupe de sociétés de l'Émetteur. Description des caractéristiques et de l'activité des filiales ayant un impact significatif sur la valeur ou la situation de l'Émetteur.

Lleida.net est actuellement la société mère de huit filiales dont le siège social est hors d'Espagne. En outre, elle détient trois participations minoritaires.

En ce qui concerne les filiales contrôlées à 100%, leurs activités sont les mêmes que celles de la société mère, ce qui induit des refacturations intra-groupes pour les SMS consommés depuis la société mère, dans les cas où c'est elle qui a l'accord avec l'opérateur final. La Société soutient financièrement ses filiales en leur accordant des prêts jusqu'à l'atteinte de leur indépendance financière.



Vous trouverez ci-dessous une brève description de chacune des sociétés du groupe :

- Lleidanetworks Serveis Telemàtics, Ltd : Elle a été créée en 2005 à Dublin avec un siège permanent à Londres. Son activité principale est celle d'opérateur télécom.
- Lleidanet USA Inc, a été créée en 2009 à Miami et son activité principale est celle d'opérateur télécom.
- Lleidanet Honduras, S.A : a été créée en 2011 avec d'autres partenaires. Son activité principale est l'exploitation de SMS basée sur un réseau d'interconnexions avec des opérateurs de téléphonie fixe et mobile.
- Lleidanet Dominicana S.R.L a été constituée en 2012 ; son siège social est à Saint-Domingue et son activité consiste à diffuser des systèmes télématiques.
- Lleida SAS : Elle a été créée en 2012 à Bogota (Colombie) avec une activité principale basée sur la diffusion de systèmes télématiques.
- Lleidanet Chile Spa, domiciliée à Santiago, a été constituée en 2013 pour la fourniture, l'organisation et la commercialisation de services de télécommunication.
- Lleidanet do Brasil Ltda., domiciliée à Sao Paulo a été constituée en 2013. Son l'activité principale consiste à fournir des services de télécommunication, à développer des programmes, à envoyer des SMS et des courriers électroniques et à fournir des services d'étude et l'analyse des processus informatiques en général.
- Lleidanet Guatemala SA créée au Guatemala avec d'autres partenaires en 2013. Son activité principale est basée sur la fourniture, l'organisation et la commercialisation de services et d'activités de télécommunication telles que les opérateurs de services de messagerie mobile (SMS et MMS), etc., la création, le développement et l'exploitation de technologies de l'information et de la communication et fourniture de services de conseil et d'assistance dans ces domaines.
- Portabilidades Españolas, S.L. constituée le 4 décembre 2015. Son objet social est la commercialisation de services basés sur des données de portabilité de numéros vers des opérateurs de télécommunications pour l'acheminement du trafic téléphonique et des messages textes courts.
- Société individuelle à responsabilité limitée, Lleida.net Costa Rica : le 31 mars 2016, la Société a acquis auprès de M. Francisco José Sapena Soler 100% des parts sociales de cette société. Son activité principale est la prestation, l'organisation et la commercialisation de services de télécommunication et d'activités telles que les services de messagerie mobile (SMS et MMS), porteurs, etc., la création, la production et l'exploitation de technologies de l'information et de la communication et la prestation de services de conseil et d'assistance sur ces domaines.
- Lleidanet Perú : créés le 25 août 2016. Son activité principale est la prestation, l'organisation et la commercialisation de services de télécommunication et d'activités telles que les services de messagerie mobile (SMS et MMS), porteurs, etc., la création, la production et l'exploitation de technologies de l'information et de la communication et la prestation de services de conseil et d'assistance sur ces domaines.

La Société n'a pas de filiale en France où elle opère directement avec sa licence française d'opérateur télécom.

1.12 Informations concernant les administrateurs et les cadres supérieurs de l'Émetteur

1.12.1 Caractéristiques de l'organe administratif (structure, composition, mandat des administrateurs)

La structure du conseil d'administration est décrite à l'article 15 des Statuts de la Société, décrite ci-dessous.

« Article 15 : Composition du Conseil d'administration et nomination des administrateurs

Le Conseil d'administration est composé d'un nombre d'administrateurs qui n'est pas inférieur à trois ou supérieur à douze membres.

La détermination du nombre exact d'administrateurs qui doit composer le Conseil en tout temps, toujours dans le maximum et le minimum visé au présent article, relève de l'Assemblée générale des actionnaires.

Pour être élu membre du Conseil la qualité d'actionnaire n'est pas nécessaire, sauf en cas de nomination provisoire par cooptation faite par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 244 du texte refondu de la Loi Espagnole sur les sociétés de capitaux. »

Lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2011, il a été convenu de nommer 3 administrateurs ayant accepté la nomination : M. Francisco José Sapena Soler, M. Marcos Gallardo Messeguer et M. David Ángel Pereira Rico.

De même, lors de l'assemblée générale extraordinaire et universelle des actionnaires du 1er juin 2015, il a été convenu de réélire lesdits administrateurs, ainsi que de nommer les nouveaux membres suivants du Conseil d'administration : M. Miguel Pérez Subias (conseiller indépendant), M. Antonio López del Castillo (conseiller indépendant), M. Jordi Carbonell i Sebarroja (conseiller indépendant) et Mme. Arrate María Usandizaga Ruiz (directrice exécutive).

Conformément à l'article 16 des Statuts, lors de l'Assemblée générale extraordinaire et universelle des actionnaires du 1er juin 2015, les administrateurs ont été nommés et réélus pour un mandat de 5 ans. Une fois ce premier mandat expiré, ils peuvent être réélus par l'Assemblée pour des périodes de la même durée maximale.

Par la suite, lors de l'Assemblée d'actionnaires extraordinaire du 15 décembre 2015, il a été convenu à l'unanimité des participants de nommer l'Institut Català de Finances Capital SA SGEIC en tant qu'administrateur, représenté par M. Emili Gómez Jané pour un mandat statutaire de cinq ans.

L'Assemblée d'actionnaires du 25 juin 2018 a été informée de la démission présentée le 29 avril 2018 par l'administrateur M. David Pereira à la suite de la liquidation de l'actionnaire SESD, F.C.R. Les nouveaux actionnaires, Sepi Desarrollo Empresarial S.A., S.M.E., Empresa Nacional de Innovación S.A. (Enisa) et Cántabro Catalana de Inversiones SA, auxquels les actions de SESD, F.C.R. ont été attribuées ont communiqué le 15 mars 2018 à la Société l'attribution des dites

actions et ont également proposé la nomination de M. Jorge Sainz de Vicuña Barroso en qualité d'administrateur de la Société.

À la date du présent Document d'Information, la composition du Conseil d'administration de la Société est la suivante :

Administrateur	Poste	Caractère du poste
Francisco José Sapena Soler	PDG et Directeur général	Directeur
Marcos Gallardo Messeguer	Secrétaire	Autre conseiller externe
Miguel Pérez Subias	Membre du conseil	Indépendant
Antonio López del Castillo	Membre du conseil	Indépendant
Jordi Carbonell i Sebarroja	Membre du conseil	Indépendant
Arrate María Usandizaga Ruiz	Membre du conseil	Directrice
Institut Català de Finances Capital S.G.E.I.C, représenté par Emilio Gómez Jané	Membre du conseil	Externe
Groupement Sepi Desarrollo Empresarial, S.A, Empresa Nacional de Innovación, S.A et Cántabro Catalana de Inversiones, S.A. représenté par Jorge Sainz de Vicuña	Membre du conseil	Externe

1.12.2 Trajectoire des administrateurs et des principaux dirigeants.

Conseil d'administration :

Francisco José Sapena Soler

Il a étudié ingénierie agronomique, spécialité horticulture et arboriculture fruitière, à l'Université de Lleida et master en télématique à l'UPC. De plus, il est un passionné des nouvelles technologies et d'Internet. Il a présidé le réseau social IRC Hispano pendant 9 ans.

Aujourd'hui, il est le Président Directeur Général et le principal actionnaire de Lleida.net. Il est, sans doute, l'alma mater de la firme. Son esprit curieux et entreprenant reste intact depuis ses débuts comme entrepreneur. Francisco commercialise Lleida.net partout dans le monde.

Marcos Gallardo

Associé de RMS SPAIN.

Membre du barreau de Barcelone depuis 1998.

Vice-président du réseau international LEXING®, premier réseau mondial de cabinets d'avocats spécialisés dans le droit des technologies de pointe, composé actuellement de 22 bureaux situés dans 25 pays d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie.

Membre du Conseil d'administration de plusieurs multinationales du secteur des télécommunications et de l'Internet.

Présent dans le Who's Who Legal et désigné comme un avocat influent dans les domaines de l'Internet & Ecommerce & Data Protection

Arrate Usandizaga

Directrice des finances

Licenciée en administration et direction d'entreprises, master en finances et comptabilité de l'Université de Deusto (Bilbao). Après avoir travaillé pour Price Waterhouse Coopers en tant que superviseur de la section Assurance (audit), elle a rejoint Lleida.net pour coordonner le département d'audit et risques.

Miguel Pérez Subías

Ingénieur supérieur des Télécommunications de l'ETSIT à l'Université polytechnique de Madrid et Master en gestion des entreprises de l'INES (Instituto Nacional de Estadística). Il est actuellement président de l'Association Espagnole des utilisateurs d'Internet - AUI.es, poste compatible avec une activité professionnelle intense en tant que consultant spécialisé en Internet, télécommunications et nouvelles technologies.

Il a édité et promu, en 1993, le premier magazine publié en Espagne consacré à Internet (Click Magazine) et deux ans plus tard, il a fondé l'AUI, une association à but non lucratif.

On peut souligner ses principales initiatives telles que la présidence des congrès « Mundo Internet » (Madrid 1996-2005) et « ExpolInternet » (Barcelone 1997-2001), ainsi que le lancement de la Journée Mondiale de la Société de l'Information : « Díadelinternet » (Tunis 2005), le point d'échange internet Espagnol EspanIX (Madrid 1997) et la création du Forum espagnol sur la gouvernance de l'Internet (Madrid 2008).

Antonio López del Castillo

Consultant en télécommunications et en sourcing avec une large expérience en tant que directeur des achats chez Telefónica Espagne et Vivo, marque de téléphonie du groupe Telefónica au Brésil.

Au cours de sa carrière chez Telefonica, il a participé à des projets significatifs tels que la planification des télécommunications des Olympiades de Barcelone 92, la mise en place du premier réseau métropolitain à grande vitesse pour l'interconnexion des institutions universitaires et des hôpitaux à Barcelone ou la mise en place au sein de la Compañía Riograndense de Telecomunicaciones (CRT) à Sao Paulo d'un Système avancé des achats après la privatisation ; dans le cadre de ce dernier projet il était responsable d'un volume d'achats ce de plus de 30 milliards de Reales (environ 8 milliards d'euros) au cours de la période 1998-2002.

Directeur technique des versions espagnoles des magazines : Tele.Com, Data Communication, LAN Times et fondateur du magazine Global Telecommunications.

Directeur du cours Nouvelles Technologies à l'Institut Catalan, Directeur de cours à l'UNTEC (Université d'été de Sitges), ainsi que directeur du cours d'études supérieures en multimédia et télécommunications de l'UAB (Université autonome de Barcelone).

Jordi Carbonell i Sebarroja

Administrateur du Parc scientifique et technologique agroalimentaire de Lleida (PCiTAL). Délégué de l'Association espagnole des parcs technologiques (APTE) et de l'Association Mondiale (IASP)

De 2005 à 2006, il a été Secrétaire à l'industrie et à l'énergie du Département du Travail et de l'Industrie de la Generalitat de Catalogne et il a été élu député de la province de Lleida aux élections du Parlement de Catalogne en 2003.

De 1996 à 2003, Directeur général de la coopérative agricole ACTEL, S.C.L., et récipiendaire en 2003 du Prix de l'innovation entrepreneuriale de la Generalitat de Catalogne.

Entre 1993 et 1996, il fut gouverneur civil de la ville de Lleida et membre de l'équipe de négociation pour l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne (1984-1986). Il a également été secrétaire général technique au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (1982-1988).

Jorge Sainz de Vicuña Barroso

Administrateur de sociétés. Expérience en matière de redressement d'entreprise dans les fonctions de directeur général / PDG ainsi que les process de négociations et de vente ou achat d'entreprise.

Emilio Gómez Jané

Ingénieur industriel : spécialisation en organisation industrielle à l'Université polytechnique de Catalogne et Master en Business Administration (MBA) de l'Université polytechnique de Catalogne.

Directeur de Capital MAB, un fonds de capital-risque promu par à l'Institut Catalan de Finances (ICF) et Directeur d'investissement ICF Capital. Expérience en tant que directeur associé chez Highgrowth Partners SGECR, directeur des opérations à Barcelona Ventures SGECR, directeur du Master en planification financière et contrôle de gestion et professeur MBA à l'Université de Barcelone. Précédemment, il a été analyste en investissements et directeur des opérations chez BCN EMPREN SCR.

Équipe de direction (n'appartenant pas au Conseil d'administration) :

Pablo Gracia Betorz, Directeur ELATAM (Espagne+ Amérique du Sud)

Diplôme en relations du travail de l'Université de Murcia, troisième cycle en droit du travail et MBA en finance et marchés de l'ISPTB.

Il a développé sa carrière professionnelle dans les métiers de la finance. Avec plus de 10 ans d'expérience en banque commerciale, il s'est spécialisé dans les financements de projets. En charge de l'expansion en Espagne et en Amérique latine.

Manuel Gallo, Directeur des Opérations EMEA (Europe+Middle East+ Afrique)

Ingénieur industriel et informatique ainsi qu'Executive MBA du Babson College (Wellesley, Massachusetts, USA) ; il justifie d'une ample expérience professionnelle aux niveaux national et international.

Avant de rejoindre la Société, il a occupé des postes de responsabilité à l'international pour des entreprises comme Novell Inc., VeriSign Inc., Jamcracker, S21sec, Al Fahad Security, NEC Europe et NEC Moyen orient. Gallo s'est spécialisé dans le lancement de nouvelles lignes de business et en stratégies « Go to Market » avec des opérateurs de télécommunications, des fournisseurs de services au secteurs public et privé, au niveau mondial.

Beatriz García, Directrice générale d'interconnexion

Avec plus de 12 ans d'expérience dans les télécommunications, Beatriz est titulaire d'un diplôme en ingénierie des télécommunications de l'UPC (Université Publique de Catalogne) et de la Technische Universiteit Delft (Pays-Bas). Elle est diplômée en Program Management Development de l'IESE Munich-Barcelone

Elle a travaillé chez Orange Spain et plus tard en tant qu'auditeur IT chez Deloitte. En 2008, elle a rejoint Lleida.net au sein du département Routing. En 2014, elle a été nommée directrice d'interconnexion, où elle a développé et mis en œuvre les stratégies d'interconnexion. Elle est actuellement responsable du secteur d'activité SMS de Lleida.net, définissant les objectifs et les stratégies et adaptant ses produits aux besoins du marché.

Jordi Ramon Piñol, Directeur technique

Technicien supérieur du développement de logiciels et de la gestion des systèmes informatiques.

Analyste Programmeur Senior, avec plus de 15 ans d'expérience dans le domaine du développement de serveurs de messagerie mobile avec support pour des divers protocoles et processus de certification des communications. La mission du service technique est de conceptualiser des solutions et d'utiliser des stratégies centrées sur l'innovation technologique de Lleida.net.

Eduard Salla, Directeur du développement commercial

Ingénieur en informatique diplômé de l'Université de Lleida.

Avec plus de cinq ans d'expérience dans le domaine du commerce électronique ses connaissances et sa formation dans le domaine du marketing en ligne facilitent une meilleure compréhension des besoins du client pour ainsi fournir des solutions flexibles, intuitives et adaptées à ses besoins particuliers pour simplifier et améliorer les processus de transformation numérique.

Sofía Gazo, Directrice de projets

Diplômée en Sciences Environnementales de l'Université Roi Juan Carlos (URCJ).

Son parcours professionnel est axé sur le domaine commercial et la vente de services de conseils informatique et technologique. Son expérience dans ce domaine lui permet de détecter et d'analyser les besoins des clients et leur fournir la solution la mieux adaptée.

Eva Pané, Directrice du service client

Diplôme postuniversitaire de pratiques juridiques de l'UAB, Master en droit et nouvelles technologies de l'ESADE et licence en droit de l'UAB.

Avec plus de dix ans d'expérience dans le domaine de la technologie, Eva est à la tête de l'équipe de service client de l'entreprise. Sa formation en droit est un appui essentiel à l'heure de proposer des solutions aux possibles difficultés de l'utilisateur. Actuellement, Eva travaille sur des projets sur les marchés latino-américains.

Andrea Chordi Garriga, Directrice des ressources humaines

Diplôme en journalisme de l'Université autonome de Barcelone et Master en ressources humaines et relations du travail de l'IL3 (Université de Barcelone).

Dispose d'une grande expérience dans la sélection de profils IT et dans le développement du capital humain dans des environnements multinationaux et multiculturels.

Toujours engagée avec le rôle stratégique des ressources humaines et avec son rôle dynamique dans tout processus de transformation et / ou de changement.

1.12.3 Système de rémunération des administrateurs et des cadres supérieurs.

Existence ou non de clauses de garantie ou de « protection » des administrateurs ou des cadres supérieurs en cas de rupture de contrat, de licenciement ou de changement de contrôle.

L'article 18 des Statuts de la Société, relatif à la rémunération des administrateurs, établit que: « Le poste d'administrateur est rémunéré au moyen d'une rémunération comprenant un montant fixe et un jeton de présence. Les administrateurs qui sont affectés à des fonctions exécutives dans la Société, quelle que soit la nature de leur relation juridique avec la Société, ont le droit de recevoir une rémunération pour l'exercice de ces fonctions, qui peut consister en un montant fixe, un montant variable par objectifs, un montant complémentaire en nature, ainsi qu'une partie d'assistance pouvant inclure des systèmes de prestations et d'assurance opportuns et, le cas échéant, la sécurité sociale. En cas de cessation non due à un non-respect de ses obligations, l'administrateur peut avoir droit à une indemnisation. »

La rémunération accumulée au cours de l'exercice 2017 par le Conseil d'administration de la Société mère s'est élevée à 84 750 euros au titre des jetons de présence.

Il est entendu comme « cadres supérieurs » les cadres appartenant au Conseil d'administration.

Il n'existe pas de clause de garantie ou de protection pour les administrateurs ou les cadres supérieurs en cas de résiliation de contrat, de licenciement ou de changement de contrôle.

Les rémunérations à titre de salaires perçus par les membres du Conseil d'administration qui exercent les fonctions de haute direction s'élèvent à 176 895,88 euros en 2017.

Les salaires décrits sont essentiellement composés d'une rémunération fixe, la partie correspondant à un salaire variable étant très faible. Cela concerne l'évolution des ventes de l'entreprise, tandis que la révision des salaires fixes ne fait référence à aucun concept.

1.13 Employés. Nombre total, catégories et répartition géographique.

Les effectifs du groupe au 30 juin 2018 sont les suivants :

	Hommes	Femmes	Total
Cadres supérieurs	1	1	2
Administration	0	5	5
Commercial	8	9	17
Production	18	3	21
Entretien	0	1	1
Réception	0	6	6
Développement commercial	3	5	8
Ressources humaines	0	1	1
TOTAL	30	31	61

1.14 Actionnaires principaux, au sens de ceux qui détiennent plus de 5% du capital, en nombre d'actions et pourcentage du capital

Nom	Nombre d'Action	Pourcentage de droits de vote
Francisco Sapena Soler	7.116.437	44,34%
SEPI Desarrollo Empresarial SA S.ME	1.137.893	7,09%
Cantabra Catalana de Inversiones S.A	1.137.893	7,09%
Empresa Nacional de Innovación S.A, SME	1.137.893	7,09%
Institut Catalá de Finances Capital SGEIC	593.220	3,70%
Autocontrôle	961.001	5,99%
Divers Flottant	3.956.606	24,70%
Total	16.049.943	100%

À notre connaissance, le flottant est composé de plus de 100 actionnaires, dont la majorité sont des sociétés de gestion et des particuliers sous mandat de gestion ou investisseurs qualifiés.

L'entreprise ne connaît pas l'existence d'autres actionnaires avec des participations égales ou supérieures à 5% du capital social.

1.15 Informations relatives aux opérations avec des parties liées :

1.15.1 Informations sur les opérations significatives avec des parties liées

Ci-après, un détail des informations concernant les principales opérations réalisées par la Société avec des parties liées au cours des exercices 2016, 2017 et du premier semestre de 2018, ainsi que les salaires des cadres supérieurs. À ces fins, sont considérées opérations entre parties liées celles comportant les caractéristiques définies dans l'ordonnance EHA / 3050/2004 du 15 septembre.

Conformément à l'ordonnance EHA / 3050/2004, il est considéré opération entre partie liée tout transfert de ressources, de services ou d'obligations entre des parties liées, qu'il s'agisse ou non d'une compensation.

Les transactions dont le montant dépasse 1% du revenu ou des fonds propres de la Société seront considérées comme significatives. Informations fournies à cet égard :

	2016	2017	S1 2018
FONDS PROPRES m€	2 785	2 765	3 029
1% DE FONDS PROPRES €m	28	28	30
FACTURATION €M	8 054	9 882	6 279
1% DE FACTURATION €m	81	99	63

Il existe trois types d'opérations entre parties liées :

(i) Transactions réalisées avec des actionnaires significatifs :

Ne s'applique pas

(ii) Opérations réalisées avec des administrateurs et des dirigeants

La partie liée de la société est Banco Santander et ses filiales, car le groupe formé par Sepi Desarrollo Empresarial, S.A, Société nationale pour l'innovation, S.A et Cántabro Catalana de Inversiones, S.A, est représenté par un administrateur. En ce sens, un employé du groupe Santander est administrateur de Lleida.net.

(iii) Opérations effectuées entre personnes, sociétés ou entités du groupe.

Les transactions réalisées avec les sociétés du groupe consistent principalement en une refacturation de SMS par la société mère, qui détient la majorité des accords d'interconnexion et, par conséquent, c'est elle qui prend en charge ces dépenses. La facturation est basée sur la consommation et suit les prix fixés dans l'étude des prix de transfert réalisée chaque année. De même, les communications électroniques certifiées sont refacturées selon les critères fixés par l'étude de prix de transfert réalisée chaque année.

Les intérêts que la société mère perçoit pour les prêts qu'elle a accordés aux filiales pour le démarrage de leur activité. Le taux d'intérêt appliqué est en ligne avec la moyenne du coût de notre dette :

Transactions et opérations entre parties liées			
Euros	2016	2017	S1 2018
Ventes effectuées			
Lleidanet USA inc	51 464,95	226 470,82	230 482,00
Lleidanet Serveis Telematics Limited	4 462,15	10 852,35	11 682,37
Lleida SAS :	74 158,27	118 433,59	51 683,95
Lleidanet Republica Dominicana, S.R.	2 033,83	734,93	355,02
Achats effectués			
Lleidanet USA inc	70 792,14	107 843,67	5 467,39
Lleidanet Serveis Telematics Limited	2 029,12		
Revenu d'intérêts			
Lleidanet USA inc	22 659,27	19 478,99	8 204,10
Lleidanet Serveis Telematics Limited	20 163,68	21 051,34	10 958,06
Lleida SAS :	1 791,50	4 427,75	1 651,03
Lleidanet Republica Dominicana, S.R.L		1 672,17-	
Lleidanet Perú			1 591,89
Lleidanet do Brasil Ltda			432,80

Les soldes en suspens pour les clôtures de 2016, 2017 et du premier semestre de 2018 sont les suivants :

	Soldes en suspens avec des parties connexes à la		de l'exercice
	clôture	2016	2017
Euros			S1 2018
Soldes débiteurs pour les prêts à long terme			
Lleidanet USA inc	600 660,19	504 482,54	248 157,07
Lleidanet Serveis Telematics Limited	595 337,67	26 466,21	56 828,76
Lleida SAS :	87 113,20	93 404,59	
Lleidanet Republica Dominicana, S.R.L	6 340,35	20 364,40	25 983,40
Lleidanet Perú	2 357,64	77 976,58	94 025,65
Lleidanet do Brasil Ltda	24 524,85	24 524,85	24 524,85
Portabilidades Españolas S.L	3 000,00	3 000,00	3 000,00
Lleidanet Costa Rica Empresa Individual de Responsabilidad Limitada	-	1 381,38	1 381,38
Soldes débiteurs pour ventes réalisées			
Lleidanet USA inc	51 464,95	331 434,55	561 916,55
Lleidanet Serveis Telematics Limited	4 462,15	15 314,50	25 479,02
Lleida SAS :	74 158,27	136 608,99	188 292,94
Lleidanet Republica Dominicana, S.R.L	2 033,83	2 768,76	3 123,78
Soldes débiteurs par intérêts			
Lleidanet USA inc	41 727,37	61 206,40	69 410,50
Lleidanet Serveis Telematics Limited	33 719,54	54 770,88	65 728,94
Lleida SAS :	3 771,37	8 199,12	9 850,15
Lleidanet Perú	-	522,46	2 114,35
Lleidanet do Brasil Ltda	-	-	432,80
Soldes créanciers pour les achats effectués			
Lleidanet USA inc	70 792,14	228 959,55	234 426,94
Lleidanet Serveis Telematics Limited	2 029,12	2 029,12	2 029,12
Lleidanet Republica Dominicana, S.R.L	-	2 033,83	2 033,83

Les soldes impayés sont principalement dus aux prêts que la société mère a consentis pour le développement des filiales et aux opérations de vente et d'achat susmentionnées.

1.16 Informations financières de l'Émetteur :

Les informations financières présentées ci-dessous ont été extraites de (i) les comptes consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 et (ii) les états financiers intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2018.

Les comptes sont consolidés et font donc référence à Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A et ses filiales.

Les comptes annuels audités des exercices 2016, 2017 et les états financiers intermédiaires pour le semestre clos le 30 juin 2018 du groupe sont intégrés à l'annexe I du présent Document d'Information.

1.16.1 Informations financières correspondant aux exercices 2016, 2017 et au premier semestre de 2018

BDO Auditores SL a audité les comptes consolidés de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017 (annexe I), et a également procédé à un examen limité des états financiers

intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2018 (Annexe II).

Les comptes consolidés des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017 et les états financiers intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2018 ont été élaborés sur la base des documents comptables de la Société et de ses filiales, tout en respectant les dispositions juridiques en matière comptable à ces dates afin de montrer une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et les résultats de la Société, et ont été préparés conformément au Plan général de comptabilité Espagnol.

1.16.2 Compte de résultat

Ci-dessous le compte de résultats de Lleida.net pour les exercices 2016 et 2017 et le premier semestre de 2018, ainsi que certains aspects significatifs de ceux-ci.

<i>Données consolidées (en milliers d'euros)</i>	2016	2017	S1 2018
Ventes	8 054	9 882	6 279
Coût des ventes	(3 910)	(4 639)	(3 281)
Marge Brute	4 144	5 243	2 998
Frais de personnel	(2 012)	(2 318)	(1 211)
Services externes	(2 004)	(2 449)	(1 201)
Autres revenus	(1)	43	9
Activations de charges	919	849	328
EBITDA	1 046	1 368	923
Amortissement	(1 147)	(1 078)	(573)
Autres résultats	(1 142)	(21)	1
Résultat d'exploitation	(1 243)	269	351
Résultat financier net	(177)	(113)	(54)
Différences de change	(6)	(96)	(8)
Résultat avant impôts	(1 426)	60	289
Impôt sur les sociétés	(3)	(1)	(18)
Résultat de l'exercice	(1 429)	59	271

Le groupe Lleida.net a réussi à augmenter son chiffre d'affaires de plus de 20% chaque année, grâce à la progression de tous ses secteurs d'activité, comme le montre le tableau suivant :

<u>Ventes consolidées par secteur d'activité (Milliers d'euros)</u>	2016	2017	S1 2018
Services communications certifiées SaaS	2 079	2 660	1 622
Solutions SMS	2 891	2 827	1 426
Solutions WHOLESALÉ SMS	3 084	4 394	3 231
Total	8 054	9 881	6 279

La marge a augmenté à la fois en raison de l'augmentation du volume absolu des ventes et de l'évolution du mix produits avec une marge plus importante pour les services SaaS.

Dépenses de personnel :

Grâce à l'introduction sur le MAB, Lleida.net a disposé de ressources suffisantes pour soutenir l'augmentation de ses effectifs tant dans le secteur technique que dans le secteur commercial, axée sur le renforcement des départements internationaux et la diversification du département national très concentré sur la région de Madrid.

L'effectif de Lleida.net est passé de 37 personnes le 31 décembre 2015 à 61 personnes le 30 juin 2018. Au cours de cet exercice 2018, nous avons effectué le licenciement de 3 personnes comptant beaucoup d'années d'ancienneté et des salaires élevés.

Dépenses de services extérieurs :

L'augmentation des dépenses de services extérieurs provient de différents facteurs :

- Augmentation des dépenses de fonctionnement à l'international, tant pour la location de bureaux que pour la maintenance de nouvelles filiales opérationnelles.
- Augmentation des dépenses liées aux salons professionnels dans le but d'attirer un plus grand nombre de leads commerciaux.
- Augmentation des dépenses commerciales, en Espagne et à international.
- Augmentation des dépenses en conseillers et collaborateurs externes, en particulier des agents de vente à l'étranger, ainsi que des conseillers juridiques pour la mise en œuvre de nos services au niveau international.

Activations de charges

Le groupe Lleida.net se distingue par l'investissement qu'il réalise dans la R + D + i, tant pour le développement de nouveaux produits que pour l'amélioration des processus. Les projets de R & D & i ne sont activés en tant qu'immobilisations que lorsque leur faisabilité a été validée. Le rapport motivé de tous les projets R & D & i est émis par une entité de certification. Le groupe effectue des travaux de R & D & I pour un montant annuel d'environ 1 million d'euros, bien qu'à titre prudentiel une partie seulement soit activée afin d'éviter tout risque de remise en cause par l'entité de certification.

Résultat brut d'exploitation (EBITDA)

En raison de l'augmentation de la marge brute et d'une légère augmentation des coûts fixes, l'EBITDA a augmenté de 31% entre 2016 et 2017 et de 35% si nous comparons les données extrapolées du premier semestre de 2018 aux données consolidées de 2017.

Résultat d'exploitation (EBIT)

Le résultat d'exploitation est redevenu positif en 2017, après les pertes exceptionnelles de l'exercice 2016. Au premier semestre de 2018, ce chiffre était déjà supérieur aux résultats pour l'ensemble de l'année 2017. Les coûts d'amortissement sont plus élevés en raison des coûts de projets de R & D importants activés au cours des années précédentes et qui sont amortis linéairement sur 5 ans.

Résultat financier

L'élément des charges financières pour les dettes auprès d'entités de crédit inclut les coûts de financement à court et à long terme avec les entités bancaires. L'amélioration du Résultat financier est due aux efforts déployés par le groupe pour réduire la dette financière nette de façon continue.

Résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice était positif pour la première fois depuis l'admission sur le MAB à la clôture de l'exercice 2017, résultat qui a été multiplié par près de cinq au premier semestre de l'exercice 2018.

1.16.3 Bilan

	2016	2017	S1 2018
ACTIF (milliers de euros)			
Immobilisations incorporelles	3 642	3 848	3 742
Immobilisations corporelles	463	388	384
Investissements à long terme dans des sociétés du groupe et des associés	25	17	17
Investissements financiers à long terme	38	189	189
Impôts différés actif	138	138	138
Total actif non courant	4 306	4 580	4 470
Créance clients et autres créances	2 278	2 289	2 701
Placements financiers à court terme	1 253	1 013	703
Compte de régularisation actif/charges payées d'avance	225	225	204
Trésorerie et autres actifs liquides équivalents	1 494	530	804
Total actif courant	5 250	4 057	4 412
TOTAL ACTIF	9 556	8 637	8 882

Les Immobilisations incorporelles incluent l'activation des dépenses de R + D + i ainsi que les avances versées pour l'obtention de marques et de brevets. Dans les immobilisations corporelles, le poste principal correspond aux serveurs dont le Groupe dispose pour fournir ses services.

L'augmentation comptes clients s'explique par l'augmentation des ventes : La génération de trésorerie au premier semestre de l'année 2018 nous a permis de faire face aux paiements de la dette bancaire sans réduire les disponibilités du groupe.

	2016	2017	S1 2018
PASSIF (milliers de euros)			
Capital	321	321	321
Prime d'émission	5 244	5 244	5 244
Réserves	(453)	(1 923)	(1 884)
(Actions Propres)	(898)	(936)	(924)
Résultat de l'exercice	(1 429)	59	271
Différences de conversion	31	105	86
Part des tiers	1	1	1
Total patrimoine net	2 817	2 871	3 115
Dettes à long terme	1 924	1 143	1 004
Total passif non courant	1 924	1 143	1 004
Provisions pour risque à CT	159	31	33
Dettes à Court Terme	3 185	2 810	2 491
Dette fournisseurs et autres comptes à payer	1 471	1 782	2 239
Total passif courant	4 815	4 623	4 763
TOTAL PATRIMOINE NET ET PASSIF	9 556	8 637	8 882

Les variations de la situation nette s'expliquent par le report à nouveau du résultat de l'année précédente.

En ce qui concerne l'endettement, nous constatons une nette diminution d'une période à l'autre venant de la politique de réduction de l'endettement et des dépenses. Le fonds de roulement négatif qui existe actuellement au 30 juin 2018 a été résolu grâce aux nouveaux emprunts signés par la société mère auprès d'institutions financières pour un montant de 500 mille euros au cours de l'été 2018.

1.16.4 En cas d'avis défavorables, de refus d'opinion, de réserves ou de limitations de portée de la part des auditeurs de l'Émetteur, les raisons, les actions permettant de les corriger et le délai imparti

Non applicable.

1.16.5 Description de la politique de dividendes

Lleida.net, depuis sa création a utilisée tous ses résultats positifs pour l'autofinancement de ses développements et n'a pas pu distribuer des dividendes. A l'avenir, la Société entend distribuer un dividende dans la mesure de ses possibilités, après satisfaction de ses besoins pour la réalisation des investissements jugés nécessaires pour atteindre de ses objectifs stratégiques.

1.16.6 Toute information, en cours ou passée, sur l'insolvabilité, la liquidation ou des procédures équivalentes, ainsi que sur les condamnations (en cours ou pas) pour fraude impliquant tout membre des organes de direction et de surveillance de l'Émetteur. L'information doit couvrir une histoire d'au moins cinq ans ; Informations sur les litiges susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'Émetteur

Non applicable.

2. FACTEURS DE RISQUE

Outre les informations délivrées dans le présent Document d'Information et avant d'adopter la décision d'acquérir des actions de la Société, il convient de prendre en compte, entre autres, les risques énumérés ci-après, qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'activité, résultats, perspectives ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

Ces risques ne sont pas les seuls auxquels la Société pourrait être confrontée. Il existe d'autres risques qui, en raison de leur plus grande évidence (on ne s'adresse pas au grand public), n'ont pas été abordés dans cette section.

Les facteurs de risque suivants sont ceux jugés les plus pertinents par la Société, bien qu'il puisse exister, au moment de la préparation du présent Document d'Information, d'autres facteurs moins significatifs ou inconnus qui pourraient avoir une incidence sur les activités, les résultats, perspectives, la valorisation ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

Il convient de garder à l'esprit que tous ces risques pourraient avoir un effet défavorable important sur le cours des actions de la Société, ce qui pourrait entraîner une perte partielle ou totale de l'investissement réalisé.

2.1 Risques liés à l'activité

2.1.1 Risques liés aux cadres réglementaires dans lesquels la Société exerce ses activités

Lleida.net est un opérateur de télécommunications agréé par la Commission espagnole des marchés et de la concurrence (organisme dans lequel s'intègre la précédente Commission du marché des télécommunications depuis le 7 octobre 2013), spécialisé dans les services de SMS pour les particuliers et les entreprises, ainsi que dans les services de communications électroniques certifiés.

Le marché des communications électroniques certifiées sur lequel Lleida.net opère est soumis à de nombreuses réglementations nationales, communautaires et internationales, telles que, entre autres, la loi 9/2014 du 9 mai générale sur les télécommunications, la loi 34/2002 du 11 juillet 2014 sur les services d'information et le commerce électronique ou le Règlement (CE) n ° 910/2014 du 23 juillet 2014 relatif à l'identification électronique et aux services de confiance dans les transactions électroniques dans le marché intérieur.

Les cadres réglementaires applicables à l'activité de Lleida.net confèrent de larges pouvoirs aux autorités administratives compétentes dans le domaine des communications électroniques certifiées (notamment, sans toutefois s'y limiter, la Commission nationale des marchés et de la concurrence). En outre, ces réglementations sont sujettes à des modifications et changements qui pourraient entraîner des coûts supplémentaires pour la Société ou limiter sa flexibilité pour répondre aux conditions du marché, affecter la concurrence avec d'autres opérateurs de télécommunication ou modifier sa structure de coûts.

Une modification du cadre réglementaire actuel applicable à Lleida.net ainsi que l'adoption de certaines décisions par les autorités administratives compétentes peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

2.1.2 Risques liés à l'évolution de l'activité

Lleida.net a commencé en 2012 à commercialiser ses produits de certification, tels que le SMS certifié, l'email certifié, la facture certifiée ou la minute certifiée, de sorte qu'il existe le risque que la demande

s'écarter de celle initialement prévue par la Société, l'exposant à un risque commercial en cas de survenue d'un tel écart. Cependant, il existe actuellement sur le marché un besoin croissant pour de meilleures garanties de sécurité et d'efficacité dans les communications électroniques certifiées, un facteur qui peut stimuler la demande de produits et services commercialisés par la Société.

2.1.3 Exigence de technologie de pointe et adaptation aux évolutions du secteur

Les produits et de services proposés par Lleida.net ainsi que la menace de concurrents potentiels dans son core business nécessitent des investissements continus dans le développement de nouvelles applications et les développements technologiques. Ceci requiert, d'une part, le réinvestissement des ressources économiques générées par l'activité ordinaire de la Société et, d'autre part, la fidélisation de ressources humaines notamment celles consacrées à la R & D & i.

Dans un secteur caractérisé par une évolution technologique rapide, il est nécessaire d'être en mesure de proposer rapidement les produits et services demandés par le marché, de prendre en compte l'impact des modifications du cycle de vie des actifs techniques et de renforcer la rentabilité et la sélection adéquate des investissements à effectuer. Lleida.net opère sur des marchés concurrentiels, soumis à une évolution technologique constante. En conséquence de ces deux caractéristiques, son activité est conditionnée à la fois par les actions de ses concurrents sur ces marchés et par sa capacité à anticiper et à s'adapter, en temps voulu, aux changements technologiques constants, aux changements dans les préférences des consommateurs qui se produisent dans le secteur, ainsi que dans la situation économique, politique et sociale. Si Lleida.net n'était pas en mesure de le faire correctement, les activités, la situation financière, les résultats ou la génération de trésorerie de la Société pourraient être affectés de manière négative.

2.1.4 La perception du client concernant les services offerts par la Société peut être défavorable par rapport à ceux proposés par des sociétés concurrentes.

Améliorer la perception des clients sur l'attention et les services offerts est un facteur déterminant pour la bonne marche des affaires sur des marchés très concurrentiels. La capacité à anticiper et à s'adapter aux besoins et aux nouvelles demandes des clients influence la position concurrentielle de la Société par rapport aux autres entreprises du secteur des technologies, ainsi que sa capacité à capter la valeur générée dans ce processus de transformation. Si Lleida.net n'était pas en mesure de le faire correctement, les activités, la situation financière, les résultats ou la génération de trésorerie de la Société pourraient être affectés de manière négative.

2.1.5 Risques d'arrivée de nouveaux concurrents

L'entrée de nouveaux concurrents sur le marché des communications certifiées sur lequel Lleida.net opère peut affecter sa stratégie de croissance. Toutefois, il convient de garder à l'esprit que les barrières à l'entrée sur un tel marché sont très importantes, car les éventuels nouveaux entrants doivent réunir non seulement les installations, le personnel et les équipements nécessaires pour le lancement, la maintenance et la commercialisation d'une plateforme de communications certifiées, mais aussi obtenir un certain nombre d'agréments et de certifications et disposer du savoir-faire nécessaire.

On ne peut ignorer qu'il existe la possibilité d'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché des communications certifiées, ainsi que la complémentarité ou la réorientation du modèle économique des opérateurs de télécommunications traditionnels vers les produits certifiés commercialisés par Lleida.net.

2.1.6 Risques liés à la propriété intellectuelle :

Lleida.net a pour politique de breveter ses produits de certification pour éviter les plagiat de la concurrence. L'imitation de ses produits pourrait entraîner une perte de part de marché ainsi que d'image. Dans le but de diminuer ce risque, un département « Propriété intellectuelle » a été créé. Son objectif est de s'assurer que tous les process brevetables le sont correctement sur les marchés où opère la société et également d'identifier les éventuels agents qui plagieraient ledit process.

2.1.7 Une défaillance du réseau peut entraîner une perte de qualité ou une interruption du service.

Des interruptions de réseau imprévues dues à des défaillances du système, y compris les défaillances de réseau lui-même, de hardware ou du software, ou à une cyberattaque affectant la qualité ou entraînant une interruption de la prestation des services Lleida.net, peuvent être source d'insatisfaction des clients, d'une réduction des revenus, peuvent entraîner la réalisation de réparations coûteuses, l'imposition de sanctions ou d'autres types de mesures de la part des organismes de réglementation et portant atteinte à l'image et à la réputation de la Société.

Lleida.net tente d'atténuer ces risques en adoptant une série de mesures, telles que l'installation de systèmes de « back-up » et de systèmes de protection tels que des programmes antivirus et d'autres mesures de sécurité physiques et logiques. La Société dispose également de 3 centres de traitement de données à Lleida, séparés physiquement, qui fonctionnent en parallèle, c'est-à-dire que si l'un des centres de traitement de données cesse de fonctionner pour une raison quelconque, l'un des deux autres contenant les mêmes données commencerait à fonctionner. Cependant, ces mesures ne sont pas toujours efficaces. Bien que Lleida.net dispose d'une couverture d'assurance pour ce type d'incident, il est possible que ces polices n'offrent pas une couverture suffisante pour compenser les pertes éventuelles.

2.1.8 Risques liés à la perte de données informatiques

Lleida.net gère quotidiennement des données sensibles concernant ses clients, lesquelles peuvent être convoitées par des hackers et il existe donc la possibilité d'attaques cybernétiques. Pour pallier une éventuelle perte de données, le Groupe s'appuie sur des data center indépendants qui travaillent de manière simultanée et répliquent entre eux toutes les données. Ainsi, si l'un des serveurs était attaqué, les données se trouveraient toujours conservées dans un autre data center. En outre, le Groupe a souscrit une police d'assurance couvrant les risques cybernétiques.

2.1.9 Règlementation sur la protection des données

L'activité de produits certifiés de Lleida.net implique le traitement d'un volume considérable d'informations à caractère personnel. Les réglementations relatives à la gestion et au traitement des données à caractère personnel sont complexes et divergent considérablement entre les pays dans lesquels la Société exerce ses activités. En général, la Société dispose de moyens suffisants et adéquats pour contrôler le respect de la réglementation et entretient des systèmes de contrôle conçus pour garantir et protéger le traitement des données à caractère personnel de ses clients conformément aux dispositions de la législation applicable.

Toutefois, en ce qui concerne les mesures mises en œuvre par la Société et les moyens à sa disposition pour contrôler le traitement des données à caractère personnel, il ne peut être garanti que les mesures établies par Lleida.net ne puissent échouer ou soient pleinement efficaces. En cas de défaillance du système, les activités et la réputation de Lleida.net pourraient en être considérablement affectées et l'exposer à des litiges ou à des pertes.

En outre, dans le cas où (i) Lleida.net ne pourrait pas se conformer à la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, (ii) cette réglementation se développerait de manière à obliger Lleida.net à modifier ses pratiques commerciales, ou bien (iii) les régulateurs interpréteraient ou mettraient en œuvre ledit règlement d'une manière préjudiciable à Lleida.net, cela pourrait affecter négativement les activités, les résultats, les perspectives ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

2.2 Risques liés à l'organisation de la Société

2.2.1 Dépendance au PDG, actionnaire fondateur

Il n'est pas prévisible, sauf en cas de décès ou d'invalidité permanente, que M. Francisco José Sapena Soler, Président directeur général et actionnaire fondateur de la Société, cesse de participer activement au développement de la Société en tant que promoteur et principal actionnaire. Toutefois, le décès ou l'invalidité permanente de M. Francisco José Sapena Soler pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, les résultats, les perspectives ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

La Société a un comité de pilotage au sein duquel siègent les directeurs de chaque département qui se réunissent tous les mois pour déterminer et tracer les lignes à suivre pour la conformité avec le plan d'affaires. Ce comité atténue ce risque de dépendance au fondateur

2.2.2 Risques liés à la gestion de la croissance organique du groupe

La croissance rapide du groupe tant en termes de chiffre d'affaire, de personnel que de territoire peut entraîner un risque de perte de contrôle et de dispersion des moyens. Le plan stratégique du groupe conçu et approuvé par le conseil d'administration prévoit des étapes significatives qui sont mesurables et fournissent des indices sur d'éventuels problèmes liés à la croissance. L'équipe de direction bien formée et disposant d'une connaissance intime de ses champs d'activités doit rapporter périodiquement les principaux indicateurs de productivité au conseil pour analyser et pour définir les éventuelles mesures correctrices qui s'imposeraient.

2.2.3 Risques liés de la stratégie de développement à l'international

La stratégie de Lleida.net repose en grande partie sur le développement à l'international de son activité dans plusieurs pays, soit par la création de filiales à l'étranger, soit par la signature de contrats de collaboration commerciale avec des partenaires stratégiques locaux présents dans les nouveaux pays visés. Dans ce processus d'expansion internationale, la Société pourrait ne pas être en mesure de développer avec succès son activité ou de la mener à bien plus lentement que prévu.

2.2.4 Risques pays

Lleida.net a fondé une grande partie de sa croissance de ces dernières années sur l'internationalisation de ses activités, principalement dans les pays latino-américains tel que la Colombie ou le Pérou et aussi en Afrique, notamment en Afrique du sud. Un changement du contexte politique dans certains de ces pays pourrait affecter le volume d'affaires du groupe. Toutefois, ce risque peut être considéré comme minime dans la mesure où les ventes du Groupe à l'international ne sont pas concentrées sur un seul pays. En cas de changement de contexte majeur, le Groupe modifierait sa stratégie commerciale à l'international et concentrerait ses efforts sur les marchés les plus stables d'un point de vue politique.

2.2.5 Risque lié à la signature de contrats avec des partenaires stratégiques

La Société exerce actuellement ses activités dans certains pays en concluant des accords de collaboration commerciale signés avec des partenaires stratégiques présents dans ces pays. Par conséquent, le respect des conditions convenues dans ces accords de collaboration commerciale est un facteur à prendre en compte pour atteindre les objectifs initialement fixés par la Société. Certains de ces partenaires stratégiques peuvent être en droit d'être indemnisés en cas de décision de la Société de résilier par anticipation les contrats de collaboration, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur l'activité, les résultats ou la situation financière, économique ou patrimoniale de la Société.

La Société offre aussi à ses partenaires stratégiques la possibilité de participer au capital de ses filiales éventuellement implantées dans leur pays, ce qui facilite en quelque sorte la fidélité et la continuité desdits partenaires stratégiques dans le développement et le succès commercial de la Société.

La politique d'expansion internationale de la Société prévoit de s'implanter dans de nouvelles juridictions par la signature de nouveaux accords de collaboration commerciale avec des partenaires locaux. Cependant, tant que ces accords de collaboration ne seront pas officialisés, il ne sera pas possible de savoir avec une totale certitude s'il existe des écarts entre les conditions initialement estimées par la direction de la Société et celles définitivement convenues avec chaque partenaire local.

2.3 Risques financiers

2.3.1 Risque de liquidité

L'exploitation, l'extension et l'amélioration des réseaux Lleida.net, le développement et la distribution des services et produits du Groupe, le développement et la mise en œuvre de la stratégie de la Société, ainsi que le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies ou le renouvellement des brevets nécessitent un financement important.

L'évolution des marchés financiers, en termes de liquidité, de coût du crédit, d'accès et de volatilité, continue de présenter une certaine incertitude quant à certains facteurs tels que le rythme de la reprise économique. La détérioration éventuelle des conditions de crédit sur les marchés financiers pourrait rendre plus compliqué et plus onéreux de refinancer une dette financière existante ou de contracter de nouvelles dettes ; ou rendre plus difficile et plus coûteuse la levée de fonds auprès des actionnaires de la Société ou de nouveaux investisseurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la liquidité de Lleida.net.

2.3.2 Risque de taux de change

Une partie importante du plan d'entreprise de Lleida.net est basée sur l'internationalisation de son activité (une grande partie de celle-ci est réalisée en dehors du marché européen). Toutes les activités exercées aux États-Unis et en Amérique latine se font en dollars, la Société s'exposant ainsi à un risque lié à l'évolution du taux de change de la monnaie. Bien que les transactions en devises étrangères soient actuellement très limitées, c'est pourquoi des instruments de couverture de change n'ont pas encore été mis en œuvre, l'activité internationale de la société et le nombre de transactions en devises étrangères devraient augmenter.

Lleida.net ne dispose actuellement d'aucun instrument pour couvrir le risque de change. Par conséquent, des variations importantes de la valeur de ces devises par rapport à l'euro peuvent avoir un impact significatif sur les revenus et les dépenses, et donc sur les résultats et la situation financière, économique ou patrimoniale de Lleida.net. En tout état de cause, lorsque le volume de ces transactions en devises étrangères augmentera, il sera envisagé de recourir à de tels instruments de couverture.

2.3.3 Risque lié à l'activation des dépenses de R & D

L'un des piliers stratégiques de Lleida.net est l'investissement annuel réalisé dans la recherche et le développement, clef de la croissance et de la consolidation de la Société, lui permettant de faire face à de nouveaux marchés avec des avantages concurrentiels évidents.

La Société a pour politique d'activer les dépenses engagées pour les projets de R & D & i.

L'activation de ces dépenses est conditionnée aux paramètres suivants : (i) les coûts doivent être spécifiquement individualisés par projet et clairement établis de manière à pouvoir être réparti dans le temps ; et ii) le succès technique et la rentabilité économique et commerciale future du projet ou des projets en cours doivent être dûment motivés.

En cas de non-respect de l'une des conditions susmentionnées, la Société pourrait ne pas être en mesure d'activer toutes les dépenses qu'elle entend engager, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les résultats, les perspectives ou la situation financière, économique ou patrimoniale de Lleida.net.

2.3.4 Lleida.net peut être impliquée dans des litiges ou des procédures judiciaires

Lleida.net peut être partie à un litige passif ou à une procédure judiciaire dans le cours normal de ses activités, dont le résultat est imprévisible. Une issue défavorable ou un règlement extrajudiciaire de ces litiges qui pourrait affecter la Société pourrait représenter un coût important et avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière, les résultats, la réputation ou la génération de trésorerie de la Société et l'internationalisation de l'entreprise.

La société ne connaît pas de litige susceptible d'avoir des conséquences significatives.

3. INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTIONS

3.1 Nombre d'actions dont l'admission est demandée, valeur nominale. Capital social, indication de l'existence d'autres catégories ou séries d'actions et émission de titres donnant le droit de souscrire ou d'acquérir des actions

A la date du présent Document d'Information le capital social de la Société est de trois cent vingt mille neuf quatre-vingt-dix-huit euros et quatre-vingt-six centimes (320 998,86 euros), représentés par 16 049 943 actions de deux centimes d'euro (0,02 €) chacune. Toutes les actions sont entièrement souscrites et entièrement libérées. Les actions appartiennent à une même catégorie et à une même série et confèrent à leurs détenteurs le statut d'actionnaire et leur attribuent tous les droits politiques et économiques égaux prévus dans la Loi. Aucune valeur mobilière donnant le droit de souscrire ou d'acquérir des actions n'a été émise.

3.2 Principales caractéristiques des actions et des droits qu'elles incorporent, y compris la mention des limitations éventuelles du droit de participer, de voter et de nommer des administrateurs au moyen du système proportionnel

Le régime juridique applicable aux actions de la Société est celui prévu par la législation espagnole et, en particulier, par les dispositions incluses dans le décret-loi royal 1/2010 du 2 juillet, qui approuve le texte consolidé de la loi sur les sociétés de capitaux et loi 24/1988 du 28 juillet sur le marché des valeurs mobilières.

Les actions de la Société sont dématérialisées et représentées par des écritures comptables. La comptabilité des actions de la Société a été confiée à la Société de gestion des systèmes d'enregistrement, de compensation et de règlement de titres, le dépositaire central Espagnol IBERCLEAR

Les actions de la Société sont libellées en euros (€).

Les actions faisant l'objet l'admission sont des actions ordinaires de même catégorie qui bénéficient des droits suivants :

- Droit de participer à la distribution de dividendes

Les actions donnent à leurs détenteurs le droit de participer à la distribution des bénéfices de la société et aux actifs résultant de la liquidation

- Droit de souscription préférentielle lors de l'émission d'actions nouvelles ou d'obligations convertibles en actions

Les actions confèrent à leurs détenteurs le droit de souscription préférentielle lors de l'émission d'actions nouvelles (ordinaires ou privilégiées) ou d'obligations convertibles en actions, ainsi que le reconnaît l'article 304 du Code Espagnol des sociétés de capitaux, à l'exclusion du droit d'acquisition préférentielle conformément à l'article 308 de ladite loi.

De même, toutes les actions de la Société confèrent à leurs titulaires le droit d'attribution gratuite reconnu dans la loi sur les sociétés de capitaux en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves.

- Droits politiques

Les actions donnent à leurs détenteurs le droit d'assister (y compris par procuration, même s'ils ne sont pas actionnaires) et de voter aux Assemblées générales d'actionnaires et de contester les résolutions de la Société dans les mêmes conditions que les autres actionnaires de la Société, quel que soit le nombre d'actions détenues, le tout conformément aux Statuts de la Société et à la loi sur les sociétés de capitaux.

En particulier, en ce qui concerne le droit d'assister aux Assemblées générales des actionnaires, l'article 12 des statuts dispose que « Tout actionnaire qui a inscrit ses actions dans le registre comptable correspondant de la Société, au moins cinq jours avant la tenue de l'Assemblée, pourra assister personnellement aux Assemblées générales ou se faire représenter par une autre personne, même si cette dernière n'est pas actionnaire. À cette fin, il demandera et obtiendra de la part de la Société, à tout moment à compter de la publication de la convocation et jusqu'au début de l'Assemblée, la carte de présence correspondante. La représentation doit être conférée par écrit et avec un caractère spécial pour chaque Assemblée. Cette dernière exigence ne s'applique pas lorsque le représentant est le conjoint, l'ascendant ou le descendant de la partie représentée ou, en cas de pouvoir général conféré dans un acte public habilité à administrer tous les biens que la partie représentée a sur le territoire espagnol.

Chaque action donne droit à une voix, sans limiter le nombre maximal de voix pouvant être exprimé par chaque actionnaire ou par les sociétés appartenant au même groupe, dans le cas de personnes morales.

La Société peut émettre des actions sans droit de vote dans les conditions et dans le respect des limites et des exigences établies par la loi.

- Droit à l'information

Les actions représentant le capital social de la Société confèrent au titulaire le droit à l'information énoncé à l'article 93 d) de la loi sur les sociétés de capitaux et, à caractère particulier, à l'article 197 du même texte juridique, ainsi que ces droits qui, en tant que manifestations spéciales du droit à l'information, figurent dans les articles de la loi sur les sociétés de capitaux.

3.3 Conventions entre actionnaires ou entre la Société et des actionnaires limitant le transfert d'actions ou affectant le droit de vote

Ne s'applique pas

3.4 Prévisions statutaires obligatoires concernant l'obligation de divulgation des participations significatives et des pactes para-sociaux et exigences applicables à la demande d'exclusion d'opérations et aux changements de contrôle de la Société

Ci-dessous, la transcription des articles des statuts dans lesquels figurent les prévisions pertinentes relatives aux questions susmentionnées :

Article 7. Régime de transmission des actions

Le transfert d'actions ainsi que le droit préférentiel de souscription sont entièrement libres et ne sont pas soumis à aucun consentement ou autorisation, ni de la part de la Société ni des actionnaires de la Société.

Toutefois, la personne qui envisage d'acquérir une participation de plus de 50% du capital doit, dans le même temps, faire une offre d'achat, dans les mêmes termes et conditions, adressée à tous les actionnaires de la Société.

De même, l'actionnaire qui reçoit d'un actionnaire ou d'un tiers une offre d'achat de ses actions en vertu de laquelle, du fait de ses conditions de formulation, des caractéristiques de l'acquéreur et des autres circonstances concordantes, peut raisonnablement en déduire à l'acquéreur une participation de plus de 50% du capital ne peut transférer des actions qui déterminent que l'acquéreur dépasse le pourcentage susmentionné si l'acquéreur potentiel certifie qu'il a offert à tous les actionnaires l'achat de leurs actions dans les mêmes termes et conditions.

Article 7 bis. - Communication de participations significatives et publicité des pactes para-sociaux

a) Communication de participations significatives

Les actionnaires sont tenus de notifier à la Société toute acquisition ou cession d'actions à quelque titre que ce soit, que détermine que leur participation totale directe et indirecte, atteint, dépasse ou devient inférieure, se positionne respectivement au-dessus et en dessous de 10% du capital social ou de ses multiples successifs.

Si l'actionnaire est un administrateur ou dirigeant de la Société, l'obligation de déclaration est obligatoire lorsque la participation totale, directe et indirecte de cet administrateur ou dirigeant, est supérieur ou inférieur respectivement au-dessus ou en dessous de 1% du capital social ou ses multiples successifs.

Les communications doivent être adressées à l'organisme ou à la personne désignée par la Société à cette fin et dans un délai maximum de quatre (4) jours ouvrables à compter de la date à laquelle s'est produit l'événement déterminant l'obligation de communiquer.

b) Communication des pactes para-sociaux

Les actionnaires de la Société sont tenus d'informer la Société de la souscription, de la modification, de la prolongation ou de la résiliation de tout contrat restreignant la cession des actions qu'ils possèdent ou affectant les droits de vote inhérents à ces actions. Les communications doivent être adressées à l'organisme ou à la personne désignée par la Société à cette fin et dans un délai maximum de quatre

(4) jours ouvrables à compter de la date à laquelle s'est produit l'événement déterminant l'obligation de communiquer.

Article 7 ter. - Demande d'exclusion de négociation sur le Marché alternatif boursier Dans le cas où l'Assemblée générale des actionnaires prendrait un accord d'exclusion de négociation sur le Marché alternatif boursier des actions représentant le capital social sans le vote favorable de l'un quelconque des actionnaires de la Société, l'Assemblée sera tenue de proposer auxdits actionnaires l'acquisition de ses actions au prix qui en résulte conforme aux dispositions de la réglementation des offres publiques d'acquisition de titres pour les cas d'exclusion de négociation.

2.8 Description du fonctionnement de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société est régie par les dispositions de la loi sur les sociétés de capitaux et les Statuts de la Société.

Convocation

Le Conseil d'administration doit convoquer l'Assemblée générale ordinaire qui doit se tenir dans les six (6) premiers mois de chaque exercice. De même, il convoquera l'Assemblée générale chaque fois qu'il le jugera opportun pour les intérêts de la Société et, en tout état de cause, à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenteurs d'au moins 5% du capital social, exprimant dans la demande les questions à traiter. Les Assemblées générales seront convoquées par voie d'annonce publiée sur le site internet de la Société et dans le Journal officiel du registre du commerce, à moins que d'autres exigences soient impérativement établies, et se dérouleront dans la commune où la société a son domicile.

Quorums de constitution

Les Assemblées générales seront valablement constituées en première convocation lorsque les actionnaires présents ou représentés ont au moins vingt-cinq pour cent du capital souscrit avec droit de vote. En ce qui concerne la deuxième convocation, la constitution de l'Assemblée sera valable quel que soit le capital rassemblé.

3.5 Identité du listing sponsor

INVEST CORPORATE FINANCE SA domicilié 73, Boulevard Haussmann, 75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 410 263 842, représentée par Monsieur Jean Emanuel Vernay.

4. POSITION DE TRÉSORERIE À 31 OCTOBRE 2018

	Endettement net de la Société (en Milliers d'euros)	1.705
A.	Trésorerie	828
B.	Instruments équivalents	703
C.	Titres de placement	
D.	Liquidités (A + B + C)	1.531
E.	Créances financières à court terme	
F.	Dettes bancaires à court terme	1.353
G.	Part à moins d'un an des Dettes à moyen et long terme	874
H.	Autres dettes financières à court terme	
I.	Dettes financières courantes à court terme (F + G + H)	2.227
J.	Endettement financier net à court terme (I - E - D)	696
K.	Emprunts bancaires à plus d'un an	1.009
L.	Obligations émises	0
M.	Autres emprunts à plus d'un an	0
N.	Endettement financier net à moyen et long terme (K + L + M)	1.009
O.	Endettement financier net (J + N)	1.705

5. AUTRES INFORMATIONS D'INTÉRÊT

5.1 Principales caractéristiques de la valeur sur le MAB

Code Isin : ES0105089009

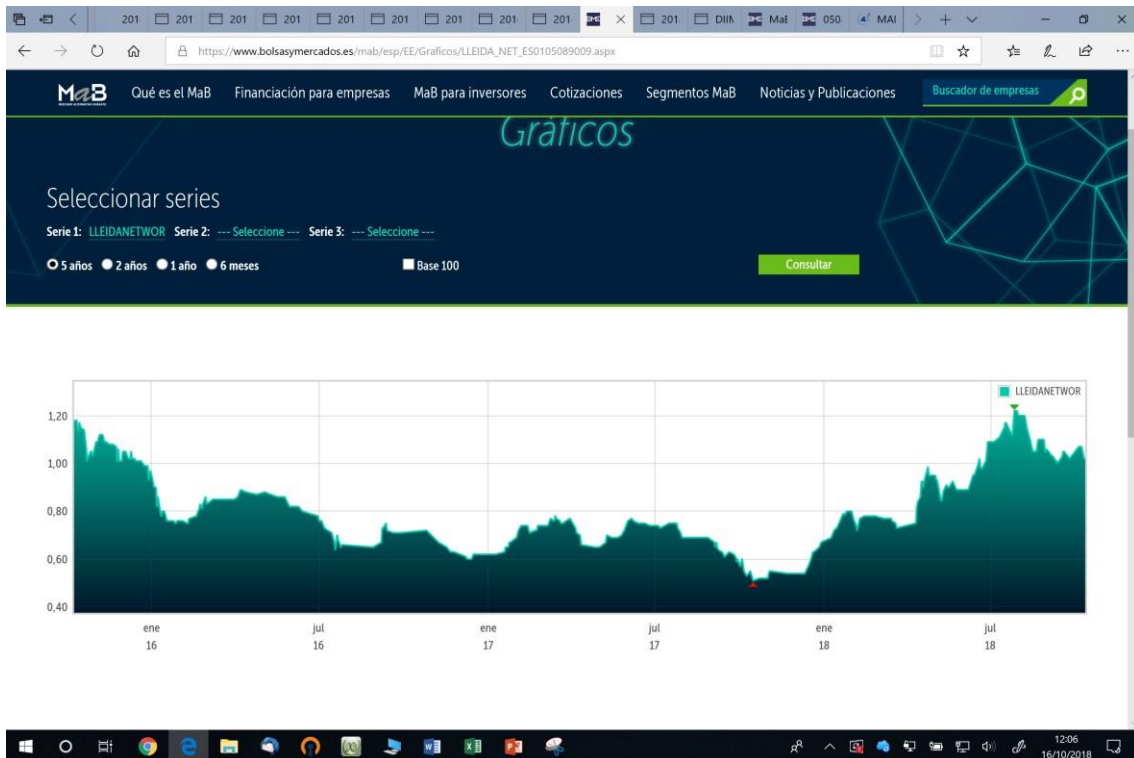
Mnémonique : LLN

Code CFI : ESVUFB

Mode de cotation : double fixing à 12 :00 et 16 :00

5.2 Evolution du cours de l'action

Durant l'année 2018, le cours de l'action a atteint un maximum de 1,22 euro.
Le 9 octobre 2015 le cours de l'action est passé par un minimum de 0.54 euro.



	2015	2016	2017	2018 jusqu'au 15/10
Capital admis (milliers d'euros)	321	321	321	321
N. actions (x1000)	16.050	16.050	16.050	16.050
Prix clôture période (euros)	0,9700	0,6200	0,6700	1,0200
Dernier prix période (euros)	0,9700	0,6200	0,6700	1,0200
Prix max. période (euros)	1,1800	0,9400	0,7800	1,2200
Prix min. période (euros)	0,9300	0,6000	0,5100	0,6900
Capitalisation (Milliers d'euros)	15.568	9.951	10.753	16.371
Volume (Milliers d'actions)	804	405	447	745
Espèces (Milliers d'euros)	919	281	293	735

5.3 Communiqués de presse diffusés par la Société au cours des douze mois précédents l'admission aux négociations sur Growth Euronext

Fait pertinents

<u>Date</u>	<u>Titre</u>	<u>Lien web de Mab</u>
29/11/2017	Opérations effectuées par des Dirigeants : Achats effectués par des Dirigeants entre le 20 et le 26 novembre 2017	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2017/11/05089_HRelev_20171129.pdf
20/12/2017	Lleida.net recrute Elena Fernández-Tradiella pour diriger le département de Corporate Finance	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2017/12/05089_HRelev_20171220.pdf
28/12/2017	Lleida.net obtient 3 nouveaux brevets et atteint un total de 67 brevets de certification octroyés	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2017/12/05089_HRelev_20171228.pdf
08/01/2018	Participations significatives de Lleida.net au 31.12.2017	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/01/05089_HRelev_20180108.pdf
22/01/2018	Résultats provisoires consolidés 2017	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/01/05089_HRelev_20180119_1.pdf
06/02/2018	Présentation de Lleida.net lors du Frankfurt European Midcap Event	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/02/05089_HRelev_20180204.pdf
14/03/2018	Lleida.net obtient le brevet pour sa méthode d'enregistrement et de réception certifiée aux États-Unis	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/03/05089_HRelev_20180314.pdf
11/04/2018	Résultats provisoires du premier trimestre 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/04/05089_HRelev_20180410.pdf
17/04/2018	Présentation pour les investisseurs lors du forum Small Cap Event à Paris	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/04/05089_HRelev_20180417.pdf
23/04/2018	Comparaison résultat provisoire 2017, présentation audit et comptes consolidés 2017 ; présentation audit et comptes individuels mère, présentation structure organisationnelle	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/InfFinanciera/2018/04/05089_InfFinan_20180422.pdf
21/05/2018	Les États-Unis octroient à Lleida.Net le brevet pour sa méthode de SMS certifié pour les 20 prochaines années	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180520.pdf

25/05/2018	Convocation Assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour le 25 juin 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180525.pdf
28/05/2018	Exécution de la première tranche du Plan Lleidanet 2017	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180527.pdf
28/05/2018	Le principal actionnaire de Lleida.net lance un Plan de vente d'actions hors marché comme récompense pour son équipe, sous le nom « Plan Lleida.net 2018”	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180527_1.pdf
30/05/2018	Presentation Discovery Meeting de Lleida.net lors du forum Midcap, mai 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180529.pdf
31/05/2018	Démission du conseiller en raison de la dissolution du fonds qu'il représente	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/05/05089_HRelev_20180531.pdf
12/06/2018	Nouveaux brevets octroyés au Japon, Nouvelle Zélande et Taïwan	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/06/05089_HRelev_20180611.pdf
25/06/2018	Finalisation Plan Lleida.net 2017 première tranche et Lleida.net 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/06/05089_HRelev_20180625_3.pdf
25/06/2018	Accords de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire de Lleida.net du 25 juin 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/06/05089_HRelev_20180625_1.pdf
25/06/2018	Présentation à utiliser lors de l'événement European Spring Midcap 2018 à Paris	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/06/05089_HRelev_20180625.pdf
29/06/2018	Correction d'erreur sur le FP du 25 juin concernant les accords de l'Assemblée	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/06/05089_HRelev_20180629_1.pdf
06/07/2018	Participations significatives de Lleida.net le 30 juin 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/07/05089_HRelev_20180706.pdf
11/07/2018	Les autorités chinoises octroient à Lleida.net le brevet pour son système de réception certifiée d'emails	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/07/05089_HRelev_20180711.pdf
16/07/2018	Résultats consolidés provisoires premier et deuxième trimestre 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/07/05089_HRelev_20180713.pdf
08/08/2018	Prorogation et résultat du programme d'actions en réserve commencé à travers le FP du 12 août 2016	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/08/05089_HRelev_20180808.pdf

10/08/2018	Correction d'erreur concernant les circulaires du MAB	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/08/05089_HRelev_20180810.pdf
18/09/2018	Convocation Assemblée générale extraordinaire d'actionnaires le 29 octobre 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/09/05089_HRelev_20180918.pdf
03/10/2018	Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) octroie à Lleida.net le brevet pour sa méthode de signature de contrats électronique	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/10/05089_HRelev_20181002.pdf
05/10/2018	Présentation pour les investisseurs de Lleida.net lors de l'European Large & Midcap Event de Paris.	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/10/05089_HRelev_20181005.pdf
10/10/2018	Comparaison des résultats provisoires du premier semestre 2018, présentation de la vérification limitée des audits et comptes consolidés du premier semestre 2018, présentation de la vérification limitée des audits et comptes individuels société mère	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/InfFinanciera/2018/10/05089_HRelev_20181009.pdf
10/10/2018	Comparison with advanced data of H1 201, limited audited reporting and consolidated account H1 2018, English version	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/InfFinanciera/2018/10/05089_HRelev_20181009_1.pdf
17/10/2018	Résultats provisoires consolidés troisième trimestre 2018	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/10/05089_HRelev_20181016.pdf
30/10/2018	Accords de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 octobre	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/10/05089_HRelev_20181030.pdf
19/11/2018	Le principal actionnaire de Lleida.net lance une opération de vente d'actions hors marché, dénommée 'Plan Euronext 2018'	https://www.bolsasymercados.es/mab/documentos/HechosRelev/2018/11/05089_HRelev_20181118.pdf

Communiqués de presse diffusés para la Sociéte

Octobre 2017	Lleida.net participa en los foros European Large&Midcap Event de Paris Tech Invest de Mónaco en busca de mayor visibilidad entre los inversores
Octobre 2017	El consejo de Administración de Lleida.net acuerda el traslado de su domicilio social a Madrid
Octobre 2017	Lleida.net obtiene la patente de su método de contratación electrónica certificada en Estados Unidos por un periodo de 20 años
Octobre 2017	Lleida.net aumenta sus ventas un 25% hasta septiembre y se acerca al objetivo de cerrar 2017 con beneficios
Novembre 2017	Lleida.net firma un convenio de colaboración con el Colegio Oficial de Agentes de la Propiedad Inmobiliaria de Lleida
Novembre 2017	Lleida.net ofrece a todo su equipo la posibilidad de dedicar un día laborable a participar en el Gran Recapted'Aliments
Décembre 2017	Lleida.net ficha a Elena Fernández-Trapiellapara dirigir el departamento de CorporateFinance
Décembre 2017	Lleida.net alcanza las 67 patentes en el área de certificación electrónica en todo el mundo
Janvier 2018	Lleida.net aumenta su facturación un 23% y entra en beneficios
Février 2018	Lleida.net personaliza sus plataformas de contratación electrónica para crecer en el ámbito empresarial
Mars 2018	Lleida.net se refuerza en Estados Unidos con la patente de su método de registro y recepción electrónica
Avril 2018	Lleida.net registra un resultado positivo en el primer trimestre de 2018 y consolida la tendencia del pasado ejercicio
Avril 2018	Lleida.net mejora beneficio tras la auditoría de sus cuentas consolidadas de 2017
Mai 2018	La Oficina de Patentes de Estados Unidos otorga a Lleida.net la patente para su sistema de envío de SMS certificados
Juin 2018	Lleida.net (BME:LLN) obtiene patentes en Japón, Taiwán y Nueva Zelanda para su método de entrega de correos electrónicos certificados y consolida su negocio de contratación internacional
Juin 2018	El accionista Mayoritario de Lleida.net pone en marcha un Plan de Venta de Acciones fuera de mercado para recompensar a su equipo
Juin 2018	La Junta General de Lleida.net (BME:LLN) nombra Consejero a Jorge Sainz de Vicuña Barroso
Juillet 2018	Las autoridades chinas otorgan a Lleida.net (BME:LLN) la patente para su sistema de emails certificados
Juillet 2018	Lleida.net (BME:LLN) obtiene por 30 años la licencia para operar en Chile
Juillet 2018	Lleida.net (BME:LLN) presentará sus resultados del segundo trimestre del 2018 y del primer semestre del 2018 el lunes 15 de

	julio del 2018
Juillet 2018	Lleida.net (BME:LLN) mejoró su resultado de explotación un 1080% en el primer semestre del 2018
Juillet 2018	LLEIDA.NET (BME:LLN) SUPERA SU MÁXIMO HISTÓRICO Y ALCANZA LOS 1,22 EUROS POR ACCIÓN
Août 2018	LA INDIA SELECCIONA A LLEIDA.NET PARA ORIENTAR A SUS COMPAÑÍAS EN MATERIA DEL REGLAMENTO GENERAL DE PROTECCIÓN DE DATOS
Septembre 2018	YOLANDA SERENA, NOMBRADA DIRECTORA DE INTERCONEXIÓN POLÍTICA DE LLEIDA.NET (BME:LLN)
Septembre 2018	El Consejo de Administración de Lleida.net da el primer paso para salir a cotizar en Euronext
Octobre 2018	Lleida.net (BME:LLN) asesora a 225 directivos de empresas indias en materia de RGPD
Octobre 2018	El Consejo de Cooperación para los Estados Árabes del Golfo (CCG) otorga a Lleida.net su tercera patente, con la que consolida su posición en la región
Octobre 2018	Los resultados auditados de Lleida.net (BME:LLN) arrojan un incremento en las ventas del 34% durante el primer semestre del 2018
Octobre 2018	Lleida.net (BME:LLN) aumentó sus ventas en un 23% en el tercer trimestre del 2018
Octobre 2018	La Junta General de Lleida.net (BME:LLN) aprueba la salida a Euronext
Novembre 2018	La operadora nacional postal Botswana Post distribuirá los productos de Lleida.net (BME:LLN)
Novembre 2018	Sisco Sapena pone en marcha un Plan de Venta de Acciones fuera de mercado previa la salida de Lleida.net (BME:LLN) a Euronext

19 OCTUBRE 2017

Lleida.net participa en los foros European Large & Midcap Event de París y Tech Invest de Mónaco en busca de mayor visibilidad entre los inversores

Lleida.net participa en los foros European Large & Midcap Event de París y Tech Invest de Mónaco en busca de mayor visibilidad entre los inversores

Barcelona, 2 de octubre de 2017.- Lleida.net, compañía especializada en certificación y notificación electrónica, asiste a los foros European Large & Midcap Event, de París, y Tech Invest, de Mónaco, dos de los eventos europeos

más relevantes para los empresarios de compañías de media y grande capitalización, con el objetivo de aumentar su presencia entre los inversores europeos e internacionales. La compañía se estrena en ambos foros, que tendrán lugar el 4 y 5 de octubre.

En European Large & Midcap Event los inversores pueden interactuar libremente con los directivos de las compañías participantes, hecho que facilita el contacto y la rapidez de las operaciones. El tipo de inversores que asisten al encuentro son gestores de fondos, individuos con potencial para crear una red de contactos y sponsors y fundaciones de distintos sectores industriales, todos ellos seleccionados e invitados expresamente por la organización del encuentro.

European Large & Midcap Event recibe a todo tipo de compañías, pero las fintech cada vez tienen más protagonismo debido a que se trata de un sector puntero y con unas posibilidades de crecimiento inmensas. Sisco Sapena, consejero delegado de Lleida.net, asegura que asistir al European Large & Midcap Event “es una gran oportunidad para compañías como la nuestra, ya que nos permite acercarnos a inversores de forma directa y sin la mediación de una gran entidad financiera entre las partes”. Además, añade que este tipo de encuentros “son una buena oportunidad para tratar con inversores que en otros entornos serían prácticamente inaccesibles, con el aval de una organización que los selecciona con el fin de provocar encuentros beneficiosos para ambas partes”.

En relación al evento de Mónaco, Tech Invest, permite encontrarse con inversores influyentes, aumentar la visibilidad de cara a los mismos y, en definitiva, afianzar la presencia de la compañía en un entorno óptimo. Las compañías con pequeña capitalización, sociedades en fase pre-bursátil y startups son las que más captan el interés de los inversores.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales.

Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

7 OCTUBRE 2017

El Consejo de Administración de Lleida.net acuerda el traslado de su domicilio social a Madrid

Barcelona, 7 de octubre de 2017.- El Consejo de Administración de Lleida.net, compañía especializada en certificación y notificación electrónica, se ha reunido hoy en sesión extraordinaria y ha aprobado por unanimidad el traslado de su domicilio social, que actualmente se encuentra en Lleida, a sus oficinas de Madrid.

Lleida.net adopta esta decisión para reducir los riesgos ajenos al normal funcionamiento de la compañía, tales como la posible pérdida del estatus de operador europeo, de las numeraciones, de las certificaciones europeas obtenidas o en proceso de obtención, así como los cambios en las condiciones de los acuerdos de interconexión obtenidas al amparo de dicho estatus.

El traslado del domicilio social no comporta movimiento de empleados y la compañía continuará desarrollando su actividad con absoluta normalidad.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la firma son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

23 OCTUBRE 2017

Lleida.net obtiene la patente de su método de contratación electrónica certificada en Estados Unidos por un periodo de 20 años

La concesión consolida la presencia de Lleida.net en el mayor mercado mundial en derechos de propiedad y servicios tecnológicos

La firma tecnológica, que cotiza en el MAB (Mercado Alternativo Bursátil: LLN) desde hace dos años, refuerza su apuesta por el sector de la contratación electrónica

Barcelona, 23 de octubre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la notificación y certificación electrónica, ha recibido la concesión de la patente por parte de la Oficina de Patentes de Estados Unidos de su método para la creación de contratos electrónicos certificados bajo la denominación “Method for Producing Electronic Contracts Certified by a User of a Telecommunications Operator”. La concesión, vigente por un periodo de 20 años, consolida la presencia de Lleida.net en el mayor mercado mundial en derechos de propiedad y servicios tecnológicos, en el que ya obtuvo la patente de su método de correo electrónico certificado en septiembre de 2016.

La concesión de esta patente permitirá ampliar el negocio de la compañía en un sector en auge y con gran potencial como el de la contratación electrónica. El método de Lleida.net ofrece la posibilidad de cerrar contratos vinculantes a través del correo electrónico o el SMS y con validez jurídica. El sistema se diferencia de otras soluciones del mercado por su fácil utilización, ya que envía al cliente un SMS o correo electrónico con el contrato al que el receptor sólo tiene que responder de la misma forma. Cuando el cliente ha emitido su respuesta, Lleida.net genera un certificado que ejerce como prueba de la transacción.

Según afirma Sisco Sapena, CEO de Lleida.net, “la concesión de esta patente nos permite ofrecer nuestro servicio de contratación electrónica certificada a una de las principales potencias mundiales”. Para Sapena, la compañía “apuesta de manera decidida por el sector de las contrataciones online por su gran potencial, tanto por el auge de las gestiones online, como por la cantidad de veces que una misma persona puede gestionar diferentes contratos a lo largo de su vida”.

Lleida.net continua así su proceso de expansión internacional, posicionándose en mercados referentes en el sector tecnológico.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

26 OCTUBRE 2017

Lleida.net aumenta sus ventas un 25% hasta septiembre y se acerca al objetivo de cerrar 2017 con beneficios

Las ventas entre enero y septiembre han aumentado un 25% respecto al mismo periodo del ejercicio anterior, hasta los 7,18 millones de euros.

El margen bruto de la compañía que cotiza en el MAB (LLN) mejora un 36% respecto a septiembre de 2016.

El EBITDA se acerca al millón de euros y supone un 13% de las ventas en lo que va de año, frente al 1% de septiembre del año pasado.

Tras encadenar cinco trimestres en Ebitda positivo, la compañía se acerca al objetivo de alcanzar beneficios a final de año.

Barcelona, 26 de octubre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, ha alcanzado unas ventas de 7,18 millones de

euros durante los nueve primeros meses de 2017, lo que supone un aumento del 25% respecto al mismo periodo del ejercicio anterior.

La positiva evolución de las ventas se debe a la captación de grandes cuentas en todas las líneas de negocio de la compañía. Así, cabe destacar que la venta de comunicaciones electrónicas certificadas se ha incrementado un 76% respecto al mismo periodo del ejercicio 2016, hasta 1,33 millones de euros. En el área de validación de datos, se ha registrado una subida del 10%, mientras que el avance de la facturación en los servicios de SMS de ICX Wholesale ha sido del 35%.

El margen bruto de la compañía ha aumentado en un millón de euros, pasando de los 2,76 millones de septiembre del año pasado a los 3,76 millones de finales del tercer trimestre de este año, lo que supone un incremento del 36%. Además, si el margen bruto hace un año suponía el 48% de las ventas, ese porcentaje ha subido ahora hasta el 52%.

En cuanto al **EBITDA**, éste sigue en terreno positivo y se acerca al millón de euros, (concretamente 928.000 euros), lo que permite a Lleida.net encadenar el quinto trimestre en positivo y acercarse a su objetivo de cerrar 2017 con beneficios. El Ebitda ha pasado de representar el 1% de las ventas durante los nueve primeros meses del año pasado a suponer el 13% actual. **En cuanto al resultado antes de impuestos**, la firma ha conseguido disminuir sus pérdidas en un 98%, hasta dejarlas en 30.000 euros.

Sisco Sapena, consejero delegado de Lleida.net, ha destacado que los resultados obtenidos son “fruto de la planificación de este año” y confía en “continuar consolidando Lleida.net como una compañía de referencia en el ámbito de la certificación electrónica”. En esta línea, añade: “Durante el tercer trimestre hemos obtenido la patente de nuestro método de correo electrónico certificado en China, los países del Consejo de Cooperación del Golfo y Australia, la de contratación electrónica en Estados Unidos, y hemos participado en encuentros internacionales que nos han permitido aumentar nuestra visibilidad entre los inversores”. De hecho, esta visibilidad y la obtención de nuevas patentes se han traducido en un aumento de las **ventas internacionales**, que ya representan el 43% sobre las ventas globales de la compañía.

Por último, cabe destacar también que Lleida.net ha incrementado su **plantilla** un 27%, pasando de los 45 empleados a finales del pasado mes de septiembre del ejercicio anterior a los 57 de este tercer trimestre. La incorporación de nuevos profesionales a la compañía responde a la necesidad de reforzar el departamento comercial, así como los departamentos internacionales.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

9 NOVIEMBRE 2017

Lleida.net ofrece a todo su equipo la posibilidad de dedicar un día laborable a participar en el Gran Recapte d'Aliments

Lleida.net se suma a la campaña solidaria de recogida de alimentos del Banc dels Aliments de Catalunya del próximo 1 de diciembre por quinto año consecutivo

El Gran Recapte d'Aliments, que este año celebra su octava edición, tiene lugar de manera simultánea en cuatro puntos de Catalunya: Barcelona, Girona, Lleida y Tarragona

Barcelona, 9 de noviembre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, impulsa la participación de su equipo en el Gran Recapte d'Aliments organizado por el Banc dels Aliments de Catalunya. La compañía había mostrado su apoyo a esta acción social durante el último lustro pero, como novedad, ha optado por participar de manera activa. Por primera vez, la plantilla, formada por 57 profesionales, podrá disponer del día 1 de diciembre para

colaborar como voluntarios en el Banc dels Aliments de Lleida durante toda la jornada laboral y ofrecer así su ayuda a esta acción anual.

La compañía, que cuenta con la sostenibilidad y la responsabilidad entre sus valores, está altamente comprometida con el fomento del desarrollo personal y profesional de su equipo. Tanto es así que ésta será la quinta edición consecutiva que Lleida.net colabora con la iniciativa que este año les ha otorgado el premio Empresa Solidaria 2017 de la Paeria de Lleida. Sisco Sapena, consejero delegado de Lleida.net, explica que “es un orgullo poder participar en acciones de este tipo, contar con el compromiso de todo el equipo y promover la solidaridad desde el ámbito empresarial”.

El Gran Recapte d’Aliments, campaña de recogida de alimentos básicos para las personas que necesitan una ayuda alimentaria, tendrá lugar los días 1 y 2 de diciembre. En la última edición se recogieron más de 4.374.000 kg de comida en los más de 1.800 puntos de recogida. Para lograr estas cifras, el Banc dels Aliments de Catalunya contó con la implicación de unos 23.000 voluntarios y, este año, Lleida.net quiere contribuir a aumentarla, hasta el objetivo de los 25.000 participantes marcados por la organización.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

14 NOVIEMBRE 2017

Lleida.net firma un convenio de colaboración con el Colegio Oficial de Agentes de la Propiedad Inmobiliaria de Lleida

El acuerdo permitirá a los asociados del Colegio utilizar todos los servicios de la operadora a un precio más ajustado

La compañía ya colabora con el Colegio de la Abogacía de Barcelona (ICAB), el Colegio de la Abogacía de Lleida, el Ilustre Colegio de Abogados de Cartagena y con la patronal Cecot

Barcelona, 13 de noviembre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, ha firmado un convenio de colaboración con el Colegio Oficial de Agentes de la Propiedad Inmobiliaria de Lleida para facilitar recursos a sus asociados y promover así el proceso de digitalización en el que se encuentra la entidad. De este modo, los colegiados podrán contratar todos los servicios de la operadora a un precio reducido.

La firma del convenio se ha llevado a cabo esta mañana en un acto en las oficinas centrales de Lleida.net al que han asistido Pablo Gracia, director de desarrollo de mercados de Lleida.net, y Josep Maria Esteve Olomí, Presidente del Colegio.

Lleida.net ya cuenta con otros convenios de colaboración con el Colegio de la Abogacía de Barcelona (ICAB), el Colegio de la Abogacía de Lleida, el Ilustre Colegio de Abogados de Cartagena y con la patronal Cecot.

Gracia recalca que “para Lleida.net este tipo de colaboraciones son primordiales para seguir posicionando la compañía como un referente en el ámbito de la certificación y notificación electrónica”. “La digitalización en el sector inmobiliario se está acelerando y en Lleida.net queremos aportar nuestra experiencia al colectivo de los APIs ofreciéndoles soluciones económicas y optimizadas a sus servicios”, añade Gracia.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

21 DICIEMBRE 2017

Lleida.net ficha a Elena Fernández-Trapiella para dirigir el departamento de Corporate Finance

La compañía busca mejorar la gestión de sus finanzas en un momento en el que se confirma la tendencia positiva de sus resultados

Barcelona, 21 de diciembre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, nombra a Elena Fernández-Trapiella como directora de Corporate Finance de la compañía. La nueva incorporación cuenta con una dilatada experiencia en Banca de Inversión y en consultoría financiera, por lo que se trata de una apuesta por reforzar la gestión de las finanzas corporativas, coincidiendo con la clara tendencia positiva de los resultados de Lleida.net.

En los últimos tres años Elena Fernández-Trapiella ha sido directora general y responsable de Finanzas Corporativas y Fusiones y Adquisiciones en BEKA Finance, desde donde ejerció un papel clave en la salida de Lleida.net al Mercado Alternativo Bursátil (MAB) en 2015. Anteriormente, la ejecutiva ocupó diferentes puestos de responsabilidad en Santander Investment, UBS, Eurocofín y Loterías y Apuestas del Estado, todos ellos relacionados con la banca de inversión. Fernández-Trapiella es licenciada en Economía y Administración y Dirección de Empresas por el Colegio Universitario de Estudios Financieros (CUNEF) de Madrid, y Máster en Quantitative Portfolio Strategies por la New York University.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

5 ENERO 2018

Lleida.net alcanza las 67 patentes en el área de certificación electrónica en todo el mundo

- La compañía tecnológica que cotiza en el MAB (Mercado Alternativo Bursátil: LLN) acaba de obtener la patente de recepción certificada en Australia y en los países del Consejo de Cooperación del Golfo (Bahréin, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudita y Emiratos Árabes Unidos).
- En Colombia ha obtenido la del método de contratación electrónica certificada, con lo que la firma alcanza las 67 patentes en los cinco continentes.

Barcelona, 28 de diciembre de 2017.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la notificación y certificación electrónica, ha recibido la concesión de la patente de la **recepción certificada** en Australia y en los países del Consejo de Cooperación del Golfo (Bahreim, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudita, y Emiratos Árabes Unidos). La obtención de estas patentes se une a las que ya poseía la compañía por el mismo sistema en Taiwán, Colombia, Sudáfrica, Japón y Chile.

En Colombia, la compañía ha recibido la concesión de la patente por parte de la Oficina de Patentes de Colombia de su método para la creación de **contratos electrónicos certificados**. El sistema de Lleida.net ofrece la posibilidad de cerrar contratos vinculantes a través del correo electrónico o el SMS y con validez jurídica. Su método se diferencia de otras soluciones del mercado por su fácil utilización, ya que envía al cliente un SMS o correo electrónico con el contrato al que el receptor sólo tiene que responder de la misma forma. Cuando el cliente ha emitido su respuesta, Lleida.net genera un certificado que ejerce como prueba de la transacción. La compañía cuenta también con la patente para este sistema de creación de contratos electrónicos certificados en EE.UU, desde el pasado mes de octubre.

La compañía posee otras cinco patentes por la **entrega certificada de SMS/MMS a terminales móviles** en Japón, Israel, Nueva Zelanda, China y Taiwán.

El listado de las 67 patentes obtenidas por Lleida.net en el área de la certificación electrónica se completa con las 48 conseguidas con su **sistema de correo electrónico certificado** (en 38 países europeos, además de Taiwán, EE.UU, Japón, Nueva Zelanda, Bahreim, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudita y Emiratos Árabes).

Con la obtención de las últimas patentes, Lleida.net continúa su proceso de expansión internacional. Para Sisco Sapena, CEO de Lleida.net el goteo continuo de patentes “es un reconocimiento a nuestra apuesta por la tecnología puntera y nos permite posicionarnos claramente como referente global, además de ofrecer nuestros servicios en el área de certificación electrónica en los principales mercados de todo el mundo”.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

Estos resultados muestran la consolidación de Lleida.net como la primera operadora certificadora de referencia en España y como un player relevante a nivel mundial en el proceso de digitalización de la economía, aportando legitimidad jurídica a dichos procesos. Lleida.net cuenta **con 67 patentes** en el área de certificación electrónica en todo el mundo. A lo largo de 2017 ha obtenido en países de Europa y del Consejo de Cooperación del Golfo (Bahréin, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudita y Emiratos Árabes Unidos), además de en EE UU, Colombia, China, Australia, Japón Nueva Zelanda, Taiwan Israel y Sudáfrica. Para Sisco Sapena, consejero delegado de Lleida.net la compañía se enfrenta ahora “a un triple objetivo: intensificar el crecimiento orgánico, continuar avanzando en la internacionalización y valorar posibles vías de crecimiento inorgánico”

Aumento de ventas, internacionalización y disminución de deuda

La positiva evolución de las ventas, que rozan los 10 millones, se debe principalmente a la captación de grandes cuentas en todas las líneas de negocio de la compañía. Destaca el aumento del peso relativo de las actividades denominadas SaaS (siglas de Software as a Service), y que comprende comunicaciones electrónicas certificadas y validación de datos, que ya representan el 27% de las ventas totales, tras un crecimiento del 28% en el año 2017. Por su parte, la división de Wholesale (mayorista de sms) ha aumentado su facturación un 42,5%, hasta los 4,3 millones de euros. La

compañía sigue avanzando también en su nivel de internacionalización y las ventas fuera de España ya representan el 46% de sus ingresos totales.

Por último, el **endeudamiento financiero** ha registrado a lo largo de 2017 una importante reducción, pasando de los 5,1 millones del año pasado a los 3,95 de finales de diciembre, lo que supone una reducción del 22,3%. Con una posición de liquidez de 1,5 millones de euros, el endeudamiento neto de Lleida.net se ha reduce a 2,4 millones.

22 ENERO 2018

Lleida.net aumenta su facturación un 23% y entra en beneficios

La compañía tecnológica que cotiza en el MAB (LLN) alcanzó unas ventas de 9,9 millones de euros

La firma, que cuenta con 67 patentes en el área de certificación electrónica en todo el mundo consigue su objetivo de entrar en beneficios, tras dos años de andadura en el MAB

Barcelona, 22 de enero de 2018.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, ha alcanzado un beneficio antes de impuestos de 52.000 euros, lo que supone cerrar el ejercicio en positivo por primera vez desde que inició su cotización en el MAB en octubre de 2015. La tecnológica ha alcanzado unas ventas de 9,9 millones durante 2017, un 23% más que en el ejercicio anterior.

El margen bruto de la compañía ha alcanzado los 5,14 millones, un millón más que el año pasado, y supone el 52% de los ingresos. En cuanto al Ebitda, se ha situado en 1,3 millones frente a los 0,5 millones de 2016. El margen del **Ebitda** ha subido hasta el 13,6%, frente al 6,9% de diciembre del año anterior. Cabe destacar que el aumento de rentabilidad se ha compatibilizado con una apuesta por el **crecimiento del equipo humano, comercial y técnico**, que ha supuesto un incremento del 25% en los gastos de este capítulo.

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos

áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

22 FEBRERO 2018

Lleida.net personaliza sus plataformas de contratación electrónica para crecer en el ámbito empresarial

La firma tecnológica crea nuevas funcionalidades para su plataforma de contratación online (Click & Sign) y para su sistema de verificación de identidad por videoconferencia (eKYC)

Lleida.net se adapta sus plataformas a los cambios regulatorios que impone la directiva europea Mifid II y a la nueva Ley de Protección de Datos

Barcelona, 22 de febrero de 2018.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, desembarca en la próxima edición del Mobile World Congress con nuevas funcionalidades para sus servicios de contratación electrónica, que cuentan con una elevada demanda en el ámbito de las pequeñas y medianas empresas. En concreto, la compañía tecnológica presentará su plataforma Click & Sign, que permite digitalizar los procesos de contratación de las empresas y cuya anterior denominación era Connectacliq, y eKYC su nuevo sistema que permite la verificación de identidad por videoconferencia, antiguo RIU.

Para Sisco Sapena, CEO de Lleida.net, se trata de una evolución en el ámbito de la contratación electrónica, del que la compañía es pionera, para adaptarse a las especificidades y necesidades del cliente, lo que permitirá dar escalabilidad a los procesos. “Creamos un proceso de pildorización, para evitar que el modelo sea hierático y se acomode a sus necesidades”, indica.

Las modificaciones introducidas en ambos sistemas ya se ajustan a los cambios normativos que impondrá la nueva regulación europea MifidII y a la nueva Ley de

Protección de Datos, que entrarán en vigor a lo largo de este año, y que repercutirá en que las relaciones comerciales se lleven a cabo con “absoluta transparencia”.

El CEO de Lleida recuerda “la necesidad, independiente del origen de la compañía o de su tamaño, por contratar servicios online”. “Desde Lleida.net hemos trabajado por idear servicios que permiten agilizar la contratación y dar respuesta a una demanda creciente”, explica Sapena.

eKYC es plataforma que permite la identificación del usuario por videoconferencia. Se trata de una aplicación ideada para el sector financiero, que facilita la contratación de productos, como por ejemplo, la apertura de una cuenta corriente sin necesidad de acudir al banco ni de presentar ninguna documentación adicional posterior.

El MWC es una cita ineludible para la compañía, que ha estado presente en la feria desde que desembarcó en Barcelona. “Es el punto de encuentro del sector y año tras año se consolida como el escaparate de novedades y de tendencias que marcarán los próximos años más allá del ámbito de la telefonía. Para Lleida.net es la oportunidad de mantener encuentros de calidad que pueden traducirse en oportunidades de negocio destacadas”, afirma Sapena.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

14 MARZO 2018

Lleida.net se refuerza en Estados Unidos con la patente de su método de registro y

recepción electrónica certificada

Con esta nueva concesión, vigente por un periodo de 20 años, el grupo ya cuenta con tres patentes en el país norteamericano

La firma, que cotiza en el MAB (Mercado Alternativo Bursátil: LLN), refuerza su posición en el mayor mercado mundial en derechos de propiedad y servicios tecnológicos

Barcelona, 14 de marzo de 2018.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la notificación y certificación electrónica, ha dado un paso más en su estrategia de crecimiento en Estados Unidos con la concesión de una nueva patente para su método de recepción electrónica certificada. La concesión, otorgada por la Oficina de Patentes de Estados Unidos y efectiva por un periodo de 20 años, es la tercera que obtiene la firma tecnológica en el país norteamericano, el mayor mercado mundial en derechos de propiedad y servicios tecnológicos. En octubre de 2017, Lleida.net obtuvo la patente de su método de contratación electrónica certificada y en septiembre de 2016 fue reconocido su método de correo electrónico certificado.

En concreto, la nueva concesión bajo la denominación “Method for the Registration and Certification of Receipt of Electronic Mail” permitirá a la compañía situarse en mejor posición para atender las necesidades de sus clientes en este mercado, en paralelo a impulsar un mayor desarrollo en toda la región, referente en el sector tecnológico.

Según afirma Sisco Sapena, CEO de Lleida.net, “esta nueva concesión nos permite seguir avanzando en un mercado estratégico para el crecimiento de Lleida.net y complementar nuestros servicios en un entorno de mercado realmente exigente. Estamos en muy buena posición para mejorar nuestra posición competitiva”.

Mediante este método, Lleida.net genera un certificado válido como prueba en el momento en que se recibe un mensaje en un correo electrónico, hecho que refuerza la presunción de veracidad por parte del receptor de los documentos recibidos, independientemente de que sean las administraciones públicas o consumidores, en el caso de empresas privadas. Entre los sectores en los que mayor demanda está experimentado este método está el fintech (servicios financieros con nuevas tecnologías), insurtech (servicios de seguros con nuevas tecnologías) o regtech (servicios orientados al cumplimiento regulatorio a través de nuevas tecnologías).

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

12 ABRIL 2018

Lleida.net registra un resultado positivo en el primer trimestre de 2018 y consolida la tendencia del pasado ejercicio

La compañía obtiene un resultado antes de impuestos de 95.000 euros

La firma mejora la generación de caja y destinará fondos a crecer de forma orgánica y a plantear alternativas de desarrollo inorgánico

Barcelona, 11 de abril de 2018.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, ha obtenido un resultado antes de impuestos de 95.000 euros durante el primer trimestre del año, cifra que **consolida la tendencia positiva iniciada en 2017** y que le permitió **cerrar el año con beneficios**. En concreto, la compañía ha mejorado su resultado un 498% frente al mismo periodo del año anterior. Asimismo, ha mejorado sus ventas en un 40%, hasta situarlas en 3,1 millones de euros durante el primer trimestre del 2018.

La buena marcha de la actividad de Lleida.net se ha visto plasmada con una **generación de caja de 202.000 euros** frente a los 43.000 euros del mismo periodo del año precedente. Estos fondos permitirán a la compañía reforzarse y fortalecer el crecimiento orgánico, avanzar en la internacionalización y analizar **vías alternativas de crecimiento inorgánico**. El margen bruto de la compañía aumentó un 18%, hasta

1,5 millones de euros, mientras que el resultado bruto de explotación mantuvo la línea ascendente de trimestres anteriores hasta situarse en 390.000 euros, un 48% superior.

En la mejora de la rentabilidad ha resultado primordial **la apuesta que ha llevado a cabo Lleida.net desde el punto de vista comercial, técnico y humano** durante el año pasado y que se ha afianzado durante los primeros meses de 2018.

Sisco Sapena, CEO de Lleida.net, afirma que los resultados obtenidos hasta marzo “demuestran la solidez del proyecto empresarial de Lleida.net, basado en la innovación y en la internacionalización en mercados clave. Somos muy optimistas respecto a la evolución de la compañía este año, en el que consolidaremos las cifras positivas registradas en 2017 y que constituyen la mejor base para abordar un ejercicio que planteamos de crecimiento en todas nuestras líneas y áreas de negocio”.

Lleida.net ha mejorado durante el periodo la captación de grandes cuentas, lo que permite consolidarse como primera operadora certificadora de referencia en España y como proveedor estratégico, aportando fiabilidad a las comunicaciones. En este sentido, destaca el crecimiento de las **ventas Wholesale (mayorista de SMS)** que aumenta un 100%, hasta 1,6 millones de euros. En este ámbito, Lleida.net es un referente a nivel mundial por la calidad y agilidad de sus servicios. Por su parte, las actividades de SaaS (siglas de Software as a Service) y que comprenden comunicaciones electrónicas certificadas y validación de datos, crecen un 18%.

La compañía sigue avanzando en la reducción de su **endeudamiento financiero**. **En la actualidad, la deuda del grupo** se sitúa en 3,9 millones de euros, frente a los 4,4 millones del primer trimestre de 2017. Con una posición de liquidez de 1,7 millones de euros, el endeudamiento neto de Lleida.net es de 2,3 millones de euros a cierre del primer trimestre de 2018.

Entre los servicios desarrollados por Lleida.net durante este trimestre, destaca una plataforma para recabar el consentimiento explícito de los usuarios de forma fácil y rápida para cumplir con el nuevo Reglamento General de Protección de Datos, que entrará en vigor el próximo mes de mayo. Asimismo, el grupo dio a conocer durante el pasado Mobile World Congress las novedades introducidas en sus productos eKYC (plataforma para la verificación de identidad por videoconferencia).

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio: soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

1 JUNIO 2018

Lleida.net mejora beneficio tras la auditoría de sus cuentas consolidadas de 2017

La compañía registró un resultado antes de impuestos de 59.000 euros en el pasado ejercicio.

El auditor confirma los datos avanzados por la compañía en enero.

Barcelona, 23 de abril de 2018.- Lleida.net, empresa líder en el ámbito de la certificación y notificación electrónica, **ha mejorado su beneficio antes de impuestos de 2017** avanzado el pasado 22 de enero, tras la revisión de sus cuentas anuales consolidadas llevadas a cabo por los auditores. En concreto, la compañía registró un resultado de **59.000 euros**, frente a los 52.000 previstos inicialmente. La firma auditora BDO ha confirmado los datos comunicados por Lleida.net al mercado en enero sin detectar variaciones significativas una vez analizados sus estados financieros.

Lleida.net ha mejorado su margen bruto, desde el 52% estimado a un 53,1%. A este incremento ha contribuido el impulso de las actividades denominadas SaaS (siglas de Software as a Service), y que comprende comunicaciones electrónicas certificadas y validación de datos, que experimentaron un alza del 28% respecto a 2016.

Asimismo, **el Ebitda se ha mantenido en línea con la cifra adelantada y se situó en 1,3 millones de euros, un 143% más.** El aumento de la rentabilidad demuestra la solidez de la estrategia de Lleida.net, basada en la internacionalización y en la innovación tecnológica. La buena evolución de la actividad de Lleida.net permitió que 2017 fuese el primer ejercicio que la compañía cerró en positivo desde que inició su cotización en el MAB, en octubre de 2015. Esta posición le ha ayudado a generar una caja de 389.000 euros que irá destinada a intensificar la internacionalización de Lleida.net y a explorar posibles vías de crecimiento inorgánico.

En relación al balance de la compañía, se ha producido un variación en el apartado del inmovilizado que tiene su origen en los desarrollos de I+D+i. Esta cantidad, por un importe de 849.000 euros, se han plasmado en el desarrollo de nuevos servicios, como la verificación de identidad mediante videoconferencia. **Por su parte, la cifra de ventas ha aumentado ligeramente frente a la comunicación efectuada en enero, manteniendo los plazos de cobro y se ha situado en 9,9 millones de euros.** Por último, el endeudamiento neto de Lleida.net en 2017 se mantuvo en 2,4 millones de euros.

Con estos resultados, Lleida.net ha reafirmado su posición como la primera operadora certificadora de referencia en España. Lleida.net cuenta en la actualidad con **70 patentes en el área de certificación electrónica** en todo el mundo. A lo largo de 2017 ha obtenido en países de Europa y del Consejo de Cooperación del Golfo (Bahréin, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudita y Emiratos Árabes Unidos), además de en EE UU, Colombia, China, Australia, Japón Nueva Zelanda, Taiwan Israel y Sudáfrica.

Sobre Lleida.net

Lleida.net, que debutó en el Mercado Alternativo Bursátil en octubre de 2015, es una de las compañías de telecomunicaciones líderes en el ámbito de la notificación y contratación electrónica. La compañía, fundada en 1995, cuenta además con otras dos áreas de negocio:

soluciones SMS como operadora y mayorista, y verificación de datos. El operador de telecomunicaciones tiene acuerdos con más de 1.500 compañías presentes en 150 países, a los que presta servicios desde sus 16 sedes internacionales. Los servicios de la compañía son utilizados fundamentalmente por grandes empresas, pymes y administraciones públicas.

La Oficina de Patentes de Estados Unidos otorga a Lleida.net la patente para su sistema de envío de SMS certificados

Madrid, 21 de mayo.- La Oficina de Patentes y Marcas de Estados Unidos acaba de otorgar a la empresa Lleida.net (BME:LLN) una nueva patente para su método de envío de SMS certificados.

Esta tecnología permite notificar mediante mensajes de texto, ya que genera un certificado con validez jurídica que puede presentarse como prueba en los tribunales para demostrar el envío, el contenido y la entrega de cualquier información.

Con esta patente, que tiene una validez de 20 años, la empresa se consolida como operador en el principal mercado mundial en materia de derechos de propiedad y servicios tecnológicos.

Esta concesión es la cuarta patente sobre métodos de certificación, testigo digital en contrataciones y notificaciones electrónicas que recibe Lleida.net por parte de las autoridades de Estados Unidos en los últimos dos años.

“Desde ahora, contamos con una suite de servicios muy poderosa para dar servicios de contratación y notificación electrónica en el mercado de Estados Unidos, que es clave para el desarrollo de la compañía”, explicó Sisco Sapena, CEO de la compañía.

El pasado mes de marzo, la empresa obtuvo una patente para su método de Registro y Recepción Electrónica Certificada. En octubre del 2017, le fue otorgada la patente para su método de Contratación Electrónica Certificada y en septiembre del 2016 la correspondiente a su método de Correo Electrónico Certificado.

“Estados Unidos es un mercado prioritario para la empresa, y esta patente demuestra que nuestra política de innovación está rindiendo frutos en ese mercado”, recaló Sapena.

A través de su estrategia de I+D, Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) desde el año 2015, ha reforzado su posición como la principal operadora certificadora del mercado español.

Además de las norteamericanas, la empresa cuenta en su haber con más de 70 patentes de certificación electrónica en diferentes regiones del mundo, incluyendo la Unión Europea, Colombia, China, Australia, Nueva Zelanda, Japón, Israel, Taiwán, Sudáfrica y el Consejo de Cooperación del Golfo (que aúna a Bahrein, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y Emiratos Árabes Unidos).

CRECIMIENTO DEL 23% EN EL 2017

En el año 2017, facturó 9,9 millones de euros, un 23% más que durante el ejercicio anterior. Su EBITDA se situó en este periodo en 1,3 millones de euros, un 117% más que durante el 2016.

Durante el periodo, la empresa redujo su endeudamiento neto en un 23%, hasta los 2,4 millones de euros.

360 CONTRATOS DE INTERCONEXIÓN

Lleida.net es una empresa de referencia a nivel mundial en el ámbito de la notificación y contratación electrónica, es además una operadora y mayorista en soluciones SMS y es especialista en verificación de datos.

Con oficinas en Lleida, Madrid, Londres, Miami y Bogotá y filiales en Irlanda, Brasil, Colombia, República Dominicana, Honduras, India, Chile y Guatemala, tiene más de 360 contratos de interconexión que le permiten llegar a cualquier operadora a nivel mundial, lo que le posiciona como uno de los operadores más competitivos.

11 JUNIO 2018

El accionista mayoritario de Lleida.net pone en marcha un Plan de Venta de Acciones fuera de mercado para recompensar a su equipo

Madrid, 28 de mayo.- El accionista mayoritario de Lleida.net (BME:LLN), empresa tecnológica que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil, ha puesto en marcha hoy un nuevo Plan de Venta de Acciones fuera de mercado para recompensar a empleados, partners y proveedores.

El plan, que recibe el nombre de “Plan Lleida.net 2018”, tiene por objetivo recompensar la fidelidad de empleados de la compañía y sus filiales, proveedores, partners y consejeros.

Esta iniciativa, que está limitada a 300.000 euros en acciones, estará en vigor entre los días 1 y 20 de junio del 2018.

El precio al que se ejecutarán las órdenes acumuladas será el de la subasta correspondiente al día 20 de junio del 2018.

La contraprestación de las acciones la efectuará el principal accionista de Lleida.net, Sisco Sapena, de cuyo paquete accionarial se derivan las acciones del “Plan Lleida.net 2018”.

“Lleida.net es un proyecto de toda una vida, que no hubiera sido posible sin el apoyo de nuestros empleados, nuestros socios de negocio, y por supuesto nuestros accionistas. Por eso, un año más he decidido apostar por todos aquellos que han apostado por nosotros”, explicó Sapena.

Bajo este Plan de Fidelidad, aquellas personas de este colectivo que adquieran acciones adquirirán a la vez dos derechos de compra por la misma cantidad de acciones a fechas de 20 de junio de 2019 y 20 de junio de 2020 al precio de esa subasta.

Estos derechos se podrán ejecutar siempre y cuando se produzcan los siguientes condicionantes:

- El precio de las acciones de Lleida.net a 20 de junio de 2019 sean un 50% superior al precio del 20 de junio de 2018.
- El precio de las acciones de Lleida.net a 20 de junio de 2020 sean un 100 % superior al precio del 20 de junio de 2018.

- Las accionistas compradas en esta operación se mantengan durante un mínimo de dos años.

EJECUCIÓN DEL PLAN LLEIDA.NET 2017

De igual forma, Lleida.net anunció hoy al Mercado Alternativo Bursátil que, dados los buenos resultados conseguidos por la empresa desde el pasado mes de octubre, en el que a pesar de las circunstancias políticas de Cataluña, las acciones han subido en torno al 80%, el accionista mayoritario ha accedido la ejecución del primer tramo del “Plan Lleida.net 2017”.

Aquellos que se sumaron al Plan de Venta de Acciones del año anterior, que comprendía a empleados, proveedores y partners, podrán comprar la misma cantidad de acciones que adquirieron el año pasado al precio del 15 de junio del 2017.

Los compradores estarán obligados a mantener durante dos años las acciones compradas en esta operación.

SOBRE LLEIDA.NET

Lleida.net es una empresa de referencia a nivel mundial en el ámbito de la notificación y contratación electrónica, es además una operadora y mayorista en soluciones SMS y es especialista en verificación de datos.

Con oficinas en Lleida, Madrid, Londres, Miami y Bogotá y filiales en Irlanda, Brasil, Colombia, República Dominicana, Honduras, India, Chile y Guatemala, la empresa tiene acuerdos con más de 1.500 compañías en 150 países.

En total, cubre con sus servicios a una población potencial de 2.900 millones de personas en todo el mundo.

En el año 2017, facturó 9,9 millones de euros, o un 23% más que durante el ejercicio anterior, y obtuvo un beneficio de 59.000 euros, por encima de lo previsto. Su EBITDA se situó en este periodo en 1,3 millones de euros, un 117% más que durante el 2016.

Igualmente, durante el año 2017 la empresa redujo su endeudamiento neto en un 23%, hasta los 2,4 millones de euros.

NOTA PARA PERIODISTAS

Para mayor información, la prensa puede contactar a Ramón Pedrosa (Bracken IR) en el número de teléfono 672129922 y en el email ramonpedrosa@bracken.es

Declaración Safe Harbor

El presente comunicado de prensa contiene declaraciones referidas al futuro de la compañía Lleida.net y sus innovaciones. Estas declaraciones referidas al futuro pueden ir acompañadas por palabras como «anticipar», «creer», «estimar», «esperar», «prever», «pretender», «poder», «planear», «potencial», el uso de tiempo futuro y otros términos de significado similar. No se debe depositar confianza indebida en estas afirmaciones. Estas declaraciones implican riesgos e incertidumbres que podrían causar que los resultados reales difieran materialmente de los reflejados en dichas declaraciones, incluyendo incertidumbre del éxito comercial de la empresa, capacidad para proteger nuestros derechos de propiedad intelectual, y otros riesgos. Estas declaraciones se basan en las creencias y previsiones actuales y se refieren únicamente a la fecha del presente comunicado de prensa. La empresa no asume obligación alguna de actualizar públicamente sus declaraciones prospectivas, independientemente de si surgen nuevas informaciones, eventos futuros o cualquier otra circunstancia.

12 JUNIO 2018

Lleida.net (BME:LLN) obtiene patentes en Japón, Taiwán y Nueva Zelanda para su método de entrega de correos electrónicos certificados y consolida su negocio de contratación internacional

Madrid, 12 de junio.- Las autoridades de la Japón, Taiwán y Nueva Zelanda han concedido a Lleida.net (BME:LLN) tres nuevas patentes, que le permitirán consolidar su posición en el mercado de la contratación y notificación electrónica en Asia y Oceanía.

En concreto, se trata de patentes para su método de entrega y recepción certificada de correos electrónicos, que permite ya a Lleida.net dar servicio a un mercado de más de 2.900 millones de personas en todo el mundo.

Lleida.net también cuenta con patentes en otros mercados clave, como son Estados Unidos, la Unión Europea y China.

Para la compañía, cuya sede social está en Madrid y que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil, las más de 75 patentes logradas en los últimos dos años representan el camino para consolidar su posición internacional en el mercado de la contratación digital (E-Signature).

Según estudios publicados por instituciones como P&S Market Research, se estima que el mercado de la contratación electrónica, o E-Signature, crecerá seis veces en los próximos cinco años, hasta convertirse en un mercado de aproximadamente 9.000 millones de dólares anuales.

En este mercado, los métodos de Lleida.net permiten a la compañía ser testigo digital de cualquier notificación o contratación electrónica, a través de la generación de un certificado con validez jurídica que puede presentarse como prueba en los tribunales para demostrar el envío, el contenido y la entrega de cualquier información.

El objetivo de su estrategia de i+D+I pasa por ser un actor clave en esta nueva industria.

PATENTES EN EEUU, EUROPA Y CHINA

El pasado 21 de mayo, la compañía anunció la decisión de la Oficina de Patentes y Marcas de Estados Unidos de otorgar a la empresa su cuarta patente, también para su método de envío y entrega de SMS certificados.

La empresa cuenta en su haber con más de 75 patentes en diferentes regiones del mundo, entre las que se incluyen también, Colombia, Australia, Nueva Zelanda, Israel, Sudáfrica y el Consejo de Cooperación del Golfo (que aúna a Bahrein, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y Emiratos Árabes Unidos).

En la actualidad, unos 70 países reconocen la validez legal de los métodos electrónicos como vía de certificar las notificaciones legales en procesos de contratación.

“Desde antes de comenzar a cotizar, en el año 2015, Lleida.net se ha centrado en construir una importante base de activos en materia de propiedad intelectual. Somos una empresa tecnológica, pero también somos una empresa de conocimiento, y creemos que tanto el futuro de la industria como el nuestro pasa por una decidida apuesta por la innovación”, explicó Sapena.

Lleida.net ha registrado un incremento en el precio de la acción del 32,84 por ciento desde que comenzó el 2018, hasta los 0,89 euros. La capitalización actual de la empresa supera los 14,2 millones de euros.

En el año 2017, facturó 9,9 millones de euros, un 23% más que durante el ejercicio anterior. Su EBITDA se situó en este periodo en 1,3 millones de euros, un 117% más que durante el 2016. Durante el periodo, la empresa redujo su endeudamiento neto en un 23%, hasta los 2,4 millones de euros. El 2017 fue el primer año en el que la entidad registró beneficios

26 JUNIO 2018

La Junta General de Lleida.net (BME:LLN) nombra Consejero a Jorge Sainz de Vicuña Barroso

Madrid, 26 de junio.- La Junta General de Accionistas de Lleida.net (BME:LLN), reunida en Madrid, nombró ayer nuevo Consejero de la compañía a Jorge Sainz de Vicuña Barroso.

Sainz de Vicuña entra en el Consejo en representación de la agrupación de acciones que han formalizado las siguientes tres sociedades de inversión: SEPI Desarrollo Empresarial, S.A., S.M.E., la Empresa Nacional de Innovación, S.M.E., S.A. y Cántabro Catalana de Inversiones, S.A.. Estas tres sociedades, en conjunto, son propietarias del 21% de la cotizada.

Como directivo del área de Participaciones Industriales del Banco Santander desde hace cinco años, Sainz de Vicuña se encarga de la puesta en valor de sociedades participadas no bancarias. Ha trabajado con sociedades pertenecientes a sectores de la

economía como el sanitario, siderúrgico, portuario, deportivo, inmobiliario y de capital riesgo, entre diversos otros.

Profesional procedente de la Corporación Industrial y Financiera de BANESTO, donde trabajó entre 1994 y 2008, aporta una gran experiencia en gestión societaria y en operaciones corporativas.

Comenzó su carrera en BANESTO, en la División Internacional, donde trabajó entre los años 1990 y 1994. En el 2008 volvió al banco como responsable de Control Interno del Área de sociedades inmobiliarias e industriales de la entidad.

En representación de esa entidad, ha sido presidente de empresas como Depósitos Portuarios o Galaxia Televisión, y Consejero de una decena de compañías. Hoy en día es también Consejero del World Trade Center de Barcelona.

Sainz de Vicuña es Licenciado en Ciencias Económicas y Empresariales por el Colegio Universitario de Estudios Financieros (CUNEF) y cuenta con estudios en Dirección General por el IESE-Universidad de Navarra.

“Estamos muy satisfechos por la incorporación de Jorge al Consejo de Lleida.net y seguros de que su amplio conocimiento y experiencia ayudarán a la empresa a continuar el proceso de crecimiento y expansión que está viviendo”, explicó Sisco Sapena, Consejero Delegado y fundador de la empresa.

JUNTA GENERAL DE ACCIONISTAS

En la Junta General de Accionistas celebrada ayer, 24 accionistas, en representación del 76,72% del capital suscrito con derecho a voto, aprobaron asimismo las Cuentas Anuales del ejercicio 2017 verificadas por los Auditores de Cuentas de la Sociedad y la gestión del Consejo de Administración.

SOBRE LLEIDA.NET

Lleida.Net facturó en el año 2017 9,9 millones de euros, un 23% más que durante el ejercicio anterior. Su EBITDA se situó en este periodo en 1,3 millones de euros, un 117% más que durante el 2016. Durante el periodo, la empresa redujo su

endeudamiento neto en un 23%, hasta los 2,4 millones de euros. El 2017 fue el primer año en el que la entidad registró beneficios

15 JULIO 2018

Las autoridades chinas otorgan a Lleida.net (BME:LLN) la patente para su sistema de recepción certificada de emails

Madrid.- La Agencia Estatal de Propiedad Intelectual de la República Popular China ha otorgado a Lleida.net (BME:LLN) la patente para su sistema de recepción certificada de emails denominada "METHOD FOR RECORDING AND CERTIFYING THE RECEPTION OF E-MAIL", para un periodo de 20 años.

Quedó registrada el pasado 22 de junio con el número de concesión CN 104782086 B.

Esta concesión elevan a 3 el número de patentes en China sobre métodos de certificación, contratación y notificaciones electrónicas que dispone Lleida.net y a 76 patentes concedidas para estos servicios a nivel mundial. Estas patentes otorgan a Lleida.net una ventaja clara en un mercado estratégico en la próxima década.

En este momento, Lleida.net cuenta con patentes concedidas en países como Estados Unidos, Unión Europea, Taiwán, Japón, Colombia, Australia, Nueva Zelanda, Israel, Sudáfrica y el Consejo de Cooperación del Golfo (que aún a Bahréin, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y Emiratos Árabes Unidos).

De acuerdo con estudios publicados por expertos de firmas como P&S Market Research, se estima que el mercado de la contratación electrónica, o E-Signature, crecerá seis veces en los próximos cinco años, hasta convertirse en un mercado de aproximadamente 9.000 millones de dólares anuales.

En este mercado, los métodos de Lleida.net permiten a la compañía ser testigo digital de cualquier notificación o contratación electrónica, a través de la generación de un certificado con validez jurídica que puede presentarse como prueba en los tribunales para demostrar el envío, el contenido y la entrega de cualquier información.

En la actualidad, unos 70 países reconocen la validez legal de los métodos electrónicos como vía de certificar las notificaciones legales en procesos de contratación.

Lleida.net ha registrado un incremento en el precio de la acción del 62,69 por ciento desde que comenzó el 2018, hasta los 1,09 euros. La capitalización actual de la empresa supera los 17,49 millones de euros.

SOBRE LLEIDA.NET

Lleida.Net facturó en el año 2017 9,9 millones de euros, un 23% más que durante el ejercicio anterior. Su EBITDA se situó en este periodo en 1,3 millones de euros, un 117% más que durante el 2016. Durante el periodo, la empresa redujo su endeudamiento neto en un 23%, hasta los 2,4 millones de euros. El 2017 fue el primer año en el que la entidad registró beneficios.

16 JULIO 2018

Lleida.net (BME:LLN) mejoró su resultado de explotación un 1080% en el primer semestre del 2018

Madrid, 16 de Julio 2018.- Lleida.net (BNE:LLN) mejoró su resultado operativo en un 1080% durante el primer semestre del 2018: 378.000 euros por encima de las cifras registradas en el primer semestre del 2017.

Según los resultados de la compañía del primer semestre del año, que fueron publicados hoy, el EBITDA de Lleida.net en el primer semestre del 2018 fue de 916.000 euros. Esta cantidad supone un incremento del 84% respecto a la primera mitad del 2017, cuando fue de 526.000.

Durante la primera mitad del año, la empresa registró ventas superiores a los 6,2 millones de euros, más de un millón y medio (o un 34%) por encima del último periodo registrado.

Clave para este crecimiento ha sido el avance de las ventas registrado en la línea de *Software as a Service* (SaaS), que se incrementó en un 32% respecto al segundo trimestre del 2017.

Este aumento se debe en parte a los esfuerzos desarrollados por la tecnológica para dar servicio tras la entrada en vigor del nuevo Reglamento General de Protección de Datos. El cambio normativo ha permitido a Lleida.net poner en marcha circuitos

creados expresamente para clientes clave, lo que representará a partir de ahora nuevos ingresos recurrentes.

Las ventas mayoristas también continuaron creciendo hasta el millón y medio de euros, un 69% por encima de las del primer semestre del 2017.

Gracias a la política de optimización y reducción de costes implementada por la empresa, el resultado antes de impuestos de Lleida.net fue positivo y superó los 275 mil euros, multiplicando por cinco el resultado de todo el 2017. El margen bruto superó los tres millones de euros, lo que implica una subida del 17% (o 431.000 euros) en relación con el primer semestre del 2017.

La acción de la empresa se ha revalorizado en un 65,67% desde el primero de enero del 2018, y cotiza ya a 1,11€, o su máximo punto de cotización en dos años. La capitalización actual de la compañía está cerca de los 18 millones de euros.

Lleida.net, que **cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) desde el año 2015**, ha reforzado su posición como la principal operadora certificadora del mercado español.

La empresa cuenta en su haber con más de 70 patentes de certificación electrónica en diferentes regiones del mundo, incluyendo la Unión Europea, Colombia, China, Australia, Nueva Zelanda, Japón, Israel, Taiwán, Sudáfrica y el Consejo de Cooperación del Golfo, y un plan de expansión internacional sólido.

12 DE JULIO 2018

Lleida.net (BME:LLN) presentará sus resultados del segundo trimestre del 2018 y del primer semestre del 2018 el lunes 15 de julio del 2018

Madrid, 12 de julio.-La empresa cotizada del MAB Lleida.Net (BME:LLN) presentará sus resultados correspondientes al segundo trimestre del 2018 y del primer semestre del 2018 el lunes 15 de julio del 2018.

Los resultados serán presentados a través de un Hecho Relevante y de una Nota de Prensa, que serán publicados antes de la apertura del mercado del próximo lunes.

10 DE JULIO 2018

Lleida.net (BME:LLN) obtiene por 30 años la licencia para operar en Chile

Madrid, 10 de julio. - El ministerio de Transportes y Telecomunicaciones del gobierno de Chile ha otorgado a la empresa cotizada del MAB Lleida.Net (BME:LLN) la licencia para distribuir servicios públicos de voz sobre Internet (VOIP) para los próximos 30 años.

Mediante esta certificación, que ha sido adjudicada a Lleida.net a través de su filial Lleida.net Chile SPA, la empresa española comenzará sus operaciones en Chile a partir de febrero del 2019.

Esta es la sexta licencia de operador que obtiene la empresa a nivel internacional, después de las conseguidas en España, Francia, Estados Unidos, Colombia y el Reino Unido

La compañía española inició su andadura en el país andino en 2013 con la apertura de su primera oficina en la Región Metropolitana Santiago de Chile, desde donde desde ahora dará servicio a todo el país.

La certificación entregada a la empresa autoriza igualmente a Lleida.net a comenzar las obras para dar un servicio óptimo a nivel nacional a partir de este mismo mes.

Lleida.net cuenta con más de mil acuerdos con operadoras de todo el mundo gracias a la diversidad de sus productos.

La compañía de origen español comenzó en 2005 su proceso de expansión internacional.

En aquel momento, la empresa de certificaciones digitales que dirige Sisco Sapena señaló el mercado latinoamericano como su destino prioritario.

“Nuestra expansión en Latinoamérica es una realidad desde hace años. Que países como Chile quieran contar con nuestros servicios certificados es una muestra de que la compañía está haciendo bien las cosas no sólo en España sino a nivel global”, ha explicado el CEO de la empresa.

Lleida.net cuenta con filiales en otros mercados del continente como Brasil, México, Colombia, República Dominicana, Honduras, Guatemala, Costa Rica o Perú, además de contar con un socio local en Uruguay.

30 JULIO 2018

Lleida.net (BME:LLN) supera su máximo histórico y alcanza los 1,22 euros por acción

Madrid, 30 de julio. - La empresa cotizada del MAB Lleida.net (BME:LLN) superó el pasado viernes su máximo histórico y alcanzó el precio de 1,22 euros por acción.

En esa sesión del pasado viernes, la acción avanzó un 4,27%, y registró un volumen de contratación de 34.535 acciones, o 42.120 euros. En este momento, la capitalización bursátil de la compañía supera los 19,58 millones de euros. Cuando la empresa salió a cotizar al MAB, en noviembre del 2015, el precio de salida de la acción fue de 1,18 euros.

En el año 2018, desde el pasado uno de enero, las acciones de Lleida.net se han revalorizado en un 82,09%, y es una de las empresas en expansión cotizadas en el MAB que mejor resultado bursátil han registrado.

CONSECUENCIA DE LA ESTRATEGIA DE LA COMPAÑÍA

Este hito es consecuencia de la estrategia de expansión internacional de la compañía, la política de optimización y reducción de costes implementada por la empresa y de su

decisión de fortalecer su presencia en el sector del e-signature, o contratación electrónica, que está creciendo exponencialmente a nivel mundial.

En el primer semestre del 2018, la empresa registró unas ventas superiores a los 6,2 millones de euros, un 34% por encima del último periodo registrado. En este periodo, Lleida.net mejoró su resultado operativo en un 1.080%, al alcanzar los 378.000 euros.

Según Sisco Sapena, CEO y fundador de la empresa, “los inversores y el mercado están reconociendo que Lleida.net es una compañía con un incuestionable potencial de crecimiento, y están apostando por la propuesta de valor añadido que estamos ofreciendo nosotros a través de nuestras iniciativas tecnológicas y de propiedad intelectual”.

“El haber superado el precio con el que salimos a bolsa en el año 2015 es, para los empleados, partners y directivos de Lleida.net, un reconocimiento al trabajo de años y nos comprometemos con los accionistas y clientes a continuar mejorando y trabajando para ellos”, añadió Sapena.

PATENTES CONCEDIDAS A NIVEL MUNDIAL

Los procesos patentados de Lleida.net permiten a la compañía ser testigo digital de cualquier notificación o contratación electrónica, a través de la generación de un certificado con validez jurídica que puede presentarse como prueba en los tribunales para demostrar el envío, el contenido y la entrega de cualquier información.

En la actualidad, Lleida.net cuenta con más de 70 patentes concedidas en países como Estados Unidos, Unión Europea, Taiwán, Japón, Colombia, Australia, Nueva Zelanda, Israel, Sudáfrica y el Consejo de Cooperación del Golfo (que aúna a Bahrein, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y Emiratos Árabes Unidos).

23 AGOSTO 2018

La India selecciona a Lleida.net para orientar a sus compañías en materia del Reglamento General de Protección de Datos

Madrid, 23 de agosto.- El Consejo de Promoción Exterior de la India (en inglés, Services Export Promotion Council) ha seleccionado a Lleida.net para explicar

a las compañías indias que hacen negocios en Europa las implicaciones que tiene para ellas el nuevo Reglamento General de Protección de Datos (RGPD).

En una conferencia que tuvo lugar esta misma semana en Bombay, organizada por el Ministerio de Comercio e Industria indio, los principales directivos de Lleida.net analizaron ante un nutrido grupo de empresas locales los cambios tecnológicos que han de acometer para obtener el consentimiento de los residentes en la Unión Europea en sus transacciones electrónicas.

En el evento, la empresa desgranó de qué forma sus soluciones tecnológicas servirán para dar cumplimiento a las exigencias legales europeas y para ayudarles a fortalecerse en un mercado, el europeo, que va a exigir cada vez más la implementación de servicios eficientes de certificación y notificación electrónica.

A través del Services Export Promotion Council (SEPC), Lleida.net repetirá este evento en Nueva Delhi el próximo cuatro de septiembre, y posteriormente en otras cuatro ciudades del país asiático.

El SEPC cuenta con 3000 miembros, distribuidos entre 14 sectores productivos del país, y es el principal vínculo de unión entre empresas internacionales y los proveedores de servicios de la India.

Junto a Lleida.net participó igualmente la empresa Saraswat Infotech Ltd. (SIL), distribuidora de los servicios de la tecnológica en el país.

“Estamos orgullosos de haber sido escogidos por el gobierno indio como el principal referente de Europa en materia de RGPD”, explicó Sisco Sapena, consejero delegado y fundador de Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil español.

“Para nosotros, la India es un mercado inmenso con un enorme interés empresarial y comercial. Agradecemos que sus autoridades nos hayan identificado como un socio de valor clave para sus empresas”, añadió desde Bombay.

Las acciones de Lleida.net se han revalorizado significativamente a lo largo del año 2018, como consecuencia de su estrategia de expansión internacional, la política de optimización y reducción de costes implementada por la empresa y su decisión de

fortalecer su presencia en el sector del e-signature, o contratación electrónica, que está creciendo exponencialmente a nivel mundial.

En el primer semestre del 2018, la empresa registró unas ventas superiores a los 6,2 millones de euros, un 34% por encima del último periodo registrado.

En este momento, las acciones de Lleida.net cotizan a 1,10 euros por acción, lo que representa una capitalización bursátil de 17,65 millones de euros.

14 SEPTIEMBRE 2018

Yolanda Serena, nombrada directora de interconexión política de Lleida.net (bme:lln)

Madrid, 11 de septiembre.- Yolanda Serena ha sido nombrada directora de Interconexión Política de Lleida.net. En esta posición, será responsable del equipo encargado de la negociación de interconexiones de la empresa con otras operadoras, hubs y agregadores a nivel mundial, para el envío y recepción de SMS, tanto en el mercado P2P (Person to Person), como en el mayorista de A2P (Application to Person).

Sus atribuciones también comprenden la representación de la empresa en ferias internacionales del sector y la detección de las necesidades de mercado para la definición de nuevos servicios y estrategias de negocio.

Desde el año 2014, Serena había trabajado como Manager de Interconexión de Lleida.net, a cargo de la negociación con proveedores y clientes internacionales.

Yolanda Serena es Ingeniería Superior de Telecomunicaciones por la Universidad de Zaragoza y antes de incorporarse a la operadora trabajó en cargos relacionados con la gestión de proyectos, equipos y recursos en empresas como Grupo Nexus Energía, y en empresas de consultoría como Indra e Isdefe, donde colaboró en el Proceso de Implantación e Integración de Sistemas del Nuevo Entorno Aeroportuario de Barcelona.

360 CONTRATOS DE INTERCONEXIÓN

Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB), tiene más de 360 acuerdos de interconexión en más de 150 países.

Empresa de referencia en el ámbito de la notificación y la contratación electrónica, es además operadora y mayorista en soluciones SMS y especialista en verificación de datos.

Con oficinas en Madrid, Lleida, Londres, Miami y Bogotá y filiales en Irlanda, Brasil, Colombia, República Dominicana, Honduras, India, Chile y Guatemala, sus contratos de interconexión le permiten llegar a prácticamente cualquier operadora a nivel mundial, lo que le posiciona como uno de los operadores más competitivos.

Durante la primera mitad del año, la compañía registró ventas superiores a los 6,2 millones de euros. Su margen bruto superó los tres millones de euros, lo que implica un incremento del 17% (o 431.000 euros) en relación con el primer semestre del 2017.

18 SEPTIEMBRE 2018

El Consejo de Administración de Lleida.net (BME:LLN) da el primer paso para salir a cotizar en Euronext

Madrid, 18 de septiembre.- El Consejo de Administración de Lleida.net (BME:LLN) aprobó ayer por la tarde solicitar a su Junta de Accionistas la autorización para salir a cotizar en Euronext en los próximos meses.

La Junta se reunirá de forma extraordinaria el próximo día 29 de octubre en Madrid para discutir y en su caso aprobar la salida al mercado europeo en la modalidad de *dual listing*. Tras la salida a la bolsa europea, la compañía continuará cotizando en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) español. De aprobarse, Lleida.net se convertirá así en la única empresa del MAB que cotice en ambos mercados al mismo tiempo.

En concreto, el mercado en el que se intercambiarán los títulos de la tecnológica española será el Euronext Growth. “Euronext es un mercado y una plataforma tecnológica ideal para una empresa de la naturaleza y el tamaño de Lleida.net, y consideramos que salir a cotizar en él nos dará una mayor visibilidad y un mayor

acceso a flujos internacionales de capital”, explicó Sisco Sapena, Consejero Delegado y fundador de la compañía.

“A partir de ahora, nuestra empresa cotizará en el MAB y en Euronext Growth. El MAB es el mercado en el que hemos alcanzado la madurez como compañía cotizada y tenemos toda la intención de seguir cotizando en Madrid de forma indefinida”, añadió Sapena.

Euronext Growth es el mercado de Euronext que permite a las pequeñas y medianas empresas acceder al capital europeo. Como plataforma multilateral de negociación, permite operar de forma simultánea en los parques de París, Lisboa y Bruselas.

Lleida.net, en el MAB desde el año 2015, registró durante el primer semestre del año 6,2 millones de euros de ventas, un aumento del 34% respecto a 2017.

Desde el próximo 24 de septiembre, estará incluida en el índice IBEX MAB 15, que incluye a las 15 empresas con mayor volumen de contratación del MAB, tras la última revisión realizada por el Comité Asesor Técnico de los Índices IBEX del pasado día 13. La tecnológica, especializada en servicios electrónicos certificados cuenta actualmente con más de 70 patentes concedidas en países como Estados Unidos, Japón, Colombia, Australia, Israel, Sudáfrica o el Consejo de Cooperación del Golfo, que aúna a Bahrein, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y Emiratos Árabes Unidos.

En el momento del cierre del mercado de ayer, las acciones de Lleida.net se intercambiaban a 1,03 euros, lo que representa una capitalización bursátil de 16,05 millones de euros.

1 OCTUBRE 2018

Lleida.net (BME:LLN) asesora a 225 directivos de empresas de la India en materia de RGPD

Madrid, 1 de octubre.- Los principales directivos de Lleida.net (BME: LLN) en el Sur de Asia se reunieron a lo largo de la última semana con 225 directivos de empresas públicas y privadas indias con el fin de ayudarles a desgranar los principales cambios tecnológicos necesarios para obtener el consentimiento de los residentes de la Unión Europea en sus transacciones electrónicas.

En dos conferencias que tuvieron lugar en Nueva Delhi y Ahmedabad, la empresa explicó a un nutrido grupo de ejecutivos indios la mejor forma de adaptarse a la nueva regulación europea en materia de protección de datos.

El pasado sábado 29, la compañía explicó en la Cámara de Comercio de Ahmedabad, uno de los principales núcleos de exportación del país, cuáles son las implicaciones de la nueva reglamentación ante unas 150 personas.

El evento fue presidido por S.J. Haider, Consejero de Turismo, Comercio e Industria del Gobierno Regional de Gujarat, región cuya capital es Ahmedabad.

Igualmente, el jueves 27, en una jornada organizada por el Ministerio de Comercio e Industria indio, Lleida.net abordó en Nueva Delhi ante otros 75 directivos cómo sus soluciones tecnológicas servirán para cumplir las exigencias legales europeas y cómo las empresas extranjeras se pueden fortalecer en el mercado europeo, en el que cada vez va a ser más necesaria la implementación de servicios eficientes de certificación y notificación electrónica.

En el acto de Nueva Delhi participó Anup Wadhawan, Secretario de Estado del Ministerio de Comercio de la India, quien ofreció un mensaje muy sensibilizado con la necesidad de cumplimiento del RGPD y de establecer una legislación india de privacidad que permita acuerdos bilaterales de reconocimiento entre India y la UE.

Igualmente, estuvieron presentes Shri Sudhanshu Pandai, Vicesecretario de Estado de Comercio y Sangeeta Godbole, Directora General del Services Export Promotion Council (SEPC).

“La India tiene un gran potencial empresarial y comercial por lo que para nosotros resulta un gran impulso la confianza depositada por las autoridades del país para que asesoremos a sus empresas en RGPD”, destacó tras el encuentro Sisco Sapena, CEO de Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil español.

El pasado mes de agosto, la tecnológica, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) ya organizó un evento similar en la ciudad de Bombay.

La empresa continúa orientando a las compañías indias que hacen negocios en Europa sobre las implicaciones del nuevo Reglamento General de Protección de Datos, tras ser

seleccionada para ello por el Consejo de Promoción Exterior de la India (en inglés, Services Export Promotion Council).

El SEPC tiene 3000 miembros de 14 sectores productivos del país y es la principal conexión entre empresas internacionales y los proveedores de servicios del país asiático.

3 OCTUBRE 2018

El Consejo de Cooperación para los Estados Árabes del Golfo otorga a Lleida.net (BME:LLN) su tercera patente, con la que consolida su posición en la región*

Madrid, 3 de octubre.- El Consejo de Cooperación para los Estados Árabes del Golfo ha otorgado a Lleida.net (BME:LLN) una nueva patente para su sistema de contratación electrónica.

La patente, que ha sido publicada bajo el título de “**Method for producing electronic contracts certified by a user of a telecommunications operator**” y ha sido aprobada bajo el número de expediente GC2015-28810, tiene una validez de 20 años.

El método permite la contratación mediante mensajes de texto o correo electrónico, que genera un certificado con validez jurídica que puede presentarse como prueba en los tribunales para demostrar el envío, el contenido y la entrega de la información.

Creada en 1981, el Consejo de Cooperación para los Estados Árabes del Golfo coordina la acción económica y financiera, así como científica e industrial, de seis países de la zona: Baréin, Kuwait, Omán, Catar, Arabia Saudí y los Emiratos Árabes Unidos.

Hasta la fecha, esa organización regional ha otorgado a Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) desde el 2015, otras dos patentes.

Las patentes de Lleida.net son parte crítica de su estrategia de expansión internacional y de penetración en el mercado de la contratación digital E-Signature*) que algunos estudios consideran que tendrá un valor de 9.000 millones de dólares en los próximos cinco años, seis veces su actual tamaño.

“Oriente Medio es una zona de crecimiento exponencial que requiere no sólo de presencia y tecnología, sino de un compromiso claro por nuestra parte en favor del i+D en materia de propiedad intelectual”, explicó Sisco Sapena, Consejero Delegado de la empresa.

“Esta tercera patente representa, sin duda, la consolidación de nuestra posición de mercado en la zona”, añadió.

Hasta el momento, la empresa ha obtenido más de 75 patentes en materia de métodos de certificación, contratación y notificaciones electrónicas en los principales mercados del mundo, incluyendo la Unión Europea, Estados Unidos, Japón y la República Popular China.

Lleida.net ha registrado un incremento en el precio de la acción del 52,24 por ciento desde que comenzó el 2018, hasta los 1,02 euros. La capitalización actual de la empresa supera los 16,3 millones de euros.

Los resultados auditados de Lleida.net (BME:LLN) arrojan un incremento en las ventas del 34% durante el primer semestre del 2018

La compañía presenta hoy los resultados consolidados y auditados del primer semestre del 2018.

Las ventas de Lleida.net durante ese periodo llegaron a los 6,28 millones de euros.

La deuda financiera neta se sitúa en menos de dos millones de euros.

Madrid, 10 de octubre.- Las ventas de Lleida.net (BME:LLN) se incrementaron en un 34% durante el primer semestre del 2018 con respecto del mismo periodo del año anterior, de acuerdo con los resultados consolidados y auditados que hoy presenta la compañía.

Los datos varían muy ligeramente del avance de resultados que se presentó el pasado 16 de julio y que certifica que, en cuanto a la facturación, las ventas de la compañía continuaron creciendo a doble dígito hasta alcanzar los 6,28 millones de euros.

Las cuentas auditadas y consolidadas muestran que el margen bruto de la compañía se situó en este periodo en tres millones de euros, lo que supone un incremento del 16% si se compara con el primer semestre del 2017.

El EBITDA de la empresa durante ese periodo ha sido de casi un millón de euros y supone un 15% de las ventas.

Como se avanzó en los resultados semestrales provisionales, la deuda financiera neta, que se ha venido reduciendo año tras año desde el 2015, se encuentra en menos de dos millones de euros.

En consonancia, la compañía acometió inversiones en I+D+i de 328.000 euros durante el primer semestre del 2018, con el objetivo de fortalecer los productos de la línea Software as a Service (SaaS).

Un esfuerzo que, principalmente, se orientó a desarrollar nuevas tecnologías para dar servicio a clientes clave tras la entrada en vigor del nuevo Reglamento General de Protección de Datos (RGPD).

Durante el primer semestre del 2018, la comercialización de la línea ICX Wholesale (mayorista) se incrementó en un 69% hasta los 3,23 millones de euros. Lleida.net, siguiendo el criterio de prudencia, ha optado por activar un menor importe de actividades de I+D para evitar posibles contingencias fiscales, si bien se mantiene el ritmo de gasto en I+D.

El cambio normativo ha permitido a Lleida.net poner en marcha circuitos creados a propósito para clientes clave, una realidad que representa ya nuevos ingresos recurrentes.

11 OCTUBRE 2018

Los resultados auditados de Lleida.net (BME:LLN) arrojan un incremento en las ventas del 34% durante el primer semestre del 2018

La compañía presenta hoy los resultados consolidados y auditados del primer semestre del 2018.

Las ventas de Lleida.net durante ese periodo llegaron a los 6,28 millones de euros.

La deuda financiera neta se sitúa en menos de dos millones de euros.

Madrid, 10 de octubre.- Las ventas de Lleida.net (BME:LLN) se incrementaron en un 34% durante el primer semestre del 2018 con respecto del mismo periodo del año anterior, de acuerdo con los resultados consolidados y auditados que hoy presenta la compañía.

Los datos varían muy ligeramente del avance de resultados que se presentó el pasado 16 de julio y que certifica que, en cuanto a la facturación, las ventas de la compañía continuaron creciendo a doble dígito hasta alcanzar los 6,28 millones de euros.

Las cuentas auditadas y consolidadas muestran que el margen bruto de la compañía se situó en este periodo en tres millones de euros, lo que supone un incremento del 16% si se compara con el primer semestre del 2017.

El EBITDA de la empresa durante ese periodo ha sido de casi un millón de euros y supone un 15% de las ventas.

Como se avanzó en los resultados semestrales provisionales, la deuda financiera neta, que se ha venido reduciendo año tras año desde el 2015, se encuentra en menos de dos millones de euros.

En consonancia, la compañía acometió inversiones en I+D+i de 328.000 euros durante el primer semestre del 2018, con el objetivo de fortalecer los productos de la línea Software as a Service (SaaS).

Un esfuerzo que, principalmente, se orientó a desarrollar nuevas tecnologías para dar servicio a clientes clave tras la entrada en vigor del nuevo Reglamento General de Protección de Datos (RGPD).

Durante el primer semestre del 2018, la comercialización de la línea ICX Wholesale (mayorista) se incrementó en un 69% hasta los 3,23 millones de euros. Lleida.net, siguiendo el criterio de prudencia, ha optado por activar un menor importe de actividades de I+D para evitar posibles contingencias fiscales, si bien se mantiene el ritmo de gasto en I+D.

El cambio normativo ha permitido a Lleida.net poner en marcha circuitos creados a propósito para clientes clave, una realidad que representa ya nuevos ingresos recurrentes.

17 OCTUBRE 2018

Lleida.net (BME:LLN) aumentó sus ventas en un 23% en el tercer trimestre del 2018

Madrid, 17 de octubre.- La compañía cotizada del MAB Lleida.net (BME:LLN) registró durante el tercer trimestre del 2018 unas ventas de más de tres millones de euros, un 23% más que en el mismo periodo del año anterior.

Así, en los primeros nueve meses del 2018, la empresa tecnológica ha superado los 9,3 millones de euros en facturación, lo que representa un 30% más que durante los primeros tres trimestres del 2017.

A 30 de septiembre, el resultado de explotación acumulado a 30 de Septiembre 2018 se sitúa en los 474.000 euros.

Durante el último trimestre, el margen bruto de la compañía aumentó en un 20%, o 238.000 euros por encima del mismo periodo del 2017.

“Hemos trabajado con un creciente nivel de actividad durante todo el año, y consideramos que el incremento de los leads internacionales nos van a permitir

aumentar en la misma línea las ventas durante el último trimestre del 2018”, explicó Sisco Sapena, Consejero Delegado y fundador de la compañía.

El EBITDA de la empresa en el tercer trimestre ha sido de 520.000 euros. En el consolidado anual ya supera los 1,4 millones de euros, y supone un incremento del 43% respecto al resultado del ejercicio 2017.

La empresa encadena nueve trimestres consecutivos de EBITDA positivo.

En lo relativo a las líneas de negocio, la que aumenta es el servicio mayorista (wholesale), que crece un 60% respecto al mismo trimestre del año anterior, y que ya supera los cinco millones de euros en el 2018.

La línea software-as-a-service (SaaS, por sus siglas en inglés) registra ventas por encima de los 2,3 millones de euros, o un 17% más, a lo largo del 2018.

En los últimos 90 días, las acciones de Lleida.net alcanzaron un punto de máximo histórico el pasado 27 de julio, cuando llegaron a 1,22 euros por valor.

Al cierre del mercado de ayer, 16 de octubre, el precio de la acción era de 1,00 euros y la capitalización de la compañía de 16,05 millones de euros.

Los títulos de la compañía se han revalorizado un 49,25 por ciento desde el comienzo del año.

Lleida.net, que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB) desde el año 2015, ha reforzado su posición como la principal operadora certificadora del mercado español.

El Consejo de Administración de la empresa aprobó el pasado 17 de septiembre solicitar a su Asamblea General de accionistas autorización para salir a cotizar a Euronext Growth, lo que la convertiría en la primera empresa del MAB en hacer dual listing en los mercados alternativos español y europeo.

La reunión de la Asamblea General está acordada para el próximo 29 de este mes de octubre.

30 OCTUBRE 2018

La Junta General de Lleida.net (BME:LLN) aprueba la salida a Euronext

Madrid, 30 de octubre.- La Junta General de Accionistas de Lleida.net (BME:LLN) aprobó ayer la salida a bolsa de los títulos de la compañía en Euronext.

Tras la votación, que realizó a petición del Consejo de Administración de la empresa, Lleida.net solicitará en los próximos días de forma oficial al Euronext Listing

Board (ELB) la cotización en el mercado Euronext Growth, en la modalidad de dual listing o technical listing.

De esta manera, la tecnológica se convertirá en la única mercantil española con presencia a la vez en el mercado pan-europeo y en el Mercado Alternativo Bursátil (MAB).

En concreto, la empresa confía en estar cotizando en París antes de finales del 2018.

Las acciones de Lleida.net, que están presentes en el MAB desde el 2015, se comercializarán de forma indistinta en la bolsa española y europea, con precios independientes en cada uno de los dos mercados.

“La decisión de salir a cotizar a Euronext Growth representa un compromiso con nuestros accionistas. Sin dejar de apostar por el Mercado Alternativo Bursátil, donde nunca dejaremos de cotizar, queremos llevar a Lleida.net a otros mercados internacionales donde podamos expandirnos y darnos a conocer”, explicó Sisco Sapena, CEO y fundador de la compañía.

Euronext Growth es el mercado de Euronext que permite a las pequeñas y medianas empresas acceder al capital europeo.

En tanto que plataforma multilateral de negociación, permite operar de forma simultánea en los parques de París, Lisboa y Bruselas.

Al cierre del mercado de ayer, 29 de octubre, el precio de la acción de Lleida.net era de 0,97 euros y la capitalización de la compañía de 15,57 millones de euros.

Los valores de la empresa han incrementado su valor en un 44,78 por ciento desde el comienzo del año.

En los primeros nueve meses del año, las ventas de Lleida.net superaron los 9,3 millones de euros, con un EBITDA de más de 1,4 millones de euros, un 43% que en el mismo periodo del 2017.

15 NOVIEMBRE 2018

La operadora nacional postal Botswana Post distribuirá los productos de Lleida.net (BME:LLN)

Madrid, 15 nov.- La compañía española de servicios electrónicos certificados Lleida.net (BME:LLN) ha llegado a un acuerdo con Botswana Post para distribuir sus productos a través de la compañía pública responsable del servicio postal del país.

Este nuevo convenio permitirá a Lleida.net, empresa cotizada del MAB desde 2015, dar servicio al país africano, donde ya ha creado la compañía Lleida.net Botswana.

En el estudio de mercado efectuado previo a esta expansión, un destacado número de empresas manifestó su interés por utilizar los servicios ofrecidos por la empresa, que ya está en conversaciones comerciales con empresas de los sectores de Banca,

Seguros, Fondos de Pensiones, Operadores de Telecomunicaciones y Sector Público.

Las áreas de negocio en la que comenzará a trabajar la empresa son las firmas digitales y la contratación electrónica.

Entre las empresas que lo utilizarán se encuentran el Fondo Nacional de Pensiones, el mayor banco del país y las mayores empresas de crédito de Botswana, con quienes comenzarán las pruebas el próximo mes y que permitirán a la empresa española dar servicio a más de dos millones de personas en África.

El acuerdo reforzará la presencia de Lleida.net en Africa, así como su proyección en uno de los continentes que más crecerá.

“Este nuevo proyecto en Botswana es una muestra de la importancia que tiene para nosotros la expansión en el continente africano. Sin duda es una oportunidad muy importante de crecer y ayudar a las empresas del país” ha asegurado el CEO de Lleida.net, Sisco Sapena, sobre el nuevo convenio con Botswana Post.

Según afirmó el director comercial de Botswana Post, Tumelo Seabo, la asociación con Lleida.net “complementará nuestra visión estratégica y revolucionará la experiencia de mercado local en lo relativo a requerimientos electrónicos de comunicación de negocios”.

En 2014 la compañía con sede en Madrid comenzó a operar en África en el continente africano con la apertura de sus dos primeras delegaciones en Ciudad del Cabo y Johannesburgo.

Desde allí, ha comenzado a implementar servicios en otros países africanos:

Suazilandia, Lesoto, Namibia, República Democrática del Congo, Kenia y Ghana.

En los primeros nueve meses del año, las ventas de Lleida.net superaron los 9,3 millones de euros, con un EBITDA de más de 1,4 millones de euros, un 43% que en el mismo periodo del 2017.

Al cierre del mercado de ayer, el precio de la acción de Lleida.net era de 0,95 euros y la capitalización de la compañía de 15,25 millones.

Los valores de la empresa han incrementado su valor en un 41,79 por ciento desde el comienzo del año.

21 NOVIEMBRE 2018

Sisco Sapena pone en marcha un Plan de Venta de Acciones fuera de mercado previa la salida de Lleida.net (BME:LLN) a Euronext

Madrid, 19 de nov.- Sisco Sapena, accionista mayoritario de Lleida.net (BME:LLN), empresa tecnológica que cotiza en el Mercado Alternativo Bursátil, ha puesto en marcha hoy un nuevo Plan de Venta de Acciones fuera de mercado previo al comienzo de la cotización de la compañía en el mercado Euronext Growth.

El pasado 30 de octubre, los accionistas de Lleida.net aprobaron solicitar a Euronext la salida a esa bolsa en la modalidad de *dual listing*.

El objetivo de este plan, cuyo nombre es “Plan Euronext 2018” es el recompensar la fidelidad de empleados de la compañía y sus filiales, proveedores, partners y consejeros.

Esta iniciativa está limitada a 100.000 euros en acciones y se ejecutará el próximo 29 de noviembre, al precio de 0,97 euros por título, que fue con el que cerró el pasado viernes 16 de noviembre.

La compra de las acciones ofrece a los tenedores la opción de comprar a esa cantidad una cantidad similar a la suscrita el día 16 de noviembre del 2019 y el próximo 16 de noviembre del 2020, con la condición de que se mantengan durante dos años las acciones adquiridas en esta operación.

Euronext Growth es el mercado de Euronext que permite a las pequeñas y medianas empresas acceder al capital europeo.


6. RAPPORTS FINANCIERS ANNUELS

- Comptes consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017
- Etats financiers intermédiaires consolidés du semestre au 30 juin 2018.



LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

**CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS AND CONSOLIDATED
DIRECTOR'S REPORT FOR THE FINANCIAL YEAR 2016 TOGETHER
WITH THE INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT ON THE
CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS.**



(Translation from the Consolidated Annual Accounts to be issued originally in Spanish and prepared in accordance with generally accepted accounting principles in Spain. In the event of any discrepancy, the Spanish language version prevails).



**LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES**

Consolidated Annual Accounts and Consolidated
Director's Report for the financial year 2016
together with the Independent Auditor's
Report on the Consolidated Annual Accounts

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT ON THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS

CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS FOR THE FINANCIAL YEAR ENDED DECEMBER 31, 2016

Consolidated Balance Sheets as of December 31, 2016
Consolidated Profit and Loss Accounts corresponding to the financial year 2016
Consolidated Statements of Changes in Equity for the year ended on December 31, 2016
Consolidated Statements of Cash Flows for the year ended on December 31, 2016
Notes to the Consolidated Annual Accounts 2016

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR THE FINANCIAL YEAR 2016



LLEIDANET SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES
INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT ON THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS

(Translation from the report issued originally in Spanish.
In the event of a discrepancy, the Spanish-language version prevails)

Independent auditor's report on the consolidated annual accounts

To the Shareholders of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.**

Consolidated Annual Accounts Report

We have audited the accompanying Consolidated Annual Accounts of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. (PARENT COMPANY) AND SUBSIDIARIES**, which comprise the consolidated balance sheet as of December 31st, 2016, the consolidated profit and loss account, the statement of changes in the consolidated net equity, the consolidated statement of cash-flow and the notes for financial year then ended.

Responsibility of the Directors regarding the consolidated annual accounts

The Directors of the Parent Company are responsible for the preparation of the accompanying Consolidated Annual Accounts, in such a way that they express the true and fair view of the consolidated net equity, the consolidated financial situation and the consolidated results of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES** in accordance with the regulatory framework of financial information applicable to the entity in Spain, as identified in Note 3.a of the accompanying notes to the Consolidated Annual Accounts, and of the internal control deemed necessary to enable the preparation of Consolidated Annual Accounts free of material misstatements, whether due to fraud or error.

Auditor's responsibility

Our responsibility is to express an opinion on the accompanying Consolidated Annual Accounts based on our audit. We have conducted our audit in accordance with the current Spanish regulations of audit accounts. Those regulations require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the Consolidated Annual Accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the Consolidated Annual Accounts. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the Consolidated Annual Accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the preparation and fair presentation of the Consolidated Annual Accounts by the Directors of the Parent Company in order to design audit procedures that are appropriate to the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the Consolidated Annual Accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the accompanying Consolidated Annual Accounts present fairly, in all material respects, the true and fair view of the net equity and the financial position of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES** as of December 31, 2016 and its consolidated results and its consolidated cash-flows for the financial year then ended, in accordance with the applicable financial reporting regulatory framework and, in particular, with the accounting principles and criteria contained therein.

Emphasis of matter paragraph

We draw attention to Note 2.d to the accompanying notes to the Consolidated Annual Accounts, in which it is stated that financial year 2016 is the first financial year in which the Directors of the Parent Company prepare the Consolidated Annual Accounts. Consequently, for comparison purposes they do not present, with each item in the consolidated balance sheet, the consolidated profit and loss account, the consolidated statement of changes in equity, the consolidated statement of cash flows and the notes to the consolidated annual accounts, in addition to the figures for 2016, the figures for the previous year. This matter does not change our audit opinion.

Report on other legal and regulatory requirements

The accompanying Consolidated Directors' Report for the financial year 2016 contains such explanations as the Directors of the Parent Company considers relevant to the situation of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES**, the evolution of its business and other matters and is not an integral part of the Consolidated Annual Accounts. We have verified that the accounting information contained in the Consolidated Director's Report is consistent with that disclosed in the Consolidated Annual Accounts for the financial year ended on December 31, 2016. Our work as auditors is limited to the verification of the Director's Report with the scope stated in this paragraph and does not include a review of other information than obtained from **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES**.

BDO Auditores, S.L.P.



Ignacio Algas
Audit Partner

April 7, 2017

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS FOR
THE PERIOD ENDED ON DECEMBER 31, 2016

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF DECEMBER 31, 2016
 (Expressed in euros)

ASSETS	Notes to the Consolidated Annual Accounts	31/12/2016
NON-CURRENT ASSETS		4.306.218,46
Intangible assets	Note 5	3.641.535,77
Tangible fixed assets	Note 6	463.031,94
Land and buildings		147.632,92
Technical installations and other tangible fixed assets		237.348,02
Fixed assets in the course of construction and advances		78.051,00
Long-term investments in group and affiliated companies		25.468,24
Shares in equity method		25.468,24
Long-term financial investments	Note 8	38.081,86
Deferred Tax Assets	Note 14	138.100,65
CURRENT ASSETS		5.249.790,42
Trade and other receivables		2.278.152,30
Client receivables for sales and services	Note 8.2	2.173.702,32
Sundry debtors	Note 8.2	57.739,26
Staff	Note 8.2	1.338,00
Current tax assets	Note 14	22.328,12
Other receivables from Public Authorities	Note 14	23.044,60
Short-term financial assets	Note 8.2	1.253.005,50
Short-term accruals		224.583,26
Cash and cash equivalents	Note 8.1.a	1.494.049,36
Cash		1.494.049,36
TOTAL ASSETS		9.556.008,88

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF DECEMBER 31, 2016

(Expressed in euros)

EQUITY AND LIABILITIES	Notes to the Consolidated Annual Accounts	31/12/2016
EQUITY		2.816.947,10
Equity		2.785.483,78
Capital		
Share Capital	Note 12.1	320.998,86 320.998,86
Share Premium	Note 12.3	5.244.344,28
Reserves		
Legal and statutory	Note 12.2	(452.733,62) 47.503,72
Other Reserves		(500.237,34)
(Shares and own holdings in equity)	Note 12.4	(898.227,80)
Financial year result attributed to the parent company		
Consolidated Losses and Profits	Note 18	(1.428.897,94) (1.428.896,70)
(Minority interest losses and profits)		(1,24)
Adjustments for changes in value		30.396,69
Minority interests	Note 4	1.066,63
NON-CURRENT LIABILITIES		1.923.559,08
Long-term debts		
Debts with credit institutions	Note 9.1	1.923.559,08 1.800.679,35
Other financial liabilities	Note 9.1	122.879,73
CURRENT LIABILITIES		4.815.502,70
Short-term provisions		
Other provisions	Note 16	159.002,50 159.002,50
Short-terms debts		
Debts with credit institutions	Note 9.1	3.184.947,46 3.131.985,36
Other financial liabilities		52.962,10
Trade and other payables		
Suppliers	Note 9.1	1.471.552,74 1.197.573,01
Sundry creditors	Note 9.1	182.462,21
Staff (remuneration payable)	Note 9.1	409,87
Other debts with Public Authorities	Note 14	91.107,65
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		9.556.008,88

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED PROFIT AND LOSS ACCOUNT
FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2016

(Expressed in Euros)

PROFIT AND LOSS ACCOUNTS	Notes to the Consolidated Annual Accounts	2016
Net turnover	Note 22	8.054.022,03
Work performed by the Company for its assets	Note 5	918.682,68
Supplies	Note 15.a	(3.909.824,83)
Goods consumed		(3.909.824,83)
Other operating income		(790,64)
Staff expenses		(2.012.317,34)
Wage, salaries and the like		(1.552.849,49)
Fringe benefits	Note 15.b	(459.467,85)
Other operating expenses		(2.004.130,81)
External charges for services		(1.861.472,52)
Taxes		(101.619,25)
Losses, Impairment and change in trade provisions		(35.014,32)
Other current operating expenses		(6.024,72)
Amortization of fixed assets	Notes 5 and 6	(1.147.115,06)
Impairment and earnings for fixed-asset disposals	Note 5	(654.913,80)
Other earnings	Note 17	(486.194,64)
OPERATING EARNINGS		(1.242.582,41)
Financial income	Note 15.c	5.860,11
Financial expenses	Note 15.c	(183.493,79)
Change in fair value of financial instruments	Note 15.c	400,88
Exchange differences	Note 15.c	(5.801,05)
FINANCIAL EARNINGS		(183.033,85)
PRE-TAX EARNINGS		(1.425.616,26)
Profit tax	Note 14	(3.280,44)
FINANCIAL YEAR'S EARNINGS	Note 18	(1.428.896,70)
Result attributed to the Parent Company		(1.428.897,94)
Result attributed to minority interests		1,24

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2016

(Expressed in euros)

	Share Capital	Share Premium	Reserves and previous financial year's income	Own holdings in equity	Result attributed to the Parent Company	Adjustments for changes in value	Minority interests	Total
BALANCE AS OF JANUARY 1, 2016	320.998,86	5.244.344,28	(583.582,91)	(696.103,04)	-	43.641,46	1.092,54	4.330.391,19
Total recognized income and expenses	-	-	-	-	(1.428.897,94)	(13.244,77)	(25,91)	(1.442.168,62)
Transactions with shareholders	-	-	130.849,29	(202.124,76)	-	-	-	(71.275,47)
Transactions with own equity instruments (net)	-	-	130.849,29	(202.124,76)	-	-	-	(71.275,47)
BALANCE, END OF 2016	320.998,86	5.244.344,28	(452.733,62)	(898.227,80)	(1.428.897,94)	30.396,69	1.066,63	2.816.947,10

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOWS
FOR THE YEAR 2016
(Expressed in Euros)

	2016
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	857.616,42
Financial year's pre-tax earnings	(1.425.616,26)
Adjustments to earnings	2.173.278,48
Fixed asset amortisation	1.147.115,06
Valuation changes for impairment	35.014,32
Change in provisions	159.002,50
Result for write-off's and disposals of fixed assets	654.913,80
Financial income	(5.860,11)
Financial expenses	183.493,79
Change in fair value of financial instruments	(400,88)
Changes in current capital	308.038,22
Debtors and other accounts receivable	(71.341,43)
Other current assets	(68.448,13)
Trade payables and other accounts payable	447.827,78
Other cash flow from operating activities	(198.084,02)
Interest payments	(183.493,79)
Receipts of interests	5.860,11
Receipts (payments) for profit tax	(20.450,34)
FLUJOS DE EFECTIVO DE LAS ACTIVIDADES DE INVERSIÓN	(2.181.299,42)
Payments for investments	(2.181.299,42)
Intangible assets	(1.075.376,31)
Tangible assets	(94.219,44)
Other financial assets	(1.011.703,67)
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	(1.477.788,99)
Receipts and payments for equity instruments	(71.275,47)
Acquisition of own equity instruments	(71.275,47)
Receipts and payments for financial-liability instruments	(1.406.513,52)
Issuance	850.000,00
Amounts owed to credit institutions	850.000,00
Repayment and amortisation of:	(2.256.513,52)
Amounts owed to credit institutions	(2.203.739,87)
Others	(52.773,65)
NET INCREASE/DECREASE OF CASH AND CASH EQUIVALENTS	(2.801.471,99)
Cash and cash equivalents at start of the financial year	4.295.521,35
Cash and cash equivalents at end of the financial year	1.494.049,36

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

NOTES TO THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS
FOR THE FINANCIAL YEAR 2016

NOTE 1. INCORPORATION, ACTIVITIES AND LEGAL SYSTEM OF THE PARENT COMPANY

a) Incorporation and registered Office of the Parent Company

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S. A. (hereinafter "the Company"), was incorporated in Lleida on 30 January 1995. Its registered office is located in the Parc Científic i Tecnològic Agroalimentari de Lleida, Edificio H1, Planta 2, in Lleida.

b) Activity of the Parent Company

Its activity consists in acting as a teleoperator for short message management services (SMS) over the Internet, as well as any other activity related to the aforementioned corporate purpose.

c) Activities of the Group Companies

Main activity of the subsidiaries consists in the provision of telecommunications services, the development of programs, the sending of text messages and electronic mail, and the provision of study services and analysis of computer processes in general.

d) Legal System of the Parent Company

Parent Company is governed by its Articles of Association and by the current Corporate Enterprises Act.

e) Events Occurring in 2015

On June 1, 2015, the Parent Company approved at the Shareholders' Meeting the request for incorporation into the Alternative Stock Market of all the shares of the Parent Company.

On October 7, 2015, the Board of Directors of Bolsas y Mercados Españoles, Sistemas de Negociación, S.A., approved the incorporation of 16.049.943 shares of 0,02 euros nominal value each into the segment of companies in expansion of the Alternative Stock Market, effective as of October 9, 2015. The Parent Company appointed PricewaterhouseCoopers Asesores de Negocios, S.L. and as Liquidity Provider to BEKA Finance, S.V., S.A. On November 7, 2015, the Parent Company changed its Registered Advisor, appointing GVC GAESCO VALORES SV, S.A.

1.2) Group Companies

The Parent Company holds, directly, investments in different national and international companies, and controls, directly, these companies. On January 1, 2016 the first consolidation of the Group Companies was carried out.

Group Companies included in the Consolidation Perimeter

The breakdown of the Group Companies included in the consolidation perimeter as of December 31, 2016 is the following:

	Percentage of Holding	Applied Method of Consolidation
Group Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A.		
which maintains the following investments:		
Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, LTD	100%	Global Integration
Lleidanet USA Inc	100%	Global Integration
Lleidanet Honduras, SA	70%	Global Integration
Lleidanet Dominicana, SRL	99,98%	Global Integration
Lleida SAS	100%	Global Integration
Lleida Chile SPA	100%	Global Integration
Lleidanet do Brasil Ltda	99,99%	Global Integration
Lleidanet Guatemala	80%	Global Integration
Portabilidades Españolas, S.A.	100%	Global Integration
Lleidanet Costa Rica	100%	Global Integration
Lleidanet Perú	100%	Global Integration
Lleidanet India	25%	Equity Method

The financial year of the Parent Company and the Subsidiaries begins on January 1, and ends on December 31, of each year. The last Annual Accounts of the Parent Company and its Subsidiaries drawn up correspond to the financial year ended on December 31, 2016.

Detail of activities and registered office of the Subsidiaries included in the perimeter of consolidation as of December 31, 2016, is indicated below:

Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, LTD

Incorporated on December 28, 2005 in Dublin, with its registered office in Birchin Court 20, Birchin Lane London (United Kingdom). Its main activity is as operator.

Lleidanet USA Inc

Incorporated on May 12, 2009 and its registered office is at 2719 Hollywood Boulevard Street 21 FL33020, Hollywood. Its main activity is as operator. On June 30, 2013 a capital increase was made in Lleidanet USA Inc. for 397.515,00 euros which Lleidatnetworks Serveis Telematics, S.A. subscribed in entirety.

Lleidanet Honduras, S.A.

Its registered office in Tegucigalpa (Honduras), it was incorporated on January 11, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 175 shares out of a total amount of 250 that were issued. Its main activity consists on being SMS operator, based on an interconnection network with the fixed and mobile operations of the Republic of Honduras.

Lleidanet Dominicana, S.R.L.

Headquartered in Santo Domingo (Dominican Republic), was incorporated on June 26, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4.999 shares of a total of 5.000 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems.

Lleida SAS

With its registered office in Bogotá (Colombia), it was incorporated on November 16, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 100 shares out of a total of 100 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems.

Lleida Chile SPA

With its registered office in Santiago (Chile), it was incorporated on March 12, 2013, subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, SA, 200 shares out of a total of 200 that were issued. Its main activity is based on the provision, organization and commercialization of telecommunications services.

Lleida Networks India Private Limited

With its registered office in New Delhi (India), it was incorporated on January 7, 2013 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 12,500 shares out of a total of 50,000 that were issued. Its main activity is the creation of a telecommunications operator in India, as well as offering VAS services, including SMS, MMS, and UMS and other types of messaging

Lleidanet do Brasil Ltda

With its registered office in Sao Paulo (Brazil), it was incorporated on October 2, 2013 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 329 shares out of a total of 330 that were issued. Its main activity is based on the provision of telecommunication services, program development, sending of text messages and electronic mail and the provision of services of study and analysis of computer processes in general.

Lleidanet Guatemala, Sociedad Anónima

With its registered office in Guatemala (Guatemala), it was incorporated on November 7, 2013 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4,800 shares out of a total of 6,000 issued. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Portabilidades Españolas, S.A.

Incorporated on December 4, 2015, Lleidanetworks Serveis Telemàtics S.A., representing 100% of the share capital of 3,000 shares for a total value of euros 3,000. Its corporate purpose is the commercialization of services based on numerical portability data to telecommunications operators for the routing of telephone traffic and short text messages.

Lleidanet Costa Rica Empresa Individual de Responsabilidad Limitada

On March 31, 2016, the Parent acquires D. Francisco José Sapena Soler 100% of this Company for the amount of 16.06 euros. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Lleidanet Perú

On August 25, 2016, the Parent Company made a contribution of 268.09 euros for the incorporation of said company. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

NOTE 2. PRESENTATION BASIS OF CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS

a) True and Fair View

The accompanying Consolidated Annual Accounts for the year 2016 were prepared with the accounting records of the different constituent companies of the Group, whose respective annual statements were prepared in accordance with the applicable commercial law currently in force and according to the General Accounting Plan approved by Spanish Royal Decree 1514/2007, 16 of November, in the case of Spanish companies, and in accordance with the applicable legislation in the other countries in which the companies that are part of the Consolidated Group are located, and are submitted as provided by the Royal Decree 1159/2010 of 17 September, so as to provide a true and fair view of the net worth, financial situation, results and accuracy of the cash flows included in the Consolidated Cash Flow Statement.

b) Presentation Currency

In accordance with the applicable laws and regulations on accounting, the Consolidated Annual Accounts are expressed in euros.

c) Critical Aspects of Uncertainties Valuation and Estimation

There are no significant uncertainties or aspects about the future that may involve a significant risk that may entail significant changes in the value of the assets and liabilities in the following year, except for those of the nature of the business of the Group:

- Slower growth than expected in the Business Plan: slower maturation in some countries.
- Reasonableness of the activation and recoverability of research projects.
- Foreign currency risk, although the Company has a natural hedge with revenues and costs in foreign subsidiaries denominated in the same currency.
- Very atomized and competitive local market.

There have been no changes in accounting estimates that have affected the current year or that could significantly affect future years.

d) Comparison of the Information

As a result of this being the first year in which the Group draws up Consolidated Annual Accounts, the accompanying consolidated balance sheet, the consolidated profit and loss account, the consolidated statement of changes in equity and the consolidated statement of cash flows for the year ended December 31, 2016 do not present comparative figures.

e) Changes in Accounting Standards

As indicated in the foregoing section, this is the first year in which the Group voluntarily draws up Consolidated Annual Accounts, and therefore no changes in its own accounting policies have been made and no related adjustments are included as a result of errors.

f) Responsibility for the Information given and the Estimates made

For the preparation of the Consolidated Annual Accounts estimates have been used in order to value some of the assets, liabilities, incomes, expenses and compromises that are registered, and that, basically, these estimations are referred to the evaluation of losses by impairment of certain assets, the useful life of non-current assets and the probability of occurrence of provisions.

Notwithstanding that these estimates were made according to the best information available at the time of the preparation of these Consolidated Annual Accounts, it is possible that future events may occur that require their amendment for the next financial years; which would be carried out prospectively, taking account of the effects of the estimate change on the corresponding profit and loss accounts.

NOTE 3. RECOGNITION AND VALUATION STANDARDS

The principal valuation standards used by the Group in the drafting of its Consolidated Annual Accounts, in accordance with those established by the General Accounting Plan, were as follows:

a) Consolidation Principles

The consolidation of the Annual Accounts of **Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.** with the Annual Accounts of its investee companies mentioned in Notes 1.2 and 2, was carried out using the following methods:

1. Application of the global integration method for all Group companies, i.e. those over which it as effective control.
2. Application of the equity method as equivalence for associated companies, i.e. those over which a notable influence is exercised in terms of management but in which there is no majority vote or joint management with third parties.

The consolidation of the operations of **Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.** with those of the aforementioned subsidiaries was performed according to the following basic principles:

- The criteria used in formulation of the Balance Sheets, the Profit and Loss Account and the Statement of Changes in Equity and Cash-Flow Statements for each one of the consolidated companies are, generally, and in their basic aspects, homogenous.
- The Consolidated Balance Sheet, the Consolidated Profit and Loss Account, the Consolidated Statement of Changes in Equity and Consolidated Statements of Cash Flow include all adjustments and eliminations of the consolidation process, as well as relevant valuation homogenizations to reconcile balances and transactions between the consolidating companies.
- Balances and transactions between consolidated companies were eliminated in the consolidation process. The credits and debts with group, affiliated and associated companies which have been excluded from the consolidation are presented in the corresponding headings of the assets and liabilities headings of the Consolidated Balance Sheet.
- The deletion of Subsidiary equity investment was conducted by compensating the shareholding of the Parent Company with the proportional part of the net equity of the subsidiaries which is represented by the shareholding on the date of the first consolidation. The first consolidation differences were treated as follows:
 - a) Positive differences which cannot be allocated to the equity elements of the Subsidiaries were included in the "Consolidation Goodwill" heading of the Consolidated Balance Sheet. The impairment losses must be recognized in the Consolidated Profit and Loss Account and are irreversible

- b) Negative differences, obtained as first consolidation, are recognized as reserves for the year considering that the group already existed previously in the different subgroups contributed to the Parent Company.
- The consolidated income for the financial year shows the part that may be attributed to the Parent Company, comprised of the income obtained by the latter plus the corresponding part, by virtue of the financial shareholding, of the income obtained by the invested companies
 - The shareholding value of the minority interests in the equity and the attribution of income in the consolidated subsidiaries is presented in the "Minority Interest" heading of the Equity of the Consolidated Balance Sheet. The value breakdown of these shareholdings is presented in Note 4.

b) Intangible Fixed Assets

Assets included in intangible fixed assets are valued by their cost, whether purchase price or production cost, reduced by the corresponding accumulated amortization and losses from any impairment which, where appropriate, has occurred.

If the Group considers that an intangible asset has an indefinite useful life, since there is no foreseeable limit for the period over which the asset is expected to generate net cash inflows, the intangible asset is not depreciated but is tested for impairment at least once a year. The useful life of an intangible asset that is not being depreciated is reviewed each year to determine whether there are facts and circumstances that would allow the asset to continue to have an indefinite useful life. Otherwise, the useful life is changed from indefinite to definite.

The depreciable amount of an intangible asset is allocated on a systematic basis over its useful life. The amortisation charge for each period is recognised in profit or loss.

Research Costs

Capitalized research and development costs are specifically individualized for projects and their costs are clearly established so they can be spread over time. Similarly, Management the Group has substantial grounds for expecting the technical success and the financial and commercial profitability of these projects

Research and development costs that appear as assets are amortized on a straight-line basis over their useful life, at an annual rate of 20%, and always within a period of 5 years.

As soon as there are reasonable doubts over the technical success or financial and commercial profitability of a project, the values recorded in the asset that apply to it are directly allocated to the financial year's losses.

Computer Applications

Licenses for computer applications purchased from third parties are capitalized on the basis of the costs incurred for purchasing.

Computer applications are amortized on a straight-line basis throughout their useful lives, at an annual rate of 33%.

Maintenance expenses for computer applications incurred during the financial year are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account.

Industrial Property

Corresponds to the capitalized development expenses for which the relevant patent or similar has been obtained, and includes the registration and formalization costs for the industrial property, as well as the costs for purchasing the corresponding rights from third parties.

During all these years, the Group has been able to develop methods and unique technologies in its sector by continuous investment in research and development. The result of this effort has been the publication of patents at European, American and PCT levels, putting in value the effort developed during these last years. These patents allow the Group to license this technology to third parties and protect it against possible copies of other actors in the sector, less scrupulous when creating original models.

c) Tangible Fixed Assets

Tangible fixed assets are valued by their acquisition price or production cost, net of the corresponding accumulated amortization and, where appropriate, of the accumulated value of the recognized allowances for impairment.

Repair and maintenance expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account. Costs for renovating, extending or improving intangible fixed assets, representing an increase in capacity, productivity or lengthening of useful life, are capitalized as a higher value of the corresponding assets, once the book values of the replaced items have been de-recognized.

Tangible fixed assets, net of their residual value, where appropriate, are amortized by a straight-line-basis distribution of the various items that constitute these fixed assets over the years of estimated useful life making up the period in which the Group hopes to use them, according to the following table:

	Annual Percentage	Estimated Years of Useful Life
Buildings	2,50	40
Technical facilities	8 - 10	12,50 - 10
Machinery	20 - 25	5 - 4
Other installations	10	10
Furniture	10 - 15	10 - 6,67
Computer equipment	25 - 50	4 - 2
Other tangible fixed assets	15	6,67

The book value of a tangible fixed-asset item is de-recognized in the accounts through its alienation or disposal by other means; or where no future economic benefits or profits are expected to be obtained for its use, alienation or disposal by other means.

The loss or profit resulting from writing-off a tangible fixed-asset item is determined as the difference between the net values, where appropriate, of the sales costs resulting from its alienation or disposal by other means, where available, and the item's book value, and is allocated to the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which this occurs.

At the financial year's closure, the Group, assesses whether there are signs of impairment in a tangible fixed-asset item or any cash-generating unit, in which case the recoverable amounts are estimated and the necessary allowances are made.

An impairment loss is deemed to have occurred in a tangible fixed-asset item where its book value exceeds its recoverable value, this being understood as the higher value between its fair value less the sales costs and its value in use.

Allowances for impairment in the tangible fixed-asset items, as well as their reversals where the circumstances producing them cease, are recognized as an expense or income respectively in the Consolidated Profit and Loss Account.

d) Leases and Other Transactions of a Similar Nature

Operating-lease expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account.

e) Financial Instruments

The Group determines the classification of its financial assets on their initial recognition and, where permitted and appropriate, this classification is re-assessed on each closing of the consolidated balance sheet.

Financial instruments, for the purposes of their valuation, are classified in any of the following categories:

Loans and Receivable Items and Debts and Payable Items

Loans and Receivable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade credits: financial assets arising from the sale of assets and the provision of services for commercial transactions, and
- b) Non trade credits: financial assets which, being neither equity instruments nor derivatives, have no commercial origins, whose payments are for a fixed or determinable amount, and which are not traded in an active market. They do not include those financial assets for which the Group cannot recover substantially all the initial investments, owing to circumstances unrelated to credit impairment. The latter are classified as available for sale.

Debts and Payable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade debts: financial debts arising from the purchase of assets and services through commercial transactions, and
- b) Non trade debts: financial liabilities which, not being derivate instruments, have no commercial origins.

Initially, financial assets and liabilities included in this category are valued by their fair value, which is the price of the transaction and which is equivalent to the fair value of the consideration paid plus the transaction costs which are directly attributable to it.

Notwithstanding what is stated in the above paragraph, loans and debts through commercial transactions with a maturity not greater than one year and which do not have a contractual rate of interest, as well as, where appropriate, advances and loans made to staff, receivable dividends and called payments on equity instruments, the amounts for which are expected to be received in the short term, and payments called by third parties on holdings, the amounts for which are expected to be paid in the short term, are valued by their nominal value where the effect of not updating the cash flows is of no significance.

In subsequent valuations, both assets and liabilities are valued by their amortized cost. Accrued interest is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account by applying the effective interest rate method. Notwithstanding the above, loans and debts with a maturity no greater than one year which are initially valued by their nominal value, remain valued by this amount unless, in the case of loans, they have been impaired.

At the year end, the necessary allowances are made where there is objective evidence of value of a credit having been impaired, i.e. where there is evidence of a reduction or delay in estimated future cash flows corresponding to that asset.

An impairment loss in the value of loans and receivable sums corresponds to the difference between their book value and the current value of the estimated future cash flows to be generated, deducted at the effective interest calculated on their initial recognition.

Allowance for impairment of debts as of December 31, 2016, has been estimated on the basis of the analysis made on each of the individualized outstanding receivables on that date.

De-recognition of Financial Assets

A financial asset, or part of it, is de-recognized where the contractual rights over the cash flows of the financial asset have expired or been assigned, and the risks and benefits attaching to its ownership have been substantially transferred.

De-recognition of Financial Liabilities

A financial liability is de-recognized where the corresponding obligation ceases.

Interest Received from Financial Assets

Interest from financial assets accrued subsequent to their purchase are recognized as income in the Consolidated Profit and Loss Account.

Interests are recognized by using the effective interest rate method. For these purposes in the initial valuation of the financial assets, both the value of the explicit interest, accrued and non-matured at that time, and the value of the dividends agreed to by the competent body on acquisition, are recognized independently, bearing in mind their maturity.

Guarantees Given

Guarantees given and received through operating leases and provision of service are valued by the amount paid out and received respectively.

e) Transactions in Foreign Currencies

Transactions in foreign currencies are recognized by their exchange value in Euros, by using the spot exchange-rate for the dates on which they occur.

On the close of each financial year, monetary items are valued by applying the average spot exchange-rate on that date. Exchange differences, both positive and negative, which result from this process, are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which they arise.

f) Profit Tax

Profit tax is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity depending on where the gains or losses giving rise to it are recognized. Profit tax for each financial year includes both current and deferred taxes, where appropriate.

The current tax amount is the sum to be paid by the Parent Company as a result of the assessment notices for the tax.

Differences between the book value of assets and liabilities, and their tax base, generate the deferred tax asset or liability tax balances which are calculated using the expected tax rates at the time of their reversal, and under the method in which it can be reasonably expected to recover or pay the asset or liability.

Variations arising during the financial year in deferred tax asset or liability are recognized either in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity, as applicable.

Deferred tax assets are only recognized insofar as it is probable that the company will have future tax gains that allow these assets to be applied.

In each closing balance sheet the book value of the recognized deferred tax assets is analyzed and the necessary adjustments are made insofar as there are doubts over their future tax recoverability. Likewise, in each closing non-recognized deferred taxes are assessed in the balance sheet and these are subject to recognition to the extent that their recovery with future tax benefits is probable.

g) Income and Expenses

Income and expenses are allocated according to the accrual basis, i.e. where the real flow of goods and services occurs which these represent, irrespective of when the monetary or financial flow deriving from them occurs.

Income resulting from the sale of goods and provision of services is valued by the fair value of the consideration, received or to be received, that derives from these, which, unless there is evidence to the contrary, is the agreed price for these goods or services, less the amount of any discount, reduction or other similar items, as well as the interest incorporated into the face value of the credits.

Income from services is recognized when the result of the transaction can be estimated reliably, considering the percentage of completion of the service at the year-end date. Consequently, only income from the provision of services is accounted for when all and each of the following conditions:

- a) The amount of the income can be reliably valued.
- b) It is probable that the Group receives financial benefits or profits arising from the transaction.
- c) The extent of the transaction carried out, on the date of closure of the financial year, can be reliably valued, and
- d) The costs already incurred in the service's provision, as well as those that are yet to be incurred up to its completion, can be reliably valued.

h) Provisions and Contingencies

Debentures existing at the close of the financial year, resulting from past events which may occasion loss in equity for the Group, and whose value and time of cancellation are indeterminate, are recognized on the consolidated balance sheet as provisions and are valued by the current value of the best possible estimate for the amount necessary to cancel the obligation or transfer it to a third party.

i) Grants, Donations and Legacies

Non-refundable capital grants, as well as donations and legacies, are valued by the fair value of the amount granted or of the goods received. They are initially allocated directly as income in the Consolidated equity and recognized in the Consolidated Profit and Loss Account in proportion to the amortization undergone over the period by the assets financed through these grants, unless these are non-depreciable assets, in which case they will be allocated to the earnings of the financial year in which their alienation or de-recognition takes place.

Grants intended for cancelling debts are allocated as income for the financial year in which the cancellation occurs, unless they are received for a specific financing, in which case the allocation is made according to the item that is financed.

Refundable grants are recognized as long-term debt convertible into subsidies until they become non-refundable.

Operation grants are credited to the earnings of the financial year when they accrue.

j) Related-Party Transactions

In general, items forming the subject matter of a related-party transaction are initially recognized by their fair value. The subsequent valuation is made in accordance with the provisions laid down in the corresponding regulations.

k) Cash-Flow Statements

Cash-flow statements use the following expressions according to the meanings given below:

Cash and Equivalents: Cash is both cash in hand and demand deposits. Cash equivalents are financial instruments forming part of the Group's normal cash management, are convertible into cash, have initial maturities no greater than three months and are subject to little significant risk of change in their value.

Cash Stream-flows: inflows and outflows of cash or other equivalent resources, with the latter being understood as investments having terms under three months, high liquidity and low risk of changes in value.

Operating Activities: these are the activities that make up the principal source of the Group's ordinary income, as well as other activities that cannot be classified under investment or financing.

Investment Activities: acquisition, alienation or disposal by other means of long-term assets and other investments not included in cash or cash equivalents.

Financing Activities: activities that lead to changes in the size and composition of the equity and financial liabilities.

NOTE 4. MINORITY INTEREST

The breakdown of the value of minority interests in the equity of the consolidated subsidiaries as the end of the financial year 2016, is as follows, in Euros:

Group Company	Percentage of minority interests shareholders (holdings)	Equity	Others	Period results	Total Minority interests
Lleidanet Guatemala	20%	4.042,50	(139,13)	-	780,67
Lleidanet Honduras	30%	942,17	-	-	282,65
Lleidanet Brasil	0,01%	8.606,04	(2.345,72)	(5.721,21)	1,19
Lleidanet República Dominicana	0,02%	10.318,86	3.063,69	(3.334,28)	2,12
					1.066,63

NOTE 5. INTANGIBLE FIXED ASSETS

The details and changes in intangible fixed assets throughout the financial year 2016 were as follows, in euros:

	01/01/2016	Additions	De-Recognition	Transfers	31/12/2016
Cost:					
Research	8.650.801,99	918.682,68	(1.077.200,10)	-	8.492.284,57
Industrial Property	118.088,28	-	-	70.878,32	188.966,60
Computer applications	172.062,83	8.643,50	-	-	180.706,33
Advances for intangible fixed assets	494.398,12	148.152,37	-	(70.878,32)	571.672,17
	9.435.351,22	1.075.478,55	(1.077.200,10)	-	9.433.629,67
Accumulated amortization:					
Research	(4.979.374,90)	(1.037.099,60)	422.388,54	-	(5.594.085,96)
Industrial Property	(10.227,10)	(17.117,24)	-	-	(27.344,34)
Computer applications	(153.704,51)	(16.959,09)	-	-	(170.663,60)
	(5.143.306,51)	(1.071.175,93)	422.388,54	-	(5.792.093,90)
Intangible Fixed Assets, Net	4.292.044,71	4.302,62	(654.811,56)	-	3.641.535,77

The de-recognitions of the financial year correspond to project activations of research and development from previous years that the Group de-recognised based on the best information available at that date. These de-recognitions have generated a loss of 654.913,80 euros in the current year.

Fully-amortized and in-use items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of December 31, 2016, is the following, stating their cost values in Euros:

	31/12/2016
Research	3.892.212,03
Patents	1.376,84
Computer applications	167.566,20
	4.061.155,07

NOTE 6. TANGIBLE ASSETS

The details and changes in tangible fixed assets throughout the financial year 2016 is as follows, in euros:

	01/01/2016	Additions	31/12/2016
Cost:			
Land and buildings	172.228,55	-	172.228,55
Technical installations and machinery	258.126,00	-	258.126,00
Other installations, tools and furniture	79.150,73	-	79.150,73
Data processing equipment	254.900,86	16.168,44	271.069,30
Other tangible fixed assets	3.087,87	-	3.087,87
Fixed assets under construction	-	78.051,00	78.051,00
	767.494,01	94.219,44	861.713,45
Accumulated amortization:			
Land and buildings	(20.289,92)	(4.305,71)	(24.595,63)
Technical installations and machinery	(143.383,55)	(21.127,17)	(164.510,72)
Other installations, tools and furniture	(30.433,86)	(7.763,82)	(38.197,68)
Data processing equipment	(125.528,34)	(43.203,30)	(168.731,64)
Other tangible fixed assets	(2.182,66)	(463,18)	(2.645,84)
	(321.818,33)	(76.863,18)	(398.681,51)
Tangible Fixed Assets, Net	445.675,68	17.356,26	463.031,94

Fully-Amortized and in-Use Items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of December 31, 2016, is shown below stating their cost values in Euros:

	31/12/2016
Technical installations and machinery	43.468,70
Data processing equipment	72.102,06
	115.570,76

NOTE 7. LEASES AND OTHER OPERATIONS OF SIMILAR NATURE**7.1) Financial Leases (the Company as Lessee)**

The amount of the contingent payments recognized as an expense in the year 2016 is 241.072,35 euros.

The following is the breakdown of the total amount of the minimum future payments corresponding to the non-cancellable operating leases:

	2016
Up to 1 year	264.085,49
Between 1 and 5 years	201.298,30
More of 5 years	183.998,40
	649.382,19

NOTE 8. FINANCIAL ASSETS

The following is the breakdown of the long-term financial assets:

	Credits and Others Financial Assets 31/12/2016
Loans and receivable items (Note 8.2)	38.081,86

The breakdown of the short-term financial assets, is as follows, in euros:

	Credits and Others Financial Assets 31/12/2016
Assets at fair value through the profit and loss:	1.494.049,36
Cash or other liquid assets (Note 8.1)	1.494.049,36
Loans and receivable items (Note 8.2)	3.485.785,08
Total	4.979.834,44

8.1) Assets at Fair Value through the Profit and Loss

Cash and other Equivalent Liquid Assets

The detail of this assets as of December 31, 2016 is as follows, in euros:

	Balance as of 31/12/2016
Current Accounts	1.483.711,96
Cash	10.337,40
Total	1.494.049,36

8.2) Loans and Receivable Items

The composition of loans and receivable items as of December 31, 2016 is as follows:

	Balance as of 31/12/2016	
	Long-Term	Short-Term
Loans and receivables items for commercial transactions		
Costumers	-	2.173.702,32
Debtors	-	57.739,26
Total loans and receivables items for commercial transactions	-	2.231.441,58
Loans and receivables for non-commercial transactions		
Staff	-	1.338,00
Short-term deposits (*)	-	1.253.005,50
Securities and deposits	38.081,86	-
Total loans and receivables for non-commercial transactions	38.081,86	1.254.343,50
Total	38.081,86	3.485.785,08

(*) Short-term deposits have a maturity to short-term and accrue a market interest rate.

Trade and other receivables include impairments due to insolvency risks, as detailed below:

	Amount
Accumulated impairment January 1, 2016	488.616,83
Impairment losses on trade receivables	-
Accumulated impairment end of financial year 2016	488.616,83

NOTE 9. FINANCIAL LIABILITIES

Detail of long-term financial liabilities, is as follows:

	Debts with credit institutions 31/12/2016
Debts and payable items (Note 9.1)	1.923.559,08

Detail of short-term financial liabilities, is as follows:

	Debts with credit institutions	Others liabilities	Total
	31/12/2016	31/12/2016	31/12/2016
Debts and payable items (Note 9.1)	3.131.985,36	1.433.407,19	4.565.392,55

9.1) Debits and Payable Items

The breakdown as of December 31, 2016 is as follows, in euros:

	Balance as of 31/12/2016	
	Long-Term	Short-Term
For commercial transactions:		
Suppliers	-	1.197.573,01
Creditors	-	182.462,21
Total balances for commercial transactions		1.380.035,22
For non-commercial operations:		
Debts with credit institutions	1.800.679,35	3.131.985,36
Other debts	122.879,73	52.962,10
Debits and payable items	1.923.559,08	3.184.947,46
Staff (remuneration payable)	-	409,87
Total balances for non-commercial operations	1.923.559,08	3.185.357,33
Total debts and payable items	1.923.559,08	4.565.392,55

9.1.1) Debts with Credit Institutions

The breakdown of debts with credit institutions as of December 31, 2016 is as follows, in euros:

	Short-Term	Long-Term	Total
Credit lines	1.670.190,72	-	1.670.190,72
Loans	1.262.072,84	1.800.679,35	3.062.752,19
Discounted effects	199.721,80	-	199.721,80
	3.131.985,36	1.800.679,35	4.932.664,71

Loans

The detail of the bank loans as of December 31, 2016, expressed in Euros, is the following:

Company	Last maturity	Initial amount	Pending closing
Loan 11	30/04/2017	100.000,00	9.202,65
Loan 14	16/02/2018	300.000,00	119.948,52
Loan 16	30/04/2018	250.000,00	83.360,09
Loan 17	18/07/2018	300.000,00	102.240,10
Loan 18	10/10/2018	150.000,00	68.750,00
Loan 19	01/03/2018	300.000,00	127.962,20
Loan 21	12/03/2019	300.000,00	141.222,30
Loan 22	08/10/2019	250.000,00	179.818,59
Loan 24 (*)	15/10/2025	78.375,60	78.375,60
Loan 25	05/12/2018	400.000,00	269.718,34
Loan 27	30/04/2018	125.000,00	59.868,64
Loan 28	14/12/2019	300.000,00	227.371,01
Loan 29	25/02/2020	250.000,00	161.832,24
Loan 30	25/06/2020	150.000,00	132.055,00
Loan 31	14/12/2020	465.000,00	376.225,28
Loan 32	31/12/2020	287.619,11	232.932,04
Loan 34	31/03/2019	350.000,00	272.222,24
Loan 35	29/09/2019	500.000,00	419.647,35
		4.855.994,71	3.062.752,19

(*) It corresponds to a loan granted by the CDTI

Credit Lines

As of December 31, 2016, the Group has credit policies granted with a total limit amounting to 1.776.000 euros, which amount drawn at the aforementioned date is 1.670.190,72 euros.

Lines of Discounted Effects and Import Advances

As of December 31, 2016, the Company has discount policies granted with a total limit amounting to 1.175.000 euros, the amount of which is as follows to date 199.721,80 euros.

9.1.2) Other Debts

The balance of other debts includes a debt held by the Group with the Institut Català de Finances (ICF). The amount initially granted by this entity was 336.737,98 euros of which at the end of the year 2016 are pending 176.344,29 euros. The maturity of this debt is April 29, 2020.

9.2) Other Information related to Financial Liabilities**a) Classification by Maturity Date**

The breakdown of the maturity dates of the liability financial instruments as the end of the financial year 2016 is the following:

	Maturity years						Total
	2017	2018	2019	2020	2021	More than 5 years	
Financial debts:	3.131.985,36	1.022.099,76	531.103,75	199.167,90	48.307,94	-	4.932.664,71
Debts with credit institutions	3.131.985,36	1.022.099,76	531.103,75	199.167,90	48.307,94	-	4.932.664,71
Other debts	52.962,10	53.464,56	53.464,56	15.950,61	-	-	175.841,83
Commercial creditors and other payable items:	1.380.445,09	-	-	-	-	-	1.380.445,09
Suppliers	1.197.573,01	-	-	-	-	-	1.197.573,01
Sundry creditors	182.462,21	-	-	-	-	-	182.462,21
Staff	409,87	-	-	-	-	-	409,87
Total	4.565.392,55	1.075.564,32	584.568,31	215.118,51	48.307,94	-	6.488.951,63

b) Breach of Contractual Obligations

No incidence has been produced in breach of the obligations relating to the loans received from third parties.

NOTE 10. INFORMATION ON THE DEFERMENT OF PAYMENTS MADE TO SUPPLIERS. THIRD ADDITIONAL PROVISION. "DUTY TO INFORM" OF LAW 15/2010, OF JULY 5

As indicated in the third additional provision. Duty to inform of Law 15/2010, of July 5 (modified by Law 31/2014), to amend Law 3/2004 of December 29, by which are established measures to combat late payment in commercial transactions and with regard to the resolution January 29, 2016, of the Institute of Accounting and Audit Statements, about the information to include in the Notes to the Annual Accounts with regard to the average payment period to suppliers in commercial transactions, is as follows:

	Payments made and pending payment on the Closing Date Balance
	Financial year 2016 Days
Average payment period to suppliers	37,63
Ratio paid operations	36,62
Ratio of outstanding payment transactions	41,72
	Financial year 2016 Days
Total payments	5.977.426,16
Total outstanding payments	1.470.181,66

These Consolidated Financial Statements, in application of the aforementioned resolution, do not present comparative information corresponding to this new reporting obligation, and these Consolidated Financial Statements are classified as initial for exclusive purposes with regard to the application of the principle of uniformity and the comparability requirement of the Consolidated Financial Statements as indicated in Note 2.d.

NOTE 11. INFORMACIÓN SOBRE LA NATURALEZA Y EL NIVEL DE RIESGO PROCEDENTE DE INSTRUMENTOS FINANCIEROS

Group activities are exposed to various types of financial risk, most especially credit, liquidity and market risks (exchange rate, interest rate and other price risks).

11.1) Credit Risk

The Group's main financial assets are cash and cash balances, trade and other receivables and investments, which represent the Group's maximum exposure to credit risk in relation to financial assets.

The Group's credit risk is attributable mainly to its commercial debts. The amounts are reflected in the net balance of provisions for bad debts, estimated by the Parent Company's management based on the experience of previous years and its assessment of the current economic environment.

11.2) Liquidity Risk

The general situation of financial markets, especially the banking market, has been particularly unfavourable for credit claimants. The Group pays constant attention to the evolution of the different factors that can help to solve liquidity crises, and especially to the sources of financing and their characteristics.

11.3) Market Risk

The general market situation during the last years has been unfavourable due to the difficult economic situation of the environment.

11.4) Exchange Rate Risk

The Group is not exposed to a significant exchange rate risk and therefore does not trade in hedging instruments.

11.5) Interest Rate Risk

Changes in interest rates modify the fair value of assets and liabilities bearing a fixed interest rate as well as the future flows of assets and liabilities referenced to a variable interest rate.

The objective of interest rate risk management is to achieve a balance in the debt structure that will minimize the cost of debt over the multiannual horizon with a reduced volatility in the Profit and Loss Account.

NOTE 12. EQUITY**12.1) Share Capital of Parent Company****12.1) Share Capital**

As of December 31, 2016, the share capital amounts to 320.998,86 euros and is represented by 16.049.943 registered shares of 0,02 euros nominal each, fully subscribed and paid up. These holdings enjoy equal political and economic rights.

The company with a direct or indirect stake equal to or greater than 10% of the share capital is as follows, in euros:

	N° Shares	% Shares
SESD, FCR	3.413.680	21,27%

Capital Increase

By virtue of the admission to trading on the Alternative Stock Market, the Parent Company carried out the following transactions in its share capital:

- On June 1, 2015, a General Shareholders' Meeting resolved to split the shares of the Parent Company by reducing the par value of the shares by 60,10 euros at a nominal value of 0,02 euros per share. In this operation, 3.005 shares were generated for each old share, with the capital stock being formed by 11.812.655 shares with a nominal value of each share at nominal 0,02 euros each.
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Shareholders' Meeting to modify the system of representation of the shares, transforming the nominative securities representing the shares in which the Parent Company's capital is divided into account entries.
- On June 1, 2015, it was resolved by means of a General Meeting of Shareholders to modify the transmission regime of the shares of the Parent Company, passing this transfer of shares to be free and not subject to consent or authorization by the Company nor by shareholders
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Meeting of Shareholders to request the incorporation in the segment of Companies in Expansion of the Alternative Stock Market of all the shares representing the Parent Company.
- On September 30, 2015, it was agreed to increase the Parent Company's Capital Stock by 84.745,78 euros through the issuance of 4.237.288 shares with a nominal value of 0,02 euros and a share premium of 1,16 euros per share. This extension is fully subscribed and disbursed.

12.2) Reserves

The breakdown for Reserves is as follows, in euros:

	31/12/2016
Legal Reserve	47.503,72
Voluntary Reserves	1.461.031,56
Negative results from previous years	(1.961.268,90)
	(452.733,62)

12.3) Share Premium

This reserve amounted to 5.244.344,28 euros, of which 329.090,20 euros arose as a result of the capital increase carried out in 2007 and 4.915.254,08 euros arose as a result of the capital increase carried out in the 2015 exercise for the departure of the Parent Company to the Alternative Stock Market. It has the same restrictions and can be used for the same purposes as voluntary reserves, including their conversion into share capital.

12.4) Own Shares

The Board of Shareholders of the Parent Company agreed on June 1, 2015 to authorize the Parent Company's Board of Directors for the derivative acquisition of treasury shares under the terms established by current legislation. These acquisitions of own shares have been made through the liquidity provider Beka Finance, making available a total value of 1.200.000 euros to be able to carry out transactions of own shares, in accordance with the provisions of the Alternative Market and are valued at acquisition cost.

As of December 31, 2016, the Parent Company holds own shares for an amount of 898.227,80 euros.

NOTE 13. FOREIGN CURRENCY

The most significant foreign currency balances at the end of the year 2016, totalled in euros and broken down into their foreign currency equivalent, are as follows:

	EUROS	USD	GBP	COP	DOP
CURRENT ASSETS	386.829,56	183.785,78	59.457,57	388.955.521,99	953.516,88
Trade debtors and other accounts receivable	209.140,16	110.167,15	59.457,57	71.593.133,00	601.278,11
Cash	177.689,39	73.618,63	-	317.362.388,99	352.238,77
CURRENT LIABILITIES	318.499,48	277.404,96	40.130,16	16.533.018,23	149.929,08
Trade creditors and other payable accounts	318.499,48	277.404,96	40.130,16	16.533.018,23	149.929,08

The most significant transactions carried out during the year 2016, totalled in euros and broken down into the equivalent in foreign currency, are as follows:

	EUR	USD	GBP	CLP	COP	MXN	ZAR	BRL	DOP
Purchases and services received	276.511,06	165.158,15	21.847,17	8.239.129	239.898.770	24.905,51	44.203,70	28.974,55	166.297,76
Sales and services given	409.586,42	199.222,96	54.130,61		- 45.007.387 0	-	-	6.866,84	106.608,96

NOTE 14. TAX SITUATION

The following is the breakdown of the balances with the Tax Authorities as of December 31, 2016, in euros:

	31/12/2016	
	Receivable	Payable
Non-current:		
Deferred Tax Assets	138.100,65	-
Current:		
Value Added Tax	1.863,05	5.152,40
Grants receivable (*)	16.532,78	-
Income Tax retentions	-	44.061,57
Company Tax	22.328,12	-
Social Security bodies	3.553,20	41.893,68
	44.277,15	91.107,65

Tax Situation

In accordance with current legislation, tax payments cannot be considered final until they have been inspected by the tax authorities, or until the statute barring period of four years has passed.

As of December 31, 2016, the Group has open to tax inspection all the taxes to which it is subject from the financial year 2012 to the 2016 financial year. Consequently, as a result of possible inspections, additional liabilities could arise to those registered by the Group. However, the Directors of the Parent Company and its tax advisors consider that such liabilities, if they occur, would not be significant on the Annual Accounts taken as a whole.

Profit Tax

The conciliation of the net amount of income and expenses for the year 2016 of the Parent Company with the taxable income tax base is as follows:

Profit and Loss Account			
Financial year's earnings (After taxes)			(1.407.337,24)
	<i>Increase</i>	<i>Decrease</i>	<i>Net Effect</i>
Profit tax	-	-	-
Permanent differences	17.513,99	-	17.513,99
Taxable income (tax result)			(1.389.823,25)

The following are the calculations made with regard to the Company Tax to be paid, in Euros:

	2016
Charge at 25 % of Taxable Income	-
Deductions	-
Net tax payable	-
Less: withholdings and payments	(1.409,87)
Tax payable	(1.409,87)

The main components of corporate income tax expense are as follows:

	2016
Current tax	3.280,44
Deferred tax	-
	3.280,44

The movement of deferred taxes generated and cancelled during the year 2016 is detailed below in euros:

	Balance as of 01/01/2016	Generated	Balance as of 31/12/2016
Deferred tax assets:			
Tax credits	138.100,65	-	138.100,65

Deductions Pending Application

As of December 31, 2016, the Group has the following deductions to apply:

Year of Origin	Amount
2005	13.460,45
2006	71.214,06
2007	75.820,66
2008	201.266,41
2009	172.071,08
2010	181.164,26
2011	214.961,29
2012	251.779,01
2013	243.153,60
2014	296.428,70
2015	370.874,02
2016	188.991,46
	2.281.185,00

NOTE 15. INCOME AND EXPENSES**a) Supplies**

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows, in Euros:

	2016
Consumption of merchandise	
Domestics	2.451.761,17
Intra-Community Acquisitions	735.606,03
Imports	722.457,63
	3.909.824,83

b) Staff expenses

The staff expenses as in the Profit and Loss Account are composed as follows:

	2016
Company Social Security contributions	355.158,22
Other welfare costs	104.309,63
	459.467,85

c) Financial Results

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows:

	2016
Financial incomes	5.860,11
Other financial incomes	5.860,11
Financial expenses	(183.493,79)
For debts with credit institutions	(183.493,79)
Change in fair value of financial instruments	(5.801,05)
Exchange differences	400,88
Financial Result Positive / (Negative)	(183.033,85)

d) Other Incomes

The Group has registered 482.398,32 euros as Other Results corresponding to a fine imposed by an international operator due to discrepancies in the traffic sent. In the year 2014, an amount of 227.398,32 thousand euros was paid, with the objective of not suffering the cut of the interconnection and were registered within the debtors section, pending as of December 31, 2016 a total of 127 thousand euros ending the payment of the same on April 1, 2017.

NOTE 16. INFORMATION ON THE ENVIRONMENT

The Group has no assets, nor has it incurred expenses, aimed at minimizing the environmental impact and protecting and improving the environment. There are likewise no provisions for risks and expenses and no contingencies relating to protection and improvement of the environment.

NOTE 17. CONTINGENCIES

In 2014 the Group received an invoice from a European operator as an economic fine for the alleged breach of the interconnection contract signed with the Group, which is also considered to be erroneous.

At the end of 2015, the possibility of payment for this contingency remained unlikely, and this contingency was qualified as remote by the Group's legal advisers.

In 2016 this situation was resolved and had an impact on the income statement as detailed in Note 14.d.

NOTE 18. SUBSEQUENT EVENTS

On January 31, 2017 the Group acquired 2% of the company e.Kuantia, a financial company specialising in issuance of payment methods and electronic money, for an amount of 143.880 euros.

NOTE 19. CONSOLIDATED EARNINGS

The following is the breakdown for the financial year 2016 of the Consolidated Earnings in Euros:

Subsidiary	Individual Earnings of the Companies	Shareholding	Earnings Attributed to Parent Company	Earnings Attributed to Minority Interests
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.	(1.407.337,24)	-	(1.407.337,24)	-
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	(17.010,00)	100%	(17.010,00)	-
Lleidanet USA Inc	39.818,23	100%	39.818,23	-
Lleidanet Honduras, SA	-	70%	-	-
Lleidanet Dominicana, SRL	(3.334,28)	99,98%	(3.333,61)	(0,67)
Lleida SAS	(4.153,83)	100%	(4.153,83)	-
Lleida Chile SPA	-	100%	-	-
Lleidanet do Brasil Ltda	(5.721,21)	99,99%	(5.720,64)	(0,57)
Lleidanet Guatemala	-	80%	-	-
Portabilidades Españolas, S.A.	-	100%	-	-
Lleidanet Costa Rica	-	100%	-	-
Lleidanet Perú	(3.952,76)	100%	(3.952,76)	-
			(1.401.689,85)	(1,24)

The adjustments made to the attributed result associated to Parent Company is as follows:

Individual results attributed to Parent Company	(1.401.689,85)
Consolidation adjustments:	
Transaction elimination	(27.208,09)
Total	(1.428.897,94)

NOTE 20. TRANSACTIONS WITH RELATED PARTIES**20.1) Balances and Transactions with the Directors of the Parent Company and Senior Executives**

The remuneration accrued during the financial year 2016 by the Board of Directors of the Parent Company amounted to 69.000 euros.

The Senior Management tasks are performed by two members of the same Board of Directors, with compensation for salaries and wages amounting to 164.423,73 euros.

As of December 31, 2016, there are no credits or advances with the Board of Directors of the Parent Company, as well as commitments for pension supplements, guarantees or guarantees granted in its favour.

Other Information Regarding the Board of Directors

Pursuant to the Capital Companies Law, it is reported that the members of the Parent Company's Management Body do not hold interests in other companies with the same, similar or complementary corporate purpose.

In accordance with the above-mentioned Law Capital Companies, it is also reported that the members of the Board have carried out no activity, on their own behalf or on behalf of others, with the Group, which may be considered to be not in accordance with normal trading and not carried out under normal market conditions..

NOTE 21. OTHER INFORMATION

The average number of employees during the financial year 2016, which does not differ significantly from the number of employees at the end of the year, broken down by category and sex, is as follows:

2016				
	Men	Women	Total	Disability greater than or equal to 33%
Senior Executives	1	1	2	-
Administration	-	3	3	1
Commercial	7	3	10	-
Human Resources	14	4	18	-
Production	-	2	2	-
Maintenance	-	5	5	-
Reception	1	3	4	-
TOTAL	23	21	44	1

The fees accrued for the individual and consolidated audit services in the annual accounts for the year ended 31 December 2016 amounted to 19.000 euros. The fee for other verification services for the limited review of the annual accounts amounted to 9.000 euros. In addition, the fees accrued for other services amounted to 8.000 euros.

NOTE 22. SEGMENTED INFORMATION

The distribution of the net amount of turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by category and / or business segment, is shown below:

Business Areas (in thousands of euros)	2016	
	Euros	%
Certified electronic communications	1.176	15%
SMS Solutions	5.975	74%
Data Validation	804	10%
Other Operations	99	1%
Total	8.054	100%

The distribution of the net turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by geographic markets, is shown below, in euros:

Description of geographic markets	2016	
	Euros	%
Domestic	4.780.373,01	59,35%
European Union	1.729.117,24	21,47%
Rest of the World	1.544.531,78	19,18%
Total	8.054.022,03	100%

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE FINANCIAL YEAR 2016

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE FINANCIAL YEAR 2016

1. BUSINESS EVOLUTION

In 2016, the group formed by Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. and its subsidiaries (hereinafter Lleida.net group) achieved a gross margin on sales of 51%, with a turnover of 8.054 thousand euros.

- The change of sales mix, with an increasingly important relative weight of sales of products certified as data validation.

- Optimisation of processes through R&D projects has enabled more efficient management of SMS traffic, which has managed to increase profitability.

- The internationalisation of both the ICX and the commercial part has given access to new clients and potential suppliers.

The group has achieved an EBITDA without extraordinary results of 1.130 thousand euros due to the increase in the margin, as well as the containment of operating expenses. EBITDA at the end of the year amounted to 559 thousand euros.

<i><u>Data in thousands of euros</u></i>	TOTAL 2016
Sales	8.054,00
Cost of sales	(3.910,00)
Gross Margin	4.144,00
Salaries	(1.927,00)
External Services	(2.004,00)
Other incomes	(1,00)
EBIDTA without extraordinary results or activations	212,00
Activations	918,00
EBIDTA without extraordinary results	1.130,00
Other Results	(486,00)
Compensations	(85,00)
EBIDTA	559,00
Amortization	(1.147,00)
Impairment and results from disposals	(655,00)
Operating result	(1.243,00)
Financial expenses and incomes	(183,00)
Profit before taxes	(1.426,00)

The Lleida.net Group continues with its strategy focused on innovation, with continuous investments in R&D for the development and launch of new products, as well as in internationalization. In 2016, the Group opened new subsidiaries in Latin America, specifically in Costa Rica and Peru. The subsidiary in the United States is already showing positive results, thanks to the acquisition of new customers, and the Colombian subsidiary is close to generating profits and has enabled one person to be added to the workforce in December.

2. SIGNIFICANT EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

On February 2, 2017, the parent company, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. bought 2% of Sociedad e.Kuantia EDE, a financial entity specialized in issuing means of payment and electronic money. This investment is part of the Platform4Equity program developed by Lleida.net to invest and support companies with wide potential for using electronic certification and contracting services developed by the Company.

In January, the South African Patent Office and the Taiwan Patent Office have granted the patent applied for by the technology company Lleida.net for its product of reception of certified electronic mail with the denomination METHOD FOR THE REGISTRATION AND CERTIFICATION OF RECEIPT OF ELECTRONIC MAIL of numbers 2015/02567 and I555353 respectively. This is the first patent received by Lleida.net in the South African and Taiwanese market for this service, with a validity of 20 years also respectively from the date of filing.

In February, the Company received notification from the European Patent Office of the grant of European patent EP2632096 - Method for certifying delivery of electronic Messages valid for 20 years. The granting of this European patent will allow to protect the method developed by Lleida.net in 38 countries among which are countries such as Spain, Germany, France, England, Holland, Italy, Norway and Sweden among others and joins those already granted by the same method in Japan and USA. At the same time, the granting of this patent allows Lleida.net to have a competitive advantage since the sending of certified e-mails is a key piece for the development of online services, especially banking and insurance world, in addition to services fintech and insurtech.

3. PROBABLE EVOLUTION OF THE GROUP

The forecasts for 2017 are to increase the group's gross margin, reinforcing sales of certified products and increasing the profitability of SMS sales and data validation.

In relation to international sales, we have significant growth in LATAM, and relevant agreements have been signed with international partners in EMEA.

4. RESEARCH ACTIVITIES

In 2016, the group invested 917 thousand euros in research activities which focused on the development of the e-mail certificate, the development of the data structure and the development of the RIU project.

RIU is the platform for identification by videoconference in onboarding processes, developed especially for the financial sector.

It complies with the authorisation for non-attendance identification procedures issued on 12 February 2016 by SEPBLAC (Commission for the Prevention of Money Laundering and Monetary Offences).

5. OPERATIONS WITH OWN SHARES

In accordance with the regulations of the Alternative Stock Market, the company signed a liquidity agreement with the placing bank on the occasion of its market launch. This agreement establishes both the delivery of a certain amount of own shares and the deposit of an amount of cash. The objective of this contract is to allow investors to trade the company's shares, ensuring that any interested person has the possibility of buying or selling shares.

On August 12, 2016, the Board of Directors approved the acquisition of own shares with a maximum amount of 200 thousand euros.

As of 31 December 2016, the parent company held 816.991 shares with a valuation on that date of 506.534,42 euros, which represented 5.09% of the shares of Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.

6. RISK AND UNCERTAINTY

At the date of preparation of this Directors' Report, no other significant risks or additional uncertainties have been identified that could affect the good running of the group of companies.

* * * * *

**PREPARATION OF THE CONSOLIDATED
ANNUAL ACCOUNTS AND DIRECTOR'S REPORT**

In compliance with company law, the Board of Directors of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES** draws up the Consolidated Annual Accounts and the Consolidated Director's Report for the financial year 2016, which comprises the attached pages number 1 to 39.

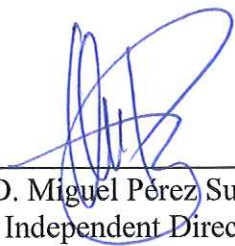
Lleida, March 29, 2017
The Board of Directors



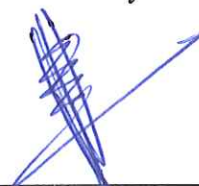
D. Francisco Sapena Soler
Chairman and Chief Executive Officer



D. Marcos Gallardo Meseguer
Secretary



D. Miguel Pérez Subias
Independent Director



D. Antonio López del Castillo
Independent Director



D. Jordi Carbonell i Sebarroja
Independent Director



Dña. Arrate María Usandizaga Ruíz
Executive Director



D. David Ángel Pereira Rico
External Director



Institut Català de Finances Capital,
S.G.E.I.C., S.A.U.
Represented by
D. Emilio Gómez Jané
External Director

BDO Auditores S.L.P., es una sociedad limitada española, y miembro de BDO International Limited, una compañía limitada por garantía del Reino Unido, y forma parte de la red internacional BDO de empresas independientes asociadas.

BDO es la marca comercial utilizada por toda la red BDO y para todas sus firmas miembro.

bdo.es
bdo.global




Auditoría & Assurance | Advisory | Abogados | Outsourcing



LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS AND CONSOLIDATED DIRECTOR'S REPORT FOR THE FINANCIAL YEAR 2017 TOGETHER WITH THE AUDIT REPORT ON THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS ISSUED BY AN INDEPENDENT AUDITOR

(Translation from the consolidated Annual Accounts to be issued originally in Spanish and prepared in accordance with generally accepted accounting principles in Spain. In the event of a discrepancy, the Spanish-language version prevails)





**LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES**

Consolidated Annual Accounts and Consolidated
Director's Report for the financial year 2017 together
with the Audit Report on the Consolidated
Annual Accounts issued by an Independent Auditor

**AUDIT REPORT ON THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS ISSUED BY AN INDEPENDENT
AUDITOR**

CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS FOR THE FINANCIAL YEAR ENDED DECEMBER 31, 2017

Consolidated Balance Sheets as of December 31, 2017 and December 31, 2016
Consolidated Income and Expenses Statement for the year ended on December 31, 2017 and
December 31, 2016.
Consolidated Statements of Changes in Equity for the year ended on December 31, 2017 and
December 31, 2016.
Consolidated Statements of Cash Flows for the year ended on December 31, 2017 and
December 31, 2016.
Notes to the Consolidated Annual Accounts 2017

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2017



**LLEIDANET SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARY COMPANY**

**AUDIT REPORT ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS
ISSUED BY AN INDEPENDENT AUDITOR**

(Translation from the report issued originally in Spanish.
In the event of a discrepancy, the Spanish-language version prevails)

**Audit report on the consolidated financial statements
Issued by an independent auditor**

To the Shareholders of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.:**

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.** (the Parent) **AND ITS SUBSIDIARIES** (the Group), which comprise the consolidated balance sheet at December 31, 2017, the consolidated income statement, the consolidated statement of changes in equity, the consolidated statement of cash flows and the notes to the consolidated financial statements for the year then ended.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements give, in all material respects, a true and fair view of the Company's equity and financial position at December 31, 2017, as well as its consolidated results and cash flows for the financial year ending on said date, in accordance with the application of the regulatory framework of financial information (identified in note 2.a of the consolidated annual report) and, in particular, with the accounting principles and criteria contained therein.

Basis of opinion

We have performed our audit in accordance with the regulations governing the auditing of accounts in force in Spain. Our responsibilities under these standards are described below in the section on the auditor's responsibilities for the audit of the annual accounts in our report.

We are independent from the Group in accordance with the ethical requirements, including those of independence, which are applicable to our audit of the financial statements in Spain as required by the regulations governing the activity of auditing accounts. Accordingly, we have not provided services other than those of the audit of accounts nor have concurred situations or circumstances that, in accordance with the provisions of the aforementioned governing regulations, have compromised the necessary independence.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Key audit issues

The key audit matters are matters that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current period. Our audit procedures relating to these matters were designed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in the formation of our opinion on these and we do not express a separate opinion on those matters.

Key audit issues	Audit response
<p data-bbox="272 425 798 481">Valuation of capitalized research expenditures</p> <p data-bbox="272 481 798 929">As described in notes 3.b and 5 of the attached consolidated Annual Accounts, the Group has intangible assets capitalised regarding research project expenses of a significant amount. These expenses must be specifically identified by projects and have economic-commercial profitability reasons, among other requirements, in order to be capitalised in the Group's balance sheet. In addition, the evaluation by management and administrators of the Parent Company of its recoverable value or the need for impairment implies the making of value judgments and estimates. For these reasons, we have considered the valuation of these assets as a key issue of our audit.</p>	<p data-bbox="798 425 1329 504">We have carried out the following audit procedures, among others:</p> <ul data-bbox="798 504 1329 1529" style="list-style-type: none"><li data-bbox="798 504 1329 593">- Understanding of the policies and procedures applied by the Group.<li data-bbox="798 593 1329 795">- We have analysed a sample of the capitalisation of the projects during the year, obtaining evidence such as the hours and cost of the same incurred by the workers in the different projects and the cost of external collaborations.<li data-bbox="798 795 1329 929">- We have obtained the certificates issued by an independent third party on the projects regarding the validity of the capitalised amounts.<li data-bbox="798 929 1329 1153">- We have analysed the sales projections of the different projects, improvements in profitability and actual sales for the year, with the aim of analysing the goodness of the data, the reasonableness of the hypotheses, the degree of compliance to date and the deviations in past estimates.<li data-bbox="798 1153 1329 1288">- We have verified the correct amortization of the different projects activated based on the useful life of the aforementioned projects.<li data-bbox="798 1288 1329 1529">- Finally, we have verified that the notes to the accompanying consolidated annual accounts include the related disclosures required by the applicable financial reporting framework. In this respect, notes 3 b and 5 to the accompanying consolidated annual accounts include the aforementioned disclosures.

Key audit issues	Audit response
<p>Application of the going concern principle</p> <p>As described in note 2.c. from the attached consolidated report, the Group presents, as of December 31, 2017, a negative working capital amounting to 565,595 euros.</p> <p>Also, given the degree of indebtedness, it is necessary for the Group to comply with its business plan, as well as the achievement of new financing through new loans and renewal of credit policies. During fiscal year 2017, as well as during fiscal year 2018, up to the date of this audit report, the Group is generating a positive cash flow and both the renewal of policies and the hiring of a new loan are taking place.</p> <p>These circumstances are factors causing doubts regarding the application of the going concern principle in the draw up of the consolidated annual accounts, since they imply the realization of value judgments and estimates. For these reasons, we have considered the application of the going concern principle as a key issue of our audit.</p>	<p>We have carried out the following audit procedures, among others:</p> <ul style="list-style-type: none">- Understanding of the policies and procedures applied by the Group in the process of estimating the Business Plan and Treasury Budget.- Obtaining the Business Plan and Treasury Budget prepared by the Parent Company Management.- Obtaining support documentation regarding both the contracting of new loans and the renewal of credit policies when due.- We have analyzed the reasonableness of the estimates and assumptions of the Business Plan and the Treasury Budget, made by the Parent Company's directors, through meetings with the Group Management and verification of verifiable data, both of the key assumptions used, as well as concordance of these with those used in previous periods by the Group.- We have evaluated the goodness of the Management's forecasts comparing the deviations and reasons for these between the budgeted and actual figures corresponding to the last years.- We have analyzed the degree of compliance of both the Business Plan and the Treasury Budget based on figures for the 2018 financial year, and we have analyzed the financial situation to date.- Finally, we have verified that the notes to the accompanying consolidated annual accounts include the related disclosures required by the applicable financial reporting framework. In this respect, notes 2 c to the accompanying consolidated annual accounts include the aforementioned disclosures.

Other information: Management report

The other information comprises exclusively the management report for the financial year 2017, the formulation of which is the responsibility of the Parent's directors and does not form an integral part of the consolidated financial statements.

Our audit opinion on the consolidated annual accounts does not cover the consolidated annual report. Our responsibility over the consolidated management report, in accordance with what is required by the regulations governing the audit activity, consists of evaluating and reporting on the consistency of the consolidated management report with the consolidated financial statements, based on the knowledge of the Entity obtained in performing the audit of the aforementioned consolidated accounts and without including information other than that obtained as evidence during the same. Likewise, our responsibility is to evaluate and report that the content and presentation of the management report are in accordance with the applicable regulations. If, based on the work we have performed, we conclude that there are material misstatements, we are obliged to report this.

Based on the work performed, as described in the preceding paragraph, the information contained in the consolidated management report agrees with that in the consolidated financial statements for financial year 2017 and its content and presentation are in accordance with the applicable regulations.

The responsibility of the management and the audit in the respect committee of the consolidated financial statements

The management of the Parent are responsible for formulating the accompanying financial statements so that they give a true image of the consolidated assets, the consolidated financial situation and the consolidated results of the Company, in accordance with the regulatory framework on financial information applicable to the Entity in Spain, and of the internal control that they consider necessary to allow the preparation of the financial statements free of material misstatement, due to fraud or error.

In the preparation of the consolidated financial statements, the management are responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, revealing, as appropriate, the matters related with a company in operation and using the accounting principle of a going concern except if the management intend to liquidate the Company or cease operations, or if there is no other realistic alternative.

The Parent's audit committee is responsible for supervising the preparation and presentation of the consolidated financial statements.

The auditor's responsibility for the audit of the consolidated financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance that the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, due to fraud or error, and to issue an audit report that contains our opinion.

Reasonable assurance is a high level of assurance, but it does not guarantee that an audit conducted in accordance with the regulations governing the audit activity in force in Spain will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with the regulations governing the account auditing activity in Spain, we exercise professional judgment and maintain an attitude of professional scepticism throughout the entire audit. Also:

- We identify and assess the risks of material misstatement in the consolidated financial statements, due to fraud or error, design and perform audit procedures to respond to those risks and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or circumvention of internal control.
- We obtain knowledge of the internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control.
- We evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of the accounting estimates and disclosures by the Parent's directors.
- We conclude whether the use, by the Parent's directors, of the accounting principle of the Group as a going concern is adequate and, based on the audit evidence obtained, we conclude on whether or not there is material uncertainty related to events or conditions that can generate significant doubts about the ability of the Group to continue as a going concern. If we conclude that there is material uncertainty, we are required to draw attention in our audit report to the corresponding information disclosed in the financial statements or, if such disclosures are not adequate, we express a modified opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained at the date of our audit report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to be a going concern
- We evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We are required to communicate with the Parent's audit committee regarding, amongst other matters, the planned scope and timing of the audit and significant findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during the course of the audit.

We also required the Parent's audit committee with a statement that we have complied with the relevant ethical requirements, including those of independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

Among the matters that have been communicated to the Group's audit committee, we determine those that have been of the greatest significance in the audit of the financial statements for the current period and that are, consequently, the key issues of the audit.

We describe these matters in our audit report unless legal or regulatory provisions prohibit public disclosure of the matter.

Report on other legal and regulatory requirements

Additional report to the Parent's Audit Committee

The opinion expressed in this report is consistent with that expressed in our additional report to the Parent's Audit Committee dated 12 March 2018.

Contract period

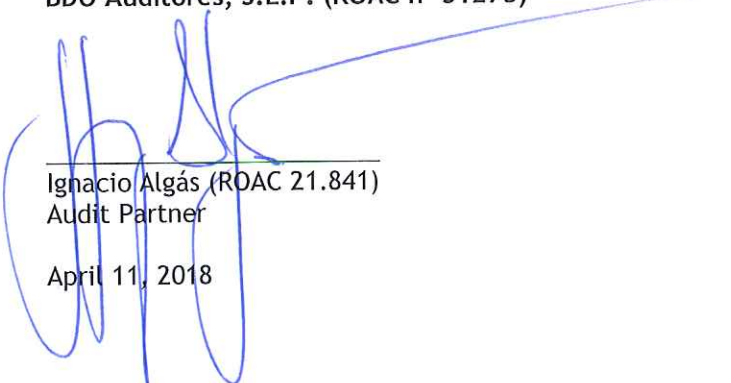
The Extraordinary General Shareholders' Meeting held on June 13, 2016 appointed us as the Group's auditors for a period of three years, starting from the year ended December 31, 2016.

Previously, we were appointed by resolution of the General Shareholders' Meeting for the three-year period and we have been auditing the accounts uninterrupted since the year ended December 31, 2007, and the Parent Company has been a Public Interest Entity (PIE) since 2015.

Services provided

The services, other than the audit of accounts, provided to the Group are detailed in Note 20 to the consolidated financial statements.

BDO Auditores, S.L.P. (ROAC nº S1273)



Ignacio Algás (ROAC 21.841)
Audit Partner

April 11, 2018

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS FOR
THE PERIOD ENDED ON DECEMBER 31, 2017

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS AS OF DECEMBER 31, 2017 AND 2016

(Expressed in Euros)

ASSETS	Notes to the Consolidated Annual Accounts	31/12/2017	31/12/2016
NON-CURRENT ASSETS		4.579.953,77	4.306.218,46
Intangible assets	Note 5	3.847.507,50	3.641.535,77
Tangible fixed assets	Note 6	387.817,47	463.031,94
Land and buildings		143.327,21	147.632,92
Technical installations and other tangible fixed assets		244.490,26	237.348,02
Fixed assets in the course of construction and advances		-	78.051,00
Long-term investments in group and affiliated companies		16.708,11	25.468,24
Shares in equity method		16.708,11	25.468,24
Long-term financial investments	Note 8	189.820,04	38.081,86
Deferred Tax Assets	Note 14	138.100,65	138.100,65
CURRENT ASSETS		4.056.611,85	5.249.790,42
Trade and other receivables		2.289.412,62	2.278.152,30
Client receivables for sales and services	Note 8.2	2.172.207,60	2.173.702,32
Sundry debtors	Note 8.2	38.993,92	57.739,26
Staff	Note 8.2	4.625,00	1.338,00
Current tax assets	Note 14	29.693,49	22.328,12
Other receivables from Public Authorities	Note 14	43.892,61	23.044,60
Short-term financial assets	Note 8.2	1.012.416,64	1.253.005,50
Short-term accruals		224.784,46	224.583,26
Cash and cash equivalents	Note 8.1.a	529.998,13	1.494.049,36
Cash		529.998,13	1.494.049,36
TOTAL ASSETS		8.636.565,62	9.556.008,88

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES
CONSOLIDATED BALANCE SHEETS AS OF DECEMBER 31, 2017 AND 2016
 (Expressed in Euros)

EQUITY AND LIABILITIES	Notes to the Consolidated Annual Accounts	31/12/2017	31/12/2016
EQUITY		2.871.332,11	2.816.947,10
Equity		2.765.485,06	2.785.483,78
Capital	Note 12.1	320.998,86	320.998,86
Share Capital		320.998,86	320.998,86
Issue Premium	Note 12.3	5.244.344,28	5.244.344,28
Reserves	Note 12.2	(1.923.760,42)	(452.733,62)
Legal and statutory		47.503,72	47.503,72
Other Reserves		(1.971.264,14)	(500.237,34)
(Shares and own holdings in equity)	Note 12.4	(935.557,23)	(898.227,80)
Financial year result attributed to the parent company	Note 18	59.460,37	(1.428.897,94)
Consolidated Losses and Profits		59.457,38	(1.428.896,70)
(Minority interest losses and profits)		2,99	(1,24)
Adjustments for changes in value		105.158,54	30.396,69
Minority interests	Note 4	687,71	1.066,63
NON-CURRENT LIABILITIES		1.143.026,35	1.923.559,08
Long-term debts		1.143.026,35	1.923.559,08
Debts with credit institutions	Note 9.1	1.023.296,73	1.800.679,35
Financial lease debts	Note 9.1	48.443,90	-
Other financial liabilities	Note 9.1	71.285,72	122.879,73
CURRENT LIABILITIES		4.622.207,16	4.815.502,70
Short-term provisions		31.320,00	159.002,50
Other provisions		31.320,00	159.002,50
Short-terms debts	Note 9.1	2.809.564,64	3.184.947,46
Debts with credit institutions		2.732.604,86	3.131.985,36
Financial lease debts		19.454,57	-
Other financial liabilities		57.505,21	52.962,10
Trade and other payables		1.781.322,52	1.471.552,74
Suppliers	Note 9.1	1.125.581,58	1.197.573,01
Sundry creditors	Note 9.1	373.877,19	182.462,21
Staff (remuneration payable)	Note 9.1	2.053,13	409,87
Other debts with Public Authorities	Note 14	100.966,77	91.107,65
Advances from clients	Note 9.1	178.843,85	-
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		8.636.565,62	9.556.008,88

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED INCOME AND EXPENSES STATEMENT
FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2017 AND 2016

(Expressed in Euros)

PROFIT AND LOSS ACCOUNTS	Notes to the Consolidated Annual Accounts	2017	2016
Net turnover	Note 21	9.881.552,38	8.054.022,03
Work performed by the Company for its assets	Note 5	848.957,59	918.682,68
Supplies	Note 15.a	(4.638.470,87)	(3.909.824,83)
Goods consumed		(4.638.470,87)	(3.909.824,83)
Other operating income		43.440,19	(790,64)
Staff expenses		(2.318.339,63)	(2.012.317,34)
Wage, salaries and the like		(1.756.066,42)	(1.552.849,49)
Fringe benefits	Note 15.b	(562.273,21)	(459.467,85)
Other operating expenses		(2.449.198,78)	(2.004.130,81)
External charges for services		(2.326.222,98)	(1.861.472,52)
Taxes		(33.158,84)	(101.619,25)
Losses, Impairment and change in trade provisions		(86.875,54)	(35.014,32)
Other current operating expenses		(2.941,42)	(6.024,72)
Amortization of fixed assets	Notes 5 and 6	(1.078.247,14)	(1.147.115,06)
Impairment and earnings for fixed-asset disposals	Note 5	-	(654.913,80)
Other earnings	Note 15.d	(20.963,19)	(486.194,64)
OPERATING EARNINGS		268.730,55	(1.242.582,41)
Financial income	Note 15.c	17.688,78	5.860,11
Financial expenses	Note 15.c	(131.462,99)	(183.493,79)
Change in fair value of financial instruments	Note 15.c	387,35	400,88
Exchange differences	Note 15.c	(95.660,11)	(5.801,05)
FINANCIAL EARNINGS		(209.046,97)	(183.033,85)
PRE-TAX EARNINGS		59.683,58	(1.425.616,26)
Profit tax	Note 14	(226,20)	(3.280,44)
FINANCIAL YEAR'S EARNINGS	Note 18	59.457,38	(1.428.896,70)
Result attributed to the Parent Company		59.460,37	(1.428.897,94)
Result attributed to minority interests		(2,99)	1,24

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY FOR THE YEAR ENDED ON DECEMBER 31, 2016 AND 2017

(Expressed in euros)

	Share Capital	Share Premium	Reserves and previous financial year's income	Own equity	Result attributed to the Parent Company	Adjustments for changes in value	Minority interests	Total
BALANCE AS OF JANUARY 1, 2016	320.998,86	5.244.344,28	(583.582,91)	(696.103,04)	-	43.641,46	1.092,54	4.330.391,19
Total recognized income and expenses	-	-	-	-	(1.428.897,94)	(13.244,77)	(25,91)	(1.442.168,62)
Transactions with shareholders	-	-	130.849,29	(202.124,76)	-	-	-	(71.275,47)
Transactions with own equity instruments (net)	-	-	130.849,29	(202.124,76)	-	-	-	(71.275,47)
BALANCE, END OF 2016	320.998,86	5.244.344,28	(452.733,62)	(898.227,80)	(1.428.897,94)	30.396,69	1.066,63	2.816.947,10
Total recognized income and expenses	-	-	-	-	59.460,37	74.761,85	(378,92)	133.843,30
Transactions with shareholders:	-	-	(42.369,86)	(37.329,43)	-	-	-	(79.699,29)
Transactions with own equity instruments (net)	-	-	(42.369,86)	(37.329,43)	-	-	-	(79.699,29)
Other changes in equity:	-	-	(1.428.656,94)	-	1.428.897,94	-	-	241,00
Distribution of earnings from the previous year	-	-	(1.428.897,94)	-	1.428.897,94	-	-	-
Others movements	-	-	241,00	-	-	-	-	241,00
BALANCE AS OF JUNE 30, 2017	320.998,86	5.244.344,28	(1.923.760,42)	(935.557,23)	59.460,37	105.158,54	687,71	2.871.332,11

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
FOR THE YEAR 2017 AND 2016

(Expressed in Euros)

	2017	2016
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	1.389.529,21	857.616,42
Financial year's pre-tax earnings	59.683,58	(1.425.616,26)
Adjustments to earnings	1.150.827,09	2.173.278,48
Fixed asset amortisation	1.078.247,14	1.147.115,06
Valuation changes for impairment	86.875,54	35.014,32
Change in provisions	(127.682,45)	159.002,50
Result for write-off's and disposals of fixed assets	-	654.913,80
Financial income	(17.688,78)	(5.860,11)
Financial expenses	131.462,99	183.493,79
Change in fair value of financial instruments	(387,35)	(400,88)
Changes in current capital	300.384,32	308.038,22
Debtors and other accounts receivable	(90.770,49)	(71.341,43)
Other current assets	(201,20)	(68.448,13)
Trade payables and other accounts payable	391.356,01	447.827,78
Other cash flow from operating activities	(121.365,78)	(198.084,02)
Interest payments	(131.462,99)	(183.493,79)
Receipts of interests	17.688,78	5.860,11
Receipts (payments) for profit tax	(7.591,57)	(20.450,34)
CASH FLOW FROM INVESTMENT ACTIVITIES	(1.117.965,60)	(2.181.299,42)
Payments for investments	(1.207.203,63)	(2.181.299,42)
Intangible assets	(1.174.190,27)	(1.075.376,31)
Tangible assets	(33.013,36)	(94.219,44)
Other financial assets	-	(1.011.703,67)
Receivables from disposals	89.238,03	-
Other financial assets	89.238,03	-
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	(1.235.614,84)	(1.477.788,99)
Receipts and payments for equity instruments	(79.699,29)	(71.275,47)
Acquisition of own equity instruments	(79.699,29)	(71.275,47)
Receipts and payments for financial-liability instruments	(1.155.915,55)	(1.406.513,52)
Issuance	-	850.000,00
Amounts owed to credit institutions	-	850.000,00
Repayment and amortisation of:	(1.155.915,55)	(2.256.513,52)
Amounts owed to credit institutions	(1.108.864,65)	(2.203.739,87)
Others	(47.050,90)	(52.773,65)
NET INCREASE/DECREASE OF CASH AND CASH EQUIVALENTS	(964.051,23)	(2.801.471,99)
Cash and cash equivalents at start of the financial year	1.494.049,36	4.295.521,35
Cash and cash equivalents at end of the financial year	529.998,13	1.494.049,36

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

NOTES TO THE CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS
FOR THE FINANCIAL YEAR 2017

NOTE 1. INCORPORATION, ACTIVITIES AND LEGAL SYSTEM OF THE PARENT COMPANY

a) Incorporation and registered Office of the Parent Company

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S. A. (hereinafter "the Company"), was incorporated in Lleida on 30 January 1995. On October 7,2017, the Company approved the change of its registered office located in General Lacy, number 42, Planta Baja - Local I, Madrid. In the previous year its registered office was located in the Parc Científic i Tecnològic Agroalimentari de Lleida, Edificio H1, Planta 2, in Lleida.

On June 30,2011, the General Shareholders' Meeting resolved the transformation from a Limited Company to a Public Limited Company. On December 12,2011, the agreement reached at the aforementioned meeting was submitted to the Mercantile Registry on February 17,2012.

b) Activity of the Parent Company

Its activity consists in acting as a teleoperator for short message management services (SMS) over the Internet, as well as any other activity related to the aforementioned corporate purpose.

c) Activities of the Group Companies

Main activity of the subsidiaries consist in the provision of telecommunications services, the development of programs, the sending of text messages and electronic mail, and the provision of study services and analysis of computer processes in general.

d) Legal System of the Parent Company

Parent Company is governed by its Articles of Association and by the current Corporate Enterprises Act.

e) Quotation in the Alternative Stock Market

On June 1st, 2015, the Parent Company approved at the Shareholders' Meeting the request for incorporation into the Alternative Stock Market of all the shares of the Parent Company.

On October 7th, 2015, the Board of Directors of Bolsas y Mercados Españoles, Sistemas de Negociación, S.A., approved the incorporation of 16.049.943 shares of 0,02 euros nominal value each into the segment of companies in expansion of the Alternative Stock Market, effective as of October 9, 2015. The Parent Company appointed PricewaterhouseCoopers Asesores de Negocios, S.L. and as Liquidity Provider to BEKA Finance, S.V., S.A. On November 7, 2015, the Parent Company changed its Registered Advisor, appointing GVC GAESCO VALORES SV, S.A.

1.2) Group Companies

The Parent Company holds, directly, investments in different national and international companies, and controls, directly, these companies. On January 1st, 2016 the first consolidation of the Group Companies was carried out.

Group Companies included in the Consolidation Perimeter

The breakdown of the Group Companies included in the consolidation perimeter as of December 31, 2017 is the following:

	Percentage of Holding	Applied Method of Consolidation
Group Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.		
which maintains the following investments:		
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	100%	Global Integration
Lleidanet USA Inc	100%	Global Integration
Lleidanet Honduras, SA	70%	Global Integration
Lleidanet Dominicana, SRL	99,98%	Global Integration
Lleida SAS	100%	Global Integration
Lleida Chile SPA	100%	Global Integration
Lleidanet do Brasil Ltda	99,99%	Global Integration
Lleidanet Guatemala	80%	Global Integration
Portabilidades Españolas, S.A.	100%	Global Integration
Lleidanet Costa Rica	100%	Global Integration
Lleidanet Perú	100%	Global Integration
Lleidanet India	25%	Equity Method

The financial year of the Parent Company and the Subsidiaries begins on 1st of January and ends on 31st of December of each year. The last Annual Accounts of the Parent Company and its Subsidiaries drawn up correspond to the financial year ended on December 31, 2017.

Detail of activities and registered office of the Subsidiaries included in the perimeter of consolidation as of December 31, 2017, is indicated below:

Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD

Incorporated on December 28, 2005 in Dublin, with its registered office in Birchin Court 20, Birchin Lane London (United Kingdom). Its main activity is as operator.

Lleidanet USA Inc.

Incorporated on May 12, 2009 and its registered office is at 2719 Hollywood Boulevard Street 21 FL33020, Hollywood. Its main activity is as operator. On June 30, 2013 a capital increase was made in Lleidanet USA Inc. for 397.515,00 euros which Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A. subscribed in entirety.

Lleidanet Honduras, S.A.

Its registered office in Tegucigalpa (Honduras), it was incorporated on January 11, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 175 shares out of a total amount of 250 that were issued. Its main activity consists on being SMS operator, based on an interconnection network with the fixed and mobile operations of the Republic of Honduras.

Lleidanet Dominicana, S.R.L.

Headquartered in Santo Domingo (Dominican Republic), was incorporated on June 26, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4.999 shares of a total of 5.000 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems.

Lleida SAS

With its registered office in Bogotá (Colombia), it was incorporated on November 16, 2012 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 100 shares out of a total of 100 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems.

Lleida Chile SPA

With its registered office in Santiago (Chile), it was incorporated on March 12, 2013, subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, SA, 200 shares out of a total of 200 that were issued. Its main activity is based on the provision, organization and commercialization of telecommunications services.

Lleida Networks India Private Limited

With its registered office in New Delhi (India), it was incorporated on January 7, 2013 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 12,500 shares out of a total of 50,000 that were issued. Its main activity is the creation of a telecommunications operator in India, as well as offering VAS services, including SMS, MMS, and UMS and other types of messaging

Lleidanet do Brasil Ltda

With its registered office in Sao Paulo (Brazil), it was incorporated on October 2, 2013 subscribing, Lleidatnetworks Serveis Telemàtics, S.A., 329 shares out of a total of 330 that were issued. Its main activity is based on the provision of telecommunication services, program development, sending of text messages and electronic mail and the provision of services of study and analysis of computer processes in general.

Lleidanet Guatemala, Sociedad Anónima

With its registered office in Guatemala (Guatemala), it was incorporated on November 7, 2013 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4,800 shares out of a total of 6,000 issued. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Portabilidades Españolas, S.A.

Incorporated on December 4, 2015, Lleidanetworks Serveis Telemàtics S.A., representing 100% of the share capital of 3,000 shares for a total value of euros 3,000. Its corporate purpose is the commercialization of services based on numerical portability data to telecommunications operators for the routing of telephone traffic and short text messages.

Lleidanet Costa Rica Empresa Individual de Responsabilidad Limitada

On March 31, 2016, the Parent acquires D. Francisco José Sapena Soler 100% of this Company for the amount of 16.06 euros. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Lleidanet Perú

On August 25, 2016, the Parent Company made a contribution of 268.09 euros for the incorporation of said company. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

NOTE 2. PRESENTATION BASIS OF CONSOLIDATED ANNUAL ACCOUNTS

a) True and Fair View

The accompanying Consolidated Annual Accounts for the year 2017 were prepared with the accounting records of the different constituent companies of the Group, whose respective annual statements were prepared in accordance with the applicable commercial law currently in force and according to the General Accounting Plan approved by Spanish Royal Decree 1514/2007, 16 of November, in the case of Spanish companies, and in accordance with the applicable legislation in the other countries in which the companies that are part of the Consolidated Group are located, and are submitted as provided by the Royal Decree 1159/2010 of 17 September, so as to provide a true and fair view of the net worth, financial situation, results and accuracy of the cash flows included in the Consolidated Cash Flow Statement.

b) Presentation Currency

In accordance with the applicable laws and regulations on accounting, the Consolidated Annual Accounts are expressed in euros.

c) Critical Aspects of Uncertainties Valuation and Estimation

As of December 31, 2017, the Group had a negative working capital of 565,595.31 euros. However, the Parent's Board of Directors considers that the degree of compliance with the business plan established by the Group, together with cash flows from positive operations in the last four quarters accompanied by an increase in sales and gross margin, do not make it difficult to foresee a problem for meeting short-term liabilities or difficulties in renewing existing credit facilities. The Group is also negotiating with the various financial institutions to arrange long-term loans to replace policies with short-term maturities in order to improve the Group's financial position. They have therefore prepared these consolidated annual accounts in accordance with the principle of going concern.

Except as mentioned in the preceding paragraph, there are no significant uncertainties or aspects about the future that may involve a significant risk that may entail significant changes in the value of the assets and liabilities in the following year, except for those of the nature of the deal:

- Slower growth than expected in the Business Plan: slower maturation in some countries.
- Reasonableness of the activation and recoverability of research projects.
- Foreign currency risk, although the Company has a natural hedge with revenues and costs in foreign subsidiaries denominated in the same currency.
- Very fragmented and competitive local market.

There have been no changes in accounting estimates that have affected the current year or that could significantly affect future years.

d) Comparison of the Information

As a result of this being the first year in which the Group prepares Consolidated Annual Accounts, the accompanying balance sheet, the profit and loss account, the statement of changes in equity and the consolidated statement of cash flows for the year ended December 31, 2017 do not present comparative figures.

e) Changes in Accounting Standards

As indicated in the foregoing section, this is the first year in which the Group voluntarily prepares Consolidated Annual Accounts, and therefore no changes in its own accounting policies have been made and no related adjustments are included as a result of errors.

f) Responsibility for the Information given and the Estimates made

For the preparation of the Consolidated Annual Accounts estimates have been used in order to value some of the assets, liabilities, incomes, expenses and compromises that are registered, and that, basically, these estimations are referred to the evaluation of losses by impairment of certain assets, the useful life of non-current assets and the probability of occurrence of provisions.

Notwithstanding that these estimates were made according to the best information available at the time of the preparation of these Consolidated Annual Accounts, it is possible that future events may occur that require their amendment for the next financial years; which would be carried out prospectively, taking account of the effects of the estimate change on the corresponding profit and loss accounts.

NOTE 3. RECOGNITION AND VALUATION STANDARDS

The principal valuation standards used by the Group in the drafting of its Consolidated Annual Accounts, in accordance with those established by the General Accounting Plan, were as follows:

a) Consolidation Principles

The consolidation of the Annual Accounts of Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. with the Annual Accounts of its investee companies mentioned in Notes 1.2 and 2, was carried out using the following methods:

1. Application of the global integration method for all Group companies, i.e. those over which it as effective control.
2. Application of the equity method as equivalence for associated companies, i.e. those over which a notable influence is exercised in terms of management but in which there is no majority vote or joint management with third parties.

The consolidation of the operations of **Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.** with those of the aforementioned subsidiaries was performed according to the following basic principles:

- The criteria used in formulation of the Balance Sheets, the Profit and Loss Account and the Statement of Changes in Equity and Cash-Flow Statements for each one of the consolidated companies are, generally, and in their basic aspects, homogenous.
- The Consolidated Balance Sheet, the Consolidated Profit and Loss Account, the Consolidated Statement of Changes in Equity and Consolidated Statements of Cash Flow include all adjustments and eliminations of the consolidation process, as well as relevant valuation homogenizations to reconcile balances and transactions between the consolidating companies.
- Balances and transactions between consolidated companies were eliminated in the consolidation process. The credits and debts with group, affiliated and associated companies which have been excluded from the consolidation are presented in the corresponding headings of the assets and liabilities headings of the Consolidated Balance Sheet.

- The deletion of Subsidiary equity investment was conducted by compensating the shareholding of the Parent Company with the proportional part of the net equity of the subsidiaries which is represented by the shareholding on the date of the first consolidation. The first consolidation differences were treated as follows:
 - a) Positive differences which cannot be allocated to the equity elements of the Subsidiaries were included in the "Consolidation Goodwill" heading of the Consolidated Balance Sheet. The impairment losses must be recognized in the Consolidated Profit and Loss Account and are irreversible
 - b) Negative differences, obtained as first consolidation, are recognized as reserves for the year considering that the group already existed previously in the different subgroups contributed to the Parent Company.
- The consolidated income for the financial year shows the part that may be attributed to the Parent Company, comprised of the income obtained by the latter plus the corresponding part, by virtue of the financial shareholding, of the income obtained by the invested companies
- The shareholding value of the minority interests in the equity and the attribution of income in the consolidated subsidiaries is presented in the "Minority Interest" heading of the Equity of the Consolidated Balance Sheet. The value breakdown of these shareholdings is presented in Note 4.

b) Intangible Fixed Assets

Assets included in intangible fixed assets are valued by their cost, whether purchase price or production cost, reduced by the corresponding accumulated amortization and losses from any impairment which, where appropriate, has occurred.

The depreciable amount of an intangible asset is allocated on a systematic basis over its useful life. The amortisation charge for each period is recognised in profit or loss.

Research and Development Costs

Capitalized research and development costs are specifically individualized for projects and their costs are clearly established so they can be spread over time. Similarly, Management the Group has substantial grounds for expecting the technical success and the financial and commercial profitability of these projects

Research and development costs that appear as assets are amortized on a straight-line basis over their useful life, at an annual rate of 20%, and always within a period of 5 years.

As soon as there are reasonable doubts over the technical success or financial and commercial profitability of a project, the values recorded in the asset that apply to it are directly allocated to the financial year's losses.

Computer Applications

Licenses for computer applications purchased from third parties are capitalized on the basis of the costs incurred for purchasing.

Computer applications are amortized on a straight-line basis throughout their useful lives, at an annual rate of 33%.

Maintenance expenses for computer applications incurred during the financial year are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account.

Industrial Property

Corresponds to the capitalized development expenses for which the relevant patent or similar has been obtained, and includes the registration and formalization costs for the industrial property, as well as the costs for purchasing the corresponding rights from third parties.

During all these years, the Group has been able to develop methods and unique technologies in its sector by continuous investment in research and development. The result of this effort has been the publication of patents at European, American and PCT levels, putting in value the effort developed during these last years. These patents allow the Group to license this technology to third parties and protect it against possible copies of other actors in the sector, less scrupulous when creating original models.

c) Tangible Fixed Assets

Tangible fixed assets are valued by their acquisition price or production cost, net of the corresponding accumulated amortization and, where appropriate, of the accumulated value of the recognized allowances for impairment.

Repair and maintenance expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account. Costs for renovating, extending or improving intangible fixed assets, representing an increase in capacity, productivity or lengthening of useful life, are capitalized as a higher value of the corresponding assets, once the book values of the replaced items have been de-recognized.

Tangible fixed assets, net of their residual value, where appropriate, are amortized by a straight-line-basis distribution of the various items that constitute these fixed assets over the years of estimated useful life making up the period in which the Group hopes to use them, according to the following table:

	Annual Percentage	Estimated Years of Useful Life
Buildings	2,50	40
Technical facilities	8 - 10	12,50 - 10
Machinery	20 - 25	5 - 4
Other installations	10	10
Furniture	10 - 15	10 - 6,67
Computer equipment	25 - 50	4 - 2
Other tangible fixed assets	15	6,67

The book value of a tangible fixed-asset item is de-recognized in the accounts through its alienation or disposal by other means; or where no future economic benefits or profits are expected to be obtained for its use, alienation or disposal by other means.

The loss or profit resulting from writing-off a tangible fixed-asset item is determined as the difference between the net values, where appropriate, of the sales costs resulting from its alienation or disposal by other means, where available, and the item's book value, and is allocated to the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which this occurs.

At the financial year's closure, the Group, assesses whether there are signs of impairment in a tangible fixed-asset item or any cash-generating unit, in which case the recoverable amounts are estimated and the necessary allowances are made.

An impairment loss is deemed to have occurred in a tangible fixed-asset item where its book value exceeds its recoverable value, this being understood as the higher value between its fair value less the sales costs and its value in use.

Allowances for impairment in the tangible fixed-asset items, as well as their reversals where the circumstances producing them cease, are recognized as an expense or income respectively in the Consolidated Profit and Loss Account.

d) Leases and Other Transactions of a Similar Nature

Operating-lease expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account.

e) Financial Instruments

The Group determines the classification of its financial assets on their initial recognition and, where permitted and appropriate, this classification is re-assessed on each closing of the consolidated balance sheet.

Financial instruments, for the purposes of their valuation, are classified in any of the following categories:

Loans and Receivable Items and Debts and Payable Items

Loans and Receivable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade credits: financial assets arising from the sale of assets and the provision of services for commercial transactions, and
- b) Non trade credits: financial assets which, being neither equity instruments nor derivatives, have no commercial origins, whose payments are for a fixed or determinable amount, and which are not traded in an active market. They do not include those financial assets for which the Group cannot recover substantially all the initial investments, owing to circumstances unrelated to credit impairment. The latter are classified as available for sale.

Debts and Payable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade debts: financial debts arising from the purchase of assets and services through commercial transactions, and
- b) Non trade debts: financial liabilities which, not being derivate instruments, have no commercial origins.

Initially, financial assets and liabilities included in this category are valued by their fair value, which is the price of the transaction and which is equivalent to the fair value of the consideration paid plus the transaction costs which are directly attributable to it.

Notwithstanding what is stated in the above paragraph, loans and debts through commercial transactions with a maturity not greater than one year and which do not have a contractual rate of interest, as well as, where appropriate, advances and loans made to staff, receivable dividends and called payments on equity instruments, the amounts for which are expected to be received in the short term, and payments called by third parties on holdings, the amounts for which are expected to be paid in the short term, are valued by their nominal value where the effect of not updating the cash flows is of no significance.

In subsequent valuations, both assets and liabilities are valued by their amortized cost. Accrued interest is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account by applying the effective interest rate method. Notwithstanding the above, loans and debts with a maturity no greater than one year which are initially valued by their nominal value, remain valued by this amount unless, in the case of loans, they have been impaired.

At the year end, the necessary allowances are made where there is objective evidence of value of a credit having been impaired, i.e. where there is evidence of a reduction or delay in estimated future cash flows corresponding to that asset.

An impairment loss in the value of loans and receivable sums corresponds to the difference between their book value and the current value of the estimated future cash flows to be generated, deducted at the effective interest calculated on their initial recognition.

Allowance for impairment of debts as of December 31, 2017, has been estimated on the basis of the analysis made on each of the individualized outstanding receivables on that date.

Financial Assets Available for Sale

This category includes debt securities and equity instruments from other companies not classified in any of the preceding categories.

Subsequently, they are valued by their fair value, without deducting the transaction costs that might be incurred in their alienation. Changes in fair value are directly recognized in the equity, until the financial asset leads to de-recognition or is impaired, where the value so recognized is allocated to the Consolidated Profit and Loss Account.

Notwithstanding the above, allowances for impairment and losses and gains which arise from exchange differences in monetary financial assets in foreign currency are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account rate.

The value of both the interest, calculated under the effective interest method, and the accrued dividends are also recognized in the Consolidated Profit and Loss Account.

Investments in equity instruments whose fair value cannot be reliably determined are valued by their cost, less, where appropriate, the accumulated value of the allowances for impairment.

De-recognition of Financial Assets

A financial asset, or part of it, is de-recognized where the contractual rights over the cash flows of the financial asset have expired or been assigned, and the risks and benefits attaching to its ownership have been substantially transferred.

De-recognition of Financial Liabilities

A financial liability is de-recognized where the corresponding obligation ceases.

Interest Received from Financial Assets

Interest from financial assets accrued subsequent to their purchase are recognized as income in the Consolidated Profit and Loss Account.

Interests are recognized by using the effective interest rate method. For these purposes in the initial valuation of the financial assets, both the value of the explicit interest, accrued and non-matured at that time, and the value of the dividends agreed to by the competent body on acquisition, are recognized independently, bearing in mind their maturity.

Guarantees Given

Guarantees given and received through operating leases and provision of service are valued by the amount paid out and received respectively.

f) Transactions in Foreign Currencies

Transactions in foreign currencies are recognized by their exchange value in Euros, by using the spot exchange-rate for the dates on which they occur.

On the close of each financial year, monetary items are valued by applying the average spot exchange-rate on that date. Exchange differences, both positive and negative, which result from this process, as well as those generated on selling off equity items, are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which they arise.

g) Profit Tax

Profit tax is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity depending on where the gains or losses giving rise to it are recognized. Profit tax for each financial year includes both current and deferred taxes, where appropriate.

The current tax amount is the sum to be paid by the companies as a result of the assessment notices for the tax.

Differences between the book value of assets and liabilities, and their tax base, generate the deferred tax asset or liability tax balances which are calculated using the expected tax rates at the time of their reversal, and under the method in which it can be reasonably expected to recover or pay the asset or liability.

Variations arising during the financial year in deferred tax asset or liability are recognized either in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity, as applicable.

Deferred tax assets are only recognized insofar as it is probable that the company will have future tax gains that allow these assets to be applied.

In each closing balance sheet the book value of the recognized deferred tax assets is analyzed and the necessary adjustments are made insofar as there are doubts over their future tax recoverability. Likewise, in each closing non-recognized deferred taxes are assessed in the balance sheet and these are subject to recognition to the extent that their recovery with future tax benefits is probable.

h) Income and Expenses

Income and expenses are allocated according to the accrual basis, i.e. where the real flow of goods and services occurs which these represent, irrespective of when the monetary or financial flow deriving from them occurs.

Income resulting from the sale of goods and provision of services is valued by the fair value of the consideration, received or to be received, that derives from these, which, unless there is evidence to the contrary, is the agreed price for these goods or services, less the amount of any discount, reduction or other similar items, as well as the interest incorporated into the face value of the credits.

Income from services is recognized when the result of the transaction can be estimated reliably, considering the percentage of completion of the service at the year-end date. Consequently, only income from the provision of services is accounted for when all and each of the following conditions:

- a) The amount of the income can be reliably valued.
- b) It is probable that the Group receives financial benefits or profits arising from the transaction.
- c) The extent of the transaction carried out, on the date of closure of the financial year, can be reliably valued, and
- d) The costs already incurred in the service's provision, as well as those that are yet to be incurred up to its completion, can be reliably valued.

I) Provisions and Contingencies

Debentures existing at the close of the financial year, resulting from past events which may occasion loss in equity for the Group, and whose value and time of cancellation are indeterminate, are recognized on the consolidated balance sheet as provisions and are valued by the current value of the best possible estimate for the amount necessary to cancel the obligation or transfer it to a third party.

j) Grants, Donations and Legacies

Non-refundable capital grants, as well as donations and legacies, are valued by the fair value of the amount granted or of the goods received. They are initially allocated directly as income in the Consolidated equity and recognized in the Consolidated Profit and Loss Account in proportion to the amortization undergone over the period by the assets financed through these grants, unless these are non-depreciable assets, in which case they will be allocated to the earnings of the financial year in which their alienation or de-recognition takes place.

Grants intended for cancelling debts are allocated as income for the financial year in which the cancellation occurs, unless they are received for a specific financing, in which case the allocation is made according to the item that is financed.

Refundable grants are recognized as long-term debt convertible into subsidies until they become non-refundable.

Operation grants are credited to the earnings of the financial year when they accrue.

k) Related-Party Transactions

In general, items forming the subject matter of a related-party transaction are initially recognized by their fair value. The subsequent valuation is made in accordance with the provisions laid down in the corresponding regulations.

l) Cash-Flow Statements

Cash-flow statements use the following expressions according to the meanings given below:

Cash and Equivalents: Cash is both cash in hand and demand deposits. Cash equivalents are financial instruments forming part of the Group's normal cash management, are convertible into cash, have initial maturities no greater than three months and are subject to little significant risk of change in their value.

Cash Stream-flows: inflows and outflows of cash or other equivalent resources, with the latter being understood as investments having terms under three months, high liquidity and low risk of changes in value.

Operating Activities: these are the activities that make up the principal source of the Group's ordinary income, as well as other activities that cannot be classified under investment or financing.

Investment Activities: acquisition, alienation or disposal by other means of long-term assets and other investments not included in cash or cash equivalents.

Financing Activities: activities that lead to changes in the size and composition of the equity and financial liabilities.

NOTE 4. MINORITY INTEREST

The breakdown of the value of minority interests in the equity of the consolidated subsidiaries as the end of the financial year 2017, is as follows, in Euros:

Group Company	Percentage of minority interests shareholders (holdings)	Equity	Others	Period results	Total Minority interests
Lleidanet Guatemala	20%	4.035,40	(591,71)	-	688,75
Lleidanet Honduras	30%	-	-	-	-
Lleidanet Brasil	0,01%	2.884,83	(1.317,49)	(11.812,17)	(1,02)
Lleidanet República Dominicana	0,02%	6.984,57	1.976,20	(9.051,35)	(0,02)
					687,71

The breakdown of the value of minority interests in the equity of the consolidated subsidiaries as the end of the financial year 2016, is as follows, in Euros:

Group Company	Percentage of minority interests shareholders (holdings)	Equity	Others	Period results	Total Minority interests
Lleidanet Guatemala	20%	4.042,50	(139,13)	-	780,67
Lleidanet Honduras	30%	942,17	-	-	282,65
Lleidanet Brasil	0,01%	8.606,04	(2.345,72)	(5.721,21)	1,19
Lleidanet República Dominicana	0,02%	10.318,86	3.063,69	(3.334,28)	2,12
					1.066,63

NOTE 5. INTANGIBLE FIXED ASSETS

The details and changes in intangible fixed assets throughout the financial year 2017 were as follows, in euros:

	31/12/2016	Additions	De-Recognition	Transfers	30/06/2017
Cost:					
Research	8.492.284,57	848.957,59	-	-	9.341.242,16
Industrial Property	188.966,60	-	-	199.584,39	388.550,99
Computer applications	180.706,33	40.951,57	-	-	221.657,90
Advances for intangible fixed assets	571.672,17	284.281,11	-	(199.584,39)	656.368,89
	9.433.629,67	1.174.190,27	-	-	10.607.819,94
Accumulated amortization:					
Research	(5.594.085,96)	(920.014,51)	-	-	(6.514.100,47)
Industrial Property	(27.344,34)	(38.186,67)	-	-	(65.531,01)
Computer applications	(170.663,60)	(10.017,36)	-	-	(180.680,96)
	(5.792.093,90)	(968.218,54)	-	-	(6.760.312,44)
Intangible Fixed Assets, Net	3.641.535,77	205.971,73	-	-	3.847.507,50

The details and changes in intangible fixed assets throughout the financial year 2016 were as follows, in euros:

	01/01/2016	Additions	De-Recognition	Transfers	31/12/2016
Cost:					
Research	8.650.801,99	918.682,68	(1.077.200,10)	-	8.492.284,57
Industrial Property	118.088,28	-	-	70.878,32	188.966,60
Computer applications	172.062,83	8.643,50	-	-	180.706,33
Advances for intangible fixed assets	494.398,12	148.152,37	-	(70.878,32)	571.672,17
	9.435.351,22	1.075.478,55	(1.077.200,10)	-	9.433.629,67
Accumulated amortization:					
Research	(4.979.374,90)	(1.037.099,60)	422.388,54	-	(5.594.085,96)
Industrial Property	(10.227,10)	(17.117,24)	-	-	(27.344,34)
Computer applications	(153.704,51)	(16.959,09)	-	-	(170.663,60)
	(5.143.306,51)	(1.071.175,93)	422.388,54	-	(5.792.093,90)
Intangible Fixed Assets, Net	4.292.044,71	4.302,62	(654.811,56)	-	3.641.535,77

The de-recognitions of the previous financial year corresponded to project activations of research and development from previous years that the Group de-recognised based on the best information available at that date. These de-recognitions generated a loss of 654.913,80 euros in the previous year.

Fully-amortized and in-use items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of December 31, 2017 and 2016, is the following, stating their cost values in Euros:

	31/12/2017	31/12/2016
Research	4.786.791,68	3.892.212,03
Patents	1.376,84	1.376,84
Computer applications	167.566,20	167.566,20
	4.955.734,72	4.061.155,07

NOTE 6. TANGIBLE ASSETS

The details and changes in tangible fixed assets throughout the financial year 2017 were as follows, in euros:

	31/12/2016	Additions	De-Recognition	Others movements	31/12/2017
Cost:					
Land and buildings	172.228,55	-	-	172.228,55	-
Technical installations and machinery	258.126,00	-	-	258.126,00	-
Other installations, tools and furniture	79.150,73	-	-	79.150,73	-
Data processing equipment	271.069,30	33.013,36	78.051,00	382.133,66	33.013,36
Other tangible fixed assets	3.087,87	-	-	3.087,87	-
Fixed assets under construction	78.051,00	-	(78.051,00)	-	-
	861.713,45	33.013,36	-	894.726,81	33.013,36
Accumulated amortization:					
Land and buildings	(24.595,63)	(4.305,71)	-	(28.901,34)	(4.305,71)
Technical installations and machinery	(164.510,72)	(19.955,77)	-	(184.466,49)	(19.955,77)
Other installations, tools and furniture	(38.197,68)	(7.356,08)	-	(45.553,76)	(7.356,08)
Data processing equipment	(168.731,64)	(76.168,24)	-	(244.899,88)	(76.168,24)
Other tangible fixed assets	(2.645,84)	(442,03)	-	(3.087,87)	(442,03)
	(398.681,51)	(108.227,83)	-	(506.909,34)	(108.227,83)
Tangible Fixed Assets, Net	463.031,94	(75.214,47)	-	387.817,47	(75.214,47)

The details and changes in tangible fixed assets throughout the financial year 2016 were as follows, in euros:

	01/01/2016	Additions	31/12/2016
Cost:			
Land and buildings	172.228,55	-	172.228,55
Technical installations and machinery	258.126,00	-	258.126,00
Other installations, tools and furniture	79.150,73	-	79.150,73
Data processing equipment	254.900,86	16.168,44	271.069,30
Other tangible fixed assets	3.087,87	-	3.087,87
Fixed assets under construction	-	78.051,00	78.051,00
	767.494,01	94.219,44	861.713,45
Accumulated amortization:			
Land and buildings	(20.289,92)	(4.305,71)	(24.595,63)
Technical installations and machinery	(143.383,55)	(21.127,17)	(164.510,72)
Other installations, tools and furniture	(30.433,86)	(7.763,82)	(38.197,68)
Data processing equipment	(125.528,34)	(43.203,30)	(168.731,64)
Other tangible fixed assets	(2.182,66)	(463,18)	(2.645,84)
	(321.818,33)	(76.863,18)	(398.681,51)
Tangible Fixed Assets, Net	445.675,68	17.356,26	463.031,94

Fully-Amortized and in-Use Items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of December 31, 2017 and 2016, is shown below stating their cost values in Euros:

	31/12/2017	31/12/2016
Technical installations and machinery	43.468,70	43.468,70
Data processing equipment	129.448,92	72.102,06
	172.917,62	115.570,76

NOTE 7. LEASES AND OTHER OPERATIONS OF SIMILAR NATURE**7.1) Financial Leases (the Company as Lessee)**

The Company has the following assets financed through financial lease agreements as of December 31, 2017, in euros:

	Fair Value	Value of the purchase option	Due Date	Signature date	Outstanding dues
Computer equipment	80.798,12	1.707,27	04/04/2021	04/05/2017	67.898,47

The following is the total amount of future payments in financial leases at the end of the financial year is the following:

	Financial year 2017
Total amount of minimum future payments at the close of the year	68.290,80
(-) Non-accrued financial expenses	(2.099,60)
Value of the purchase option	1.707,27
Current value at the close of the year	67.898,47

7.2) Operating Leases (the Company as Lessee)

The amount of the contingent payments recognized as an expense in the year 2017 is 330.886,92 euros (241.072,35 euros in the previous year).

The following is the breakdown of the total amount of the minimum future payments corresponding to the non-cancellable operating leases:

	2017	2016
Up to 1 year	298.328,98	264.085,49
Between 1 and 5 years	160.606,02	201.298,30
More of 5 years	170.695,80	183.998,40
	629.630,80	649.382,19

NOTE 8. FINANCIAL ASSETS

The following is the breakdown of the long-term financial assets, in Euros:

	Equity instruments 31/12/2017	Equity instruments 31/12/2016	Credits and Others Financial Assets 31/12/2017	Credits and Others Financial Assets 31/12/2016
Loans and receivable items (Note 8.2)	-	-	35.742,64	38.081,86
Financial assets available for sale (Note 8.3)	154.077,40	-	-	-
Total	154.077,40	-	35.742,64	38.081,86

The breakdown of the short-term financial assets, is as follows, in euros:

	Credits and Others Financial Assets 31/12/2017	Credits and Others Financial Assets 31/12/2016
Assets at fair value through the profit and loss:	529.998,13	1.494.049,36
Cash or other liquid assets (Note 8.1)	529.998,13	1.494.049,36
Loans and receivable items (Note 8.2)	3.228.243,16	3.485.785,08
Total	3.758.241,29	4.979.834,44

8.1) Assets at Fair Value through the Profit and Loss

Cash and other Equivalent Liquid Assets

The detail of this assets as of December 31, 2017 and 2016 is as follows, in euros:

	Balance at 31/12/2017	Balance at 31/12/2016
Current Accounts	520.079,17	1.483.711,96
Cash	9.918,96	10.337,40
Total	529.998,13	1.494.049,36

8.2) Loans and Receivable Items

The composition of loans and receivable items as of December 31, 2017 and 2016 is as follows:

	Balance at 31/12/2017		Balance at 31/12/2016	
	Long-Term	Short-Term	Long-Term	Short-Term
Loans and receivables items for commercial transactions				
Costumers	-	2.172.207,60	-	2.173.702,32
Debtors	-	38.993,92	-	57.739,26
Total loans and receivables items for commercial transactions	-	2.211.201,52	-	2.231.441,58
Loans and receivables for non-commercial transactions				
Staff	-	4.625,00	-	1.338,00
Short-term deposits (*)	-	1.012.416,64	-	1.253.005,50
Securities and deposits	189.820,04	-	38.081,86	-
Total loans and receivables for non-commercial transactions	189.820,04	1.017.041,64	38.081,86	1.254.343,50
Total	189.820,04	3.228.243,16	38.081,86	3.485.785,08

(*) Short-term deposits have a maturity to short-term and accrue a market interest rate.

Trade and other receivables include impairments due to insolvency risks, as detailed below:

	Amount
Accumulated impairment January 1, 2016	488.616,83
Impairment losses on trade receivables	-
Accumulated impairment end of financial year 2016	488.616,83
Impairment losses on trade receivables	66.349,94
Accumulated impairment end of financial year 2017	554.966,77

8.3) Financial Assets available for Sale

Correspond to two investments made for the Group in the present period in:

- a) E. Kuantia: financial institution specialized in the issuance of means of payment and electronic money. The investment amounts to 143.880 euros and corresponds to 2% of the share capital.
- b) IBAN Wallet: global platform, linking investors and loan applicants, with high rates for both. The investment amounts to 10.197,40 euros and corresponds to 0,38% of the share capital.

NOTE 9. FINANCIAL LIABILITIES

Detail of long-term financial liabilities, is as follows, in euros:

	Debts with credit institutions		Others liabilities	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Debts and payable items (Note 9.1)	1.071.740,63	1.800.679,35	71.285,72	122.879,73

Detail of short-term financial liabilities, is as follows, in euros:

	Debts with credit institutions		Others liabilities		Total	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Debts and payable items (Note 9.1)	2.752.059,43	3.131.985,36	1.737.860,96	1.433.407,19	4.489.920,39	4.565.392,55

9.1) Debits and Payable Items

The breakdown as of December 31, 2017 and 2016 is as follows, in euros:

	Balance as of 31/12/2017		Balance as of 31/12/2016	
	Long-Term	Short-Term	Long-Term	Short-Term
For commercial transactions:				
Suppliers	-	1.125.581,58	-	1.197.573,01
Creditors	-	373.877,19	-	182.462,21
Advances from costumers	-	178.843,85	-	-
Total balances for commercial transactions	-	1.678.302,62	-	1.380.035,22
For non-commercial operations:				
Debts with credit institutions	1.023.296,73	2.732.604,86	1.800.679,35	3.131.985,36
Other financial liabilities	48.443,90	19.454,57	-	-
Other debts	71.285,72	57.505,21	122.879,73	52.962,10
Debits and payable items	1.143.026,35	2.809.564,64	1.923.559,08	3.184.947,46
Staff (remuneration payable)	-	2.053,13	-	409,87
Total balances for non-commercial operations	1.143.026,35	2.811.617,77	1.923.559,08	3.185.357,33
Total debts and payable items	1.143.026,35	4.489.920,39	1.923.559,08	4.565.392,55

9.1.1) Debts with credit institutions

The breakdown of debts with credit institutions as of December 31, 2017 is as follows, in euros:

	A Short-Term	A Long-Term	Total
Credit policies	1.342.318,02	-	1.342.318,02
Loans	1.064.033,12	1.023.296,73	2.087.329,85
Leasings	19.454,57	48.443,90	67.898,47
Discounted effects	326.253,72	-	326.253,72
	2.752.059,43	1.071.740,63	3.823.800,06

The breakdown of debts with credit institutions as of December 31, 2016 is as follows, in euros:

	A Short-Term	A Long-Term	Total
Credit policies	1.670.190,72	-	1.670.190,72
Loans	1.262.072,84	1.800.679,35	3.062.752,19
Discounted effects	199.721,80	-	199.721,80
	3.131.985,36	1.800.679,35	4.932.664,71

Loans

The detail of the bank loans as of December 31, 2017, expressed in Euros, is the following:

Company	Last maturity	Initial amount	Pending closing
Loan 14	16/02/2018	300.000,00	117.800,86
Loan 16	30/04/2018	250.000,00	19.138,07
Loan 17	18/07/2018	300.000,00	38.442,23
Loan 18	10/10/2018	150.000,00	31.250,00
Loan 19	01/03/2018	300.000,00	25.938,71
Loan 21	12/03/2019	300.000,00	79.421,24
Loan 22	08/10/2019	250.000,00	17.384,56
Loan 24 (*)	15/10/2025	78.375,60	78.375,60
Loan 25	05/12/2018	400.000,00	136.408,37
Loan 27	30/04/2018	125.000,00	14.224,26
Loan 28	14/12/2019	300.000,00	153.090,09
Loan 29	25/02/2020	250.000,00	112.017,23
Loan 30	25/06/2020	150.000,00	95.489,26
Loan 31	14/12/2020	465.000,00	285.245,54
Loan 32	31/12/2020	287.619,11	176.715,34
Loan 34	31/03/2019	350.000,00	155.555,60
Loan 35	29/09/2019	500.000,00	255.479,33
Loan 36	02/11/2022	300.000,00	295.353,56
		5.055.994,71	2.087.329,85

(*) It corresponds to a loan granted by the CDTI

The detail of the bank loans as of December 31, 2016, expressed in Euros, is the following:

Company	Last maturity	Initial amount	Pending closing
Loan 11	30/04/2017	100.000,00	9.202,65
Loan 14	16/02/2018	300.000,00	119.948,52
Loan 16	30/04/2018	250.000,00	83.360,09
Loan 17	18/07/2018	300.000,00	102.240,10
Loan 18	10/10/2018	150.000,00	68.750,00
Loan 19	01/03/2018	300.000,00	127.962,20
Loan 21	12/03/2019	300.000,00	141.222,30
Loan 22	08/10/2019	250.000,00	179.818,59
Loan 24 (*)	15/10/2025	78.375,60	78.375,60
Loan 25	05/12/2018	400.000,00	269.718,34
Loan 27	30/04/2018	125.000,00	59.868,64
Loan 28	14/12/2019	300.000,00	227.371,01
Loan 29	25/02/2020	250.000,00	161.832,24
Loan 30	25/06/2020	150.000,00	132.055,00
Loan 31	14/12/2020	465.000,00	376.225,28
Loan 32	31/12/2020	287.619,11	232.932,04
Loan 34	31/03/2019	350.000,00	272.222,24
Loan 35	29/09/2019	500.000,00	419.647,35
		4.855.994,71	3.062.752,19

(*) It corresponds to a loan granted by the CDTI

Credit Lines

As of December 31, 2017, the Group has credit policies granted with a total limit amounting to 1.715.000 euros (1.776.000 euros at the end of the previous year), which amount drawn at the aforementioned date is 1.342.318,02 euros (1.670.190,72 euros at the end of the previous year).

Lines of Effects and Import Advances

As of December 31, 2017, the Company has discount policies granted with a total limit amounting to 875.000 euros (1.175.000 euros at the end of the previous year), the amount of which is as follows to date 326.253,72 euros (199.721,80 euros at the end of the previous year).

9.1.2) Other debts

The balance of other debts includes a debt held by the Group with the Institut Català de Finances (ICF). The amount initially granted by this entity was 336.737,98 euros of which at the end of the year 2017 are pending 128.143,17 euros. The maturity of this debt is April 29, 2020.

9.2) Other Information related to Financial Liabilities

a) Classification by Maturity Date

The breakdown of the maturity dates of the liability financial instruments as the end of the financial year 2017 is the following:

	Maturity years						Total
	2018	2019	2020	2021	2022	More than 5 years	
Financial debts:	2.752.059,43	609.407,97	279.410,16	83.391,37	71.359,29	28.171,84	3.823.800,06
Debts with credit institutions	2.732.604,86	589.610,21	259.263,16	74.892,23	71.359,29	28.171,84	3.755.901,59
Financial lease	19.454,57	19.797,76	20.147,00	8.499,14	-	-	67.898,47
Other debts	57.505,21	9.928,31	9.928,31	9.928,31	9.928,31	31.572,48	128.790,93
Commercial creditors and other payable items:	1.678.302,62	-	-	-	-	-	1.678.302,62
Suppliers	1.125.581,58	-	-	-	-	-	1.125.581,58
Sundry creditors	373.877,19	-	-	-	-	-	373.877,19
Staff	-	-	-	-	-	-	83.665,13
Advances from costumers	178.843,85	-	-	-	-	-	178.843,85
Total	4.487.867,26	619.336,28	289.338,47	93.319,68	81.287,60	59.744,32	5.630.893,61

The breakdown of the maturity dates of the liability financial instruments at the close of 2016 is the following, in Euros:

	Maturity years						Total
	2017	2018	2019	2020	2021	More than 5 years	
Financial Debts:	3.131.985,36	1.022.099,76	531.103,75	199.167,90	48.307,94	-	4.932.664,71
Debts with credit institutions	3.131.985,36	1.022.099,76	531.103,75	199.167,90	48.307,94	-	4.932.664,71
Other debts	52.962,10	53.464,56	53.464,56	15.950,61	-	-	175.841,83
Commercial creditors and other payable items:	1.380.445,09	-	-	-	-	-	1.380.445,09
Suppliers	1.197.573,01	-	-	-	-	-	1.197.573,01
Sundry creditors	182.462,21	-	-	-	-	-	182.462,21
Staff	409,87	-	-	-	-	-	409,87
Total	4.565.392,55	1.075.564,32	584.568,31	215.118,51	48.307,94	-	6.488.951,63

b) Breach of Contractual Obligations

No incidence has been produced in breach of the obligations relating to the loans received from third parties.

9.3) Guarantees

The Group has contracted guarantees with a financial institution for a total amount of 450.000,00 euros, a standard instrument when signing an interconnection agreement.

NOTE 10. INFORMATION ON THE DEFERMENT OF PAYMENTS MADE TO SUPPLIERS. THIRD ADDITIONAL PROVISION. "DUTY TO INFORM" OF LAW 15/2010, OF JULY 5

As indicated in the third additional provision. Duty to inform of Law 15/2010, of July 5 (modified by Law 31/2014), to amend Law 3/2004 of December 29, by which are established measures to combat late payment in commercial transactions and with regard to the resolution January 29, 2016, of the Institute of Accounting and Audit Statements, about the information to include in the Notes to the Annual Accounts with regard to the average payment period to suppliers in commercial transactions, is as follows:

	Payments made and pending payment on the Closing Date Balance	
	Financial year 2017 Days	Financial year 2016 Days
Average payment period to suppliers	37,98	34,83
Ratio paid operations	38,94	34,27
Ratio of outstanding payment transactions	33,97	34,42
	Financial year 2017 Amount	Financial year 2016 Amount
Total payments	6.607.903,37	5.752.273,36
Total outstanding payments	1.587.706,21	1.409.118,15

NOTE 11. INFORMATION ON THE NATURE AND LEVEL OF THE RISK FROM FINANCIAL INSTRUMENT

Group activities are exposed to various types of financial risk, most especially credit, liquidity and market risks (exchange rate, interest rate and other price risks).

11.1) Credit Risk

The Group's main financial assets are cash and cash balances, trade and other receivables and investments, which represent the Group's maximum exposure to credit risk in relation to financial assets.

The Group's credit risk is attributable mainly to its commercial debts. The amounts are reflected in the net balance of provisions for bad debts, estimated by the Parent Company's management based on the experience of previous years and its assessment of the current economic environment.

11.2) Liquidity Risk

The general situation of financial markets, especially the banking market, has been particularly unfavourable for credit claimants. The Group pays constant attention to the evolution of the different factors that can help to solve liquidity crises, and especially to the sources of financing and their characteristics.

11.3) Market Risk

The general market situation during the last years has been unfavourable due to the difficult economic situation of the environment.

11.4) Exchange Rate Risk

The Group is not exposed to a significant exchange rate risk and therefore does not trade in hedging instruments.

11.5) Interest Rate Risk

Changes in interest rates modify the fair value of assets and liabilities bearing a fixed interest rate as well as the future flows of assets and liabilities referenced to a variable interest rate.

The objective of interest rate risk management is to achieve a balance in the debt structure that will minimize the cost of debt over the multiannual horizon with a reduced volatility in the Profit and Loss Account.

NOTE 12. EQUITY

12.1) Share Capital of Parent Company

12.1) Share Capital

As of December 31, 2017 and 2016, the share capital amounts to 320.998,86 euros and is represented by 16.049.943 registered shares of 0,02 euros nominal each, fully subscribed and paid up. These holdings enjoy equal political and economic rights.

The company with a direct or indirect stake equal to or greater than 10% of the share capital is as follows, in euros:

	N° Shares	% Shares
SESD, FCR	3.413.680	21,27%

Capital Increase

By virtue of the admission to trading on the Alternative Stock Market, the Parent Company carried out the following transactions in its share capital:

- On June 1, 2015, a General Shareholders' Meeting resolved to split the shares of the Parent Company by reducing the par value of the shares by 60,10 euros at a nominal value of 0,02 euros per share. In this operation, 3.005 shares were generated for each old share, with the capital stock being formed by 11.812.655 shares with a nominal value of each share at nominal 0,02 euros each.
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Shareholders' Meeting to modify the system of representation of the shares, transforming the nominative securities representing the shares in which the Parent Company's capital is divided into account entries.
- On June 1, 2015, it was resolved by means of a General Meeting of Shareholders to modify the transmission regime of the shares of the Parent Company, passing this transfer of shares to be free and not subject to consent or authorization by the Company nor by shareholders
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Meeting of Shareholders to request the incorporation in the segment of Companies in Expansion of the Alternative Stock Market of all the shares representing the Parent Company.
- On September 30, 2015, it was agreed to increase the Parent Company's Capital Stock by 84.745,78 euros through the issuance of 4.237.288 shares with a nominal value of 0,02 euros and an issue premium of 1,16 euros per share. This extension is fully subscribed and disbursed.

12.2) Reserves

The breakdown for Reserves is as follows, in euros:

	31/12/2017	31/12/2016
Legal Reserve	47.503,72	47.503,72
Voluntary Reserves	1.652.257,38	1.461.031,56
Negative results from previous years	(3.623.521,52)	(1.961.268,90)
	(1.923.760,42)	(452.733,62)

12.3) Issue Premium

This reserve amounted to 5.244.344,28 euros, of which 329.090,20 euros arose as a result of the capital increase carried out in 2007 and 4.915.254,08 euros arose as a result of the capital increase carried out in the 2015 exercise for the departure of the Parent Company to the Alternative Stock Market. It has the same restrictions and can be used for the same purposes as voluntary reserves, including their conversion into share capital.

12.4) Own Shares

The Board of Shareholders of the Parent Company agreed on June 1, 2015 to authorize the Parent Company's Board of Directors for the derivative acquisition of treasury shares under the terms established by current legislation. These acquisitions of own shares have been made through the liquidity provider Beka Finance, making available a total value of 1.200.000 euros to be able to carry out transactions of own shares, in accordance with the provisions of the Alternative Market and are valued at acquisition cost.

As of December 31, 2017, the Parent Company holds own shares for an amount of 924.331,41 euros (898.227,80 euros in the previous year)

NOTE 13. FOREIGN CURRENCY

The most significant foreign currency balances at the end of the year 2017, totalled in euros and broken down into their foreign currency equivalent, are as follows:

	EUROS	USD	GBP	COP	BRA	DOP
CURRENT ASSETS	606.804,34	388.516,30	144.554,78	491.648.430,60	35.643,15	464.819,13
Trade debtors and other accounts receivable	384.861,02	309.202,95	136.701,00	18.654.657,00	-	10.323,14
Cash	221.943,31	79.313,35	7.853,78	472.993.773,60	35.643,15	454.495,99
CURRENT LIABILITIES	471.164,92	507.054,78	37.281,80	16.771.817,59	-	73.400,08
Trade creditors and other payable accounts	471.164,92	507.054,78	37.281,80	16.771.817,59	-	73.400,08

The most significant foreign currency balances as the end of the year 2016, totalled in euros and broken down into their foreign currency equivalent, are as follows:

	EUROS	USD	GBP	COP	DOP
CURRENT ASSETS	386.829,56	183.785,78	59.457,57	388.955.521,99	953.516,88
Trade debtors and other accounts receivable	209.140,16	110.167,15	59.457,57	71.593.133,00	601.278,11
Cash	177.689,39	73.618,63	-	317.362.388,99	352.238,77
CURRENT LIABILITIES	318.499,48	277.404,96	40.130,16	16.533.018,23	149.929,08
Trade creditors and other payable accounts	318.499,48	277.404,96	40.130,16	16.533.018,23	149.929,08

The most significant transactions carried out during the year 2017, totalled in euros and broken down into the equivalent in foreign currency, are as follows:

	EUR	USD	GBP	CLP	COP	ZAR	BRL	DOP
Purchases and services received	602.243,38	120.817,03	40.113,49	8.920.780,00	420.005.164	116.557,23	39.960,76	508.630,15
Sales and services given	374.789,93	275.277,79	60.340,63	-	888.591.437	-	1.808,55	86.292,93

The most significant transactions carried out during the financial year 2016 ended December 31, 2016, totalled in euros and broken down into the equivalent in foreign currency, are as follows:

	EUR	USD	GBP	CLP	COP	MXN	ZAR	BRL	DOP
Purchases and services received	276.511,06	165.158,15	21.847,17	8.239.129	239.898.770	24.905,51	44.203,70	28.974,55	166.297,76
Sales and services given	409.586,42	199.222,96	54.130,61	-	45.007.387 0	-	-	6.866,84	106.608,96

NOTE 14. TAX SITUATION

The following is the breakdown of the balances with the Tax Authorities as of December 31, 2017 and December 31, 2016, in euros:

	31/12/2017		31/12/2016	
	Receivable	Payable	Receivable	Payable
Non-current:				
Deferred Tax Assets	138.100,65	-	138.100,65	-
	138.100,65	-	138.100,65	-
Current:				
Value Added Tax	16.159,83	15.081,92	1.863,05	5.152,40
Subsidies receivable (*)	27.732,78	-	16.532,78	-
Income Tax retentions	-	41.389,85	-	44.061,57
Company Tax	29.693,49	-	23.423,69	-
Social Security bodies	-	44.495,00	3.553,20	41.893,68
	73.586,10	100.966,77	45.372,72	91.107,65

Tax Situation

In accordance with current legislation, tax payments cannot be considered final until they have been inspected by the tax authorities, or until the statute barring period of four years has passed. In consequence, for the purposes of subsequent inspections, liabilities may arise additional to those recorded by the Group.

As of December 31, 2017, the Group has open to tax inspection all the taxes to which it is subject from the financial year 2012 to the 2017 financial year. Consequently, as a result of possible inspections, additional liabilities could arise to those registered by the Group. However, the Directors of the Parent Company and its tax advisors consider that such liabilities, if they occur, would not be significant on the Annual Accounts taken as a whole.

Profit Tax

The conciliation of the net amount of income and expenses for the year 2017 of the Parent Company with the taxable income tax base is as follows:

Profit and Loss Account			
Financial year's earnings (After taxes) (six-months)			(252.893,09)
	<i>Increases</i>	<i>Decreases</i>	<i>Net effect</i>
Profit tax	-	-	-
Permanent differences	604.143,32	-	604.143,32
Compensation of tax loss carryforwards			(351.250,23)
Taxable income (tax result)			-

The conciliation of the net amount of income and expenses for the year 2016 of the Parent Company with the taxable income tax base is as follows:

Profit and Loss Account			
Financial year's earnings (After taxes) (six-months)			(1.407.337,24)
	<i>Increases</i>	<i>Decreases</i>	<i>Net effect</i>
Profit tax	-	-	-
Permanent differences	17.513,99	-	17.513,99
Taxable income (tax result)			(1.389.823,25)

The following are the calculations made with regard to the Company Tax to be paid, in Euros:

	2017	2016
Charge at 25 % of Taxable Income	-	-
Deductions	-	-
Net tax payable	-	-
Less: withholdings and payments	(6.358,22)	(1.409,87)
Tax payable	(6.358,22)	(1.409,87)

The main components of corporate income tax expense are as follows:

	2017	2016
Current tax	226,20	3.280,44
Deferred tax	-	-
Total	226,20	3.280,44

The movement of deferred taxes generated and cancelled during the year 2017 is detailed below in euros:

	Balance at 31/12/2016	Generated	Balance at 31/12/2017
Deferred tax assets:			
Tax credits	138.100,65	-	138.100,65

The movement of deferred taxes generated and cancelled during financial year 2016 is detailed below in euros:

	Balance at 01/01/2016	Generated	Balance at 31/12/2016
Deferred tax assets:			
Tax credits	138.100,65	-	138.100,65

Credits for Tax Losses Carry Forward

Part of the tax base credits have been recorded, since they comply with the requirements established by current legislation for their recognition, and since there are no doubts about the Company's ability to generate future taxable profits that allow their recovery. The total amount capitalised in this connection amounts to 138.100,65 euros. The detail of the tax loss carry forwards to be offset in future years is as follows:

Year of Origin	Amount
2015	481.198,92
2016	1.389.823,25
	1.871.022,17

Deductions Pending Application

As of December 31, 2017, the Group has the following deductions to apply:

Year of Origin	Amount
2005	13.460,45
2006	71.214,06
2007	75.820,66
2008	201.266,41
2009	172.071,08
2010	181.164,26
2011	214.961,29
2012	251.779,01
2013	90.887,05
2014	127.371,20
2015	369.824,03
2016	188.991,46
2017	182.112,92
	2.140.923,88

NOTE 15. INCOME AND EXPENSES**a) Supplies**

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows, in Euros:

	2017	2016
Consumption of merchandise		
Domestics	2.126.479,62	2.451.761,17
Intra-Community Acquisitions	802.677,96	735.606,03
Imports	1.709.313,29	722.457,63
	4.638.470,87	3.909.824,83

b) Staff expenses

The staff expenses as in the Profit and Loss Account are composed as follows, in euros:

	2017	2016
Company Social Security contributions	435.998,39	355.158,22
Other welfare costs	126.274,82	104.309,63
	562.273,21	459.467,85

c) Financial Results

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows, in Euros:

	2017	2016
Financial incomes	17.688,78	5.860,11
Other financial incomes	17.688,78	5.860,11
Financial expenses	(131.462,99)	(183.493,79)
For debts with credit institutions	(131.462,99)	(183.493,79)
Change in fair value of financial instruments	(95.660,11)	(5.801,05)
Exchange differences	387,35	400,88
Financial Result Positive / (Negative)	(209.046,97)	(183.033,85)

d) Other Incomes

The Group registered in the previous year 482.398,32 euros as Other Results corresponding to a fine imposed by an international operator due to discrepancies in the traffic sent. In the year 2014, an amount of 227.398,32 thousand euros was paid, with the objective of not suffering the cut of the interconnection and were registered within the debtors section, pending as of December 31, 2016 a total of 127 thousand euros ending the payment of the same on April 1, 2017.

NOTE 16. INFORMATION ON THE ENVIRONMENT

The Group has no assets, nor has it incurred expenses, aimed at minimizing the environmental impact and protecting and improving the environment. There are likewise no provisions for risks and expenses and no contingencies relating to protection and improvement of the environment.

NOTE 17. EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

After December 31, 2017, no significant events have occurred affecting the Group's Annual Accounts at that date.

NOTE 18. CONSOLIDATED EARNINGS

The following is the breakdown for the financial year 2017 of the Consolidated Earnings in Euros:

Subsidiary	Individual Earnings of the Companies	Shareholding	Earnings Attributed to Parent Company	Earnings Attributed to Minority Interests
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.	(548.171,36)	-	(548.171,36)	-
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	22.244,69	100%	22.244,69	-
Lleidanet USA Inc	67.427,80	100%	67.427,80	-
Lleidanet Honduras, SA	-	70%	-	-
Lleidanet Dominicana, SRL	(8.316,42)	99,98%	(8.314,61)	(1,81)
Lleida SAS	39.426,20	100%	39.426,20	-
Lleida Chile SPA	-	100%	-	-
Lleidanet do Brasil Ltda	(11.812,17)	99,99%	(11.810,99)	(1,18)
Lleidanet Guatemala	-	80%	-	-
Portabilidades Españolas, S.A.	(849,82)	100%	(849,82)	-
Lleidanet Costa Rica	-	100%	-	-
Lleidanet Perú	(75.491,54)	100%	(75.491,54)	-
			(515.539,63)	(2,99)

The following is the breakdown for the financial year 2016 of the Consolidated Earnings in Euros:

Subsidiary	Individual Earnings of the Companies	Shareholding	Earnings Attributed to Parent Company	Earnings Attributed to Minority Interests
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.	(1.407.337,24)	-	(1.407.337,24)	-
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	(17.010,00)	100%	(17.010,00)	-
Lleidanet USA Inc	39.818,23	100%	39.818,23	-
Lleidanet Honduras, SA	-	70%	-	-
Lleidanet Dominicana, SRL	(3.334,28)	99,98%	(3.333,61)	(0,67)
Lleida SAS	(4.153,83)	100%	(4.153,83)	-
Lleida Chile SPA	-	100%	-	-
Lleidanet do Brasil Ltda	(5.721,21)	99,99%	(5.720,64)	(0,57)
Lleidanet Guatemala	-	80%	-	-
Portabilidades Españolas, S.A.	-	100%	-	-
Lleidanet Costa Rica	-	100%	-	-
Lleidanet Perú	(3.952,76)	100%	(3.952,76)	-
			(1.401.689,85)	(1,24)

The adjustments made to the Earnings associated to Parent Company is as follows:

Individual earnings attributed to Parent Company	(515.539,63)
Consolidation adjustments:	
Deterioration elimination	575.000,00
Total	59.460,37

The adjustments made to the Earnings associated to Parent Company is as follows:

Individual earnings attributed to Parent Company	(1.401.689,85)
Consolidation adjustments:	
Transaction elimination	(27.208,09)
Total	(1.428.897,94)

NOTE 19. TRANSACTIONS WITH RELATED PARTIES

19.1) Balances and Transactions with the Directors of the Parent Company and Senior Executives

The remuneration accrued during the financial year 2017 by the Board of Directors of the Parent Company amounted to 84.750 euros (69.000 euros in the previous year).

The Senior Management tasks are performed by two members of the same Board of Directors, with compensation for salaries and wages amounting to 176.895,88 euros (164.423,73 euros in the previous year).

As of December 31, 2017, and 2016, there are no credits or advances with the Board of Directors of the Parent Company, as well as commitments for pension supplements, guarantees or guarantees granted in its favour.

Other Information Regarding the Board of Directors

Pursuant to the Capital Companies Law, it is reported that the members of the Parent Company's Management Body do not hold interests in other companies with the same, similar or complementary corporate purpose.

In accordance with the above-mentioned Law Capital Companies, it is also reported that the members of the Board have carried out no activity, on their own behalf or on behalf of others, with the Group, which may be considered to be not in accordance with normal trading and not carried out under normal market conditions.

NOTE 20. OTHER INFORMATION

The average number of employees during the financial year 2017, which does not differ significantly from the number of employees at the end of the year, broken down by category and sex, is as follows:

2017				
	Men	Women	Total	Disability greater than or equal to 33%
Senior Executives	1	1	2	-
Administration	-	4	4	1
Commercial	6	8	14	-
Human Resources	17	4	21	-
Production	-	2	2	-
Maintenance	-	4	4	-
Reception	2	5	7	-
	-	1	1	-
TOTAL				

The average number of employees during the financial year 2016, which does not differ significantly from the number of employees at the end of the year, broken down by category and sex, is as follows:

2016				
	Men	Women	Total	Disability greater than or equal to 33%
Senior Executives	1	1	2	-
Administration	-	3	3	1
Commercial	7	3	10	-
Human Resources	14	4	18	-
Production	-	2	2	-
Maintenance	-	5	5	-
Reception	1	3	4	-
TOTAL	23	21	44	1

The fees accrued for the individual and consolidated audit services in the annual accounts for the year ended 31 December 2017 amounted to 20.675 euros (19.000 euros in the previous year). The fee for other verification services for the limited review of the annual accounts amounted to 14.700 euros (9.000 euros in the previous year). In addition, the fees accrued for other services amounted to 2.060 euros (8.000 euros in the previous year).

The Group is hereby informed that during the year it has paid the premium corresponding to the civil liability policy that would eventually cover any damage caused to third parties by acts or omissions related to the performance of its duties. The premium amounted to 19.107 euros.

NOTE 21. SEGMENTED INFORMATION

The distribution of the net amount of turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by category and / or business segment, is shown below, in euros:

	2017		2016	
Business Areas (in thousands of euros)	Euros	%	Euros	%
Certified electronic communications	1.763	18%	1.176	15%
SMS Solutions	7.221	72%	5.975	74%
Data Validation	825	9%	804	10%
Other Operations	72	1%	99	1%
Total	9.881	100%	8.054	100%

The distribution of the net amount of turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by geographic markets, is shown below, in euros:

	2017		2016	
Description of geographic markets	Euros	%	Euros	%
Domestic	5.459.558,03	55,25%	4.780.373,01	59,35%
European Union	2.580.077,37	26,11%	1.729.117,24	21,47%
Rest of the World	1.841.916,98	18,64%	1.544.531,78	19,18%
Total	9.881.552,38	100%	8.054.022,03	100%

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE FINANCIAL YEAR 2017

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE FINANCIAL YEAR 2017

In compliance with the provisions of the Capital Companies Law, the directors then present the director's report for the year, in order to complement, expand and comment on the balance sheet, profit and loss account and the corresponding report for the first half of the year 2017

1. BUSINESS EVOLUTION

Turnover amounted to 9.9 million euros, with an increase of 23%. Sales growth reflects the acquisition of large accounts in all business lines.

All the Group's business areas show significant increases. Particularly noteworthy was the increase in the relative weight of SaaS (Software as a Service), Certified Electronic Communications and Data Validation activities, which already represent 27% of total sales, after a 28% growth in the year.

Lleida. net consolidates its position as the first certification operator of reference in Spain and as a relevant player in the process of digitalising the economy, providing legal legitimacy in these processes. Lleida. net consolidates itself as the first certification operator of reference in Spain and as a relevant player in the process of digitalization of the economy, providing legal legitimacy in these processes.

The Wholesale division maintains its growth rate with an increase in turnover of 42.5%. The commercial use of SMS worldwide remains very high in the B2C segment, given that its level of reading by customers in the financial and consumer segments is much higher than that of other OTC communications.

	2016	2017	Var %
SAS Services (Certified Electronic Communications + Data validation)	2.079	2.660	27,90%
SMS Solutions	2.891	2.827	-2,20%
ICX-WHOLESALE Solutions	3.084	4.394	42,50%
Total	8.054	9.881	22,70%

EBITDA Evolution:

	2016	2017	Var. %
Sales	8.054	9.881	22,7%
Cost of Sales	(3.910)	(4.638)	18,6%
Gross Margin	4.144	5.243	26,5%
Gross Margin %	51,5%	53,1%	
Salaries	(2.012)	(2.318)	15,2%
External charges for services	(2.004)	(2.449)	22,2%
Other results	(5)	22	540,0%
Work performed by the Company for its assets	919	849	7,6%
Other results	(486)		100,0%
EBITDA	556	1.347	142,30%
Amortization	(1.147)	(1.078)	6%
Impairment and earnings for disposals	(655)	0	-100%
Operating Earnings	(1.246)	269	121,60%
Net financial Earnings	(177)	(114)	35,6%
Exchange differences	(6)	(96)	1500,0%
Pre-Tax Earnings	(1.429)	59	104,10%

- EBITDA more than doubles the figure obtained in 2016 up to 1.3 million euros, reaching a margin of 13.6% of sales. This increase reflects the operating leverage of the group that is reaping the fruits of its investment in technological innovation and the internationalization of its operations.
- In 2017 Lleida.net has obtained patents in Europe, the United States, Colombia, CGC, Colombia, China, Australia, Japan, New Zealand, Taiwan, Israel and South Africa and maintains its telecommunications operator licenses in Spain, USA, Great Britain, France and Colombia. Lleida.net has more than 360 interconnection contracts which allow to reach any operator worldwide, positioning Lleida.net as one of the most competitive operators. The group has continued to introduce improvements and new applications in its RIU products (platform for identification by videoconference in onboarding processes) and ConectaClick, which continues to incorporate technological improvements and new applications and whose new version will be presented in February at the World Mobile Congress in Barcelona

2. SIGNIFICANT EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

Subsequent to 31 December 2017 and up to the date of preparation of this Management Report, there have not been any subsequent events, in addition to those mentioned in the Explanatory Notes to the annual accounts, that disclose circumstances that already existed as of December 31, 2017 and that, due to the importance of their economic impact, should entail adjustments to the annual accounts or modifications to the information contained in the Explanatory Notes.

Nor are there any subsequent events, other than those mentioned in the Explanatory Notes, that demonstrate conditions that did not exist as of December 31, 2017 and are of such importance that they require additional information in the Explanatory Notes to the annual accounts.

3. PROBABLE EVOLUTION OF THE GROUP

The forecasts for 2018 are to increase the Group's gross margin, strengthening sales of certified products by consolidating products internationally.

4. RESEARCH ACTIVITIES

In 2017, the Group invested 849 thousand euros in research activities that focused mainly on the development of a qualified system for certified electronic delivery based on on-site data verification.

5. OPERATIONS WITH OWN SHARES

In accordance with the regulations of the Alternative Stock Exchange Market, the company signed a liquidity agreement with the placement bank on the occasion of its market launch. This agreement establishes both the delivery of a certain amount of treasury stock and the deposit of a certain amount of cash. The purpose of this contract is to enable investors to trade the company's shares, ensuring that any interested person has the possibility to buy or sell shares. The Board of Directors on August 12, 2016 approved the acquisition of treasury stock for a maximum amount of 200 thousand euros. The programme was extended until 12 August 2018 following the agreement of the Board of Directors on 7 August 2017.

As of December 31, 2017, the Company had 942,589 shares with a value of 631.534,63 euros at that date, which represented 5.87% of the shares of Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S. A.

6. TRANSACTIONS IN FINANCIAL HEDGES

During 2017, the Group has not used instruments related to financial derivatives.

7. DEFERMENT OF PAYMENT TO SUPPLIERS.

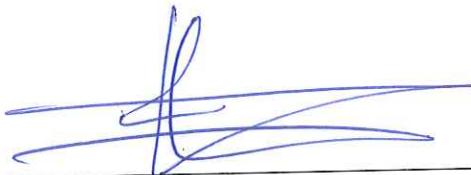
Information on deferrals to suppliers is disclosed in the Consolidated Annual Accounts in Note 10.

* * * * *

**PREPARATION OF THE CONSOLIDATED
ANNUAL ACCOUNTS AND DIRECTOR'S REPORT**

In compliance with company law, the Sole Director of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.** draws up the Consolidated Annual Accounts and the Consolidated Director's Report for the financial year 2017, which comprises the attached pages number 1 to 44.

Lleida, March 22, 2018
The Board of Directors



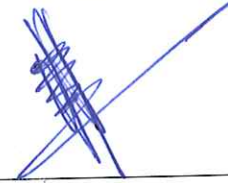
Mr. Francisco Sapena Soler
Chairman and Chief Executive Officer



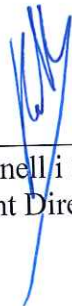
Mr. Marcos Gallardo Meseguer
Secretary



Mr. Miguel Pérez Subias
Independent Director



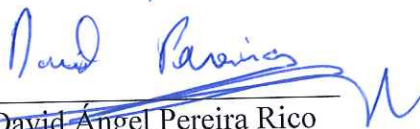
Mr. Antonio López del Castillo
Independent Director



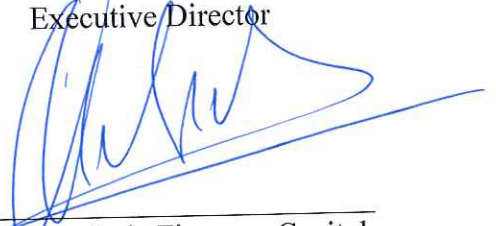
Mr. Jordi Carbonell i Sebarroja
Independent Director



Ms. Arrate María Usandizaga Ruíz
Executive Director



Mr. David Ángel Pereira Rico
External Director



Institut Català de Finances Capital,
S.G.E.I.C., S.A.U.
Represented by
Mr. Emilio Gómez Jané
External Director

BDO Auditores S.L.P., es una sociedad limitada española, y miembro de BDO International Limited, una compañía limitada por garantía del Reino Unido, y forma parte de la red internacional BDO de empresas independientes asociadas.

BDO es la marca comercial utilizada por toda la red BDO y para todas sus firmas miembro.

bdo.es
bdo.global



Auditoría & Assurance | Advisory | Abogados | Outsourcing

**LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES**

**INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS FOR
THE PERIOD ENDED ON JUNE, 30TH 2018 TOGETHER WITH
THE INDEPENDENT LIMITED REVIEW REPORT ON THE
INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**

(TRANSLATION FROM THE INTERIM FINANCIAL STATEMENTS TO BE ISSUED ORIGINALLY IN SPANISH AND PREPARED IN ACCORDANCE WITH GENERALLY ACCEPTED ACCOUNTING PRINCIPLES IN SPAIN. IN THE EVENT OF A DISCREPANCY, THE SPANISH-LANGUAGE VERSION PREVAILS)



**LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES**

Interim Consolidated Financial Statements and Consolidated
Director's Report for the period ended on June,
30th 2018 together with the Independent Auditor's
Report on the Interim Consolidated Financial Statements

LIMITED REVIEW AUDIT REPORT ON THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

**INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AND NOTES FOR THE SIX MONTH PERIOD
ENDED ON JUNE 30, 2018:**

Consolidated Balance Sheets as of June 30, 2018 and December 31, 2017
Consolidated Income and Expenses Statement for the six-month period ended on June 30,
2018 and the six-month period ended on June 30, 2017.
Consolidated Statements of Changes in Equity for the six-month period ended on June 30, 2018
and the year 2017.
Consolidated Statements of Cash Flows for the six-month period ended on June 30, 2018 and
the six-month period ended on June 30, 2017.
Notes to the Consolidated Interim Financial Statements as of June 30, 2018.

**CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR THE SIX MONTH PERIOD ENDED ON JUNE 30th
2018**



**LLEIDANET SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES**

LIMITED REVIEW AUDIT REPORT ON THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

*(Translation of the report originally issued in Spanish.
In the event of discrepancy, the Spanish Language version prevails)*

Limited Review Report on the Interim Consolidated Financial Statements

To the Shareholders of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.**

Limited review report on the interim consolidated financial statement

We have reviewed the interim consolidated financial statements of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. (Parent Company) AND SUBSIDIARIES (The Group)**, which comprise the consolidated balance sheet as of June 30, 2018, the consolidated income statement, the consolidated statement of changes in equity, the consolidated cash-flow statement and the notes to the interim consolidated financial statements for the six months' period then ended. The directors of the Parent Company are responsible for the preparation and fair presentation of the interim financial statements in accordance with the regulatory framework of financial information applicable to the Company in Spain, as identified in Note 2.a of the accompanying notes to the interim consolidated financial statements, and of the internal control deemed necessary to enable the preparation of the financial statements free of material misstatements, whether due to fraud or error. Our responsibility is to express a conclusion on this interim financial statements based on our limited review.

Scope of review

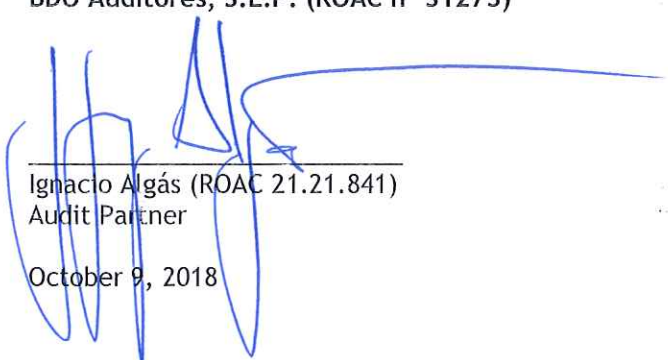
We have performed our limited review in accordance with the International Standard on Review Engagements 2410 "Review of Interim Financial Information performed by the Independent Auditor of the Company". A limited review on interim consolidated financial statements consists of making inquiries primarily of persons responsible for financial and accounting matters, and applying analytical procedures and other review procedures. A limited review is substantially less in scope than an audit conducted in accordance with the regulations governing the auditing of accounts and, therefore, does not enable us to obtain assurance that we would become aware of all significant matters that might be identified in an audit. Therefore, we do not express an audit opinion on the interim consolidated financial statements.

Conclusion

Based on our limited review, which cannot be understood as an audit of accounts, nothing has come to our attention that causes us to believe that the accompanying interim consolidated financial statements does not present fairly, in all material respects the true and fair view of the consolidated equity and consolidated financial position of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES**, as of June 30, 2018, as well as their results and cash flows for the six-month period then ended, in accordance with the applicable financial information regulatory framework and, in particular, with the accounting principles and criteria contained therein.

Other matters

This report has been prepared at the request of the Board of Directors of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.** in connection with the publication of the six-monthly financial report required by the Circular 15/2016, of the Spanish Alternative Stock Market about 'Information to be supplied by companies in expansion and SOCIMI incorporated to negotiation in the Alternative Stock Market'.

BDO Auditores, S.L.P. (ROAC nº S1273)

Ignacio Algás (ROAC 21.21.841)
Audit Partner

October 9, 2018

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS FOR THE PERIOD ENDED ON JUNE 30, 2018

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS AS OF JUNE 30, 2018 AND DECEMBER 31, 2017

(Expressed in Euros)

ASSETS	Notes to the Interim Consolidated Financial Statements	30/06/2018	31/12/2017
NON-CURRENT ASSETS		4.469.366,47	4.579.953,77
Intangible assets	Note 5	3.741.888,24	3.847.507,50
Tangible fixed assets	Note 6	384.526,15	387.817,47
Land and buildings		165.806,88	143.327,21
Technical installations and other tangible fixed assets		218.719,27	244.490,26
Long-term investments in group and affiliated companies		16.708,42	16.708,11
Shares in equity method		16.708,42	16.708,11
Long-term financial investments	Note 8	188.143,03	189.820,04
Deferred Tax Assets	Note 14	138.100,65	138.100,65
CURRENT ASSETS		4.412.150,78	4.056.611,85
Trade and other receivables		2.700.877,49	2.289.412,62
Client receivables for sales and services	Note 8.2	2.534.175,65	2.172.207,60
Sundry debtors	Note 8.2	51.995,31	38.993,92
Staff	Note 8.2	3.911,03	4.625,00
Current tax assets	Note 14	73.125,01	29.693,49
Other receivables from Public Authorities	Note 14	37.670,49	43.892,61
Short-term financial assets	Note 8.2	703.005,50	1.012.416,64
Short-term accruals		204.138,05	224.784,46
Cash and cash equivalents	Note 8.1.a	804.129,74	529.998,13
Cash		804.129,74	529.998,13
TOTAL ASSETS		8.881.517,25	8.636.565,62

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED BALANCE SHEETS AS OF JUNE 30, 2018 AND DECEMBER 31, 2017

(Expressed in Euros)

EQUITY AND LIABILITIES	Notes to the Interim Consolidated Financial Statements	30/06/2018	31/12/2017
EQUITY		3.114.852,88	2.871.332,11
Equity		3.028.560,73	2.765.485,06
Capital	Note 12.1	320.998,86	320.998,86
Share Capital		320.998,86	320.998,86
Issue Premium	Note 12.3	5.244.344,28	5.244.344,28
Reserves	Note 12.2	(1.884.077,42)	(1.923.760,42)
Legal and statutory		47.503,72	47.503,72
Other Reserves		(1.931.581,14)	(1.971.264,14)
(Shares and own holdings in equity)	Note 12.4	(923.861,00)	(935.557,23)
Financial year result attributed to the parent company		271.156,01	59.460,37
Consolidated Losses and Profits		271.154,79	59.457,38
(Minority interest losses and profits)		1,22	2,99
Adjustments for changes in value		85.600,34	105.158,54
Minority interests	Note 4	691,81	687,71
NON-CURRENT LIABILITIES		1.003.736,28	1.143.026,35
Long-term debts		1.003.736,28	1.143.026,35
Debts with credit institutions	Note 9.1	920.594,72	1.023.296,73
Financial lease debts	Note 9.1	38.588,30	48.443,90
Other financial liabilities	Note 9.1	44.553,26	71.285,72
CURRENT LIABILITIES		4.762.928,09	4.622.207,16
Short-term provisions		32.820,00	31.320,00
Other provisions		32.820,00	31.320,00
Short-terms debts	Note 9.1	2.491.265,62	2.809.564,64
Debts with credit institutions		2.409.737,22	2.732.604,86
Financial lease debts		19.630,11	19.454,57
Other financial liabilities		61.898,29	57.505,21
Trade and other payables		2.238.842,47	1.781.322,52
Suppliers	Note 9.1	1.561.929,35	1.125.581,58
Sundry creditors	Note 9.1	313.861,31	373.877,19
Staff (remuneration payable)	Note 9.1	80.828,32	2.053,13
Other debts with Public Authorities	Note 14	128.343,49	100.966,77
Advances from clients	Note 9.1	153.880,00	178.843,85
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		8.881.517,25	8.636.565,62

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

**CONSOLIDATED INCOME AND EXPENSES STATEMENT FOR THE SIX MONTH PERIOD
ENDED ON JUNE 30, 2018 AND THE SIX MONTH PERIOD ENDED ON JUNE 30, 2017**

(Expressed in Euros)

PROFIT AND LOSS ACCOUNTS	Notes to the Interim Consolidated Financial Statements	2018 (6 months)	2017 (6 months)
Net turnover	Note 21	6.278.855,83	4.691.931,96
Work performed by the Company for its assets	Note 5	328.140,30	387.011,26
Supplies	Note 15.a	(3.281.225,48)	(2.115.442,94)
Goods consumed		(3.281.225,48)	(2.115.442,94)
Other operating income		9.389,93	7.039,66
Staff expenses		(1.210.642,09)	(1.181.924,95)
Wage, salaries and the like		(909.213,97)	(903.578,51)
Fringe benefits	Note 15.b	(301.428,12)	(278.346,44)
Other operating expenses		(1.201.343,03)	(1.290.497,94)
External charges for services		(1.191.095,94)	(1.261.272,80)
Taxes		(10.192,09)	(2.269,37)
Losses, Impairment and change in trade provisions		(5,13)	(26.955,77)
Other current operating expenses		(49,87)	-
Amortization of fixed assets	Notes 5 and 6	(573.224,32)	(521.793,75)
Other earnings		1.065,62	(11.729,08)
OPERATING EARNINGS		351.016,76	(35.405,78)
Financial income	Note 15.c	222,19	3.555,61
Financial expenses	Note 15.c	(54.140,79)	(54.848,32)
Change in fair value of financial instruments	Note 15.c	88,90	990,97
Exchange differences	Note 15.c	(8.011,00)	(75.640,29)
FINANCIAL EARNINGS		(61.840,70)	(125.942,03)
PRE-TAX EARNINGS		289.176,06	(161.347,81)
Profit tax	Note 14	(18.021,27)	-
FINANCIAL YEAR'S EARNINGS	Note 18	271.154,79	(161.347,81)
Result attributed to the Parent Company		271.156,01	(161.346,20)
Result attributed to minority interests		(1,22)	(1,61)

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY FOR THE SIX MONTH PERIOD ENDED ON JUNE 30, 2018 AND THE YEAR 2017

(Expressed in euros)

	Share Capital	Share Premium	Reserves and previous financial year's income	Own holdings in equity	Result attributed to the Parent Company	Adjustments for changes in value	Minority interests	Total
BALANCE, END OF 2016	320.998,86	5.244.344,28	(452.733,62)	(898.227,80)	(1.428.897,94)	30.396,69	1.066,63	2.816.947,10
Total recognized income and expenses	-	-	-	-	59.460,37	74.761,85	(378,92)	133.843,30
Transactions with shareholders:	-	-	(42.369,86)	(37.329,43)	-	-	-	(79.699,29)
Transactions with own equity instruments (net)	-	-	(42.369,86)	(37.329,43)	-	-	-	(79.699,29)
Other changes in equity:	-	-	(1.428.656,94)	-	1.428.897,94	-	-	241,00
Distribution of earnings from the previous year	-	-	(1.428.897,94)	-	1.428.897,94	-	-	-
Others movements	-	-	241,00	-	-	-	-	241,00
BALANCE, END OF 2017	320.998,86	5.244.344,28	(1.923.760,42)	(935.557,23)	59.460,37	105.158,54	687,71	2.871.332,11
Total recognized income and expenses	-	-	-	-	271.156,01	(19.656,28)	102,18	251.601,91
Transactions with shareholders:	-	-	(19.768,07)	11.696,23	-	-	-	(8.071,84)
Transactions with own equity instruments (net)	-	-	(19.768,07)	11.696,23	-	-	-	(8.071,84)
Other changes in equity:	-	-	59.451,07	-	(59.460,37)	-	-	(9,30)
Distribution of earnings from the previous year	-	-	59.460,37	-	(59.460,37)	-	-	-
Others movements	-	-	(9,30)	-	-	-	-	(9,30)
BALANCE AS OF JUNE 30, 2018	320.998,86	5.244.344,28	(1.884.077,42)	(923.861,00)	271.156,01	85.502,26	789,89	3.114.852,88

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. AND SUBSIDIARIES

**CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS FOR THE SIX MONTH PERIOD ENDED ON
JUNE 30, 2018 AND THE SIX MONTH PERIOD ENDED ON JUNE 30, 2017**

(Expressed in Euros)

	2018 (6 months)	2017 (6 months)
CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES	884.696,62	872.860,66
Financial year's pre-tax earnings	289.176,06	(161.347,81)
Adjustments to earnings	628.559,15	467.688,76
Fixed asset amortisation	573.224,32	521.793,75
Valuation changes for impairment	5,13	26.955,77
Change in provisions	1.500,00	(131.362,50)
Financial income	(222,19)	(3.555,61)
Financial expenses	54.140,79	54.848,32
Change in fair value of financial instruments	(88,90)	(990,97)
Changes in current capital	82.332,79	620.525,85
Inventories	-	(7.192,23)
Debtors and other accounts receivable	(368.038,48)	109.646,41
Other current assets	20.646,41	16.869,79
Trade payables and other accounts payable	429.724,86	501.201,88
Other cash flow from operating activities	(115.371,38)	(54.006,14)
Interest payments	(54.140,79)	(54.848,32)
Receipts of interests	222,19	3.555,61
Receipts (payments) for profit tax	(61.452,78)	(2.713,43)
CASH FLOW FROM INVESTMENT ACTIVITIES	(152.975,92)	(540.188,40)
Payments for investments	(464.152,97)	(540.188,40)
Intangible assets	(405.566,44)	(526.378,15)
Tangible assets	(58.586,53)	(13.785,94)
Other financial assets	-	(24,31)
Proceeds from disposals	311.177,05	-
Other financial assets	311.177,05	-
CASH FLOW FROM FINANCING ACTIVITIES	(457.589,09)	(1.101.878,59)
Receipts and payments for equity instruments	-	(29.088,32)
Acquisition of own equity instruments	-	(29.088,32)
Receipts and payments for financial-liability instruments	(457.589,09)	(1.072.790,27)
Issuance	345.000,00	-
Amounts owed to credit institutions	345.000,00	-
Repayment and amortisation of:	(802.589,09)	(1.072.790,27)
Amounts owed to credit institutions	(780.249,71)	(1.043.393,73)
Others	(22.339,38)	(29.396,54)
NET INCREASE/DECREASE OF CASH AND CASH EQUIVALENTS	274.131,61	(769.206,33)
Cash and cash equivalents at start of the financial year	529.998,13	1.494.049,36
Cash and cash equivalents at end of the financial year	804.129,74	724.843,03

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL
STATEMENTS FOR THE PERIOD ENDED AS OF JUNE 30, 2018

NOTE 1. INCORPORATION, ACTIVITIES AND LEGAL SYSTEM OF THE PARENT COMPANY

a) Incorporation and registered Office of the Parent Company

LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A. (hereinafter "Parent Company"), was registered in Lleida on January 30th, 1995. On October 7, 2017, the Parent Company approved the change of registered office, which is currently located at General Lacy, number 42, Ground Floor - Local I in Madrid. In the previous year its registered office was at the Parc Científic i Tecnològic Agroalimentari de Lleida, Edifici H1, Planta 2, de Lleida.

On June 30, 2011, the General Shareholders' Meeting was held in which the transformation from a Limited Company to a Public Limited Company was agreed. On December 12, 2011, the agreement reached at the aforementioned meeting was notarized and deposited in the Mercantile Registry on February 17, 2012.

b) Activity of the Parent Company

Its activity consists in acting as a teleoperator for short message management services (SMS) over the Internet, as well as any other activity related to the aforementioned corporate purpose.

c) Activities of the Group Companies

Main activity of the subsidiaries consists in the provision of telecommunications services, the development of programs, the sending of text messages and electronic mail, and the provision of study services and analysis of computer processes in general.

d) Legal System of the Parent Company

Parent Company is governed by its Articles of Association and by the current Corporate Enterprises Act.

e) Quotation in the Alternative Stock Market

On June 1st, 2015, the Parent Company approved at the Shareholders' Meeting the request for incorporation into the Alternative Stock Market of all the shares of the Parent Company.

On October 7th, 2015, the Board of Directors of Bolsas y Mercados Españoles, Sistemas de Negociación, S.A., approved the incorporation of 16.049.943 shares of 0,02 euros' nominal value each into the segment of companies in expansion of the Alternative Stock Market, effective as of October 9, 2015. The Parent Company appointed PricewaterhouseCoopers Asesores de Negocios, S.L. and as Liquidity Provider to BEKA Finance, S.V., S.A. company subsequently integrated into the GVC GAESCO VALORES SV, S.A. group. On November 7, 2015, the Parent Company changed its Registered Advisor, appointing GVC GAESCO VALORES SV, S.A.

1.2) Group Companies

The Parent Company holds, directly, investments in different national and international companies, and controls, directly, these companies. On January 1st, 2016 the first consolidation of the Group Companies was carried out.

Group Companies included in the Consolidation Perimeter

The breakdown of the Group Companies included in the consolidation perimeter as of June 30, 2018 is the following:

	Percentage of Holding	Applied Method of Consolidation
Group Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.		
which maintains the following investments:		
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	100%	Global Integration
Lleidanet USA Inc	100%	Global Integration
Lleidanet Honduras, SA	70%	Global Integration
Lleidanet Dominicana, SRL	99,98%	Global Integration
Lleida SAS	100%	Global Integration
Lleida Chile SPA	100%	Global Integration
Lleidanet do Brasil Ltda	99,99%	Global Integration
Lleidanet Guatemala	80%	Global Integration
Portabilidades Españolas, S.A.	100%	Global Integration
Lleidanet Costa Rica	100%	Global Integration
Lleidanet Perú	100%	Global Integration
Lleidanet India	25%	Equity Method

The financial year of the Parent Company and the Subsidiaries begins on 1st of January and ends on 31st of December of each year. The last Annual Accounts of the Parent Company and its Subsidiaries drawn up correspond to the financial year ended on December 31, 2017.

Detail of activities and registered office of the Subsidiaries included in the perimeter of consolidation as of June 30, 2018, is indicated below:

Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD

Incorporated on December 28, 2005 in Dublin, with its registered office in Birchin Court 20, Birchin Lane London (United Kingdom). Its main activity is as operator.

Lleidanet USA Inc.

Incorporated on May 12, 2009 and its registered office is at 2719 Hollywood Boulevard Street 21 FL33020, Hollywood. Its main activity is as operator. On June 30, 2013 a capital increase was made in Lleidanet USA Inc. for 397.515,00 euros which Lleidanetworks Serveis Telematics, S.A. subscribed in entirety.

Lleidanet Honduras, S.A.

Its registered office in Tegucigalpa (Honduras), it was incorporated on January 11, 2012 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 175 shares out of a total amount of 250 that were issued. Its main activity consists on being SMS operator, based on an interconnection network with the fixed and mobile operations of the Republic of Honduras.

Lleidanet Dominicana, S.R.L.

Headquartered in Santo Domingo (Dominican Republic), was incorporated on June 26, 2012 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4.999 shares of a total of 5.000 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems.

Lleida SAS

With its registered office in Bogotá (Colombia), it was incorporated on November 16, 2012 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 100 shares out of a total of 100 that were issued. Its main activity is based on the dissemination of telematics systems. On June 15, 2018 a capital increase was carried out in Lleida, SAS for an amount of 95.802 euros which Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. subscribed in full.

Lleida Chile SPA

With its registered office in Santiago (Chile), it was incorporated on March 12, 2013, subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, SA, 200 shares out of a total of 200 that were issued. Its main activity is based on the provision, organization and commercialization of telecommunications services.

Lleida Networks India Private Limited

With its registered office in New Delhi (India), it was incorporated on January 7, 2013 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 12,500 shares out of a total of 50,000 that were issued. Its main activity is the creation of a telecommunications operator in India, as well as offering VAS services, including SMS, MMS, and UMS and other types of messaging

Lleidanet do Brasil Ltda

With its registered office in Sao Paulo (Brazil), it was incorporated on October 2, 2013 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 329 shares out of a total of 330 that were issued. Its main activity is based on the provision of telecommunication services, program development, sending of text messages and electronic mail and the provision of services of study and analysis of computer processes in general.

Lleidanet Guatemala, Sociedad Anónima

With its registered office in Guatemala (Guatemala), it was incorporated on November 7, 2013 subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A., 4,800 shares out of a total of 6,000 issued. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Portabilidades Españolas, S.A.

Incorporated on December 4, 2015, subscribing, Lleidanetworks Serveis Telemàtics S.A., representing 100% of the share capital of 3,000 shares for a total value of euros 3,000. Its corporate purpose is the commercialization of services based on numerical portability data to telecommunications operators for the routing of telephone traffic and short text messages.

Lleidanet Costa Rica Empresa Individual de Responsabilidad Limitada

On March 31, 2016, the Parent acquires D. Francisco José Sapena Soler 100% of this Company for the amount of 16.06 euros. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

Lleidanet Perú

On August 25, 2016, the Parent Company made a contribution of 268.09 euros for the incorporation of said company. Its main activity is the provision, organization and commercialization of telecommunication services and activities such as mobile messaging services (SMS and MMS), carriers, etc., the creation, generation and exploitation of information and communication technologies and the provision of consulting and advisory services on these matters.

NOTE 2. PRESENTATION BASIS OF INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

a) True and Fair View

The accompanying Interim Consolidated Financial statements of the period ended as of June 30, 2018 were prepared with the accounting records of the different constituent companies of the Group, whose respective annual statements were prepared in accordance with the applicable commercial law currently in force and according to the General Accounting Plan approved by Spanish Royal Decree 1514/2007, 16 of November, in the case of Spanish companies, and in accordance with the applicable legislation in the other countries in which the companies that are part of the Consolidated Group are located, and are submitted as provided by the Royal Decree 1159/2010 of 17 September, so as to provide a true and fair view of the net worth, financial situation, results and accuracy of the cash flows included in the Consolidated Cash Flow Statement.

b) Presentation Currency

In accordance with the applicable laws and regulations on accounting, the Interim Consolidated Financial Statements are expressed in euros.

c) Critical Aspects of Uncertainties Valuation and Estimation

As of June 30, 2017, the Group has a negative working capital amounting to 350.777,31 euros. Nevertheless, the Parent's Board of Directors considers that the degree of compliance of the business plan established by the Group, together with the cash flows from positive operations accompanied by an increase in sales and gross margin, as well as the formalisation in July 2018 of two new loans amounting to a total of 500.000 euros, do not make it foreseeable that there will be a problem in meeting liabilities maturing in the short term or difficulties in renewing existing credit facilities. For all these reasons, these consolidated interim financial statements have been drawn up in accordance with the principle of a going concern.

Except as mentioned in the preceding paragraph, there are no significant uncertainties or aspects about the future that may involve a significant risk that may entail significant changes in the value of the assets and liabilities in the following year, except for those of the nature of the deal:

- Growth slower than anticipated in the Business Plan: slower maturation of some countries
- Reasonableness and the activation and recoverability of research projects
- Foreign currency risk, although the Company has a natural hedge with income and costs in foreign subsidiaries denominated in the same currency.
- Market very atomized and competitive at local level

There have been no changes in accounting estimates that have affected the current year or that could significantly affect future years.

d) Comparison of the Information

In accordance with commercial legislation, the Board of Directors of the Parent Company presents, for comparison purposes, each of the Consolidated Balance Sheets and Consolidated Statement of Changes in Equity, in addition to the figures for the six-month period ended on June 30, 2018, those corresponding to the 12-month period ended December 31, 2017, which were part of the Interim Consolidated Financial Statements for the year 2017 approved by the General Shareholders' Meeting on June 25, 2018. Referring to the Consolidated Profit and Loss Account and the Consolidated Cash Flow Statement, the Board of Directors of the Parent Company presents, in addition to the figures for the six-month period ended June 30, 2018, those corresponding to the States Interim Consolidated Financial Statements as of June 30, 2017, which is why the effects on the Consolidated Profit and Loss Account recognized in certain Notes to the Interim Consolidated Financial Statements are not directly traceable to the Consolidated Profit and Loss Account because they reflect the effect of the entire year, while the Consolidated Statement of Income only reflects the effect of the 6-month period. This fact must be considered in the interpretation of these interim financial statements.

e) Changes in Accounting Standards

There have been no changes in the accounting standards.

f) Responsibility for the Information given and the Estimates made

For the preparation of the Interim Consolidated Financial Statements estimates have been used in order to value some of the assets, liabilities, incomes, expenses and compromises that are registered, and that, basically, these estimations are referred to the evaluation of losses by impairment of certain assets, the useful life of non-current assets and the probability of occurrence of provisions.

Notwithstanding that these estimates were made according to the best information available at the time of the preparation of these Interim Consolidated Financial Statements, it is possible that future events may occur that require their amendment for the next financial years; which would be carried out prospectively, taking account of the effects of the estimate change on the corresponding profit and loss accounts.

g) Statement of Recognized Income and Expenses

In this year, as in the previous year, the Group has not recognized income or expenses directly in equity, having recorded all of them in the income statement for the corresponding year. Therefore, these Interim Financial Statements do not include the Statement of Recognized Income and Expenses.

NOTE 3. RECOGNITION AND VALUATION STANDARDS

The principal valuation standards used by the Group in the drafting of its Interim Consolidated Financial Statements on June 30, 2018, in accordance with those established by the General Accounting Plan, were as follows:

a) Consolidation Principles

The consolidation of the Financial Statements of Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A. with the Financial Statements of its investee companies mentioned in Notes 1.2 and 2, was carried out using the following methods:

1. Application of the global integration method for all Group companies, i.e. those over which it as effective control.
2. Application of the equity method as equivalence for associated companies, i.e. those over which a notable influence is exercised in terms of management but in which there is no majority vote or joint management with third parties.

The consolidation of the operations of **Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.** with those of the aforementioned subsidiaries was performed according to the following basic principles:

- The criteria used in formulation of the Balance Sheets, the Profit and Loss Account and the Statement of Changes in Equity and Cash-Flow Statements for each one of the consolidated companies are, generally, and in their basic aspects, homogenous.

- The Consolidated Balance Sheet, the Consolidated Profit and Loss Account, the Consolidated Statement of Changes in Equity and Consolidated Statements of Cash Flow include all adjustments and eliminations of the consolidation process, as well as relevant valuation homogenizations to reconcile balances and transactions between the consolidating companies.
- Balances and transactions between consolidated companies were eliminated in the consolidation process. The credits and debts with group, affiliated and associated companies which have been excluded from the consolidation are presented in the corresponding headings of the assets and liabilities headings of the Consolidated Balance Sheet.
- The deletion of Subsidiary equity investment was conducted by compensating the shareholding of the Parent Company with the proportional part of the net equity of the subsidiaries which is represented by the shareholding on the date of the first consolidation. The first consolidation differences were treated as follows:
 - a) Positive differences which cannot be allocated to the equity elements of the Subsidiaries were included in the "Consolidation Goodwill" heading of the Consolidated Balance Sheet. The impairment losses must be recognized in the Consolidated Profit and Loss Account and are irreversible
 - b) Negative differences, obtained as first consolidation, are recognized as reserves for the year considering that the group already existed previously in the different subgroups contributed to the Parent Company.
- The consolidated income for the financial year shows the part that may be attributed to the Parent Company, comprised of the income obtained by the latter plus the corresponding part, by virtue of the financial shareholding, of the income obtained by the invested companies
- The shareholding value of the minority interests in the equity and the attribution of income in the consolidated subsidiaries is presented in the "Minority Interest" heading of the Equity of the Consolidated Balance Sheet. The value breakdown of these shareholdings is presented in Note 4.

b) Intangible Fixed Assets

Assets included in intangible fixed assets are valued by their cost, whether purchase price or production cost, reduced by the corresponding accumulated amortization and losses from any impairment which, where appropriate, has occurred.

Research and Development Costs

Capitalized research and development costs are specifically individualized for projects and their costs are clearly established so they can be spread over time. Similarly, Management the Group has substantial grounds for expecting the technical success and the financial and commercial profitability of these projects

Research and development costs that appear as assets are amortized on a straight-line basis over their useful life, at an annual rate of 20%, and always within a period of 5 years.

As soon as there are reasonable doubts over the technical success or financial and commercial profitability of a project, the values recorded in the asset that apply to it are directly allocated to the financial year's losses.

Computer Applications

Licenses for computer applications purchased from third parties are capitalized on the basis of the costs incurred for purchasing.

Computer applications are amortized on a straight-line basis throughout their useful lives, at an annual rate of 33%.

Maintenance expenses for computer applications incurred during the financial year are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account.

Industrial Property

Corresponds to the capitalized development expenses for which the relevant patent or similar has been obtained, and includes the registration and formalization costs for the industrial property, as well as the costs for purchasing the corresponding rights from third parties.

During all these years, the Group has been able to develop methods and unique technologies in its sector by continuous investment in research and development. The result of this effort has been the publication of patents at European, American and PCT levels, putting in value the effort developed during these last years. These patents allow the Group to license this technology to third parties and protect it against possible copies of other actors in the sector, less scrupulous when creating original models.

c) Tangible Fixed Assets

Tangible fixed assets are valued by their acquisition price or production cost, net of the corresponding accumulated amortization and, where appropriate, of the accumulated value of the recognized allowances for impairment.

Repair and maintenance expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account. Costs for renovating, extending or improving intangible fixed assets, representing an increase in capacity, productivity or lengthening of useful life, are capitalized as a higher value of the corresponding assets, once the book values of the replaced items have been de-recognized.

Tangible fixed assets, net of their residual value, where appropriate, are amortized by a straight-line-basis distribution of the various items that constitute these fixed assets over the years of estimated useful life making up the period in which the Group hopes to use them, according to the following table:

	Annual Percentage	Estimated Years of Useful Life
Buildings	2,50	40
Technical facilities	8 - 10	12,50 - 10
Machinery	20 - 25	5 - 4
Other installations	10	10
Furniture	10 - 15	10 - 6,67
Computer equipment	25 - 50	4 - 2
Other tangible fixed assets	15	6,67

The book value of a tangible fixed-asset item is de-recognized in the accounts through its alienation or disposal by other means; or where no future economic benefits or profits are expected to be obtained for its use, alienation or disposal by other means.

The loss or profit resulting from writing-off a tangible fixed-asset item is determined as the difference between the net values, where appropriate, of the sales costs resulting from its alienation or disposal by other means, where available, and the item's book value, and is allocated to the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which this occurs.

At the financial year's closure, the Group, assesses whether there are signs of impairment in a tangible fixed-asset item or any cash-generating unit, in which case the recoverable amounts are estimated and the necessary allowances are made.

An impairment loss is deemed to have occurred in a tangible fixed-asset item where its book value exceeds its recoverable value, this being understood as the higher value between its fair value less the sales costs and its value in use.

Allowances for impairment in the tangible fixed-asset items, as well as their reversals where the circumstances producing them cease, are recognized as an expense or income respectively in the Consolidated Profit and Loss Account.

d) Leases and Other Transactions of a Similar Nature

Operating-lease expenses incurred during the financial year are debited in the Consolidated Profit and Loss Account.

e) Financial Instruments

The Group determines the classification of its financial assets on their initial recognition and, where permitted and appropriate, this classification is re-assessed on each closing of the consolidated balance sheet.

Financial instruments, for the purposes of their valuation, are classified in any of the following categories:

Loans and Receivable Items and Debts and Payable Items

Loans and Receivable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade credits: financial assets arising from the sale of assets and the provision of services for commercial transactions, and
- b) Non trade credits: financial assets which, being neither equity instruments nor derivatives, have no commercial origins, whose payments are for a fixed or determinable amount, and which are not traded in an active market. They do not include those financial assets for which the Group cannot recover substantially all the initial investments, owing to circumstances unrelated to credit impairment. The latter are classified as available for sale.

Debts and Payable Items

The following are classified under this category:

- a) Trade debts: financial debts arising from the purchase of assets and services through commercial transactions, and
- b) Non trade debts: financial liabilities which, not being derivative instruments, have no commercial origins.

Initially, financial assets and liabilities included in this category are valued by their fair value, which is the price of the transaction and which is equivalent to the fair value of the consideration paid plus the transaction costs which are directly attributable to it.

Notwithstanding what is stated in the above paragraph, loans and debts through commercial transactions with a maturity not greater than one year and which do not have a contractual rate of interest, as well as, where appropriate, advances and loans made to staff, receivable dividends and called payments on equity instruments, the amounts for which are expected to be received in the short term, and payments called by third parties on holdings, the amounts for which are expected to be paid in the short term, are valued by their nominal value where the effect of not updating the cash flows is of no significance.

In subsequent valuations, both assets and liabilities are valued by their amortized cost. Accrued interest is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account by applying the effective interest rate method. Notwithstanding the above, loans and debts with a maturity no greater than one year which are initially valued by their nominal value, remain valued by this amount unless, in the case of loans, they have been impaired.

At the year end, the necessary allowances are made where there is objective evidence of value of a credit having been impaired, i.e. where there is evidence of a reduction or delay in estimated future cash flows corresponding to that asset.

An impairment loss in the value of loans and receivable sums corresponds to the difference between their book value and the current value of the estimated future cash flows to be generated, deducted at the effective interest calculated on their initial recognition.

Allowance for impairment of debts as of June 30, 2018, has been estimated on the basis of the analysis made on each of the individualized outstanding receivables on that date.

Financial Assets Available for Sale

This category includes debt securities and equity instruments from other companies not classified in any of the preceding categories.

Subsequently, they are valued by their fair value, without deducting the transaction costs that might be incurred in their alienation. Changes in fair value are directly recognized in the equity, until the financial asset leads to de-recognition or is impaired, where the value so recognized is allocated to the Consolidated Profit and Loss Account.

Notwithstanding the above, allowances for impairment and losses and gains which arise from exchange differences in monetary financial assets in foreign currency are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account rate.

The value of both the interest, calculated under the effective interest method, and the accrued dividends are also recognized in the Consolidated Profit and Loss Account.

Investments in equity instruments whose fair value cannot be reliably determined are valued by their cost, less, where appropriate, the accumulated value of the allowances for impairment.

De-recognition of Financial Assets

A financial asset, or part of it, is de-recognized where the contractual rights over the cash flows of the financial asset have expired or been assigned, and the risks and benefits attaching to its ownership have been substantially transferred.

De-recognition of Financial Liabilities

A financial liability is de-recognized where the corresponding obligation ceases.

Interest Received from Financial Assets

Interest from financial assets accrued subsequent to their purchase are recognized as income in the Consolidated Profit and Loss Account.

Interests are recognized by using the effective interest rate method. For these purposes in the initial valuation of the financial assets, both the value of the explicit interest, accrued and non-matured at that time, and the value of the dividends agreed to by the competent body on acquisition, are recognized independently, bearing in mind their maturity.

Guarantees Given

Guarantees given and received through operating leases and provision of service are valued by the amount paid out and received respectively.

f) Transactions in Foreign Currencies

Transactions in foreign currencies are recognized by their exchange value in Euros, by using the spot exchange-rate for the dates on which they occur.

On the close of each financial year, monetary items are valued by applying the average spot exchange-rate on that date. Exchange differences, both positive and negative, which result from this process, as well as those generated on selling off equity items, are recognized in the Consolidated Profit and Loss Account for the financial year in which they arise.

g) Profit Tax

Profit tax is recognized in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity depending on where the gains or losses giving rise to it are recognized. Profit tax for each financial year includes both current and deferred taxes, where appropriate.

The current tax amount is the sum to be paid by the companies as a result of the assessment notices for the tax.

Differences between the book value of assets and liabilities, and their tax base, generate the deferred tax asset or liability tax balances which are calculated using the expected tax rates at the time of their reversal, and under the method in which it can be reasonably expected to recover or pay the asset or liability.

Variations arising during the financial year in deferred tax asset or liability are recognized either in the Consolidated Profit and Loss Account or directly in the Consolidated Equity, as appropriate.

Deferred tax assets are only recognized insofar as it is probable that the company will have future tax gains that allow these assets to be applied.

In each closing balance sheet the book value of the recognized deferred tax assets is analyzed and the necessary adjustments are made insofar as there are doubts over their future tax recoverability. Likewise, in each closing non-recognized deferred taxes are assessed in the balance sheet and these are subject to recognition to the extent that their recovery with future tax benefits is probable.

h) Income and Expenses

Income and expenses are allocated according to the accrual basis, i.e. where the real flow of goods and services occurs which these represent, irrespective of when the monetary or financial flow deriving from them occurs.

Income resulting from the sale of goods and provision of services is valued by the fair value of the consideration, received or to be received, that derives from these, which, unless there is evidence to the contrary, is the agreed price for these goods or services, less the amount of any discount, reduction or other similar items, as well as the interest incorporated into the face value of the credits.

Income from services is recognized when the result of the transaction can be estimated reliably, considering the percentage of completion of the service at the year-end date. Consequently, only income from the provision of services is accounted for when all and each of the following conditions:

- a) The amount of the income can be reliably valued.
- b) It is probable that the Group receives financial benefits or profits arising from the transaction.
- c) The extent of the transaction carried out, on the date of closure of the financial year, can be reliably valued, and
- d) The costs already incurred in the service's provision, as well as those that are yet to be incurred up to its completion, can be reliably valued.

I) Provisions and Contingencies

Debentures existing at the close of the financial year, resulting from past events which may occasion loss in equity for the Group, and whose value and time of cancellation are indeterminate, are recognized on the consolidated balance sheet as provisions and are valued by the current value of the best possible estimate for the amount necessary to cancel the obligation or transfer it to a third party.

j) Grants, Donations and Legacies

Non-refundable capital grants, as well as donations and legacies, are valued by the fair value of the amount granted or of the goods received. They are initially allocated directly as income in the Consolidated equity and recognized in the Consolidated Profit and Loss Account in proportion to the amortization undergone over the period by the assets financed through these grants, unless these are non-depreciable assets, in which case they will be allocated to the earnings of the financial year in which their alienation or de-recognition takes place.

Grants intended for cancelling debts are allocated as income for the financial year in which the cancellation occurs, unless they are received for a specific financing, in which case the allocation is made according to the item that is financed.

Refundable grants are recognized as long-term debt convertible into subsidies until they become non-refundable.

Operation grants are credited to the earnings of the financial year when they accrue.

k) Related-Party Transactions

In general, items forming the subject matter of a related-party transaction are initially recognized by their fair value. The subsequent valuation is made in accordance with the provisions laid down in the corresponding regulations.

l) Cash-Flow Statements

Cash-flow statements use the following expressions according to the meanings given below:

Cash and Equivalents: Cash is both cash in hand and demand deposits. Cash equivalents are financial instruments forming part of the Group's normal cash management, are convertible into cash, have initial maturities no greater than three months and are subject to little significant risk of change in their value.

Cash Stream-flows: inflows and outflows of cash or other equivalent resources, with the latter being understood as investments having terms under three months, high liquidity and low risk of changes in value.

Operating Activities: these are the activities that make up the principal source of the Group's ordinary income, as well as other activities that cannot be classified under investment or financing.

Investment Activities: acquisition, alienation or disposal by other means of long-term assets and other investments not included in cash or cash equivalents.

Financing Activities: activities that lead to changes in the size and composition of the equity and financial liabilities.

NOTE 4. MINORITY INTEREST

The breakdown of the value of minority interests in the equity of the consolidated subsidiaries as of June 30, 2018 is as follows, in Euros:

Group Company	Percentage of minority interests shareholders (holdings)	Equity	Others	Period results	Total Minority interests
Lleidanet Guatemala	20%	4.042,50	(567,46)	-	695,01
Lleidanet Honduras	30%	-	-	-	-
Lleidanet Brasil	0,01%	(8.927,94)	194,34	(3.783,51)	(2,26)
Lleidanet República Dominicana	0,02%	(2.066,78)	1.587,69	(4.209,07)	(0,94)
					691,81

NOTE 5. INTANGIBLE FIXED ASSETS

The detail and movement of Intangible Fixed Assets for the six-month period ended as of June 30, 2018 is as follows, in euros:

	31/12/2017	Additions	Transfers	30/06/2018
Cost:				
Research	9.341.242,16	328.140,30	-	9.669.382,46
Industrial Property	388.550,99	-	-	388.550,99
Computer applications	221.657,90	2.983,23	1.996,00	226.637,13
Advances for intangible fixed assets	656.368,89	74.442,91	(1.996,00)	728.815,80
	10.607.819,94	405.566,44	-	11.013.386,38
Accumulated amortization:				
Research	(6.514.100,47)	(451.888,63)	-	(6.965.989,10)
Industrial Property	(65.531,01)	(52.323,09)	-	(117.854,10)
Computer applications	(180.680,96)	(6.973,98)	-	(187.654,94)
	(6.760.312,44)	(511.185,70)	-	(7.271.498,14)
Intangible Fixed Assets, Net	3.847.507,50	(105.619,26)	-	3.741.888,24

The details and changes in intangible fixed assets throughout the financial year 2017 were as follows, in euros:

	31/12/2016	Additions	De-Recognition	Transfers	30/06/2017
Cost:					
Research	8.492.284,57	848.957,59	-	-	9.341.242,16
Industrial Property	188.966,60	-	-	199.584,39	388.550,99
Computer applications	180.706,33	40.951,57	-	-	221.657,90
Advances for intangible fixed assets	571.672,17	284.281,11	-	(199.584,39)	656.368,89
	9.433.629,67	1.174.190,27	-	-	10.607.819,94
Accumulated amortization:					
Research	(5.594.085,96)	(920.014,51)	-	-	(6.514.100,47)
Industrial Property	(27.344,34)	(38.186,67)	-	-	(65.531,01)
Computer applications	(170.663,60)	(10.017,36)	-	-	(180.680,96)
	(5.792.093,90)	(968.218,54)	-	-	(6.760.312,44)
Intangible Fixed Assets, Net	3.641.535,77	205.971,73	-	-	3.847.507,50

Fully-amortized and in-use items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of June 30, 2018 and at December 31, 2017, is the following, stating their cost values in Euros:

	30/06/2018	31/12/2017
Research	5.472.949,24	4.786.791,68
Patents	26.783,16	1.376,84
Computer applications	167.566,20	167.566,20
	5.667.298,60	4.955.734,72

NOTE 6. TANGIBLE ASSETS

The detail and changes of tangible fixed assets for year 2018, until June 30, is the following, in euros:

	31/12/2017	Additions	Others movements	30/06/2018
Cost:				
Land and buildings	172.228,55	24.957,19	-	197.185,74
Technical installations and machinery	258.126,00	-	(489,25)	257.636,75
Other installations, tools and furniture	79.150,73	15.900,28	-	95.051,01
Data processing equipment	382.133,66	15.881,14	1.459,76	399.474,56
Other tangible fixed assets	3.087,87	1.847,92	-	4.935,79
	894.726,81	58.586,53	970,51	954.283,85
Accumulated amortization:				
Land and buildings	(28.901,34)	(2.477,52)	-	(31.378,86)
Technical installations and machinery	(184.466,49)	(10.192,24)	(288,96)	(194.947,69)
Other installations, tools and furniture	(45.553,76)	(4.520,74)	-	(50.074,50)
Data processing equipment	(244.899,88)	(44.720,68)	(520,78)	(290.141,34)
Other tangible fixed assets	(3.087,87)	(127,44)	-	(3.215,31)
	(506.909,34)	(62.038,62)	(809,74)	(569.757,70)
Tangible Fixed Assets, Net	387.817,47	(3.452,09)	160,77	384.526,15

The details and changes in tangible fixed assets throughout the financial year 2017 were as follows, in euros:

	31/12/2016	Additions	Transfers	31/12/2017
Cost:				
Land and buildings	172.228,55	-	-	172.228,55
Technical installations and machinery	258.126,00	-	-	258.126,00
Other installations, tools and furniture	79.150,73	-	-	79.150,73
Data processing equipment	271.069,30	33.013,36	78.051,00	382.133,66
Other tangible fixed assets	3.087,87	-	-	3.087,87
Fixed assets under construction	78.051,00	-	(78.051,00)	-
	861.713,45	33.013,36	-	894.726,81
Accumulated amortization:				
Land and buildings	(24.595,63)	(4.305,71)	-	(28.901,34)
Technical installations and machinery	(164.510,72)	(19.955,77)	-	(184.466,49)
Other installations, tools and furniture	(38.197,68)	(7.356,08)	-	(45.553,76)
Data processing equipment	(168.731,64)	(76.168,24)	-	(244.899,88)
Other tangible fixed assets	(2.645,84)	(442,03)	-	(3.087,87)
	(398.681,51)	(108.227,83)	-	(506.909,34)
Tangible Fixed Assets, Net	463.031,94	(75.214,47)	-	387.817,47

Fully-Amortized and in-Use Items

The breakdown, by epigraphs, of the most significant assets which were fully-amortised and in use as of June 30, 2018 and at December 31, 2017, is shown below stating their cost values in Euros:

	30/06/2018	31/12/2017
Technical installations and machinery	43.468,70	43.468,70
Data processing equipment	148.061,46	129.448,92
	191.530,16	172.917,62

NOTE 7. LEASES AND OTHER OPERATIONS OF SIMILAR NATURE

7.1) Financial Leases (the Company as Lessee)

The Company has the following assets financed through financial lease agreements as of June 30, 2018, in euros:

	Fair Value	Value of the purchase option	Due Date	Signature date	Outstanding dues
Computer equipment	80.798,12	1.707,27	04/04/2021	04/05/2017	58.218,41

The following is the total amount of future payments in financial leases as of June 30, 2018, in euros:

	Financial year 2018
Total amount of minimum future payments at the close of the year	58.051,88
(-) Non-accrued financial expenses	(1.540,74)
Value of the purchase option	1.707,27
Current value at the close of the year	58.218,41

7.2) Operating Leases (the Company as Lessee)

The amount of the contingent payments recognized as an expense in the period ended as of June 30, 2018, is 152.277,02 euros (164.824,69 euros in the period of six months ended as of June 30, 2017).

The following is the breakdown of the total amount of the minimum future payments corresponding to the non-cancellable operating leases:

	2018	2017
Up to 1 year	192.824,27	211.130,03
Between 1 and 5 years	247.519,69	206.833,55
More of 5 years	166.082,40	170.695,80
	606.426,36	588.659,38

NOTE 8. FINANCIAL ASSETS

The following is the breakdown of the long-term financial assets, in Euros:

	Equity instruments 30/06/2018	Equity instruments 31/12/2017	Credits and Others Financial Assets 30/06/2018	Credits and Others Financial Assets 31/12/2017
Loans and receivable items (Note 8.2)		-	34.065,63	35.742,64
Financial assets available for sale (Note 8.3)	154.077,40	154.077,40	-	-
	154.077,40	154.077,40	34.065,63	35.742,64

The breakdown of the short-term financial assets, is as follows, in euros:

	Credits and Others Financial Assets 30/06/2018	Credits and Others Financial Assets 31/12/2017
Assets at fair value through the profit and loss:	804.129,74	529.998,13
Cash or other liquid assets (Note 8.1)	804.129,74	529.998,13
Loans and receivable items (Note 8.2)	3.293.087,49	3.228.243,16
Total	4.097.217,23	3.758.241,29

8.1) Assets at Fair Value through the Profit and Loss

Cash and other Equivalent Liquid Assets

The detail of this assets as of June 30, 2018 and at December 31, 2017 is as follows, in euros:

	Balance at 30/06/2018	Balance at 31/12/2017
Current Accounts	793.088,76	520.079,17
Cash	11.040,98	9.918,96
Total	804.129,74	529.998,13

8.2) Loans and Receivable Items

The composition of loans and receivable items as of June 30, 2018 and at December 31, 2017 is at follows, in euros:

	Balance at 30/06/2018		Balance at 31/12/2017	
	Long-Term	Short-Term	Long-Term	Short-Term
Loans and receivables items for commercial transactions				
Costumers	-	2.534.175,65	-	2.172.207,60
Debtors	-	51.995,31	-	38.993,92
Total loans and receivables items for commercial transactions	-	2.586.170,96	-	2.211.201,52
Loans and receivables for non-commercial transactions				
Staff	-	3.911,03	-	4.625,00
Short-term deposits (*)	-	703.005,50	-	1.012.416,64
Securities and deposits	34.065,63	-	189.820,04	-
Total loans and receivables for non-commercial transactions	34.065,63	706.916,53	189.820,04	1.017.041,64
Total	34.065,63	3.293.087,49	189.820,04	3.228.243,16

(*) *Short-term deposits have a maturity to short-term and accrue a market interest rate.*

Trade and other receivables include impairments due to insolvency risks, as detailed below:

	Amount
Accumulated impairment end of financial year 2016	488.616,83
Impairment losses on trade receivables	66.349,94
Accumulated impairment end of financial year 2017	554.966,77
Impairment losses on trade receivables	5,13
Accumulated impairment as of June 30, 2018	554.971,90

8.3) Financial Assets available for Sale

Correspond to two investments made for the Group in:

- a) E.Kuantia: financial institution specialized in the issuance of means of payment and electronic money. The investment amounts to 143.880 euros and corresponds to 2% of the share capital.
- b) IBAN Wallet: global platform, linking investors and loan applicants, with high rates for both. The investment amounts to 10.197,40 euros and corresponds to 0,38% of the share capital.

NOTE 9. FINANCIAL LIABILITIES

Detail of long-term financial liabilities, is as follows, in euros:

	Debts with credit institutions		Others liabilities		Total	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Debits and payable items (Note 9.1)	959.183,02	1.071.740,63	44.553,26	71.285,72	1.003.736,28	1.143.026,35

Detail of short-term financial liabilities, is as follows, in euros:

	Debts with credit institutions		Others liabilities		Total	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Debits and payable items (Note 9.1)	2.429.367,33	2.752.059,43	2.172.397,27	1.737.860,96	4.601.764,60	4.489.920,39

9.1) Debits and Payable Items

The breakdown as of June 30, 2018 and at December 31, 2017 is as follows, in euros:

	Balance as of 30/06/2018		Balance as of 31/12/2017	
	Long-Term	Short-Term	Long-Term	Short-Term
For commercial transactions:				
Suppliers	-	1.561.929,35	-	1.125.581,58
Creditors	-	313.861,31	-	373.877,19
Advances from costumers	-	153.880,00	-	178.843,85
Total balances for commercial transactions	-	2.029.670,66	-	1.678.302,62
For non-commercial operations:				
Debts with credit institutions	920.594,72	2.409.737,22	1.023.296,73	2.732.604,86
Other financial liabilities	38.588,30	19.630,11	48.443,90	19.454,57
Other debts	44.553,26	61.898,29	71.285,72	57.505,21
Debits and payable items	1.003.736,28	2.491.265,62	1.143.026,35	2.809.564,64
Staff (remuneration payable)	-	80.828,32	-	2.053,13
Total balances for non-commercial operations	1.003.736,28	2.572.093,94	1.143.026,35	2.811.617,77
Total debts and payable items	1.003.736,28	4.601.764,60	1.143.026,35	4.489.920,39

9.1.1) Debts with credit institutions

The breakdown of debts with credit institutions as of June 30, 2018 is as follows, in euros:

	A Short-Term	A Long-Term	Total
Credit policies	1.151.900,91	920.594,72	2.072.495,63
Loans	911.248,87	-	911.248,87
Discounted effects	346.587,44	-	346.587,44
Leasings	19.630,11	38.588,30	58.218,41
	2.429.367,33	959.183,02	3.388.550,35

The breakdown of debts with credit institutions at December 31, 2017 is as follows, in euros:

	A Short-Term	A Long-Term	Total
Credit policies	1.342.318,02	-	1.342.318,02
Loans	1.064.033,12	1.023.296,73	2.087.329,85
Leasings	19.454,57	48.443,90	67.898,47
Discounted effects	326.253,72	-	326.253,72
	2.752.059,43	1.071.740,63	3.823.800,06

Loans

The detail of the bank loans as of June 30, 2018, expressed in Euros, is the following:

Company	Last maturity	Initial amount	Pending closing
Loan 17	18/07/2018	300.000,00	5.567,55
Loan 18	10/10/2018	150.000,00	12.500,00
Loan 21	12/03/2019	300.000,00	47.982,61
Loan 22	08/10/2019	250.000,00	86.206,32
Loan 24 (*)	15/10/2025	78.375,60	73.411,60
Loan 25	05/12/2018	400.000,00	68.552,58
Loan 28	14/12/2019	300.000,00	115.378,81
Loan 29	25/02/2020	250.000,00	86.648,47
Loan 30	25/06/2020	150.000,00	76.865,00
Loan 31	14/12/2020	465.000,00	238.971,90
Loan 32	31/12/2020	287.619,11	148.088,47
Loan 34	31/03/2019	350.000,00	97.222,25
Loan 35	29/09/2019	500.000,00	171.588,96
Loan 36	02/11/2022	300.000,00	267.234,07
Loan 37	01/03/2022	150.000,00	140.625,00
Loan 38	18/06/2023	195.000,00	195.000,00
		4.425.994,71	1.831.843,59

(*) It corresponds to a loan granted by the CDTI

The detail of the bank loans as of December 31, 2017, expressed in Euros, is the following:

Company	Last maturity	Initial amount	Pending closing
Loan 14	16/02/2018	300.000,00	117.800,86
Loan 16	30/04/2018	250.000,00	19.138,07
Loan 17	18/07/2018	300.000,00	38.442,23
Loan 18	10/10/2018	150.000,00	31.250,00
Loan 19	01/03/2018	300.000,00	25.938,71
Loan 21	12/03/2019	300.000,00	79.421,24
Loan 22	08/10/2019	250.000,00	17.384,56
Loan 24 (*)	15/10/2025	78.375,60	78.375,60
Loan 25	05/12/2018	400.000,00	136.408,37
Loan 27	30/04/2018	125.000,00	14.224,26
Loan 28	14/12/2019	300.000,00	153.090,09
Loan 29	25/02/2020	250.000,00	112.017,23
Loan 30	25/06/2020	150.000,00	95.489,26
Loan 31	14/12/2020	465.000,00	285.245,54
Loan 32	31/12/2020	287.619,11	176.715,34
Loan 34	31/03/2019	350.000,00	155.555,60
Loan 35	29/09/2019	500.000,00	255.479,33
Loan 36	02/11/2022	300.000,00	295.353,56
		5.055.994,71	2.087.329,85

(*) It corresponds to a loan granted by the CDTI

Credit Lines

As of June 30, 2018, the Group has credit policies granted with a total limit amounting to 1.715.000 euros (1.715.000 euros at the end of the previous year), which amount drawn at the aforementioned date is 1.151.900,91 euros (1.354.318,02 euros at the end of the previous year).

Lines of Effects and Import Advances

As of June 30, 2018, the Company has discount policies granted with a total limit amounting to 500.000 euros (875.000 euros at the end of the previous year), the amount of which is as follows to date 346.587,44 euros (326.253,72 euros at the end of the previous year).

9.1.2) Other debts

The balance of other debts includes a debt held by the Group with the Institut Català de Finances (ICF). The amount initially granted by this entity was 336.737,98 euros of which as of June 30, 2018 are pending 98.018,36 euros. The maturity of this debt is April 29, 2020.

9.2) Other Information related to Financial Liabilities

a) Classification by Maturity Date

The breakdown of the maturity dates of the liability financial instruments as of June 30, 2018 is the following, in Euros:

	Maturity years						Total
	2019	2020	2021	2022	2023	More than 5 years	
Financial debts:	2.429.367,33	461.787,71	250.730,67	140.658,34	77.272,09	28.734,21	3.388.550,35
Debts with credit institutions	2.409.737,22	441.816,09	232.113,99	140.658,34	77.272,09	28.734,21	3.330.331,94
Financial lease	19.630,11	19.971,62	18.616,68	-	-	-	58.218,41
Other debts	61.898,29	44.553,26	-	-	-	-	106.451,55
Commercial creditors and other payable items:	2.110.498,98	-	-	-	-	-	2.110.498,98
Suppliers	1.561.929,35	-	-	-	-	-	1.561.929,35
Sundry creditors	313.861,31	-	-	-	-	-	313.861,31
Staff	80.828,32	-	-	-	-	-	80.828,32
Advances from costumers	153.880,00	-	-	-	-	-	153.880,00
Total	4.601.764,60	506.340,97	250.730,67	140.658,34	77.272,09	28.734,21	5.605.500,88

The breakdown of the maturity dates of the liability financial instruments at the close of 2017 is the following, in Euros:

	Maturity years						Total
	2018	2019	2020	2021	2022	More than 5 years	
Financial debts:	2.752.059,43	609.407,97	279.410,16	83.391,37	71.359,29	28.171,84	3.823.800,06
Debts with credit institutions	2.732.604,86	589.610,21	259.263,16	74.892,23	71.359,29	28.171,84	3.755.901,59
Financial lease	19.454,57	19.797,76	20.147,00	8.499,14	-	-	67.898,47
Other debts	57.505,21	9.928,31	9.928,31	9.928,31	9.928,31	31.572,48	128.790,93
Commercial creditors and other payable items:	1.680.355,75	-	-	-	-	-	1.680.355,75
Suppliers	1.125.581,58	-	-	-	-	-	1.125.581,58
Sundry creditors	373.877,19	-	-	-	-	-	373.877,19
Staff	178.843,85	-	-	-	-	-	178.843,85
Advances from costumers	2.053,13	-	-	-	-	-	2.053,13
Total	4.489.920,39	619.336,28	289.338,47	93.319,68	81.287,60	59.744,32	5.632.946,74

b) Breach of Contractual Obligations

No incidence has been produced in breach of the obligations relating to the loans received from third parties.

NOTE 10. INFORMATION ON THE DEFERMENT OF PAYMENTS MADE TO SUPPLIERS. THIRD ADDITIONAL PROVISION. "DUTY TO INFORM" OF LAW 15/2010, OF JULY 5

As indicated in the third additional provision. Duty to inform of Law 15/2010, of July 5 (modified by Law 31/2014), to amend Law 3/2004 of December 29, by which are established measures to combat late payment in commercial transactions and with regard to the resolution January 29, 2016, of the Institute of Accounting and Audit Statements, about the information to include in the Notes to the Annual Accounts with regard to the average payment period to suppliers in commercial transactions, is as follows:

	Payments made and pending payment on the Closing Date Balance	
	Financial year 2018 Days	Financial year 2017 Days
Average payment period to suppliers	33,56	37,98
Ratio paid operations	34,62	38,94
Ratio of outstanding payment transactions	31,20	33,97
	Financial year 2018 (six months)	Financial year 2017
	Amount	Amount
Total payments	4.196.122,66	6.607.903,37
Total outstanding payments	1.877.389,76	1.587.706,21

NOTE 11. INFORMATION ON THE NATURE AND LEVEL OF THE RISK FROM FINANCIAL INSTRUMENT

Group activities are exposed to various types of financial risk, most especially credit, liquidity and market risks (exchange rate, interest rate and other price risks).

11.1) Credit Risk

The Group's main financial assets are cash and cash balances, trade and other receivables and investments, which represent the Group's maximum exposure to credit risk in relation to financial assets.

The Group's credit risk is attributable mainly to its commercial debts. The amounts are reflected in the net balance of provisions for bad debts, estimated by the Parent Company's management based on the experience of previous years and its assessment of the current economic environment.

11.2) Liquidity Risk

The general situation of financial markets, especially the banking market, has been particularly unfavourable for credit claimants. The Group pays constant attention to the evolution of the different factors that can help to solve liquidity crises, and especially to the sources of financing and their characteristics.

11.3) Market Risk

The general market situation during the last years has been unfavourable due to the difficult economic situation of the environment.

11.4) Exchange Rate Risk

The Group is not exposed to a significant exchange rate risk and therefore does not trade in hedging instruments.

11.5) Interest Rate Risk

Changes in interest rates modify the fair value of assets and liabilities bearing a fixed interest rate as well as the future flows of assets and liabilities referenced to a variable interest rate.

The objective of interest rate risk management is to achieve a balance in the debt structure that will minimize the cost of debt over the multiannual horizon with a reduced volatility in the Profit and Loss Account.

NOTE 12. EQUITY

12.1) Share Capital of Parent Company

12.1) Share Capital

As of December 31, 2017 and June 30, 2018, the share capital amounts to 320.998,86 euros and is represented by 16.049.943 registered shares of 0,02 euros nominal each, fully subscribed and paid up. These holdings enjoy equal political and economic rights.

As of June 30, 2018, there are no companies with a direct or indirect stake equal to or greater than 10% of the share capital.

As of December 31, 2017, the companies with a direct or indirect stake equal to or greater than 10% of the share capital were as follows:

	Nº Shares	% Shares
SESD, FCR	3.413.680	21,27%

Capital Increase

By virtue of the admission to trading on the Alternative Stock Market, the Parent Company carried out the following transactions in its share capital:

- On June 1, 2015, a General Shareholders' Meeting resolved to split the shares of the Parent Company by reducing the par value of the shares by 60,10 euros at a nominal value of 0,02 euros per share. In this operation, 3.005 shares were generated for each old share, with the capital stock being formed by 11.812.655 shares with a nominal value of each share at nominal 0,02 euros each.
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Shareholders' Meeting to modify the system of representation of the shares, transforming the nominative securities representing the shares in which the Parent Company's capital is divided into account entries.
- On June 1, 2015, it was resolved by means of a General Meeting of Shareholders to modify the transmission regime of the shares of the Parent Company, passing this transfer of shares to be free and not subject to consent or authorization by the Company nor by shareholders
- On June 1, 2015, it was agreed by the General Meeting of Shareholders to request the incorporation in the segment of Companies in Expansion of the Alternative Stock Market of all the shares representing the Parent Company.
- On September 30, 2015, it was agreed to increase the Parent Company's Capital Stock by 84.745,78 euros through the issuance of 4.237.288 shares with a nominal value of 0,02 euros and an issue premium of 1,16 euros per share. This extension is fully subscribed and disbursed.

12.2) Reserves

The breakdown for Reserves is as follows, in euros:

	30/06/2018	31/12/2017
Legal Reserve	47.503,72	47.503,72
Voluntary Reserves	122.651,13	1.652.257,38
Negative results from previous years	(2.054.232,27)	(3.623.521,52)
	(1.884.077,42)	(1.923.760,42)

12.3) Issue Premium

This reserve amounted to 5.244.344,28 euros, of which 329.090,20 euros arose as a result of the capital increase carried out in 2007 and 4.915.254,08 euros arose as a result of the capital increase carried out in the 2015 exercise for the departure of the Parent Company to the Alternative Stock Market. It has the same restrictions and can be used for the same purposes as voluntary reserves, including their conversion into share capital.

12.4) Own Shares

The Board of Shareholders of the Parent Company agreed on June 1, 2015 to authorize the Parent Company's Board of Directors for the derivative acquisition of treasury shares under the terms established by current legislation. These acquisitions of own shares have been made through the liquidity provider GVC Gaesco Valores SV, S.A, making available a total value of 1.200.000 euros to be able to carry out transactions of own shares, in accordance with the provisions of the Alternative Market and are valued at acquisition cost.

As of June 30, 2018, the Parent Company holds own shares for an amount of 923.861,00 euros.

NOTE 13. FOREIGN CURRENCY

The most significant foreign currency balances as of June 30, 2018, totalled in euros and broken down into their foreign currency equivalent, are as follows:

	EUROS	USD	GBP	COP	DOP	BRL	CR
CURRENT ASSETS	763.115,74	502.521,77	134.266,23	568.169.704,59	20.314,35	537.139,84	1.404,00
Trade debtors and other accounts receivable	370.987,64	258.662,97	99.800,41	121.621.830,31	225,75	30.962,49	-
Cash	392.128,10	243.858,80	34.465,82	446.547.874,28	20.088,60	506.177,35	1.404,00
CURRENT LIABILITIES	659.824,27	758.340,31	4.053,30	8.826.879,19	-	65.905,09	-
Trade creditors and other payable accounts	659.824,27	758.340,31	4.053,30	8.826.879,19	-	65.905,09	-

The most significant foreign currency balances as of December 31, 2017, totalled in euros and broken down into their foreign currency equivalent, are as follows:

	EUROS	USD	GBP	COP	BRA	DOP
CURRENT ASSETS	606.804,34	388.516,30	144.554,78	491.648.430,60	35.643,15	464.819,13
Trade debtors and other accounts receivable	384.861,02	309.202,95	136.701,00	18.654.657,00	-	10.323,14
Cash	221.943,31	79.313,35	7.853,78	472.993.773,60	35.643,15	454.495,99
CURRENT LIABILITIES	471.164,92	507.054,78	37.281,80	16.771.817,59	-	73.400,08
Trade creditors and other payable accounts	471.164,92	507.054,78	37.281,80	16.771.817,59	-	73.400,08

The most significant transactions carried out during the six-month period ended June 30, 2018, totalled in euros and broken down into the equivalent in foreign currency, are as follows:

	EUR	USD	GBP	COP	PER	DOP	BRL
Purchases and services received	131.426,19	20.633,18	30.328,73	203.750.280,57	49.093,34	255.899,66	16.482,92
Sales and services given	383.379,94	254.057,44	47.076,62	408.911.985,70	224,93	60.543,36	1.355,04

The most significant transactions carried out during the financial year 2017 ended December 31, 2017, totalled in euros and broken down into the equivalent in foreign currency, are as follows:

	EUR	USD	GBP	CLP	COP	ZAR	BRL	DOP
Purchases and services received	602.243,38	120.817,03	40.113,49	8.920.780,00	420.005.164	116.557,23	39.960,76	508.630,15
Sales and services given	374.789,93	275.277,79	60.340,63	-	888.591.437	-	1.808,55	86.292,93

NOTE 14. TAX SITUATION

The following is the breakdown of the balances with the Tax Authorities as of June 30, 2018 and December 31, 2017, in euros:

	30/06/2018		31/12/2017	
	Receivable	Payable	Receivable	Payable
Non-current:				
Deferred Tax Assets	138.100,65	-	138.100,65	-
	138.100,65	-	138.100,65	-
Current:				
Value Added Tax	9.175,94	33.813,53	16.159,83	15.081,92
Subsidies receivable (*)	27.732,78	-	27.732,78	-
Income Tax retentions	-	46.081,72	-	41.389,85
Company Tax	73.125,01	-	29.693,49	-
Social Security bodies	761,77	48.448,24	-	44.495,00
	110.795,50	128.343,49	73.586,10	100.966,77

Tax Situation

In accordance with current legislation, tax payments cannot be considered final until they have been inspected by the tax authorities, or until the statute barring period of four years has passed. In consequence, for the purposes of subsequent inspections, liabilities may arise additional to those recorded by the Group.

As of June 30, 2018, the Group has open to tax inspection all the taxes to which it is subject from the financial year 2013 to the 2017 financial year. Consequently, as a result of possible inspections, additional liabilities could arise to those registered by the Group. However, the Directors of the Parent Company and its tax advisors consider that such liabilities, if they occur, would not be significant on the annual accounts taken as a whole.

Profit Tax

The conciliation of the net amount of income and expenses for the six-month period ended June 30, 2018 of the Parent Company with the taxable income tax base is as follows:

Profit and Loss Account			
Financial year's earnings (After taxes) (six-months)			(230.124,06)
	<i>Increases</i>	<i>Decreases</i>	<i>Net effect</i>
Profit tax	-	-	-
Permanent differences	581.848,20	-	581.848,20
Offset of negative tax bases			(351.724,14)
Taxable income (tax result)			-

The conciliation of the net amount of income and expenses for the six-month period ended June 30, 2017 of the Parent Company with the taxable income tax base is as follows:

Profit and Loss Account			
Financial year's earnings (After taxes) (six-months)			(252.893,09)
	<i>Increases</i>	<i>Decreases</i>	<i>Net effect</i>
Profit tax	-	-	-
Permanent differences	604.143,32	-	604.143,32
Offset of negative tax bases			(351.250,23)
Taxable income (tax result)			-

The following are the calculations made with regard to the Company Tax to be paid, in Euros:

	2018 (6 months)	2017 (6 months)
Charge at 25 % of Taxable Income	-	-
Deductions	-	-
Net tax payable	-	-
Less: withholdings and payments	-	(545,36)
Tax payable	-	(545,36)

The main components of corporate income tax expense are as follows:

	2018	2017
Current tax	-	-
Deferred tax	(18.021,27)	-
Total	(18.021,27)	-

The movement of deferred taxes generated and cancelled during June 30, 2018 is detailed below in euros:

	Balance at 31/12/2017	Generated	Balance at 30/06/2018
Deferred tax assets:			
Tax credits	138.100,65	-	138.100,65

The movement of deferred taxes generated and cancelled during financial year 2017 is detailed below in euros:

	Balance at 31/12/2016	Generated	Balance at 31/12/2017
Deferred tax assets:			
Tax credits	138.100,65	-	138.100,65

Tax Loss Carry forwards

Part of the tax base credits have been recognised, since they meet the requirements established by current legislation for their recognition and since there are no doubts as to the Group's ability to generate future taxable profits that will enable it to be recovered. The total amount capitalized in this connection is 138.100,65 euros. The detail of the tax loss carry forwards to be offset in future years is as follows:

Credits for Tax Losses Carry Forward

As of June 30, 2018, the Group has the following deductions to apply:

Year of Origin	Amount
2005	13.460,45
2006	71.214,06
2007	75.820,66
2008	201.266,41
2009	172.071,08
2010	181.164,26
2011	214.961,29
2012	251.779,01
2013	243.153,60
2014	296.428,70
2015	370.874,02
2017	182.112,92
2018	63.311,90
	2.337.618,36

NOTE 15. INCOME AND EXPENSES

a) Supplies

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows, in Euros:

	2018 (6 months)	2017 (6 months)
Consumption of merchandise		
Domestics	1.537.977,13	836.159,49
Intra-Community Acquisitions	880.439,18	372.225,37
Imports	862.809,17	907.058,08
	3.281.225,48	2.115.442,94

b) Staff expenses

The staff expenses as in the Profit and Loss Account are composed as follows, in euros:

	2018 (6 months)	2017 (6 months)
Company Social Security contributions	240.183,78	207.372,06
Other welfare costs	61.244,34	70.974,38
	301.428,12	278.346,44

c) Financial Results

This heading in the Profit and Loss Account is composed as follows, in Euros:

	2018 (6 months)	2017 (6 months)
Financial incomes	222,19	3.555,61
Other financial incomes	222,19	3.555,61
Financial expenses	(54.140,79)	(54.848,32)
For debts with credit institutions	(54.140,79)	(54.848,32)
Change in fair value of financial instruments	88,90	990,97
Exchange differences	(8.011,00)	(75.640,29)
Financial Result Positive / (Negative)	(61.840,70)	(125.942,03)

NOTE 16. INFORMATION ON THE ENVIRONMENT

The Group has no assets, nor has it incurred expenses, aimed at minimizing the environmental impact and protecting and improving the environment. There are likewise no provisions for risks and expenses and no contingencies relating to protection and improvement of the environment.

NOTE 17. EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

Subsequent to 30 June 2018, no significant events affecting the Group's Consolidated Interim Financial Statements at that date have occurred.

NOTE 18. CONSOLIDATED EARNINGS

The following is the breakdown as of June 30, 2018 of the Consolidated Earnings in Euros:

Subsidiary	Individual Earnings of the Companies	Shareholding	Earnings Attributed to Parent Company	Earnings Attributed to Minority Interests
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.	(252.961,94)	-	(252.961,94)	-
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	6.875,00	100%	6.875,00	-
Lleidanet USA Inc	(20.479,98)	100%	(20.479,98)	-
Lleidanet Honduras, SA	-	70%	-	-
Lleidanet Dominicana, SRL	(4.209,07)	99,98%	(4.208,23)	(0,84)
Lleida SAS	(17.252,40)	100%	(17.252,40)	-
Lleida Chile SPA	-	100%	-	-
Lleidanet do Brasil Ltda	(3.783,51)	99,99%	(3.783,13)	(0,38)
Lleidanet Guatemala	-	80%	-	-
Portabilidades Españolas, S.A.	(77,06)	100%	(77,06)	-
Lleidanet Costa Rica	(10,63)	100%	(10,63)	-
Lleidanet Perú	(12.498,31)	100%	(12.498,31)	-
			(304.396,68)	(1,22)

The following is the breakdown for financial year 2017 of the Consolidated Earnings in Euros:

Subsidiary	Individual Earnings of the Companies	Shareholding	Earnings Attributed to Parent Company	Earnings Attributed to Minority Interests
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.	(548.171,36)	-	(548.171,36)	-
Lleidanetworks Serveis Telemàtics, LTD	22.244,69	100%	22.244,69	-
Lleidanet USA Inc	67.427,80	100%	67.427,80	-
Lleidanet Honduras, SA	-	70%	-	-
Lleidanet Dominicana, SRL	(8.316,42)	99,98%	(8.314,61)	(1,81)
Lleida SAS	39.426,20	100%	39.426,20	-
Lleida Chile SPA	-	100%	-	-
Lleidanet do Brasil Ltda	(11.812,17)	99,99%	(11.810,99)	(1,18)
Lleidanet Guatemala	-	80%	-	-
Portabilidades Españolas, S.A.	(849,82)	100%	(849,82)	-
Lleidanet Costa Rica	-	100%	-	-
Lleidanet Perú	(75.491,54)	100%	(75.491,54)	-
			(515.539,63)	(2,99)

The adjustments made to the Earnings associated to Parent Company at June 30, 2018 is as follows:

Individual earnings attributed to Parent Company	(304.396,68)
Consolidation adjustments:	
Deterioration elimination	575.552,69
Total	271.156,01

NOTE 19. TRANSACTIONS WITH RELATED PARTIES

19.1) Balances and Transactions with the Directors of the Parent Company and Senior Executives

The remuneration accrued during the six-month period ended June 30, 2018 by the Board of Directors of the Parent Company amounted to 42.000 euros. In the six-month period ended June 30, 2017, remunerations were accrued by the Parent Company's Board of Directors amounting to 43.500 euros.

The Senior Management tasks are performed by two members of the same Board of Directors, with compensation for salaries and wages amounting to 109.360,42 euros (88.448,04 euros for the six-month period ended June 30, 2017).

As of June 30, 2018, as well as December 31, 2017, there are no credits or advances with the Board of Directors of the Parent Company, as well as commitments for pension supplements, guarantees or guarantees granted in its favour.

Other Information Regarding the Board of Directors

Pursuant to the Capital Companies Law, it is reported that the members of the Parent Company's Management Body do not hold interests in other companies with the same, similar or complementary corporate purpose.

In accordance with the above-mentioned Law Capital Companies, it is also reported that the members of the Board have carried out no activity, on their own behalf or on behalf of others, with the Group, which may be considered to be not in accordance with normal trading and not carried out under normal market conditions.

The premium paid for civil liability insurance of administrators for damages caused by acts or omissions in the exercise of the position amounts to 20.071,21 euros.

NOTE 20. OTHER INFORMATION

The average number of employees during the financial year 2018 and 2017, which does not differ significantly from the number of employees at the end of the year, broken down by category and sex, is as follows:

	2018			Disability greater than or equal to 33%	2017			Disability greater than or equal to 33%
	Men	Women	Total		Hombres	Women	Total	
Senior Executives	1	1	2	-	1	1	2	-
Administration	-	5	5	1	1	3	4	1
Commercial	8	9	17	-	7	10	17	-
Human Resources	-	1	1	-	-	1	1	-
Production	18	3	21	-	15	3	18	-
Maintenance	-	1	1	-	-	2	2	-
Reception	-	6	6	-	-	6	6	-
Business development	3	5	8	-	1	4	5	-
TOTAL	30	31	61	1	25	30	55	1

The amount of fees accrued for the individual and consolidated review services of the Interim Consolidated Financial Statements for the year ended June 30, 2018 amounted to 16.650 euros (16.150 euros in the previous period of 6 months ended June 30, 2017).

It is reported that during the year the Parent Company paid the premium corresponding to the civil liability policy that would eventually cover the damage caused to third parties by acts or omissions related to the performance of their functions. The premium amounted to 20.071,21 euros (19,107 euros in the previous year).

NOTE 21. SEGMENTED INFORMATION

The distribution of the net amount of turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by category and / or business segment, is shown below, in euros:

Business Areas (in thousands of euros)	2018 (6 months)		2017 (6 months)	
	Euros	%	Euros	%
Certified electronic communications	1.067	17%	844	18%
SMS Solutions	4.657	74%	3.389	72%
Data Validation	555	9%	415	9%
Other Operations	-	-	43	1%
Total	6.279	100%	4.691	100%

The distribution of the net amount of turnover corresponding to the ordinary activities of the Group, by geographic markets, is shown below, in euros:

Description of geographic markets	2018 (6 months)		2017 (6 months)	
	Euros	%	Euros	%
Domestic	3.224.597,04	51%	2.736.058,47	58%
European Union	1.922.404,39	31%	1.261.516,31	27%
Rest of the World	1.131.854,40	18%	694.357,18	15%
Total	6.278.855,83	100%	4.691.931,96	100%

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE SIX-MONTH PERIOD ENDED AS OF JUNE 30, 2018

GROUP LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.
AND SUBSIDIARIES

CONSOLIDATED DIRECTORS' REPORT FOR
THE SIX-MONTH PERIOD ENDED ON JUNE 30, 2018

In compliance with the provisions of the Capital Companies Law, the directors then present the director's report for the year, in order to complement, expand and comment on the balance sheet, profit and loss account and the corresponding report for the first half of the year 2018

1. EVOLUTION OF RESULT AND NET TURNOVER

The Company increased sales by 1.5 million euros (+34% versus the same period in 2017).

The main milestones achieved by business lines are:

- Sales of SaaS services increased 25% in the first half of 2018 compared to the same period in 2017.
- Wholesale SMS sales totalled 3.2 million euros in the first half of 2018, a 69% increase on the same period last year.

<i>Sales per business line Thousand euros</i>	H1 2017	H1 2018	Var. €	Var.%
SaaS services	1.302	1.622	320	25%
SMS Solutions	1.480	1.426	-54	-4%
ICX WHOLESALE solutions	1.910	3.231	1.321	69%
Total	4.692	6.279	1.587	34%

EBITDA Evolution:

<i>Figures in thousands of Euros</i>	H1 2017	H1 2018	Var. €	Var.%
Sales	4.692	6.279	1.587	34%
Sales costs	(2.115)	(3.281)	(1.166)	55%
Gross Margin	2.577	2.998	421	16%
Personnel expenses	(1.273)	(1.210)	63	-5%
External services	(1.199)	(1.201)	(2)	0%
Other Incomes	7	9	2	29%
Activations	387	328	(59)	-15%
EBITDA	499	924	425	85%
Depreciation	(522)	(573)	(51)	10%
Other results	(12)		12	-
Ordinary activities results	(35)	351	386	1103%
Net Financial Debt	(50)	(54)	(4)	8%
Other Results	(76)	(8)	68	-
Earnings before Tax	(161)	289	450	280%

- EBITDA more than doubles the figure obtained in the first half of 2017 to almost one million euros, reaching a margin of 15.6% of sales. This increase reflects the operating leverage of the group, which is reaping the fruits of its investment in technological innovation and the internationalisation of its operations.
- In the first semester of 2018, Lleida.net has obtained patents in China, Japan, New Zealand, Taiwan and the United States and maintains its telecommunications operator licenses in Spain, USA, Great Britain, France and Colombia. Lleida.net has more than 360 interconnection contracts that allow it to reach any operator worldwide, which positions it as one of the most competitive operators. The group has continued to introduce improvements and new applications in its products eKYC (platform for identification by videoconference in onboarding processes) and Click&Sign, which continues to incorporate technological improvements and new applications.

2. EVENTS AFTER THE BALANCE SHEET DATE

Nor are there any subsequent events, other than those already mentioned in the Explanatory Notes, that demonstrate conditions that did not exist at 30 June 2018 and that are of such importance that they require additional information in the Explanatory Notes to the annual accounts.

3. PROBABLE EVOLUTION OF THE GROUP

The forecasts for the second financial year 2018 are to increase the company's gross margin by amounts, reinforcing sales of certified products through the consolidation of products at an international level.

4. RESEARCH ACTIVITIES

In the first half of fiscal year 2018, the Company invested 328 thousand euros in research activities aimed mainly at the company's certification line.

5. OPERATIONS WITH OWN SHARES

In accordance with the regulations of the Alternative Stock Market, the company signed a liquidity agreement with the placing bank on the occasion of its market launch. This agreement establishes both the delivery of a certain amount of own shares and the deposit of an amount of cash. The objective of this contract is to allow investors to trade the company's shares, ensuring that any interested person has the possibility of buying or selling shares.

On August 12, 2016, the Board of Directors approved the acquisition of own shares with a maximum amount of 200 thousand euros. The programme was extended until 12 August 2018 following the agreement of the Board of Directors on 7 August 2017.

At 30 June 2018, the company held 961.001 shares with a valuation on that date of 1.047.491,09 euros, which represented 5.99% of the shares of Lleidanetworks Serveis Telemàtics, S.A.

6. FINANCIAL INSTRUMENTS

During 2018, the Group did not use financial derivative instruments.

7. DEFERRALS OF PAYMENT TO SUPPLIERS

La información referente a los aplazamientos de pago a proveedores se muestra en los Estados Financieros Consolidados, en la Nota 10.

**PREPARATION OF THE INTERIM CONSOLIDATED
FINANCIAL STATEMENTS AND DIRECTOR'S REPORT**

In compliance with company law, the Sole Director of **LLEIDANETWORKS SERVEIS TELEMÀTICS, S.A.** draws up the Interim Consolidated Financial Statements and the Consolidated Director's Report for the financial year 2018, which comprises the attached pages number 1 to 45.

Lleida, October 5, 2018
The Board of Directors



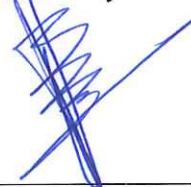
Mr. Francisco Sapena Soler
Chairman and Chief Executive Officer



Mr. Marcos Gallardo Meseguer
Secretary



Mr. Miguel Pérez Subias
Independent Director



Mr. Antonio López del Castillo
Independent Director



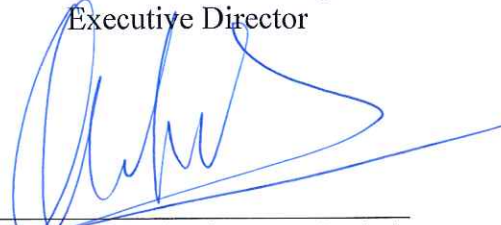
Mr. Jordi Carbonell i Sebarroja
Independent Director



Mrs. Arrate María Usandizaga Ruíz
Executive Director



Investor Group composed of
Sepi Desarrollo Empresarial, S.A.,
Empresa Nacional de Innovación, S.M.E., S.A.
& Cántabro Catalana de Inversiones, S.A.
represented by
D. Jorge Sainz de Vicuña
External Director



Institut Català de Finances Capital,
S.G.E.I.C., S.A.U.
Represented by
Mr. Emilio Gómez Jané
External Director

BDO Auditores S.L.P., es una sociedad limitada española, y miembro de BDO International Limited, una compañía limitada por garantía del Reino Unido, y forma parte de la red internacional BDO de empresas independientes asociadas.

BDO es la marca comercial utilizada por toda la red BDO y para todas sus firmas miembro.

bdo.es
bdo.global



[Auditoría & Assurance](#) | [Advisory](#) | [Abogados](#) | [Outsourcing](#)